

Nombre de récepteurs	Nombre de récepteurs
ALLEMAGNE	205
BELGIQUE	7
BULGARIE	7
ESPAGNE	9
FINLANDE	9
FRANCE	58
ÉTATS-UNIS	107
JAPON	84

Sports : M^{me} Buffet dévoile ses projets

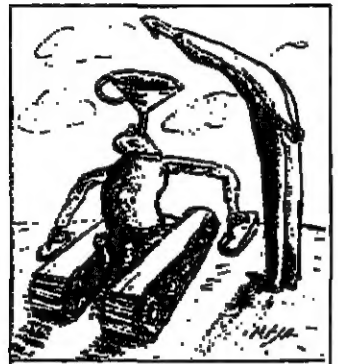
La ministre de la jeunesse et des sports a confié au Monde les grandes lignes de son projet de loi sur le sport. Elle avance une série de solutions pour réguler l'afflux massif d'argent et s'oppose fermement à l'entrée en Bourse des clubs.

Bouygues : Bolloré vend à Pinault

Artemis, la holding de François Pinault, reprend la participation de Vincent Bolloré dans le groupe de BTP Bouygues, propriétaire de TF 1.

Congo-Kinshasa : des promesses

Le sommet France-Afrique s'est achevé sur la promesse d'un cessez-le-feu. M. Kabila a promis d'engager ensuite son pays sur la voie de la démocratie.



Chaos en Russie : l'œil d'un historien

Pour Martin Malia, spécialiste de l'histoire russe et soviétique, l'aide financière a permis aux dirigeants de Moscou d'ajourner le moment de vérité.

Pinochet : ballet diplomatique

Tandis que Londres et Santiago démentent l'existence d'un accord pour renvoyer au Chili l'ancien dictateur, le gouvernement et partis chiliens semblent accepter que le général soit jugé, à condition que ce soit au Chili.

La nouvelle UDF

Desormais unifiée autour de François Bayrou, l'UDF conteste la présence de Philippe Seguin à la tête d'une liste unique de la droite aux élections européennes.

Restitution des biens juifs

Lionel Jospin s'est engagé à accélérer les recherches sur les spoliations des juifs en France. Jacques Chirac a inauguré lundi le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, à Paris.

Permis de détruire

Dans le Var, qui détient le record national des constructions sans permis de construire, le préfet Hubert Fournier a engagé la démolition des habitations illicites.

Allemagne, 3 DM ; Andorre-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Suisse, 10 CHF ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 1 FL ; Portugal, 200 Esc. ; Espagne, 200 Ptas ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 SEK ; Suède, 200 F ; Tunisie, 10 Din. USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

M 0147 - 1201 - 7,50 F

La France rencontre la nouvelle Allemagne

● Les deux gouvernements réunis, lundi et mardi, à Potsdam pour relancer leur coopération
● Une baisse des taux pour baptiser l'euro n'est pas exclue ● Hoechst et Rhône-Poulenc vont fonder un géant de la pharmacie ● Deutsche Bank et Bankers Trust créent la première banque mondiale

ACCOMPAGNÉS d'une trentaine de ministres, Jacques Chirac, Lionel Jospin et Gerhard Schröder devaient se retrouver, lundi 30 novembre et mardi 1^{er} décembre à Potsdam, près de Berlin. Ce sommitaire franco-allemand est le premier auquel participe le social-démocrate Gerhard Schröder, après les seize années de règne d'Helmut Kohl. Les craintes nées lors de la campagne électorale allemande de voir le nouveau chancelier favoriser un triangle Bonn-Londres-Paris, en lieu et place du traditionnel couple franco-allemand, semblent s'estomper.

L'Allemagne prendra la présidence de l'Union européenne durant le premier semestre 1999 et la France compte l'aider à aplanir les difficultés de l'Agenda 2000, qui doit fixer les nouvelles règles budgétaires européennes avant l'élargissement. Le sommet sera surtout l'occasion de tenter de « dépolluer » les relations entre les deux pays, selon le mot de Jacques Chirac. Allemands et Français veulent élargir leur dialogue aux



problèmes de société : enseignement, lutte contre le chômage, immigration, relations intellectuelles, etc.

Un exemple doit en être donné dans la coopération industrielle avec la création entre les groupes allemand Hoechst et français Rhône-Poulenc d'une filiale commune à partir de la première société mondiale dans la pharmacie et, plus généralement, les sciences de la vie. Les modalités de ce mariage seront rendues publiques mardi. Le dynamisme allemand a été à nouveau illustré, dimanche, par le rachat de la banque américaine Bankers Trust par la Deutsche Bank.

Enfin, à un mois de l'entrée en vigueur de l'euro, le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), qui se réunit mardi à Francfort, procédera à une analyse économique à l'intérieur de la zone euro. Celle-ci pourrait ouvrir la voie à une baisse des taux en France et en Allemagne avant la fin de l'année.

Lire pages 2, 18 et 19

Le RMI a dix ans

■ Institué par Michel Rocard, le RMI concerne encore plus de deux millions de personnes

■ Comment vit-on avec 2 138 francs par mois ? Cinq portraits

■ L'avis des deux « pères fondateurs », Bertrand Fragonard et Jean-Michel Belorgey

■ Le débat s'intensifie sur l'ouverture aux moins de 25 ans

Lire pages 10, 11, 14 et 15, et notre éditorial page 18

Michel Houellebecq est attendu par ses collègues à l'Assemblée nationale

QUICONQUE n'a jamais appelé, désespéré, le service informatique de son entreprise, après avoir vu un texte disparaître de l'écran de son ordinateur, n'imagine pas l'inquiétude de voir débarquer dans le rôle du technicien-sauveur... Michel Houellebecq. Pendant plusieurs années, les fonctionnaires de l'Assemblée nationale ont connu ce frisson-là. Houellebecq, qui n'était pas encore l'écrivain-star de la rentrée littéraire, passait pour l'un des plus étonnantes recrues entrées par concours pour rejoindre les armées de secrétaires administratifs du Palais-Bourbon.

Le jeune homme était musicien, poète à ses heures, et bon informaticien. Ah ! Houellebecq... Voilà déjà deux ans que l'écrivain des *Particules élémentaires*, best-seller de la rentrée, a obtenu une mise en disponibilité de son travail de fonctionnaire de l'Assemblée. Pourtant il reste, entre les murs gris des bureaux qu'il a autrefois hantés, l'un des personnages les plus controversés au sein de l'administration du Palais-Bourbon. Non que le Parlement ne compte d'autres écrivains parmi ses fonctionnaires. On vous en citera une dou-

zaine au siècle passé. Aujourd'hui, le seul service du compte rendu analytique, qui prend en note l'ensemble des débats, comprend sept auteurs de romans ou d'essais (la plupart non-matériels) parmi ses dix-sept agents. N'a-t-on pas vu, aussi, un huissier lisant, dans un couloir déserté par les députés, *Also sprach Zarathustra*, en allemand dans le texte ?

La controverse autour de Houellebecq, parmi ses anciens compagnons du bureau, tient à une double méprise. Dans l'univers clos de l'Assemblée, son introversion évidente l'avait d'abord fait passer pour un raté. Son goût pour la poésie l'a ensuite fait prendre pour naïf. Ce n'est qu'à la publication de son premier roman, *Extension du domaine de la lutte*, chez Maurice Nadeau, que ses compagnons de bureau, ses supérieurs hiérarchiques surtout, se sont aperçus, trop tard, que Houellebecq pouvait être le peintre sévère, désespéré et juste de leur univers de cadres moyens. Chacun s'y est reconnu, le chef ridicule comme l'informaticien déprimé. Ingénieur agronome ayant atterri, sans le souhaiter vraiment, au service informatique du ministère de

l'Agriculture, puis à celui de l'Assemblée nationale, Houellebecq avait tout utilisé : les incompétences et les pots de départ, les frustrations et, même, un suicide.

Il s'est créé, imperceptiblement, un petit groupe de fonctionnaires attentifs à saisir le moindre signe de son talent. Certains se souviennent même d'avoir veillé pour le voir lors de son premier passage à la télévision, aux heures noires de la nuit. Houellebecq n'avait pas pu dire trois mots intelligibles. Lorsque le succès est arrivé, l'écrivain avait pourtant, déjà, son petit lot d'admirateurs. Car si certains fonctionnaires de l'Assemblée ont pris ombrage de la peinture que Houellebecq avait faite d'eux, d'autres connaissent ses livres, ses recueils et découpent tous les articles de presse qui paraissent sur lui. Ceux-là, parce qu'ils aiment son œuvre, croient encore que leur ancien collègue reprendra, malgré la gloire et les droits d'auteur, son travail auprès d'eux. Houellebecq, lui, vient de demander la prolongation de sa mise en disponibilité.

Raphaëlle Bacqué

POINT DE VUE

Informatique et libertés ou vingt ans après

par Jacques Fauvet

UN amendement à la loi de finances vient d'être adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'administration fiscale à utiliser le numéro de Sécurité sociale (le NIR) dans ses propres fichiers pour permettre les interconnexions entre fichiers fiscaux et fichiers sociaux et faciliter, dit-on, le contrôle fiscal.

Il y a un peu plus de vingt ans, un projet de même inspiration, ingénument baptisé « Safari », avait été dénoncé comme ouvrant la « chasse aux Français ». Un long débat, d'une grande qualité, avait alors abouti à l'adoption de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à la création de la CNIL. Cette loi manifestait une volonté et reposait sur une conviction que cet amendement rapidement voté impose de rappeler.

La volonté : éviter que les citoyens ne soient identifiés par un numéro unique, commun à diverses administrations, qui rendrait possibles toutes les interconnexions de fichiers, celles qui sont légitimes et

celles qui le seraient moins. Il s'agit aussi d'éviter que la révolution technologique ne conduise à la prise de décisions automatiques, sans égard pour les situations individuelles, et d'éviter, en définitive, que les personnes ne soient réduites à des statistiques.

La conviction : une société qui s'informatise est une société dans laquelle il pourrait ne plus y avoir, pour la première fois dans l'histoire, de « droit à l'oubli », droit qui peut disparaître du fait de la mémoire informatique et de la puissance des microprocesseurs. Les individus pourraient ainsi devenir tout à fait et à jamais transparents à l'égard de l'administration, de leur employeur, de leur banque, de leur compagnie d'assurances ou de leur opérateur de télécommunications.

Lire la suite page 16

Jacques Fauvet, ancien directeur du « Monde », est président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Un Polonais à Paris



KRYSZTOF LUPA

« SOUVENT, je vampirise mes héros, je suce leur sang », confie au Monde le metteur en scène polonais Krystian Lupa, qui présente deux spectacles au Festival d'automne, à Paris : une adaptation des *Trois Sœurs*, de Tchekhov, et un spectacle-fléuve de douze heures (en trois soirs) d'après *Les Somnambules*, de Hermann Broch.

Lire page 28

International	2	Météorologie	27
France	6	Jeux	27
Société	10	Culture	28
Régions	13	Calendrier	30
Horaires	14	Cartes	31
Étrangers	19	Économie	32
Communication	21	Annuaire	33
Tableau de bord	22	Références	33
Aujourd'hui	24	Immobilier	34

SOMMET Le 72^e sommet franco-allemand devait s'ouvrir lundi 30 novembre en fin d'après-midi à Potsdam. Les deux gouvernements veulent rénover les relations entre

les deux pays qui ont constitué « le moteur de l'Europe ». ● **LES CRAINTES** que le chancelier Gerhard Schröder veuille privilégier un triangle Bonn-Londres-Paris sont lar-

gement dissipées. ● **L'ALLEMAGNE** prendra la présidence de l'Europe au premier semestre 1999 et Paris veut aider Bonn à dorer les dossiers de l'Agenda 2000 : les changements de

règles budgétaires avant l'élargissement. ● **LA FRANCE** et l'Allemagne veulent réfléchir en commun à la réponse à donner à Londres sur la défense. ● **LES PAYS DU SUD** craignent

de faire les frais d'une nouvelle répartition du budget européen, provoquée par les exigences de l'Allemagne, qui réclame une réduction de sa contribution.

A Potsdam, Français et Allemands veulent revigorer leur mariage

Deux mois après la victoire de la gauche en Allemagne, le climat politique entre les deux pays s'est sérieusement réchauffé, mais l'axe franco-allemand doit être étendu à la société civile et renoué par des coopérations intellectuelles, industrielles ou touristiques

BONN
de notre correspondant
« Nous devons faire un nouveau pas qualitatif dans le processus d'union européenne. Les relations entre États ne sont pas à mon avis le problème principal. Le problème réside plutôt dans les relations entre les sociétés, les milieux intellectuels, les élites politiques, les opinions publiques », déclarait le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer (Le Monde du 28 octobre), qui ajoutait : « Nous n'avons pas de débat européen sur nos différentes expériences, nos philosophies, nos peurs ou la définition d'objectifs communs ».

Trente-cinq ans après le traité de l'Elysée, qui scella la réconciliation franco-allemande, le volontarisme politique, qui a permis de créer le marché commun agricole, le marché unique puis l'euro, ne suffit plus. Pour poursuivre l'intégration européenne, il faut « légitimer » l'Europe auprès des populations, selon l'expression de M. Fischer et du chancelier Gerhard Schröder, et pour ce faire il convient de se poser la question jusqu'alors esquivée : quelle Europe voulons-nous ? Et puis d'aborder les sujets de politique intérieure : le chômage, la protection sociale, la sécurité, l'éducation, l'immigration...

Cette légitimation implique notamment que les sociétés françaises et allemandes reconnaissent qu'elles ont les mêmes aspirations : vivre dans une société-démocratie conciliant forte protection sociale et liberté individuelle, favorisant l'épanouissement personnel. Trau-

matées par le chômage, elles ont la même peur de l'avenir et les mêmes problèmes de solidarité, ne parvenant pas à réformer leur État-providence.

Les cultures et les modes de vie différents des deux pays compliquent le dialogue. « Plus on se connaît, plus on découvre qu'on est différents », explique Hans-Martin Tillack, journaliste au Stern, qui vit avec une Française. L'éducation française paraît rigide et élitiste aux Allemands, qui privilégient un système permettant à l'enfant de s'épanouir. Les Français ont du mal à s'adapter à la cuisine des Allemands, à leur discipline de tri des déchets entre cinq poubelles, à leur manie de laver leur voiture chaque samedi ou à ces magasins fermés le samedi à 16 heures.

DÉSÉQUILIBRE ÉMOTIONNEL

Les difficultés consécutives à la réunification mettent les sujets de société à l'ordre du jour. « Il y a un changement de climat : en ayant plus de problèmes, l'Allemagne devient plus sympathique. Avant, elle était trop ordonnée, trop riche », explique Rudolf Hermann, coordinateur de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), qui veut que les rencontres entre les deux pays ne soient pas réservées à la « bourgeoisie bien-pensante ». « La réalité sociologique de la France a aussi été cachée par l'image idyllique qu'on s'en faisait », note M. Hermann, racontant la surprise d'un responsable de Leipzig voyant arriver une classe française avec des enfants d'immigrés.



Brigitte Sauzay, interprète de François Mitterrand nommée conseillère de Gerhard Schröder pour les affaires franco-allemandes, estime que le dialogue franco-allemand peut être l'occasion d'avancer sur des sujets tabous, comme la laïcité – il n'y a pas outre-Rhin de séparation entre l'Église et l'État –, le code de la nationalité – Gerhard Schröder prévoit d'ajouter le droit du sol au droit du sang – ou le rôle des femmes – la société allemande est organisée pour rendre impossible le travail des femmes avec enfants.

La compréhension passe, bien entendu, par la langue. Or, en France, le choix d'apprendre l'alle-

mand en première langue, longtemps choisis pour être dans les bonnes classes, n'a attiré en septembre 1997 que 10,2 % des élèves de sixième, contre 12,7 % en 1990. En deuxième langue, il s'effondre au profit de l'espagnol. En Allemagne, le français première langue a quasiment disparu dans le primaire, tandis qu'il régresse au lycée (34 % des élèves l'étudient contre 41 % il y a dix ans). Au sommet franco-allemand de Potsdam, qui débute lundi 30 novembre, les deux pays présenteront une brochure destinée à convaincre les parents de faire apprendre la langue du voisin à leurs enfants. Nul n'envisage de rendre son apprentissage obliga-

toire. « Le choix d'une langue dépend de la manière émotionnelle dont on est lié à un pays », explique Uwe-Karsten Heye, porte-parole de M. Schröder.

Emotionnellement, il existe un déséquilibre, l'Allemagne étant plus attirée par la France, notamment sa culture, que l'inverse. Les touristes français sont huit fois moins nombreux que les Allemands à passer le Rhin. Quatrième destination des Allemands en chiffre d'affaires, la France recueille 8,2 % des dépenses touristiques (derrière l'Italie, l'Autriche et l'Espagne, à plus de 12 %). Mais sa part de marché stagne depuis 1984, tandis que celle de la Grande-Bretagne a doublé (5,6 % de parts de marché) et celle des États-Unis a progressé de 40 % (5,3 %). « La France a une image exceptionnelle, mais un peu vieilles pierres. Elle n'est pas dans l'esprit des gens un pays où on s'amuse, où il se passe des choses. La France, c'est la culture-purée, alors que l'Angleterre, c'est la culture-vie », déplore un professionnel français.

CRÉER DES MYTHES

Les jeunes des deux pays sont attirés par le modèle anglo-saxon. Entre apprendre l'anglais en Californie ou l'allemand à Düsseldorf, un lycéen français n'hésite pas longtemps. Français et Allemands s'efforcent d'augmenter les échanges universitaires. La création d'une université franco-allemande à Sarrrebrück doit être annoncée à Potsdam, tandis que le collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, dont le principe est d'ob-

tenir un double diplôme, forme 800 jeunes par an, dans 70 filières.

M. Sauzay souhaiterait créer un contrepoint à l'attraction anglo-saxonne. Un de ses projets serait de révaloriser l'axe franco-allemand en organisant des échanges d'un an entre élèves des grands lycées parisiens et allemands. Les élèves seraient recrutés par concours, l'objectif étant de plonger les élites de demain dans le bain franco-allemand.

Les plaies du passé sont largement pansées et les six millions d'échanges organisés par l'OFAJ depuis 1963, les jumelages de communes (1800) ou d'établissements scolaires (3 000) y ont efficacement contribué. L'attitude des Français à l'égard des Allemands n'a rien à voir avec l'hostilité de certains Néerlandais, même si Jochem Buchsteiner, journaliste à l'hebdomadaire Die Zeit, est agacé qu'on ne puisse pas « boire trois bières avec un étranger sans que le passé ne revienne sur le tapis ». En fait, les Allemands « ont envie d'entendre qu'être Allemand a aussi son charme », déclare M. Sauzay (Le Monde du 6 octobre). La conseillère de M. Schröder souhaite que l'Europe se crée des « mythes européens ». L'idée d'une Toussaint européenne pourrait resurgir. En novembre, les radios publiques françaises et allemandes ont diffusé des lettres de « poètes » des deux pays, signe d'un début de partage du passé. Pour regarder l'avenir...

Arnaud Leparmentier

Le 72^e sommet franco-allemand sera marqué par la relance

BONN
de notre correspondant
Le 72^e sommet franco-allemand, qui devait s'ouvrir lundi 30 novembre en fin d'après-midi à Potsdam, sera marqué par la « relance », selon le terme utilisé en français par la chancellerie. Une douzaine de ministres de chaque pays feront le déplacement, chacun voulant afficher que l'axe franco-allemand, « moteur de l'Europe », fonctionne de nouveau. Deux mois après la victoire de la gauche en Allemagne, le climat politique entre les deux pays s'est considérablement réchauffé. Les craintes de voir Gerhard Schröder privilégier un triangle Bonn-Londres-Paris sont largement dissipées.

Les deux capitales ont beau entretenir des rapports excellents, les sujets difficiles n'ont pas disparu et aucun pas spectaculaire ne devrait être franchi à Potsdam. Les Français estiment que le gouvernement allemand a du mal à se mettre en place et à rentrer dans les dossiers, alors que la présidence allemande de l'Union européenne au premier semestre 1999 approche à grands pas.

La France compte affirmer sa volonté d'aider l'Allemagne à réussir sa présidence européenne, c'est-à-dire à trouver d'ici au mois de mars un accord sur l'Agenda 2000, en dépit d'intérêts fort divergents sur la politique agricole commune ou le budget européen (l'Allemagne voulant voir sa contribution nettement réduite). La France propose de mettre à plat tous les sujets, y compris le rabais britannique au budget européen. Par leur alliance, les deux pays veulent contraindre politiquement les treize autres par-

tenaires à faire eux aussi des concessions.

Au niveau bilatéral, trois sujets chauds seront évoqués à Potsdam : Airbus, le nucléaire et les enfants de couples franco-allemands divorcés. Le dossier aéronautique est empoisonné par la fusion probable entre British Aerospace et Dasa, que le gouvernement allemand affirme ne pas pouvoir empêcher et qui va marginaliser, au moins provisoirement, Aerospatiale. La France s'interroge sur les conséquences industrielles et politiques

de la sortie du nucléaire annoncée par l'Allemagne, sur l'avenir du réacteur nucléaire franco-allemand développé par Siemens et Framatome et des contrats de retraitement signés par les électriciens allemands avec l'usine Cogema de La Hague.

Déjà évoqué au précédent sommet d'Avignon, le sort des enfants de couples franco-allemands séparés est de nouveau à l'ordre du jour, depuis que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a refusé, fin novembre, d'appliquer à deux enfants enlevés en France par leur père allemand la convention internationale de La Haye qui préconise, dans ce cas, le rapatriement immédiat des enfants.

Enfin, les ministres des affaires étrangères doivent rédiger un texte, non publié, sur la rénovation de la machine franco-allemande. Trente-cinq ans après la signature du traité de l'Elysée, la mécanique des sommets est lourde et protocolaire, certaines réunions entre ministres se rencontrent régulièrement sont purement formelles.

Ar. Le.

La BCE exclut un scénario de déflation

Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) se réunit, mardi 1^{er} décembre, à Francfort. Les six membres du directoire et les onze présidents des banques centrales nationales de la zone euro qui le composent procéderont à cette occasion à une analyse approfondie de la situation économique dans l'Euroland.

Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, et le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, ont récemment souligné qu'un éventuel changement de politique monétaire en France et en Allemagne avant la fin de l'année dépendrait du tableau économique dressé par le conseil de la BCE. Vendredi 27 novembre, son président, Wim Duisenberg, a estimé que si la croissance doit ralentir en 1999 en Europe, elle restera suffisante pour continuer à créer des emplois. Il a exclu un scénario de déflation.

Les pays du Sud s'inquiètent d'une nouvelle répartition du budget de l'Union

MADRID
de notre envoyé spécial
A l'approche du sommet européen qui se tiendra les 11 et 12 décembre à Vienne, le marchandage opposant les gouvernements sur le financement futur de l'Union européenne et de ses politiques dans la perspective de son élargissement à l'Est (Agenda 2000) se précise, suscitant quelques inquiétudes.

La position très dure adoptée par l'ex-chancelier Kohl, pendant la campagne électorale allemande, pour exiger de ses partenaires un réajustement des contributions au financement de l'Union, a mis tout le monde au pied du mur. L'Allemagne avait accepté jusque-là, au fur et à mesure des divers élargissements, d'en être le principal bailleur de fonds, alors que la Grande-Bretagne, avec le rabais obtenu de la lutte par Mrs Thatcher, et la Grèce, avec ses profits de la poli-

tique agricole commune, réussissaient à se tirer assez bien d'affaire. Londres et Paris se trouvent aujourd'hui dans une position délicate entre les exigences allemandes et les craintes des pays du Sud de faire les frais de l'affrontement.

SOLIDARITÉ ESSENTIELLE

Avant de se rendre au sommet franco-allemand de Potsdam, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, a pu mesurer en fin de semaine à Madrid l'ampleur de cette inquiétude. La fondation Notre Europe, dirigée par Jacques Delors, et la fondation Banco Bilbao Viscaya y avaient réuni vendredi 27 et samedi 28 novembre des responsables de très haut niveau des quatre pays aux plus faibles revenus de l'Union – Portugal, Espagne, Grèce et Irlande – pour dresser le bilan des politiques de cohésion écono-

mique et sociale. « La solidarité entre citoyens est la clé de voûte de l'intégration », a souligné l'ancien premier ministre portugais Aníbal Cavaco Silva, en insistant sur la dimension essentielle de cette solidarité pour la légitimation du processus européen dans les pays du Sud.

Le ministre grec des finances, Yannis Papantoniou, a rappelé que sans la poursuite de ce soutien, les efforts de stabilisation effectués par Athènes pour rejoindre l'Union monétaire seraient vains. Mais les plus directs ont été les Espagnols, qui, coïncidence, recevaient le même jour le nouveau ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer. « Nous sommes entrés dans l'Union comme dans un grand pacte. L'Espagne n'a pas offert un grand marché de 40 millions de consommateurs pour rien. Elle veut quelque chose en échange. C'est la cohésion écono-

mique et sociale », a déclaré le secrétaire d'État aux affaires européennes, Ramon de Miguel. « La cohésion n'est pas une aumône, c'est une contrepartie. Si on l'élimine, il faudra éliminer des éléments essentiels de l'Union monétaire et du marché unique », a-t-il prévenu.

Pierre Moscovici a répliqué en estimant que la solidarité devait rester au cœur du projet européen, mais qu'il ne pouvait y avoir de « droits acquis » pour toujours. Favorable à « une remise à plat de tout », y compris de la politique agricole, le ministre a souhaité qu'un équilibre soit trouvé, afin de boucler la négociation sous présidence allemande, avant les élections européennes de juin 1999. « Personne, a-t-il averti, n'a intérêt à jouer la montre ».

Henri de Bresson

Le débat sur l'initiative de défense européenne est rouvert

LE CONSEIL franco-allemand de défense et de sécurité, qui se réunit à l'occasion des sommets bisannuels, devrait permettre un premier échange de vues entre le président de la République et le premier ministre d'une part, le chancelier d'autre part, accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères et de la défense, sur l'initiative britannique de la défense européenne.

Au début du mois de novembre, Tony Blair a en effet relancé, lors du Conseil européen informel de Pörschach, en Autriche, une idée au point mort depuis plus d'un an. La France, qui avait été à l'avant-garde au cours des dernières années, avait déserté ce terrain après le refus américain de céder le commandement Sud de l'OTAN à un officier européen. Ce gel arrangeait tout le monde à Paris, le président de la République qui n'avait pas pu mener à bien sa stratégie de réforme de l'OTAN et le gouvernement socialiste qui se méfiait d'un rapprochement trop voyant avec l'organisation militaire atlantique.

L'initiative du premier ministre britannique a secoué cet attentisme. Elle oblige les dirigeants français à reprendre la réflexion sur un sujet qui resurgit chaque fois que l'Europe doit faire appel aux Américains pour gérer une crise comme le Kosovo par exemple.

Les premiers contacts viennent d'avoir lieu entre Paris et Londres sur la manière dont pourrait être repris le chantier ouvert d'abord au sommet atlantique de Bruxelles en janvier 1994, puis au Conseil atlantique de Berlin en juin 1996. Comment les Européens, quand ils considèrent leurs intérêts menacés, pourraient-ils agir eux-mêmes, en l'absence de toute intervention américaine ? De quelle institution et de quels moyens devraient-ils disposer ? Il est clair que, dans la pensée traditionnelle des Britanniques, les capacités européennes ne doivent pas faire double emploi avec les moyens de l'OTAN, ni, a fortiori, leur faire concurrence. Mais Tony Blair a accepté à Pörschach ce qu'il avait encore refusé en juin 1997

à Amsterdam, à savoir que l'Union européenne soit compétente en matière de défense.

Reste à définir les modalités. Lors de la négociation du traité d'Amsterdam, Londres avait rejeté l'idée proposée par Paris et Bonn d'une fusion entre l'UE et l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale, seule organisation européenne compétente en matière militaire). Le projet pourrait être relancé, les Britanniques ne l'ayant plus formellement, même s'ils envisagent d'autres solutions comme la disparition pure et simple de l'UEO. Cette question n'est plus taboue à Paris, où la disparition d'une organisation qui a beaucoup de mal à sortir de sa léthargie est maintenant prise en compte. A la condition toutefois que certains moyens (comité militaire, centre de surveillance satellitaire, etc.) ne disparaissent pas dans l'OTAN. Ils doivent être, au contraire, récupérés et développés par l'Union européenne, éventuellement par l'intermédiaire d'une institution ad hoc, afin que les Européens puissent, le cas échéant, agir sans dépendre de l'OTAN, c'est-à-dire, en dernier ressort, des États-Unis. Ces moyens pourraient être éventuellement activés par décision du Conseil européen sous la direction politique des ministres de la défense des Quinze.

Ces idées, testées auprès des Britanniques, seront discutées avec les Allemands et les autres partenaires de la France. Elles ne peuvent pas beaucoup progresser avant que le traité d'Amsterdam soit définitivement ratifié, mais elles peuvent être mises en œuvre sans renégociation de ce texte. Il serait sans doute souhaitable qu'elles aient été débattues avant le sommet de l'Alliance atlantique de Washington en avril 1999 qui adoptera un nouveau concept stratégique. Ce texte devrait, selon Paris, faire sa juste part à l'identité européenne de sécurité et de défense. C'est donc un sujet dont la présidence allemande de l'Union européenne, qui commence le 1^{er} janvier, devrait rapidement se saisir.

Daniel Vernet

Les belligères

الجمهورية العربية السورية

Le Maroc pose ses conditions avant un référendum au Sahara occidental

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'ONU, Kofi Annan, a repris sa tournée en Afrique du Nord pour tenter de débloquer le dossier du Sahara occidental. Le Maroc revendique la souveraineté sur l'ancienne colonie espagnole, vaste comme la moitié du territoire français, tandis que le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, réclame l'indépendance depuis près d'un quart de siècle. Lundi 30 novembre, M. Annan devait se rendre à Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien, où il rencontrera les responsables du Front Polisario, avant de retourner à Alger, les 1^{er} et 2 décembre, pour des entretiens avec le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, et le responsable de la diplomatie, Ahmed Attaf. M. Annan sera également reçu par le chef de l'Etat (démisionnaire), Liamine Zerrouk.

M. Annan, qui avait dû interrompre sa tournée dans la région le 11 novembre à la suite de la crise irakienne, est engagé dans une mission délicate : obtenir l'accord du Maroc et du Polisario sur un plan de paix qui repose sur un référendum d'autodétermination (indépendance ou rattachement au Maroc). Initialement prévu en janvier 1992, ce scrutin, maintes fois repoussé, devait finalement se tenir en décembre 1999. Jusqu'à présent, près de 140 000 électeurs potentiels ont été identifiés sans difficultés particulières par les Nations unies. Mais la tenue du référendum bute sur le droit ou non à participer au vote de quelque 65 000 personnes supplémentaires, membres de trois tribus considérées comme sahraouies par Rabat tandis qu'aux yeux du Polisario elles sont marocaines.

Pour sortir de l'impasse, le secrétaire général de l'ONU a proposé de publier dès ce mois de décembre la liste des électeurs retenus parmi les 150 000 personnes identifiées (avec possibilité de faire appel pour les recalés) et, par ailleurs, de permettre aux 65 000 « Sahraouis » contestés de venir se faire identifier individuellement dans les centres installés dans la région par les Nations unies. Cette dernière opération devrait s'étaler sur quatre mois.

IL Y AURA DES TROUBLES

La proposition de M. Annan, approuvée le 30 octobre par le Conseil de sécurité, n'a pas reçu de réponse officielle des parties intéressées. Les responsables sahraouis et algériens veulent auparavant rencontrer le secrétaire général des Nations unies. De leur côté, les Marocains souhaitent attendre la fin de la mission de M. Annan avant de se prononcer officiellement. Pourtant, la réponse de Rabat est prête. Selon un haut responsable marocain en charge du dossier, la proposition des Nations unies est « dommageable pour les intérêts du Maroc ».

Plusieurs points posent problème, a-t-il expliqué au Monde, sous couvert d'anonymat, au cours d'un bref séjour à Paris ce week-end. D'une part, le Maroc ne veut en aucun cas voir publiée début décembre une liste partielle des électeurs. Ce serait « contraire », selon lui, aux accords de Houston, qui ont permis le déblocage du dossier à l'automne 1997. Par ailleurs, Rabat affirme redouter que des troubles éclatent au Sahara occidental en cas de publication prématurée. « Les personnes qui ne seront pas admises à voter par les Nations unies ne resteront pas sans réagir. Il y aura des troubles au Sahara occidental », affirme ce haut responsable.

Autre reproche de Rabat : en publiant une première liste d'électeurs tout en amorçant l'identification des tribus contestées, les Nations unies « établissent une distinction entre les deux groupes », alors qu'aux yeux du Maroc il s'agit dans les deux cas de Sahraouis. « Nous voulons toujours du référendum, mais il faut que les Nations unies rectifient le tir », conclut cet important dirigeant.

Jean-Pierre Tuquoi

Les belligérants promettent un cessez-le-feu au Congo-Kinshasa

L'ONU pourrait mandater une force africaine d'interposition si la médiation menée par Jacques Chirac et Kofi Annan à l'occasion du XX^e sommet Afrique-France, les 27 et 28 novembre à Paris, est suivie d'un accord en décembre

Le XX^e sommet Afrique-France s'est achevé, samedi 28 novembre, par la promesse des pays belligérants de parvenir à un cessez-le-feu. Le président Jacques Chirac et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ont servi

de médiateurs entre les présidents congolais, ougandais, rwandais et zimbabwéens. Les acteurs de la crise doivent se retrouver le 8 décembre à Lusaka puis les 17 et 18 décembre à Ouagadougou, sous l'égide de l'Organisation

de l'unité africaine (OUA), afin de signer un accord final. Selon l'Elysée, il comprendrait, outre la cessation des hostilités, un retrait du Congo-Kinshasa des soldats venus d'Ouganda, du Rwanda, d'Angola, du Zimbabwe, de

Namibie et du Tchad. Une force africaine d'interposition pourrait être mandatée par l'ONU pour garantir la sécurité dans l'est du pays. M. Kabila aurait promis d'engager ensuite le Congo-Kinshasa sur la voie de la démocratie.

CE N'EST PAS la première fois que les pays engagés dans la guerre en République démocratique du Congo (RDC) promettent de s'accorder sur un cessez-le-feu. Pourtant, la situation militaire n'évolue guère. Aucune promesse n'a jusqu'à présent été suivie d'effet. Les rebelles poursuivent leurs offensives, soutenus, voire menés par les forces ougandaises et rwandaises, tandis que l'armée de Laurent-Désiré Kabila, appuyée par des soldats venus d'Angola, du Zimbabwe, de Namibie et du Tchad, tente de leur résister, parfois de lancer une contre-offensive.

Il faudra attendre les prochains rendez-vous entre les belligérants, prévus le 8 décembre à Lusaka (Zambie) puis les 17 et 18 décembre à Ouagadougou (Burkina), pour savoir si une trêve peut être sérieusement envisagée et si les négociations de Paris auront été l'amorce d'une solution pour le Congo-Kinshasa.

Tandis que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait état, samedi 28 novembre, d'un « accord de cessation immédiate des hostilités », la présidence française s'est, dans un « compte-rendu » des discussions, contentée d'enregistrer la « disposition » des protagonistes du conflit à « accomplir des gestes susceptibles de faire progresser la recherche d'une solution négociée ». Après avoir réuni les présidents congolais Laurent-Désiré Kabila, ougandais Yoweri Museveni, rwandais Pasteur Bizimungu et zimbabwéen Robert Mugabe, Jacques Chirac a confirmé que « l'ambition, c'est que la signature d'un cessez-le-feu intervienne avant la réunion » de Ouagadougou, qui

aura lieu sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et sera conduite par son président, le chef de l'Etat burkinabé Blaise Compaoré.

L'éventuel prochain accord de Lusaka pourrait comprendre, selon la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, le retrait des forces ougandaises et rwandaises, la recherche d'une garantie de sécurité aux frontières ougando-congolaise et rwando-congolaise, puis le retrait des soldats d'Angola, du Zim-

babwé, de Namibie et du Tchad, et enfin un engagement du président Kabila à restaurer la « démocratie » et organiser la « réconciliation nationale ».

Sanctions : « La France soutiendra le Togo », affirme l'Elysée

Le président Jacques Chirac a déclaré, samedi 28 novembre, que « la France soutiendra le Togo » après la récente proposition de la Commission européenne de ne pas reprendre la coopération inter-rompue avec ce pays en 1992 en raison de son manque de démocratie. « L'Europe, a-t-il dit, n'a pas condamné le Togo », lors de la conférence de presse concluant le XX^e sommet Afrique-France. Il a rappelé que la Commission européenne allait seulement soumettre à d'autres instances communautaires une proposition tendant à prolonger les sanctions. « Cela ne préjuge pas du tout de la position que prendra l'Europe. La France, dans cette affaire, soutiendra le Togo », a-t-il conclu. De son côté, le ministre français de la coopération, Charles Josselin, a demandé le même jour au président togolais Gnassingbé Eyadéma de donner des gages de démocratie pour obtenir une reprise de la coopération de l'Union européenne, a indiqué la délégation togolaise. — (AFR)

babwé, de Namibie et du Tchad, et enfin un engagement du président Kabila à restaurer la « démocratie » et organiser la « réconciliation nationale ».

Le succès de la réunion de Paris est que Laurent-Désiré Kabila n'engage plus un départ des troupes ougandaises et rwandaises de RDC comme préalable à toute dis-

cession. Les conditions de ce retrait devront être intégrées à l'accord de cessez-le-feu. Or, pour que l'Ouganda et le Rwanda acceptent de quitter la République démocratique du Congo, où les rebelles ougandais et rwandais ont des bases arrière, il leur faudra plus qu'une vague promesse. Pour eux — pour Kigali surtout —, l'occupation de la province du Kivu (est de la RDC) est considérée comme une question vitale. La crainte est que, si l'armée rwandaise (tutsie) quitte la

MM. Chirac et Annan ont évo-

qué l'envoi d'une force militaire africaine d'interposition, qui serait mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'idée n'est pas nouvelle. Or l'Ouganda et le Rwanda se sont toujours fermement opposés à l'envoi de « casques bleus », estimant que la présence d'une force de l'ONU ne résout en rien les problèmes de sécurité. Ces deux pays veulent installer par les armes à Kinshasa, comme ils l'avaient fait en 1997 avec Laurent-Désiré Kabila avant de se fâcher avec lui, un régime ami et fort qui les aiderait à neutraliser les combattants qui menacent leurs territoires.

Quelle serait la raison qui aurait fait changer d'avis Ougandais et Rwandais à Paris ? Les récents bombardements aériens de l'aviation zimbabwéenne n'ont pas mis leurs unités en déroute, et la rébellion congolaise consolide ses positions au nord, à l'ouest et au sud du Kivu, sans être inquiétée par l'armée de M. Kabila, aussi inexistante au front que l'était celle du maréchal Mobutu.

La rébellion, incarnée à Goma par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), a d'ailleurs réagi en rejetant l'accord de Paris. « Nous espérons que la France aura permis un nouveau départ, mais pour l'instant nous continuons le combat », a déclaré Ernest Wamba Dia Wamba, le président du RCD. Kabila a toujours refusé des négociations, nous restons donc méfiants. »

Les opposants armés à Laurent-Désiré Kabila exigent d'autre part d'être directement associés aux négociations. « On ne peut pas arriver à un accord sur la crise en RDC sans

nous impliquer », a ajouté M. Wamba Dia Wamba. L'un des chefs du RCD, Arthur Z'Abidi Ngoma, qui était présent à Paris sans être convoqué à la conférence, a également précisé que « la cessation du combat présuppose un accord entre les belligérants, c'est-à-dire entre Kabila et la rébellion ».

Rien n'indique que les rebelles seront invités à participer aux réunions de Lusaka et de Ouagadougou. M. Kabila a de nouveau déclaré à Paris qu'il ne rencontrerait pas ceux qu'il appelle les « marionnettes » de l'Ouganda et du Rwanda. Le président congolais a toujours nié l'ampleur de la mutinerie au sein des Forces armées congolaises (FAC) et paraît se désintéresser de la forte opposition politique à son régime. Or, s'il est évident que la rébellion est aux mains de Kampala et Kigali et qu'elle est détestée par la population pour cette raison, il y a indéniablement à Goma un front multi-ethnique anti-Kabila qui ne semble pas prêt à renoncer à renverser le dictateur de Kinshasa.

Le seul mérite de la médiation Chirac-Annan est d'avoir permis aux belligérants de dialoguer, sans présager de l'avenir. Pour l'heure, ce XX^e sommet fut d'ailleurs l'occasion de démontrer que la France reste une puissance occidentale qui compte sur la scène africaine. Il est piquant de remarquer que Paris sert aujourd'hui de médiateur entre Ougandais, Rwandais et M. Kabila, tous hostiles à la France, et alliés d'Américains aujourd'hui fort embarrassés face au chaos congolais.

Rémy Ourdan

Scène de vie kinoise autour de « Papa Kabila » dans les salons d'un palace parisien

VÉRITÉ en deçà de la rue de Rivoli, erreur au-delà ! Quelques centaines de mètres séparent le Carrousel du Louvre de la rue de Castiglione. Discret ou ostenta-

REPORTAGE
« C'est magnifique, on sait enfin la vérité sur ce qui se passe au pays »

toire, le luxe rôde des Tuileries à la place Vendôme. A l'ouest de la pyramide inversée, enterré sous les statues de Maillol, le XX^e sommet franco-africain touche à sa fin. Jacques Chirac, sans emphase mais ravi, annonce la paix prochaine au Congo-Kinshasa. Tous ceux qui sont impliqués dans la guerre atypique qui mine l'ex-Zaire depuis le 2 août viennent de s'engager à bientôt se mettre d'accord pour cesser les hostilités. « Je ne pense pas qu'il y ait lieu de mettre en doute leur parole », précise M. Chirac.

Laurent-Désiré Kabila, président autoproclamé de la République du Congo (RDC), tombé de feu le maréchal Mobutu Sese Seko, a le sentiment de s'être fait forcer la main. Avait-il le choix ? Le « libérateur » est en mauvaise posture. Des plaintes ont été déposées contre lui en Belgique et en France et c'est en dictateur peu fréquentable qu'il paraît. Ceux-là mêmes qui l'encensaient il y a deux ans l'exécrèrent au point de le trouver pire que son prédécesseur. Ses pairs africains évitent, les officiels français affectent l'indifférence. Tous s'évertuent à ne pas paraître publiquement en sa compagnie.

Le personnage est sulfureux. Il est aussi chef d'Etat et se doit à ses compatriotes. Par centaines, ceux-ci se bousculent aux portes de l'hôtel Intercontinental. Des malins se faufilent par la porte du bar, bousculent quelques vieilles dames envahies et foncent vers le salon où, bientôt, le maître de Kinshasa paraît, entouré de quelques ministres, du président de la communauté congolaise de France et du chargé d'affaires de l'ambassade.

« Papa Kabila !, Papa Kabila ! »,

crie la salle, alors que résonnent les tam-tams. Un homme et une femme déclament des poèmes à la gloire du « sauveur ». Le diplomate et le représentant des Congolais de France cristallisent les mécontentements : « Vous ne faites rien pour nous ! » Bravant les huées, les plus courageux des deux tentes de retourner Popinon : « N'êtes-vous pas contents de rencontrer votre libérateur ? » La réponse fuse : « Si, mais pas vous ! » Laurent-Désiré Kabila se lance alors dans de longues explications. « A notre arrivée au pouvoir, nous avons saisi trente-six mille armes à Kinshasa, chez les militaires et chez les miliciens des partis politiques. Combien avions-nous de partis politiques ? Interroge M. Kabila. — Trois cent vingt !, répond l'assistance.

— C'est pour ça que nous avons dit aux partis de ne pas avoir d'activités pendant vingt-quatre mois. Il fallait mettre tous ces messieurs en congés. »

TIENS BON !

Le grand salon est comble. Les mezzanines sont bondées. Un jeune homme, plus militant que les autres, tient à bout de bras un carton au message écopé : « Tiens bon ! Lynchage médiatique : zéro. On ne lapide qu'un fruit mûr ! » Un zélateur croit le moment venu de hurler son message : « Notre peuple souffre à cause de la France ! » Mauvaise idée. L'assemblée désapprouve bruyamment.

Le président Kabila continue ses explications, demandant à ses concitoyens de ne pas soutenir l'idée d'un gouvernement de large union nationale. A mots couverts, il sous-entend que ceux qui le poussent à négocier veulent obtenir qu'il désigne Etienne Tshisekedi — le chef de l'opposition radicale —, comme premier ministre, lui promettant cinq années supplémentaires pour organiser des élections. Prenant à témoin l'assistance, il se pose en champion des libertés : « Ils veulent nous mobutiser... Ça ferait sept ans. Nous avons dit non, car la légitimité doit venir des urnes ! »

Le temps presse. M. Kabila est attendu à l'Elysée. Mais il doit parler de la guerre et de ses anciens amis

ougandais et rwandais, devenus depuis quatre mois ses pires ennemis. « Nous sommes humiliés ! Nous sommes occupés par deux petits pays », dit-il. « Ces messieurs sont traditionnellement sanguinaires. Ils assassinent froidement. A Kin, ils tuaient pour occuper les villos qu'ils n'ont pas construites. Ils tuaient pour arracher les voitures. Beaucoup d'hommes sont morts à cause de la beauté de leurs femmes et de leurs filles, explique-t-il, parlant des trois mille Rwandais qui étaient à Kinshasa. Nous ne savions pas qu'ils étaient si immenses. » A propos du président Yoweri Museveni, l'homme qui l'avait présenté à Jacques Chirac comme « le De Gaulle de l'Afrique », en janvier 1997, M. Kabila est intraitable : « C'est le plus hypocrite de ceux que vous connaissez. Il vous sourit, mais, en même temps, il complotait contre vous. »

Dix-huit heures sont passées de dix minutes quand le hulement d'une sirène surprend M. Kabila au milieu d'une diatribe. « Pour des raisons de sécurité, dirigez-vous vers la sortie la plus proche. » La voix féminine est posée, mais ferme. « Kabila, Kabila ! », crie de nouveau la foule, alors qu'à la tribune un officiel congolais plus perspicace que les autres réagit : « C'est une fausse alerte, restez assis ! » Dans le doute, et plutôt disciplinés, les Congolais venus en famille quittent la salle. « C'est magnifique, ose une élégante en se dirigeant vers la sortie, on sait enfin la vérité sur ce qui se passe au pays. »

Laurent-Désiré Kabila est vite entraîné : Jacques Chirac l'attend à l'Elysée, où il vient de recevoir les autres chefs d'Etat impliqués dans la guerre au Congo. Les invités d'une réception donnée en l'honneur d'une bar mitzva arrivent et croisent le flux massif des Congolais sur le départ. Dans le salon où se tenait la réunion, un sous-ministre consciencieux — comme l'étaient les prédateurs mobutistes — s'époumonne : « Les personnes qui ont des dossiers à déposer auprès du ministère des finances sont appelées à rester dans la salle. »

Frédéric Fritschier

Angelique Arnauld

Fabian Gastellier

Fayard

506 pages
170 F

Fabian Gastellier offre un regard chaleureux sur cette abbesse qui a fait de Port-Royal le sanctuaire du jansénisme.

Le Figaro littéraire

L'Histoire chez FAYARD

APR 10 1999

Les nationalistes hindous subissent une débâcle électorale

Le retour en force du Parti du Congrès menace la survie du gouvernement et provoque une nouvelle incertitude politique

NEW DELHI

de notre correspondante
Huit mois après les dernières élections générales en deux ans et l'investiture de cinq gouvernements pendant la même période, l'Inde est de nouveau entrée dans une période d'incertitude politique : la débâcle des nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party-Parti du peuple indien), formation principale de la coalition au pouvoir, lors d'élections provinciales, menace la survie de l'actuel gouvernement.

Au pouvoir dans le territoire de Delhi depuis dix ans, le BJP a été balayé par le Parti du Congrès, qui remporte 51 des 69 sièges en jeu, les nationalistes hindous n'en conservant que 13. Au Rajasthan, où avaient eu lieu, en mai, les cinq essais nucléaires indiens, le Congrès va contrôler les trois quarts de l'Assemblée locale, ne laissant que 33 sièges au BJP qui gouvernait cet État depuis huit ans. Au Madhya-Pradesh, le parti de Sonia Gandhi se maintient au pouvoir, remportant 173 des 320 sièges et enlève donc au BJP l'argument selon lequel ces élections constitueraient un vote-sanction contre les gouvernements en place. Enfin, dans le lointain État du Mizoram, au nord-est de l'Inde, le Congrès perd mais au profit d'une coalition de partis régionaux.

RÈGLEMENTS DE COMPTES

Le premier ministre, Atal Behari Vajpayee, a admis que ces résultats « allaient contre les attentes de son parti », mais il a contesté qu'ils puissent avoir un impact sur sa majorité parlementaire, affirmant qu'« il n'est pas correct de dire que ceci entraînera un changement de gouvernement ». Un tel changement n'est sans doute pas pour demain, mais le gouvernement pourrait très vite se voir malmené au Parlement, qui, entame, lundi 30 novembre, sa session d'hiver. Outre les règlements de comptes internes au sein du BJP, qui ont déjà commencé, certains des alliés du gouvernement pourraient très vite reconsidérer leur soutien.

La défaite du BJP s'explique avant tout par le mécontentement des électeurs devant la montée des prix survenue ces derniers mois, et en particulier celui des oignons,

dénée de première nécessité en Inde. Le BJP qui avait été porté au pouvoir lors des dernières élections générales principalement par défaut, n'a pas convaincu, et nombre d'Indiens qui voulaient alors lui donner sa chance sont cette fois revenus vers le Congrès, le plus vieux parti indien.

Le retour en force du Congrès est une victoire personnelle pour M^{me} Sonia Gandhi, veuve d'origine italienne de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, assassiné en 1991. Pour son premier test électoral depuis qu'elle a pris la présidence du parti en avril dernier, l'héritière de la dynastie Nehru-Gandhi a quasiment fait un sans-faute.

NOUVELLE COALITION

La remobilisation du Congrès, comme le choix de candidats plus jeunes et nouveaux, est son œuvre et va faciliter le renouveau d'un parti qui doit encore offrir un véritable programme de gouvernement. Visiblement réjouie de ce succès, M^{me} Gandhi s'est cependant gardée de tout triomphalisme. Interrogée sur la possibilité pour le Congrès de censurer le gouvernement en place et de tenter de former une nouvelle coalition, M^{me} Gandhi a affirmé : « C'est trop tôt. Notre politique est de ne pas renverser le gouvernement central mais d'attendre qu'il tombe de lui-même. Ces élections nous ont renforcés mais nous devons encore travailler ».

Depuis huit mois qu'il dirige le gouvernement central, le BJP a incontestablement souffert des demandes contradictoires de ses alliés et de leurs menaces incessantes de retirer leur soutien. Cette nouvelle expérience d'une coalition formée de partis, dont le seul intérêt est le pouvoir, n'a pas plus convaincu que les précédentes tentatives. Cette expérience, dans laquelle il a perdu son aura de « parti différent », pourrait forcer le BJP, dans les prochaines semaines, à prendre des mesures drastiques de réorganisation pour être prêt dans la perspective d'une prochaine élection générale. Le puissant ministre de l'intérieur, L. K. Advani, pourrait ainsi démissionner pour reprendre en main le parti.

Françoise Chippaux

PRIX 1999

de la recherche sur la publicité presse



A l'heure de l'Euro, le développement de la publicité presse va-t-il se faire par une offre collective européenne ou par l'accumulation des performances des médias nationaux ?

1^{er} PRIX = 15 000 Frs
2^{ème} PRIX = 10 000 Frs
3^{ème} PRIX = 5 000 Frs

Réserve aux étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur (Communication, Publicité, Commerce, Presse, Marketing, Gestion, etc.).
Inscriptions : avant le 4 janvier 1999.
Remise des dossiers : au plus tard, le 3 mai 1999.

Pour toutes informations :
Catherine GUENTIN • SNPP / PRESSPACE
40 bd Malesherbes, 75008 Paris
Tél : 01 47 42 11 14 • Fax : 01 47 42 99 89
e-mail : amol@presspace.com
Site internet : www.presspace.com



Londres et Santiago démentent l'existence d'un accord pour renvoyer Pinochet au Chili

Le ministre chilien des affaires étrangères plaide pour que l'ancien dictateur soit jugé dans son pays

Les autorités chiliennes, comme les principaux partis politiques, ne contestent plus que le général Pinochet puisse être jugé, à condition que

ce soit au Chili. L'ancien dictateur fait l'objet, à Santiago, d'une instruction en cours à la suite de quatorze plaintes qui ont été récemment déposées. L'existence d'un accord secret pour renvoyer l'ancien dictateur a d'autre part été démentie, à Santiago comme à Londres.

LONDRES

de notre correspondant
Privé d'immunité aussi bien à Londres qu'à Madrid que dans les autres capitales européennes respectueuses, en l'espèce, des conventions internationales des droits de l'homme, Augusto Pinochet doit-il et peut-il être jugé avec toutes les garanties d'équité nécessaires dans son propre pays ? Tandis qu'au plus haut niveau le Chili, l'Espagne et la Grande-Bretagne — discrètement pressée par Was-

hington —, affirme le *Guardian* — recherchent une solution diplomatique à l'imbroglio, telle est la question posée en termes clairs et parfois troublants par un gouvernement chilien qui pratique la démocratie depuis huit années.

Accusé par les partisans de l'ancien dictateur de ne pas avoir fait suffisamment pour obtenir l'élargissement du général, le gouvernement chilien a dépêché à Londres — et à Madrid depuis lundi — un diplomate efficace en la personne de son ministre des affaires étrangères, José Miguel Insulza.

Peu suspect de sympathie pour l'ancien tyran, qu'il a d'ailleurs refusé de rencontrer à Londres et à cause de qui il a lui-même dû s'exiler quatorze années de son pays, M. Insulza a développé, ces derniers jours, auprès du gouvernement et des médias britanniques une série d'arguments susceptibles d'ébranler l'opinion.

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE

En substance, rompant avec son attitude précédente, le gouvernement de Santiago ne discute plus le principe selon lequel « un homme qui commet des crimes contre les droits de l'homme doit être jugé, qu'il soit président ou qu'il ne le soit », mais si, en l'occurrence, le général Pinochet doit l'être, « c'est à nous, Chiliens, de le faire ».

Évoquant le procès « symbolique » qui aurait lieu à Madrid — où l'on n'emprisonne pas les gens au-delà de soixante-dix ans — et niant énergiquement l'idée reçue selon laquelle le sénateur à vie de Santiago est immunisé contre toute tentative de le détenir devant la justice chilienne, le ministre, rappelant que quatorze procédures privées ont été engagées au mois de mars dans son pays contre l'octogénaire, a soulenné : « toutes les charges », portées contre Pinochet seraient « examinées en profondeur » et l'ancien

dictateur jugé, « selon les lois de notre État de droit ».

Apparemment incité par le verdict des Lords de justice anglais et par la vigoureuse campagne internationale des organisations de droits de l'homme à se montrer moins tolérant à l'endroit de l'ancien tyran, le gouvernement chilien, a promis M. Insulza, « va faire encore plus pour que ces investigations parviennent à leur terme ». Le ministre s'est évidemment refusé à garantir par avance la condamnation

serait « prise en considération ».

Outre l'inévitable allusion au « délicat processus de transition » démocratique engagé au Chili — « un processus qui fonctionne bien et que nous ne voulons pas déloger », a précisé M. Insulza —, le ministre, au fil des multiples interviews accordées aux médias télévisés britanniques pendant trois jours, a, à plusieurs reprises, subtilement appuyé sur le bouton idéologique Nord-Sud. Il y aurait ainsi, selon lui, quelque chose d'un peu

La fille de Salvador Allende a été menacée de mort

Isabel Allende, la fille de l'ancien président chilien Salvador Allende, renversé par le coup d'État du général Augusto Pinochet, a affirmé avoir reçu des menaces de mort à son retour à Santiago après s'être rendue à Londres et Madrid.

Députée socialiste, Isabel Allende a expliqué qu'elle a été menacée au téléphone de « mort lente », ajoutant qu'on l'a aussi insultée, la traitant notamment de « cochonne communiste ». A Londres, elle avait souligné qu'elle préférerait que l'ancien dictateur soit jugé au Chili, à condition que la justice puisse s'exercer, ce qui ne lui paraît pas être le cas : « Il existe une loi d'amnistie, Pinochet est un parlementaire, la justice militaire dispose de compétences excessives et les juges civils sont inhibés », a-t-elle souligné.

de l'ancien dictateur, mais l'apparente efficacité de son offensive diplomatique a déclenché dans la presse dominicale londonienne une avalanche de spéculations sur « l'imminence » d'un accord secret anglo-chilien aux termes duquel le général Pinochet serait renvoyé à Santiago en échange de la garantie d'un procès équitable sur place.

Les deux gouvernements ont dû démentir, dimanche 29 novembre, être parvenus à un quelconque compromis de ce type. Dans l'entourage de Jack Straw, le ministre de l'intérieur, qui doit statuer le 11 décembre sur le cas de l'octogénaire, on se contentait samedi d'indiquer que la démarche du ministre chilien, comme « toutes les autres représentations » qui ont été faites sur cette affaire par diverses parties,

« choquant » à voir les riches pays du Nord s'arroger systématiquement le droit « d'intervenir dans les affaires » de ceux du Sud, quand l'inverse est évidemment impensable.

Se référant, sans la citer, à l'Espagne, où la transition démocratique après Franco s'est déroulée avec succès mais avec l'impunité des franquistes les moins innocents, M. Insulza s'est demandé pourquoi son pays ferait exception, pourquoi il deviendrait « le cobaye » de la planète en matière de droit international : « La seule chance d'obtenir une sorte de justice et une sorte de vérité sur ce qui s'est passé au Chili, a insisté le ministre, est au Chili, là où les événements se sont produits ».

Patrice Claude

Le président Milosevic renforce son pouvoir par des purges

EN QUELQUES semaines, Slobodan Milosevic a fait le vide autour de lui, à sa manière, sans trop de fioritures et sans atermoiements. L'armée, les services secrets et la sécurité intérieure ont été décapités. La presse a été muselée et les universités purgées. « Le moins que l'on puisse dire est que cela ne va pas dans le sens de la démocratisation du pays », remarque un diplomate occidental qui ne s'interroge pas moins sur les réelles intentions de « l'homme fort » de Belgrade.

Le « grand ménage d'automne » a commencé dans les amphithéâtres et les rédactions au plus fort du bras de fer que Slobodan Milosevic livre à la communauté internationale sur le Kosovo. Il s'est poursuivi dans les casernes immédiatement après que le président yougoslave eut signé, le 13 octobre, avec l'ambassadeur américain Richard Holbrooke un préaccord de règlement sur le Kosovo, mal perçu dans l'armée.

Sur le fond, la plupart des commentateurs à Belgrade sont d'accord. « Milosevic se construit un mur de fidèles autour de lui », estime Ljubodrag Stojadinovic, chroniqueur militaire. « D'ores et déjà, tout est sous son contrôle politique. Les modérés et les contestataires ont été neutralisés », ajoute Saso Dildic, directeur de l'agence de presse indépendante Beta.

Simultanément, les journaux d'opposition ont été frappés par une loi draconienne — et largement arbitraire compte tenu de la servilité des juges — sur le « défilisme » et l'« atteinte à la sûreté de l'État ». Les menaces de bombardements par les avions de l'OTAN avaient servi de prétexte à cette loi qui expose la presse à des amendes de plusieurs centaines de milliers de francs, synonimes d'arrêt de mort pour des entreprises vivant dans un pays en plein marasme économique. Les universités avaient été les premières cibles du pouvoir. En vertu d'une loi, adoptée en mai, le gouvernement a nommé des recteurs tout-puissants, affiliés au pouvoir. Les professeurs qui ont refusé de signer un nouveau

contrat avec leur université, perçu comme un serment d'allégeance politique, ont été mutés ou renvoyés.

« Il y a un basculement vers le totalitarisme, où toute pensée indépendante est supprimée », s'insurge Vojin Dimitrijevic, exclu de la faculté de droit de Belgrade. Sous les yeux d'une population amorphe, la presse d'opposition et les étudiants, fers de lance de la contestation anti-Milosevic au cours des dernières années, sont ramenés dans le rang. « Il n'existe plus personne pour s'opposer aux idées aventureuses de Milosevic », résume Zoran Djindjic, le chef du parti démocrate, principale formation d'opposition laminée.

Le raidissement du pouvoir était dans l'air depuis la formation, en mars 1998, d'une coalition dite « d'unité nationale » associant les ultranationalistes du Parti radical de Vojislav Seselj, le Parti socialiste de Slobodan Milosevic et celui de sa femme, Mira Markovic, la Gauche unie (JUL). Les Radicaux ont été chargés des basses œuvres contre la presse et les universités. Les mili-

taires nouvellement promus sont plutôt proches de JUL. « C'est le parti qui a actuellement le vent en poupe », selon un observateur.

« YOUNG-NOSTALGIQUES »

Mais les intentions du président yougoslave demeurent obscures, autant que sa façon de gouverner est opaque. Les contradictions ne manquent pas. Les Radicaux sont partisans d'une grande Serbie alors que l'on retrouve dans les rangs de JUL des « young-nostalgiques ». Milosevic est couturier de ces balancements entre les membres de sa coalition. « Le mode de gouvernement de la Serbie ressemble de plus en plus au système de la Yougoslavie dans lequel les partis servent seulement à maintenir les apparences d'un pluralisme politique », affirme récemment un commentateur politique. JUL est d'ailleurs moins un parti politique qu'un lobby regroupant les « profiteurs » du système, depuis les privatisations jusqu'au contournement des sanctions économiques.

On s'interroge maintenant sur la

suite des événements. « Nous espérons que le limogeage des militaires ne signifie pas la mort de l'accord sur le Kosovo », selon un diplomate occidental. « On peut-être faire-il sacrifier quelqu'un pour justifier la perte du Kosovo ? », se demande-t-il. Au Monténégro, aussi, on se pose des questions. La seconde république de la RFY est entrée en dissonance depuis l'élection, en octobre 1997, d'un président réformateur, Milo Djukanovic. Mercredi, au conseil suprême de défense, Milo Djukanovic a voté contre le limogeage du chef d'état-major, Momir Ninkovic d'origine. Les tensions politiques au Monténégro perdurent, si, comme, en janvier de cette année, les partisans d'un rapprochement avec Belgrade venaient à tenter un nouveau coup de force, personne ne présume de la réaction de l'armée fédérale. Les étudiants serbes se posent les mêmes questions, eux qui, en 1997, ébranlèrent le pouvoir de Milosevic.

Christophe Châtelot

Epuration au sommet de l'armée yougoslave

UN « OUKAZE » du président Slobodan Milosevic a mis fin, mardi 24 novembre, à des mois de rumeurs annonçant le remplacement du chef d'état-major de l'armée fédérale, Momir Perisic. Son départ forcé intervient après le limogeage, au cours du mois précédent, de deux autres personnalités-clés : le chef des services secrets de Serbie, Jovica Stanisic, ainsi que le commandant de l'aviation fédérale, le général Ljubisa Velickovic. Le général Perisic a vivement réagi, jeudi, à un limogeage qu'il qualifie « d'illégal », précisant qu'il « n'accepte pas la fonction inventée » de conseiller militaire auprès du premier ministre yougoslave qui lui a été offerte.

« Les péchés de Perisic ne datent

pas d'hier », selon un commentateur belgradois. Entre autres, il a souvent dénoncé la paupérisation de l'armée au profit, selon lui, des forces de police fidèles à Milosevic et, tout comme le général Velickovic, il avait critiqué la position de son président sur le Kosovo. « Nous sommes en guerre depuis 1991 et nous n'avons toujours aucun allié », avait-il lâché peu avant son limogeage. Il y avait pire. « Il a refusé d'impliquer l'armée politiquement », commente un diplomate. Le renvoi, le 27 octobre, du chef des services secrets serbes et conseiller de Milosevic pour les questions de sécurité nationale est plus mystérieux. Jovica Stanisic, présenté comme un « pragmatique » est considéré comme l'homme le mieux informé de You-

goslavie et donc l'un des plus puissants. Il n'aurait pas apprécié l'entrée du Parti radical (extrême droite) de Vojislav Seselj dans la coalition gouvernementale en mars de cette année.

Les remplaçants de Stanisic et de Perisic apporteraient plus de « garanties ». Radomir Markovic (ex-chef de la police de Belgrade) et surtout Dragoljub Ojdanic sont proches du Parti de la gauche unie (JUL) dirigé par l'influente épouse du chef de la fédération. La nomination d'Ojdanic, en 1996, comme adjoint au chef de l'état-major avait déjà été traduite, à l'époque, comme une volonté du pouvoir politique de mieux contrôler la hiérarchie militaire.

G. C.

La journée mondiale contre le sida met les jeunes au cœur de la lutte contre l'épidémie

NEW YORK. En choisissant comme thème pour sa 11^e journée mondiale contre le sida, le 1^{er} décembre, « Soyez une force de changement, parlez du sida avec les jeunes », les Nations unies ont décidé de mettre les jeunes au centre de la campagne de lutte contre la maladie. Début 1998, sur les quelque 30 millions de personnes vivant avec le virus, une proportion importante concerne les adolescents et les jeunes adultes.

Aux Etats-Unis, 3 % des personnes souffrant de la maladie et 14 % de séropositifs sont âgés de treize à vingt-quatre ans, selon des études réalisées entre janvier 1994 et juin 1997. Selon Médecins du monde, il y a en moyenne 16 000 nouvelles infections par jour dont 1 600 concernent des enfants. Plus de 90 % des personnes touchées par la maladie vivent dans des pays pauvres ou appartiennent à des groupes de population en situation de précarité et d'exclusion. - (AFP)

Les Suisses disent « non » à la drogue et « oui » à la modernisation du rail

BERNE. Suivant les recommandations du gouvernement sur les principales questions soumises dimanche 29 novembre à référendum, les Suisses ont d'abord rejeté, par 73,9 % des votants, une initiative populaire visant à libéraliser l'usage des stupéfiants et leur acquisition pour les besoins personnels. Soutenus par les Verts et une partie de la gauche, les promoteurs de ce projet y voyaient un moyen de casser le marché noir et de mieux protéger la santé des toxicomanes. Le refus de légaliser la drogue ne devait cependant pas remettre en cause les programmes de distribution d'héroïne sous contrôle médical, ni empêcher le gouvernement d'envisager de dépenaliser la consommation de cannabis.

Les autorités helvétiques se sont par ailleurs félicitées du feu vert donné par 63,6 % des électeurs au financement d'un vaste projet de modernisation ferroviaire d'un coût de 30,5 milliards de francs suisses (124 milliards de francs). Enfin, les électeurs ont approuvé par 63,4 % de « oui » une révision de la loi sur le travail, levant l'interdiction du travail nocturne pour les femmes dans l'industrie afin de répondre aux exigences de l'économie. La participation au scrutin a atteint à peine 37,5 % des inscrits. - (Corresp.)

Les séparatistes tamouls sri-lankais proposent d'engager des négociations

NEW DELHI. Le chef des séparatistes tamouls des Tigres de libération (LTTE), Velupillai Prabhakaran, vient de se déclarer prêt à engager avec le gouvernement sri-lankais des « négociations politiques sous l'égide d'une tierce partie, après la restauration d'un climat de paix et de bonne volonté », ce qui signifie l'instauration d'un cessez-le-feu, un retrait de l'armée des zones de combat et la levée de l'embargo sur les régions contrôlées par la LTTE. Le gouvernement de Colombo, qui, dans le passé, avait accusé la guérilla d'utiliser les cessez-le-feu pour renforcer avant de rompre les négociations, n'a pas fait connaître sa réponse à une offre qui le met dans une position délicate. Les précédentes négociations de paix, ayant échoué en avril 1995 après 100 jours de trêve rompue par les séparatistes tamouls. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ CAMBODGE : L'Assemblée nationale a accordé à une large majorité, lundi 30 novembre, son soutien au nouveau gouvernement de coalition du premier ministre Hun Sen, qui est assisté de deux vice-premiers ministres : Tbl Lah (secrétaire général du Funcinpec, le parti du prince Ranariddh, également ministre de l'éducation nationale) et Sar Kheng (PPC, qui est aussi ministre de l'intérieur). Le poste-clé de ministre auprès du conseil des ministres (secrétaire général du gouvernement) revient à Sok An, du Parti du peuple cambodgien (PPC), la formation du premier ministre. - (Corresp.)

■ ÉGYPTE : L'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) a décidé de rendre à la Chambre des communes britannique une somme de 25 703 dollars, après avoir été accusée de « trahison » par l'hébergement égyptien El Ousoul, a affirmé samedi 28 novembre un responsable de l'OEDH, M. Mahmoud Kandil, selon lequel l'OEDH refusait désormais toute aide financière de gouvernements étrangers. Le procureur général égyptien, Ragaa El Arabi, a ordonné l'ouverture d'une enquête. - (AFP)

■ IRAN : L'ancien ministre de l'intérieur Abdollah Nouri, un proche du président Mohamad Khatami, a annoncé, dimanche 29 novembre, le lancement d'un quotidien modéré, *Khorad* (du nom du mois du calendrier iranien qui a vu la victoire de Khatami à l'élection présidentielle en mai 1997). Le premier numéro sera publié jeudi et aura un tirage initial modeste de 100 000 exemplaires. - (Reuters)

■ SYRIE : sept mille trois cent soixante-quatre candidats se disputent, lundi 30 novembre, les 250 sièges du Parlement, lors d'un scrutin législatif organisé lundi 30 novembre. Cent vingt-sept sièges sont dévolus aux « travailleurs et aux ouvriers » et 123 aux « autres catégories du peuple », conformément à un décret présidentiel. Aucune surprise n'est à attendre de ce scrutin, l'opposition n'existant pas en Syrie.

■ BOSNIE : les travaux d'exhumation qui avaient démarré, jeudi 26 novembre, dans un site situé à Sarajevo ont démenti l'existence d'un charnier à cet endroit, a déclaré samedi à Sarajevo un porte-parole du haut représentant civil en Bosnie. Vingt-huit corps qui étaient enterrés séparément ont été déterrés. Le chef de la commission serbe bosniaque pour les échanges de prisonniers et pour les personnes disparues, Jovo Rosic, avait déclaré jeudi à la presse que les corps de 200 civils serbes seraient enterrés dans ce cimetière. - (AFP)

L'ancien président mauritanien dénonce le régime des militaires

PARIS. L'ancien président Moktar Ould Daddah a lancé, vendredi 27 novembre à Paris, un appel pour un changement de régime dans son pays. Premier président de la Mauritanie indépendante, M. Ould Daddah, qui était resté silencieux depuis son renversement par les militaires en 1978, a estimé qu'il était temps d'« ouvrir à la mise en place d'un cadre de transition » pour mettre un terme au « pillage » dont se rendrait coupable, selon lui, le « clan corrompu » aujourd'hui au pouvoir. « La banalisation des crimes et des délits économiques s'accompagne du démantèlement de l'État étranger », ajoute l'ancien chef de l'État. « La situation est de plus en plus alarmante. Le tribalisme règne. La Mauritanie risque d'écarter », a-t-il ajouté. Exilé en France depuis son éviction, M. Ould Daddah, dont le texte de l'appel devait être diffusé en Mauritanie par l'opposition, n'exclut pas de retourner dans son pays « si le peuple le souhaite » mais sans y jouer un rôle actif. - (AFP)

Le harcèlement de son armée au Liban plonge Israël dans le doute

Le gouvernement Nétanyahou apparaît divisé sur la marche à suivre

La milice islamique chiite Amal a bombardé, dimanche 29 novembre, des positions de l'armée israélienne au Liban-sud, au moment où le gou-

vernement israélien était plongé dans des abîmes de perplexité quant au meilleur moyen de mettre fin au harcèlement dont ses soldats

sont la cible dans la zone qu'ils occupent dans cette région, avec l'appui d'une milice libanaise. Le cabinet israélien n'a annoncé aucune décision.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plusieurs heures de réunion n'ont pas permis au gouvernement israélien, dimanche 29 novembre, de définir une démarche claire à propos de l'épineux dossier libanais. Vendredi, Benjamin Nétanyahou était rentré prématurément d'un voyage en Europe après avoir appris que deux nouveaux soldats - soit sept en deux semaines - étaient morts dans le sud du Liban, victimes d'une attaque lancée par les combattants islamistes du Hezbollah dans la zone dite « de sécurité » qu'occupe Israël.

Depuis le début de l'année, l'armée israélienne a perdu au Liban 22 soldats, dont 16 dans l'explosion de mines déclenchées à distance. Samedi, un haut responsable militaire a reconnu que Tsaïbi n'avait pas de solution toute faite pour combattre les mines déposées le long des routes empruntées par ses convois. C'était reconnaître qu'en dépit des moyens sophistiqués qu'utilise Israël pour surveiller la région, et malgré la présence à ses côtés d'une force mercenaire, l'armée

du Liban-sud, les combattants du Hezbollah continuent d'agir avec une relative facilité dans la « zone de sécurité ». Dimanche, malgré plusieurs attaques aériennes israéliennes, des combattants de la milice chiite Amal ont réussi à bombarder au mortier plusieurs positions adverses.

Officiellement déployés dans la région pour interdire d'éventuelles attaques du Hezbollah contre les localités du nord du pays, les soldats d'Israël sont entraînés dans une guérilla à laquelle ils sont mal préparés.

1 100 INCIDENTS EN 1998

En 1998, selon les statistiques du ministère de la défense, l'armée a fait face au Liban à 1 100 incidents de toute nature, contre 651 en 1997. Une augmentation qui témoigne du soutien dont bénéficie le Hezbollah au sein de la population libanaise de la « zone de sécurité ».

La diversité des opinions exprimées ces derniers jours par les responsables civils et militaires israéliens illustre les doutes qui accompagnent l'évaluation de la si-

tuation. Dimanche, le général Shaul Mofaz, chef d'état-major, a vigoureusement réaffirmé qu'il était opposé à tout retrait unilatéral du Liban. Cette déclaration solennelle, censée exprimer la position sans faille de l'armée, faisait suite à une longue réunion tenue dans la nuit de samedi à dimanche dans le bureau du ministre de la défense, Itzhak Mordehai.

Selon le journal *Haaretz*, les plus hauts responsables militaires israéliens auraient fermement soutenu la position de M. Mordehai, pour qui « un retrait unilatéral du Liban ne constitue pas une option ». Des responsables de la sécurité, écrit *Haaretz*, estiment qu'une telle décision « encouragerait » les « terroristes du Hamas » palestiniens à « relancer une vague de terreur en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ». Pour l'armée, seule une négociation avec la Syrie, considérée comme le véritable patron du Hezbollah, peut régler l'affaire libanaise.

Alors que plusieurs ministres ont suggéré des représailles contre la Syrie ou le Liban, le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, a in-

sisté sur la nécessité de déconnecter le dossier syrien du dossier libanais. Selon lui, une attitude ferme à l'égard du Liban, qu'il rend compte du maintien de l'ordre dans la « zone de sécurité » qu'Israël pourrait évacuer par étapes, ne serait pas contradictoire avec la reprise des négociations avec la Syrie, interrompues depuis 1996. Damas a toujours affirmé qu'une normalisation de ses relations avec son voisin passe par le retrait israélien du plateau du Golan occupé en 1967 et annexé depuis.

Georges Marion

■ Le premier ministre libanais sortant, Rafic Hariri, a décliné l'offre du nouveau président, Emile Lahoud, de former le nouveau gouvernement, a indiqué, dimanche 29 novembre, un proche de M. Hariri. Ce dernier juge « anticonstitutionnel le fait que 31 des 128 députés n'aient pas nommé désigné le premier ministre qui a leur préférence [lors des consultations engagées par M. Lahoud], laissant leur choix à la disposition du chef de l'État ». - (AFP)

Stockholm, capitale européenne de la culture.

(une raison de plus, s'il en était besoin, de venir y passer quelques jours)



EXPOSITION DU 24 OCTOBRE 1998 AU 5 AVRIL 1999
ART ET DESIGN PAR KARIN DE CARL LARSSON

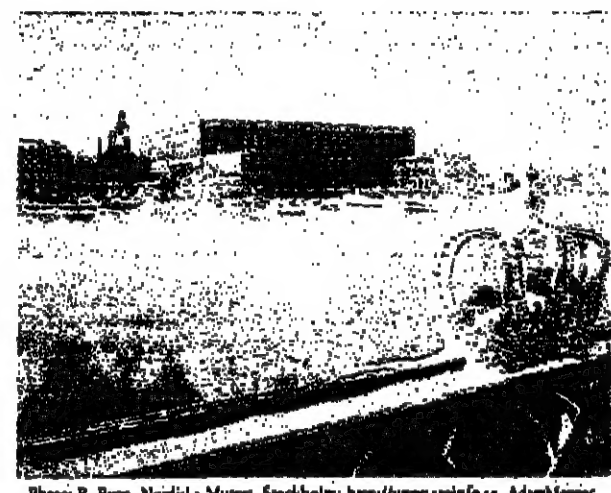
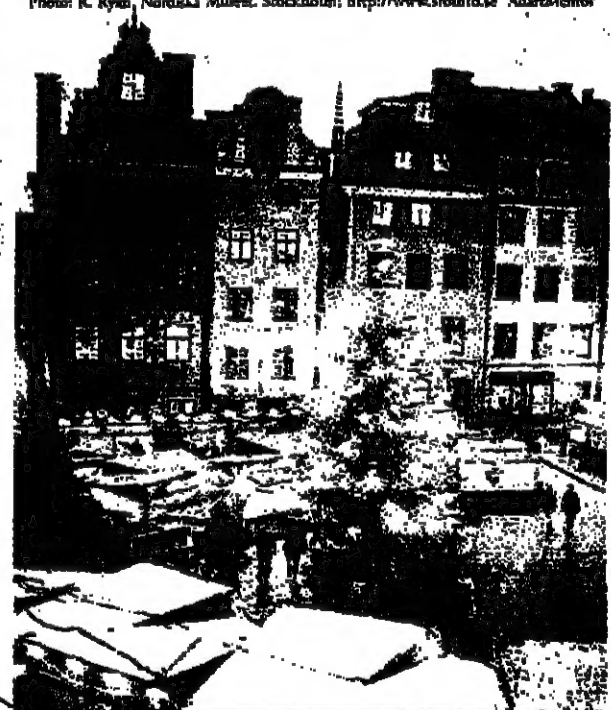


Photo: R. Ryan, Nordiska Museet, Stockholm; <http://www.stoinfo.se> Adarshim



Offres spéciales week-end à partir de Frs 2 250.- incluant vols SAS et deux nuits d'hôtel.

Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24, consultez sur Minitel 3615 FLY SAS (2.23Frs/mn) - Promotions, ou informez-vous auprès de votre agent de voyages. Nous sommes également sur Internet: www.stoinfo.se

Amis de Stockholm, où ça bouge vraiment en 1998!



FRANCE

LE MONDE / MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 1998

PARLEMENT L'examen de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) doit se poursuivre, à l'Assemblée nationale, mardi 1^{er} et mercredi 2 décembre.

L'adoption de ce texte par scrutin public est prévue mercredi 9 décembre. Mais chacun se garde, dans la majorité, de faire un pronostic sur le rythme d'un débat entamé le 9 oc-

tobre et freiné, depuis, par l'opposition. ● LA LENTEUR de la discussion au Palais-Bourbon, due notamment aux cafouillages de la majorité sur ce texte controversé, a cependant per-

mis au débat sur le PACS de s'installer dans le pays et de se généraliser, notamment en province. Cette banalisation a commencé à lever le tabou de l'homosexualité. ● LES RÉSIS-

TANCES restent toutefois fortes, comme en témoigne la campagne contre Roselyne Bachelot, la seule députée RPR à s'être prononcée en faveur du PACS.

PACS : les députés traînent, les mentalités évoluent

L'Assemblée nationale reprend, mardi 1^{er} décembre, la discussion sur le pacte civil de solidarité que le gouvernement espère pouvoir faire adopter le 9 décembre. Embarrassant pour la majorité, ce débat à rallonge a permis de lever certains tabous sur l'homosexualité

LA QUESTION revient comme un refrain dès que se profile un nouvel épisode du débat sur le pacte civil de solidarité (PACS) : la droite va-t-elle encore mettre toute son énergie à ralentir la discussion sur la proposition de loi socialiste, qui reprend à l'Assemblée nationale, mardi 1^{er} et mercredi 2 décembre ? Si oui, l'examen de cette réforme qui vise à renforcer les droits des couples, homosexuels et hétérosexuels, qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se marier, sera-t-il achevé mercredi soir ? La majorité se garde bien de faire le moindre pronostic sur le rythme du débat à venir.

De son côté, le gouvernement affiche la plus grande prudence. Lors du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 29 novembre, Elisabeth Guigou a déclaré que « le gouvernement ne lâcherait pas prise, voilà ». « Il y aura certainement des manœuvres d'obstruction de l'opposition, mais le gouvernement et la majorité tiendront bon. Par conséquent, cela prendra le temps que cela prendra, il y aura probablement pas mal de nouvelles, mais ce texte sera voté », a assuré la ministre de la Justice.

La majorité nourrit, en outre, l'espoir que la droite pourrait braver ses projecteurs sur un autre texte, le projet de loi controversé sur l'audiovisuel public. Avec ce nouveau « plat de résistance », l'opposition pourrait se contenter d'une discussion plus sereine sur le PACS. Henri Plagnol (UDF, Val-de-Marne), porte-parole de l'UDF sur ce texte, reconnaît qu'il travaille déjà sur le texte de Catherine Trautmann, qui doit être discuté en séance publique le 18 décembre, avant de préciser aussitôt : « Le

camp des pro-PACS et des anti-PACS se radicalise. Entre les deux, les gens se posent des questions sur un certain nombre de dispositions du texte. Cela nous encourage à décortiquer le texte... y compris à l'Assemblée. »

Autre élément susceptible d'agir sur le comportement de la droite, le débat sur le PACS reprend le 1^{er} décembre, date de la Journée mondiale de la lutte contre le sida. Fervent défenseur du PACS, Jean-Luc Koméro (RPR), président des élus locaux contre le sida, ne se réjouit pas à l'idée que ses collègues puissent freiner la discussion d'un texte dont l'histoire est en partie liée aux drames provoqués par l'épidémie de sida dans la communauté homosexuelle. Pour Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), l'affaire est entendue : « La gauche veut faire passer au forceps l'adoption en première lecture du PACS avant les fêtes de Noël ; et

ON DEVRAIT PEUT-ÊTRE GARDER DES FORÊS POUR LUTTER CONTRE L'ACCOUPLEMENT OBSCÈNE DES CHATNES DE TÉLÉVISION



la droite rêve de mettre à nouveau en échec le texte. »

Depuis le 9 octobre, le débat s'est poursuivi par tranches successives, dans un agenda parlementaire surchargé. La discussion sur le PACS a repris au point de départ le 3 novembre, avec un nouveau texte dont la principale nouveauté consiste à ouvrir certains avantages du dispositif aux frères. La motion de procédure de Christine Boutin (app. UDF, Yvelines) a été rejetée au terme d'une séance houleuse (Le Monde du 5 novembre). Le troisième épisode a eu lieu le week-end des 7 et 8 novembre au terme duquel l'Assemblée devait achever l'examen du texte en première lecture. En fait, l'examen de l'article premier du texte, qui en compte douze, n'a pu être achevé. Quatre amendements seulement ont été adoptés : l'un précise que le PACS peut être signé entre des

couples « de sexe différent ou de même sexe ». Deux amendements identiques de l'opposition indiquent que le PACS est signé entre deux « personnes majeures ». Enfin, le député radical de gauche Alain Tourret (RCV, Calvados) a fait modifier le lien d'enregistrement du PACS, qui n'est désormais plus la préfecture mais le tribunal d'instance. Les autres points de contestation sur lesquels la droite est susceptible de s'attarder visent les conditions de rupture du PACS, jugées insuffisamment protectrices, ainsi que les mesures sur l'entrée et le séjour des étrangers.

Au sein de la majorité, les Verts et les communistes continuent de réclamer la signature du PACS en mairie et s'opposent toujours à l'extension du texte aux frères. Sur ce dernier point, les choses semblent évoluer. Catherine Tasca (PS, Yvelines), présidente de la commission des lois, favorable à un PACS ciblé sur le couple, et Jean Le Garrec (PS, Nord), son homologue aux affaires sociales, ne patient pas sur le maintien de cette mesure dans la version définitive du texte. Comme M^{me} Guigou, ils estiment que cette mesure peut poser des problèmes constitutionnels que la droite ne manquera pas d'exploiter.

Enfin, en se déclarant « à titre personnel » favorable à l'adoption d'un enfant par les couples homosexuels, Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône), rapporteur de la commission des lois, a ouvert un dossier brûlant. M. Le Garrec pense que la question du droit à l'enfant et du droit des enfants, ébauchée par M. Mattéi le 9 octobre, sera le « débat de demain ».

Félicitations et insultes pour Roselyne Bachelot

PASSIONNEMENT, pas du tout... L'attitude de Roselyne Bachelot dans l'affaire du PACS ne suscite pas la demi-mesure. Le vibrant plaidoyer pour le pacte civil de solidarité que la députée gailliste a lu à la tribune de l'Assemblée, le 7 novembre, a été reproduit à des milliers d'exemplaires par le Collectif pour le CUS (contrat d'union sociale) et le PACS. Sa distribution par des militants, à travers la France, ne laisse pas indifférent. Jeudi 26 novembre, au métro Gambetta à Paris, le document a été accueilli par « deux insultes, mais quinze bravos ! », se félicite Jan-Paul Pouliquen, président du Collectif. « En revanche, à Périgueux, personne ne veut prendre le risque de le distribuer, de peur des réactions ».

Dans sa circonscription du Maine-et-Loire, nombreux sont ceux qui tentent de lui savon-

ner la planche. Les relations d'Avenir de la culture et de M^{me} Bachelot sont à couteaux tirés. L'association, proche de l'extrême droite et liée à une secte d'origine brésilienne, Traditions, Famille, Propriété, s'était déjà distinguée, à la rentrée, par l'envoi de sacs entiers de cartes anti-PACS à Matignon. Elle a tenté, depuis, d'adresser une « lettre ouverte aux députés », que M^{me} Bachelot juge « injurieuse et diffamante ». Dans un courrier adressé à certains députés, l'association s'est plainte des pressions de leur collègue pour empêcher l'envoi de ces lettres.

Lors de la réunion des jeunes RPR, à Charenton (Val-de-Marne), le 8 novembre, le responsable départemental du Maine-et-Loire, qui est opposé au PACS, a souligné les « effets dévastateurs », dans les circonscriptions, de

son militantisme. Mais là, d'autres voix se sont élevées. Contester le PACS, c'est « contester les évolutions de la société », ont reconnu les jeunes militants, divisés « à 50/50 sur la réforme ». Une loi, observent-ils toutefois, a « trop de lourdeur et de symbolique politique ». « Mais les Boutin et les Myard, c'est le degré zéro de la politique », ont-ils conclu. Prise dans ce tourbillon, M^{me} Bachelot s'accroche aux lettres de soutien qu'elle a reçues « par milliers ». Un admirateur lui a même écrit : « Je vous aime ». Le 7 novembre, après son discours, quand elle a regagné sa place dans l'hémicycle, Jean-Louis Debré, lui a fait transmettre ce mot : « C'est bien ! Il faut toujours se battre pour ses idées... »

CL F.

Clarisse Fabre

Les vertus pédagogiques d'un débat qui s'éternise au Palais-Bourbon

« DITES-MOI, il en est où ce PACS ? » Ce monsieur de soixante-dix ans, lecteur du Monde, s'interroge. Il a suivi la saga du pacte civil de solidarité jusqu'au 9 octobre, date à laquelle la proposition de loi PS a été rejetée à l'Assemblée nationale. Depuis, il a un peu perdu le fil. Il a juste entendu dire que le texte pourrait n'être définitivement adopté que fin 1999. « Les bras m'en sont tombés ! », dit-il. Non pas qu'il se sente « concerné » par cette réforme, lui qui vit « depuis trente ans avec la même femme ». Mais il connaît « deux couples homosexuels » qui ont eu des « problèmes » avec la belle-famille après le décès de l'un des partenaires. Alors... « Alors, je suis comme Roselyne Bachelot ! », résume-t-il. Comme la députée RPR de Maine-et-Loire, il est « gailliste » et « pour le PACS », et plusieurs de ses « amis de droite » aussi. Il a « juste un petit

problème » avec le texte, qui n'est pas assez clair, selon lui, sur l'adoption d'un enfant par un couple homosexuel : « Deux femmes, ça ne me gêne pas, mais deux hommes... »

C'est simple : plus la discussion sur le PACS traîne au Parlement, plus les députés s'affrontent et plus les gens se demandent : qu'est-ce que le PACS ? Pour en savoir plus, ils se rendent aux réunions publiques organisées par les élus locaux, ils écrivent aux députés. Le courrier des élus ne reflète d'ailleurs pas toujours la bipolarisation de l'hémicycle : ainsi, une « militante du PCF », « simplement ouvrière », est contre le PACS, dont beaucoup de dispositions la « font frémir pour l'avenir de la famille ». Tel électeur socialiste, à Paris, résume son député : « Je ne vous ai pas mandaté pour que vous alliez voter le PACS. » D'autres appellent les élus à voter selon leurs « convictions », sans se soucier de la ligne du parti.

PRISE DE CONSCIENCE TARDIVE

Le débat n'aurait certainement pas pris cette envergure sans la mise en échec du texte, le 9 octobre. « Finalement, le fait que la discussion dure a fait prendre conscience du problème de société », observe, philosophe, Catherine Tasca (PS), présidente de la commission des lois. Le 4 décembre, la députée des Yvelines débatta du PACS avec... l'évêque de Versailles, Jean-Charles Thomas, à Aubergenville. Après le « vendredi noir », Yvette Benayoun-Nakache (PS, Haute-Garonne) s'est fait interpellé dans sa circonscription : « C'était la vraie démocratie directe. Des gens m'ont dit : "On vous a élu pour ça, alors qu'attendez-vous ?" »

Parti de Paris, le débat sur le PACS se diffuse en province et se banalise. Patrick Bloche (PS, Paris), qui anime des réunions d'information à travers la France, remarque que le public, à Paris, est « souvent plus spécialisé, plus revendicatif. Les gens viennent se tenir au courant des dernières avancées du texte. En province, ils voient davantage la réforme comme un moyen de renforcer la solidarité dans les nouveaux modes de vie ». Depuis le 9 octobre, Dominique Gillot (PS, Val-d'Oise) aborde la question du PACS lors de ses réunions publiques... sur la famille, en tant que chargé de mission sur la politique familiale du gouvernement. Le 12 octobre, à Valence, « après trois quarts d'heure de débat avec des pro-PACS, la représentante d'une association familiale a reconnu qu'elle avait conscience des problèmes », affirme M^{me} Gillot.

Certes, le PACS suscite un intérêt inégal dans le pays. Guy Hascott (Verts) reconnaît que le terrain n'est « pas très favorable » dans sa circonscription du Nord, où coexistent une culture démocratique chrétienne et une forte communauté musulmane, et où le taux de chômage atteint 30 % de la population active. Le PACS suscite « une certaine indifférence » dans la circonscription voisine de Monique Denise (PS, Nord), « plutôt traditionnelle et rurale ». Deux semaines après le couac du PACS, Odile Saugues (PS, Puy-de-Dôme) a fait l'amer constat que le militantisme du PS ne s'était pas réveillé : elle a été la seule élue PS, avec un conseiller régional, à participer à la réunion publique du 23 octobre à Clermont-Ferrand.

Paris et les grandes villes restent toutefois les locomotives du débat. Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône) en a fait l'expérience à Marseille. En septembre, M. Mattéi a réalisé avec les moyens du bord un sondage qui correspond, selon lui, à l'« équilibre socio-économique » de sa circonscription : sur 5 000 questionnaires envoyés à la population, M. Mattéi a reçu... 1 200 réponses ! Il ressortait notamment de cette enquête que 72 % des personnes sondées ne sont pas favorables à « l'élargissement du PACS aux frères ». « Très surpris » par ce résultat, M. Mattéi en déduit que « le PACS est bien vécu quand il est à connotation sexuelle » : il ajoute, à

propos des frères : « Il y a le tabou de l'inceste ». Souvent, les opposants au PACS tiennent à préciser qu'ils n'ont « rien contre » les homosexuels. « Adaptez les lois existantes pour répondre à leurs spécificités », implore cet internaute. Certains voient dans ce genre de déclarations la « résurgence de l'homophobie » masquée derrière un discours « politiquement correct ».

« CONSERVATISME CULTUREL »

A l'inverse, tel autre s'insurge ouvertement contre le « pacte civil de sodomie », dans la veine de certains propos tenus par la droite sur les « pédés » et les « enculés », les 7 et 8 novembre à l'Assemblée nationale. Bernard Roman (PS, Nord) veut pourtant croire que « l'homosexualité n'est plus autant un tabou qu'on le croyait ». La mort de Jean Marais a mis en positif la relation homosexuelle », renchérit M^{me} Gillot, tandis que, le 22 novembre, le sénateur Bertrand Delanoë (PS, Paris) a déclaré publiquement son homosexualité sur M 6, lors de l'émission « Zone interdite ».

Selon Stéphane Rozès, directeur de CSA-Opinion, qui a réalisé en juin un sondage sur « les Français et l'homosexualité », c'est avant tout la législation antidiscriminatoire du début des années 80, puis le sida, qui ont fait avancer la cause des homosexuels. « Le PACS se situe dans ce prolongement. Comme cette réforme vise tous les couples, homosexuels et hétérosexuels, une majorité de l'opinion dit oui, car l'opinion est égalitaire et républicaine ». Plutôt que la « réingémination », c'est le « conservatisme culturel » qui guette la droite, selon M. Rozès : « La droite apparaît trop libérale sur le plan économique et pas suffisamment sur le terrain des valeurs. Elle risque de perdre sur les deux tableaux. Si la valeur famille est actuellement forte, cela ne signifie pas le retour de l'ordre moral ; il faut plutôt voir le désir de l'individu de reconstruire des liens de proximité et de solidarité... librement consentis. »

CL F.

Les défenseurs de « la famille » manifestent sur les terres de M. Jospin

TOULOUSE
de notre correspondant régional
« Non, monsieur, je ne repèrerai pas ce drapeau, c'est le drapeau de la France. Il a été de tous les

REPORTAGE

Ni imprécation ni bible : les participants veulent se donner une image moderne

combats, pour l'école libre, contre l'avortement. Aujourd'hui, je suis là pour défendre le mariage et la famille. Au nom de la France ! » La soixantaine courbée, ce militant anti-PACS venu manifester, samedi 28 novembre, à Cintegabelle, en Haute-Garonne, dans le canton dont Lionel Jospin est le conseiller général, n'en démontre pas : il veut garder le drapeau tricolore que les organisateurs de la manifestation lui demandent de ranger en lui expliquant que « les journalistes vont encore dire que le Front national récupère notre mouvement ».

Du Front national, on ne voit, en effet, aucune trace. Il faut dire qu'il n'y a pas grand monde sur le parking où la manifestation a été reléguée, juste derrière le cimetière du village : environ 400 personnes, poussettes et landeaux compris, venus de Toulouse et des départements du Sud-Ouest. Six mètres seulement sont présents dans une circonscription où un tiers d'entre eux ont signé la pétition contre le PACS. Le Collectif pour le mariage et contre le PACS, fort d'une vingtaine d'associations, principalement familiales et catholiques, en attendait dix fois plus. La pluie fine et froide qui noie la vallée de l'Ariège et les collines du Lauragais en a découragé plus d'un, explique-t-on. Mi-figure mi-raisin, les militants s'en prennent au ciel.

L'ambiance pourtant se veut à la fête. Tout a été fait pour que

l'image que les opposants au PACS veulent donner de leur mouvement soit jeune, dynamique, positive, à l'opposé du conservatisme compassé qu'on leur prête. Les femmes de la coordination étudiante contre le PACS ont donc pris les choses en main. Symbole contre symbole, il faut montrer que le combat n'est pas d'arrière-garde et que le mariage — « un papa, une maman, deux enfants » — reste une idée moderne. A l'entrée du parking, on distribue casquettes et tee-shirts de toutes les couleurs. Lodens et jupes plissées disparaissent sous une cascade de couleurs jaune, bleue, rouge ou verte.

« ON T'AIME, ON PRIE POUR TOI »

« A fond de décibels, un DJ diffuse de la dance music. Quelques adolescents agitent les bras, les familles sautillent sur place. On scande, sur les rythmes des manifestations de gauche, « Auca, auca, aucune hésitation ». Pas de bible brandie ni d'imprécations, seulement la démonstration d'une détermination qui se veut sereine. « Grâce à vous, le PACS ne passera pas » : on n'est pas loin du no pasaran républicain de l'Espagne toute proche. Un spectacle met en scène un premier ministre en proie aux déclarations contradictoires de sa majorité. On applaudit, on crie, on siffle à ce « Concerto PACS en désaccord majeur ».

Après un dernier « Jospin, on t'aime, on prie pour toi », les manifestants remontent la rue jusqu'à la permanence du plus connu des conseillers généraux de France, fermée comme tous les samedis. Quelques habitants de Cintegabelle mettent le nez à la fenêtre, détachant un instant l'œil du téléviseur. C'est qu'à ce moment l'équipe de rugby du Stade toulousain affronte Brive en direct.

Jean-Paul Besset

REUSSIR
HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E
Math Sup - Math Spé
Classe Math Spé PC² - stages intensifs sup et spé
Sciences Po
Classes préparatoires - stage intensif d'été
Baccalauréat
Ternaires ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision
Médecine-Pharmacie
Droit - Sciences éco.
Enrichissement annuel - Stages de révision et perfectionnement
IPESUP
15 rue de Clugny, 75014 Paris
Tél : 01 43 25 63 30
01 43 25 63 30

السلامة

UNE PORTABLE

QUE VOUS APPORTE

INTERNET,

ÇA T'FORCE

LE ORDINA

Plus maintenant. Grâce à Cegetel, vous pouvez utiliser Internet depuis votre

- Grâce aux services In-edit de SFR, vous disposez d'une adresse Internet, vous pouvez envoyer et recevoir des e-mails depuis votre téléphone portable et vous êtes prévenu sur votre téléphone dès que vous recevez un e-mail sur votre ordinateur.
 - Début 1999, vous aurez également accès à de nouveaux services : vous pourrez réserver depuis votre téléphone portable votre billet de train, effectuer vos transactions bancaires ou commander l'achat de votre service.
- Premier opérateur privé dans la téléphonie mobile avec SFR, et pour l'accès Internet avec Cegetel, nous sommes aujourd'hui le premier à « marier » vraiment le téléphone mobile et le monde Internet en développant des services exclusifs avec les éditeurs des meilleurs sites web pour votre téléphone portable.



cegetel

Et si vous en profitez ?

L'UDF centriste « unifiée » entend faire valoir son « droit de créance » sur le débat européen

François Bayrou n'exclut pas de présenter une liste aux élections de juin 1999

Le conseil national de l'UDF, réuni à Lille le 29 novembre, a avalisé la transformation de l'ancienne confédération centriste et libérale en un parti uni-

fié. Cette unité s'est manifestée principalement dans les propos des dirigeants centristes et giscardiens hostiles à une liste unique de l'opposition.

aux élections européennes, qui serait conduite par Philippe Séguin, chef de file du « non » au référendum sur le traité de Maastricht en 1992.

LILLE
de notre envoyé spécial
À l'aune de l'anti-séguinisme, l'UDF est effectivement devenue un parti unifié. De Lionel Jospin, de Jacques Chirac, d'Alain Madelin, il ne fut pas, ou à peine, question. De Philippe Séguin, en revanche, les congressistes de Force démocrate, puis les conseillers nationaux de l'UDF, réunis samedi 28 et dimanche 29 novembre, à Lille, pour faire passer l'UDF du stade de confédération à celui de parti intégré (Le Monde daté 29-30 novembre), avaient beaucoup à dire. Et d'abord ceci: le président du RPR ne saurait être leur chef de file aux élections européennes.

Il ne faisait pas bon, ce week-end, soutenir le contraire aux respas de la tournée politique qui a suivi les élections régionales du mois de mars et qui a provoqué l'éclatement de l'ancienne UDF. Aussi, son président, François Bayrou, n'a-t-il pas tenté de le faire et s'est-il contenté de prendre la mesure de l'imperméabilité de ses ouailles à la séduction de M. Séguin. Celui-ci n'aurait décidément pas à des cadres pour qui il sera impossible de demander de lui accorder notre accord ou celui qu'il fera d'une tête de liste RPR, tout en laissant en-

tendre que son choix se portera sur celui qui est [en matière européenne] le plus loin de nous », a grincé Alain Lamassouze. Entre récusar la personnalité de M. Séguin et être prêt à constituer une liste séparée, il y a un pas que beaucoup, à l'UDF, ne franchissent pas. Le souvenir des 8,42 % obtenus en 1989 par la liste centriste conduite par Simone Veil est encore dans toutes les mémoires, et tempère les ardeurs de certains. « Je ne suis pas près de l'oublier ! », s'exclame ainsi Jacques Barrot, en conjurant ses amis de « positiver » les relations avec le RPR. Pourtant, la perspective d'une liste centriste à des partisans. Bernard Bosson, Hervé de Charette et M. Méhaignerie n'ex-

cluent pas cette hypothèse, non plus que Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes. Tout en évitant de compromettre si peu que ce soit son auteur, le message « subliminal » du discours de Philippe Douste-Blazy allait également dans ce sens. Cette atmosphère froideuse a posé quelques problèmes à M. Bayrou. L'ancien ministre de l'Éducation nationale, qui a mesuré à quel point Jacques Chirac trouve intérêt à une opposition réunie sur une même liste derrière M. Séguin, ne veut pas isoler son parti d'avantage qu'il ne l'est au sein de l'Alliance ni compromettre ses relations avec M. Séguin. Les élections européennes sont donc une épreuve dont il se serait bien passé. Pour tenter de désamorcer une fronde trop violente ce week-end, il avait annoncé par avance que la question de la liste et de la tête de liste serait tranchée par le conseil national le 5 février.

TEMPORISER
Samedi, M. Bayrou a dû accepter, cependant, un amendement à la « motion de synthèse » du congrès de Force démocrate, au terme duquel l'UDF ne se rangera que derrière une tête de liste « qui aura soutenu la ratification du traité de Maastricht ». Le débat sur l'Europe et le « rapport d'étape » qui devait y être discuté, dimanche, ont été réduits à leur plus simple expression. Concluant la première réunion du conseil national de la « nouvelle UDF », M. Bayrou a temporisé, tout en « exigeant » le « respect » au sein de l'Alliance.

Si le RPR et Démocratie libérale acceptent la « vision » européenne de l'UDF, « je suis sûr que la majorité de nos militants seront non seulement ouverts, mais volontaires pour que la liste soit la plus large possible, et une si possible », a affirmé M. Bayrou, en ajoutant qu'« une tête de liste pour une liste d'union, ça se choisit ensemble ». En revanche, « si la délibération de nos militants » en disposait ainsi, « quel manquement y aurait-il à ce que nous ayons, devant les Français, la confrontation complémentaire de ces deux listes ? », a-t-il interrogé. M. Bayrou a deux mois pour trouver comme user du « droit de créance » sur le débat européen » dont, selon François Léotard, dispose l'UDF.

Les représentants de M. Soisson au bureau politique

En même temps qu'il a modifié les statuts de l'UDF, le conseil national, réuni à Lille samedi 28 et dimanche 29 novembre, a adopté à 92,25 % la liste unique des soixante-quinze titulaires et des trente-huit suppléants qui composeront, avec une vingtaine de membres de droit, le nouveau bureau politique. Apprenant négociée depuis des semaines, cette liste comprend notamment le libéral Gilles de Robien, le président du Parti radical, Thierry Cornillet, le chef de file des Adhérents directs, Pierre-André Wiltzer, le centriste Dominique Baudis et Pierre Albertini (PPDF). Cette liste comprend Jean-Marc Nesme, secrétaire général du PPDF et vice-président du conseil régional de Bourgogne, dont le président, Jean-Pierre Soisson (ex apparenté UDF), a été réélu grâce au Front national. Y figure aussi Serge Franchis, ancien suppléant de M. Soisson, secrétaire général du Mouvement des réformateurs – que préside M. Soisson – et aujourd'hui sénateur de l'Yonne.

Philippe Séguin s'élève contre son « excommunication »

INVITÉ à répondre, dimanche 29 novembre, dans le cadre de l'émission « Public » sur TF1, aux critiques exprimées à son encontre dans les rangs de l'UDF, Philippe Séguin a usé, d'abord, d'ironie, en considérant ses interlocuteurs centristes comme des « cabris », par référence à un mot fameux du général de Gaulle sur les partisans de l'Europe. Plaidant pour lui-même, ensuite, le président du RPR a rappelé quelle avait été son argumentation d'opposant lors de la ratification, en 1992, du traité de Maastricht. « Amsterdam, ce n'est pas la revanche de Maastricht », a-t-il ajouté, à destination, cette fois, de Charles Pasqua.

M. Séguin, qui a précisé qu'il est aussi, actuellement, le président de l'Alliance pour la France, s'est employé à vanter les mérites de l'union de l'opposition, en affirmant: « Il faut que l'opposition s'accorde sur un projet commun pour l'Europe, c'est la meilleure chance de gagner et de battre les socialistes. » Tout en rappelant qu'il n'avait pas fait acte de candidature pour conduire une éventuelle liste de l'opposition aux élections européennes, M. Séguin a confirmé indirectement ses intentions.

« Celui qui conduira la liste européenne devra évidemment siéger à Strasbourg », a indiqué le président du RPR, avant d'ajouter que le Parlement européen ne fait pas partie de ses rêves d'enfance. Pour autant, a-t-il martelé, « il doit être bien clair qu'il n'est pas question d'exclusive à l'égard de quiconque, d'ostacisme, d'excommunication ». « Il ne faut pas faire de la politique en regardant en permanence dans le rétroviseur », a encore affirmé le député des Vosges, rappelant que l'ancienne UDF avait éclaté en deux mouvements distincts. « Il y a forcément un effet d'optique qui fait que le RPR paraît plus fort, mais nous n'y sommes pour rien », a affirmé M. Séguin.

« RISQUES IMPORTANTS DE DIVISION »
De son côté, le porte-parole de Démocratie libérale, Claude Gossuén, exprime le même souci que le RPR quand il affirme, dans un communiqué publié dimanche, qu'« à force de vouloir se distinguer à tout prix aux élections européennes, les centristes de l'UDF font courir à l'opposition des risques importants de division ». « Les centristes se considèrent-ils encore comme membres de l'Alliance ou bien envisagent-ils, à terme, de se tourner vers l'actuel gouvernement ? », s'est interrogé le député de Paris.

Jean-Louis Saux

Cécile Chambraud

La droite conserve les sièges des députés passés au Sénat

Trois scrutins partiels remportés par l'Alliance

LA DROITE a facilement conservé, dimanche 29 novembre, les trois sièges de députés laissés vacants par Jacques Peyrat (RPR, Alpes-Maritimes), Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) et Ladislav Poniatowski (UDF, Eure), élus au Sénat le 27 septembre. Les candidats investis par l'Alliance affrontaient, au second tour, des candidats du Parti socialiste. Éliminés le 22 novembre, le Front national n'avait pas donné de consigne de vote, faute d'avoir reçu une demande de soutien « expresse » des candidats de droite. Dans un contexte de faible participation, les candidats de l'opposition semblent avoir bénéficié d'un bon report des voix du FN.

gaulliste, Jean-Marc Nudant (RPR), a largement puisé dans l'électorat du FN, qui avait appelé les électeurs, entre les deux tours, à « ne donner aucune voix à la candidate de gauche ».

Dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes, Jacqueline Mathieu-Obadia (RPR) est loin d'obtenir un aussi bon score que M. Peyrat en juin 1997: le maire affrontait alors un candidat du Front national. Le scrutin montre une progression de la gauche dans cette circonscription du centre-ville.

Le RPR s'est réjoui de ces succès, dans lesquels il voit « la marque de la déception grandissante suscitée par la politique du gouvernement ». Interrogé sur RTL, lundi 30 novembre, François Hollande (PS) a affirmé que ce résultat « totalement attendu ». « Ces circonscriptions étaient de droite, elles restent de droite », a-t-il dit.

Etienne Barzot à Rouen, Jean-Pierre Laborde à Nice, et Chris Maistat à Dijon

ALPES-MARITIMES

2^e circonscription-Nice (second tour).

L. 67 659; V. 19 860; A. 70,64 %; E. 18 758.

Jacqueline Mathieu-Obadia, RPR, c. m., 10 578 (56,39 %).

Patrick Mottard, PS, c. g., 8 180 (43,60 %).

1^{er} juin 1997: L. 67 659; V. 16 404; A. 75,75 %; E. 15 895; Jacqueline Mathieu-Obadia, RPR, c. m., 5 661 (33,61 %); Patrick Mottard, PS, c. g., 5 179 (32,58 %); Gérard de Gubernatis, FN, c. r., 4 056 (25,51 %); Patrick Miran, MEI, c. r., 404 (2,54 %); Michel Costa, CNT, 399 (2,51 %); Jean-Marie Bernard, rég., 196 (1,23 %).

1^{er} juin 1997: L. 68 177; V. 37 691; A. 44,71 %; E. 31 645; Jacques Peyrat, RPR, m.d., 22 352 (70,63 %); Christian Desvignes, FN, 9 293 (29,36 %).

CÔTE-D'OR

2^e circonscription (second tour).

L. 57 312; V. 20 128; A. 64,88 %; E. 19 042.

Jean-Marc Nudant, RPR, 10 599 (55,66 %).

Collette Popard, PS, c. m., 8 443 (44,33 %).

1^{er} juin 1997: L. 57 312; V. 18 178; A. 68,28 %; E. 17 505; Jean-Marc Nudant, RPR, 7 140 (40,78 %); Collette Popard, PS, c. m., 5 207 (29,74 %); Liliane Fiolais, RPR, 2 659 (15,19 %); Alain Barrot, PC, m., 988 (5,64 %); Jean-Jacques Bernard, Verts, c. m., 691 (3,94 %); Jacqueline Lambert, LO, 356 (2,08 %); Alexandre Juredo, MEI, 308 (1,75 %); Jean-Louis Enet, LCR, 156 (0,89 %).

1^{er} juin 1997: L. 56 588; V. 41 265; A. 27,02 %; E. 40 138; Louis de Broissia, RPR, adj. m., 18 002 (44,85 %); Collette Popard, PS, c. m., 16 862 (42,01 %); Liliane Fiolais, FN, 5 274 (13,14 %).

EURE

3^e circonscription (second tour).

L. 70 760; V. 34 381; A. 51,41 %; E. 32 964.

Hervé Morin, UDF, m., 19 522 (59,22 %).

Jean-Louis Destans, PS, m., 13 442 (40,77 %).

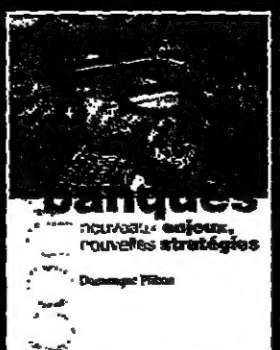
1^{er} juin 1997: L. 70 880; V. 30 267; A. 57,29 %; E. 29 115; Hervé Morin, UDF, m., 13 664 (46,93 %); Jean-Louis Destans, PS, m., 10 144 (34,44 %); Marc Froidefort, FN, 2 932 (10,07 %); Bernard Ernault, PC, adj. m., 1 223 (4,20 %); Pascal Orléans, LCR, 1 152 (3,95 %).

1^{er} juin 1997: L. 69 449; V. 51 608; A. 25,69 %; E. 48 932; Ladislav Poniatowski, UDF-PR, m., 27 206 (55,60 %); Jean-Louis Destans, PS, m., 21 726 (44,40 %).

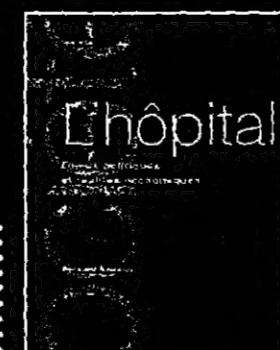
Le réflexe pour s'informer



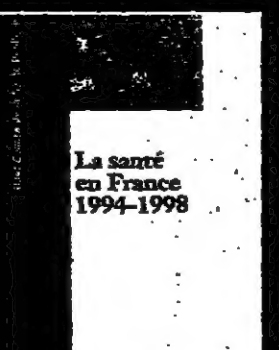
Histoire de l'art antique: l'Art grec
Bernard Holtzmann - Alain Pasquier
Ecole du Louvre - Réunion des musées nationaux
Collection Manuels de l'Ecole du Louvre
368 pages, 138 illustrations couleur, 290 F



Les banques
Nouveaux enjeux, nouvelles stratégies
Dominique Plihon
Collection Les études de La Documentation française
163 pages, 80 F



L'hôpital
Enjeux politiques et réalités économiques
Nouvelle édition
Bernard Bonnici
Collection Les études de La Documentation française
208 pages, 80 F



La santé en France 1994-1998
1994-1998
Haut Comité de la Santé Publique
312 pages, 95 F

La documentation Française

89-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07
Tél. 01 40 15 70 00 • Télécopie 01 40 15 72 39
3915 ou 3916 fax doc 01 29 5 77 01
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

Lionel Jospin veut des victimes des s

POUR LA SCIENCE
N° SPÉCIAL INTELLIGENCE
« Nous allons nous faire comprendre l'intelligence ! »
Réponse par: A. Combes, P. G. de L...

Lionel Jospin veut accélérer les réparations des victimes des spoliations de la guerre

Une instance chargée d'examiner les demandes individuelles va être mise en place

Devant le Conseil représentatif des institutions juives de France, samedi 28 novembre, M. Jospin a admis la nécessité d'accélérer les travaux

de la commission Mattéoli sur les spoliations commises en France entre 1939 et 1945. « Une nation gagne toujours à regarder avec lucidité son passé », a-t-il plaidé. Il a annoncé son accord pour la création d'une instance chargée d'examiner les demandes individuelles.

LA COMMUNAUTÉ juive française s'impacite. Alors que débute, à Washington, une conférence chargée d'établir un bilan exhaustif des spoliations dont furent victimes les juifs durant la seconde guerre mondiale de la part du régime nazi et de ses alliés (*Le Monde* daté 29-30 novembre), la France peine encore à établir l'inventaire des exactions commises sur son territoire entre 1939 et 1945. Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), l'a déploré, samedi 28 novembre, lors du dîner annuel du CRIF, auquel participaient Lionel Jospin ainsi que de nombreuses personnalités politiques, dont le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR).

Certes, a concédé M. Hajdenberg, la commission chargée d'établir la liste des spoliations commises dans l'Hexagone, créée en octobre 1997 et présidée par Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, « continue d'avancer ses travaux ». « Mais, faute de moyens suffisants en hommes, et faute de bonne volonté de certains ministères et administrations, nous craignons que son rapport ne soit pas déposé avant l'an 2000, comme vous l'avez pourtant exigé », a jugé le président du CRIF, avant d'ajouter : « Nous savons que votre gouvernement vient d'accorder à cette commission (...) 10 millions de francs. Mais, à notre sens, il faudrait néanmoins que vous

interveniez pour donner les impulsions nécessaires. » Plus explicites en privé, les responsables du CRIF jugent, en effet, que le ministère des finances, où sont entreposés des dizaines de milliers de dossiers retraçant les actes de spoliations, ne témoigne pas d'un zèle particulier dans l'établissement de la vérité.

Dans sa réponse, le premier ministre a souligné la nécessité de « combattre sans faiblesse les idées et les méthodes de l'extrême droite dans notre pays ». Lionel Jospin a assuré que, « parce qu'elle regarde sa propre histoire en face, la France en explore aussi les zones d'ombre. Une nation gagne toujours à regarder avec lucidité son passé, y compris ses pages sombres ». « C'est pourquoi, après avoir approuvé sans réserves les déclarations du président de la République sur les crimes antisémites du régime de Vichy, je me suis moi-même exprimé en ce sens », a-t-il ajouté.

Mais le chef du gouvernement a réfuté les critiques du CRIF. « La discrétion, voulue et assumée, de ses travaux ne doit pas masquer l'importance et la qualité des résultats déjà obtenus » par la commission Mattéoli, a-t-il assuré. Selon lui, ceux-ci seraient liés « au concours actif des administrations concernées ». « M. Dominique Strauss-Kahn [ministre de l'économie et des finances, présent au dîner] y a

veillé », a-t-il précisé. Dès lors, il n'a pas jugé nécessaire de donner suite à la demande du CRIF, qui souhaite que, sans attendre davantage, les 1950 œuvres d'art classées sous un statut provisoire, du fait de leur passage dans les entrepôts nazis, soient confiées à la communauté juive pour « faire œuvre de mémoire de la Shoah ».

« Une nation gagne toujours à regarder avec lucidité son passé »

Prudent, le premier ministre « souhaite que toutes les recherches possibles soient faites. Il nous appartient, au terme de ce travail très largement engagé, de décider du sort de celles de ces œuvres d'art dont l'origine sera restée incertaine ».

Malgré ces désaccords, M. Jospin a convenu de la nécessité d'« accélérer les choses ». « Il s'agit pour la France de tirer des leçons de sa propre histoire et de réparer ce qui doit l'être, a-t-il expliqué. Il faut donc agir vite. » Confronté dans le respect de l'échéance de fin 1999 pour les conclusions de la commission Mattéoli, le premier ministre a donné son accord pour la création d'« une instance chargée d'examiner les demandes individuelles formulées par les victimes des lois antisémites ou par leurs ayants droit ».

Réclamée par le CRIF, cette procédure devrait, selon M. Jospin, permettre de « répondre aux demandes individuelles qui sont adressées soit à la puissance publique, soit aux entreprises (banques, assurances...) qui ont participé, à un titre ou à un autre, aux spoliations de la guerre ». Enfin, conformément à un souhait exprimé par la communauté juive, le chef du gouvernement a décidé que « l'Etat (consacrerait) 50 millions de francs au projet d'agrandissement du Mémorial du martyr juif inconnu » pour favoriser, notamment, la « création d'un Musée de la Shoah ».

Jean-Michel Apathie

La gauche se divise toujours sur Daniel Cohn-Bendit et sur les sans-papiers

Robert Hue réclame une régularisation générale

« DANY » et les sans-papiers. Depuis que la tête de liste des Verts aux élections européennes de juin 1999, à peine adoubé, a demandé « un geste rassembleur » au premier ministre, la polémique ne faiblit pas. Elle provoque même de vifs débats internes : mardi 24 novembre, au bureau national du PCF, Robert Hue a dû rappeler que la « ligne » du parti était bien de régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, et non une régularisation au cas par cas, comme il l'avait brusquement expliqué après le « sermon » de Lionel Jospin aux Verts, à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 19 novembre).

Soucieux de rectifier ce propos, M. Hue a ajusté son discours, devant les jeunes communistes, réunies en congrès, à Gennevilliers, du 27 au 29 novembre, puis, dimanche soir, sur France 3. « Je vois bien que, du côté de Lionel Jospin il y a une certaine résistance. Honnêtement, j'ai du mal à comprendre. On va fêter le cinquantième anniversaire des droits de l'homme : on ne va pas recevoir des leçons tous les deux ou trois jours de Philippe Séguin ou de Charles Pasqua. » Le dirigeant du PCF a ensuite louvoyé, expliquant à la fois qu'il y avait « la possibilité de régulariser la quasi-totalité » des soixante-dix mille personnes ayant déposé des dossiers dans des préfectures, mais que sa démarche ne « visait pas à bousculer Lionel Jospin ». « J'hésite sur le mot "geste", qui implique l'idée d'une contrainte (...). Je ne veux pas faire la démonstration par l'absurde que Lionel Jospin serait buté », a-t-il lancé à l'adresse de M. Cohn-Bendit.

Dans un message lu au conseil national du Mouvement des citoyens, le 29 novembre, Jean-Pierre Chevènement s'est, pour la première fois depuis son accident, exprimé sur sa politique d'immigration. Comme M. Jospin, le ministre de l'intérieur a opposé une fin de non-recevoir aux demandes de ses partenaires de la gauche « plurielle » et a souhaité que, à la veille des élections européennes, « le débat à l'intérieur de la majorité conserve dignité et bonne foi (...), regrettant que le « bon sens » et « un débat honnête » soient « occultés par la perspective de bénéfices, supposés moraux, ou plus prosaïquement électoraux ». Et M. Chevènement de dénoncer l'« idéologie libérale-libertaire » de M. Cohn-Bendit, tout à la fois « alouette d'esprit libertaire » et « cheval de libéralisme ». « C'est un radis, rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur », a lancé Georges Sarre.

Après avoir elle-même mis en garde M. Cohn-Bendit, le 25 novembre, contre les dangers de « partir trop tôt en campagne », Dominique Voynet a poursuivi l'analyse de ses relations avec son acolyte Vert, dimanche, dans « Arrêt sur images », sur la Cinquième. « Je le trouve fascinant, je le trouve émouvant, et d'autant plus dangereux quand même, parce qu'on se fait tous avoir par un tel talent », a-t-elle déclaré. « J'ai envie de continuer cette histoire-là, mais avec beaucoup de prudence ». Et de résumer, en citant le Livre de la jungle : « On est tous [devant lui] dans la situation de Mowgli devant Kaa le python... »

Ariane Chemin

Danielle Mitterrand critique le premier ministre

Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, juge que « les arguments de Lionel Jospin [sur les sans-papiers] ne sont pas convaincants », dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* du 29 novembre. « Je crois que les quotas, les critères sont devenus une maladie des partis politiques », explique-t-elle, en soulignant que les sans-papiers qui sont sortis de leur clandestinité « ont fait confiance ». M^{me} Mitterrand réfute l'argument du premier ministre selon lequel une régularisation créerait « un appel d'air ». « Donner des papiers à tous ceux qui sont là, ce n'est pas multiplier les demandes », affirme-t-elle. Interrogée également sur les propos de Michel Rocard, selon lesquels François Mitterrand n'était pas « un honnête homme », M^{me} Mitterrand assure qu'elle « n'écoute ni ne lit » rien de ce qui est dit ou écrit sur l'ancien président. « Je ne veux pas perdre mon temps à m'insurger (...). Je sais que l'histoire lui rendra hommage », conclut-elle.

Jacques Chirac a inauguré le Musée d'histoire du judaïsme

JACQUES CHIRAC a inauguré, lundi 30 novembre en fin de matinée, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, installé dans l'hôtel de Saint-Aignan, rue du Temple, à Paris (3^e). Ce projet, a-t-il rappelé, est le résultat d'un chantier lancé en 1986 lorsqu'il était maire de la capitale pour accueillir, notamment, la donation faite à l'Etat, en 1980, par la baronne Nathaniel de Rothschild et déposée au Musée de Cluny. Rendant hommage à une communauté qui, « partout où elle s'est établie, a irrigué la culture et l'esprit », le chef de l'Etat a rappelé la place des juifs de France dans le « combat pour la République », parce que, a-t-il souligné, « en vertu d'un passé douloureux, ils ont plus que d'autres le sens de la liberté, de la fraternité, de la laïcité ».

M. Chirac a ensuite longuement évoqué les « heures sombres » des persécutions, des ghettos et des expulsions, celles, aussi, de l'affaire Dreyfus, qui, a-t-il observé, a marqué « un moment de la conscience du monde », puis les « heures noires de la Shoah ». « Parmi les œuvres exposées dans ce musée, il en est qui furent volées à des familles qui ne sont jamais revenues de leur long chemin de souffrance », a dit M. Chirac.

« C'est bien cela que les fondateurs du Musée d'art et d'histoire du judaïsme avaient au cœur. Survivants de l'Holocauste, ils ont voulu témoigner pour les familles et les communautés dévastées et parfois éteintes. Ils ont voulu rappeler l'extraordinaire richesse intellectuelle, spirituelle, artistique du judaïsme, son apport inestimable aux sociétés qui l'ont accueilli. Ils ont voulu que tant de trésors sauvés de l'oubli et de l'effacement vivent à jamais », a déclaré le chef de l'Etat. « Nous rêvions d'un lieu où s'enseigne la tolérance, le dialogue, la diversité, la grandeur et la richesse des sociétés qui reconnaissent le meilleur de chacun. Un lieu d'une telle puissance évocatrice qu'il fasse tout naturellement reculer les démons du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie. Un lieu où s'impose l'acceptation de l'autre, où sa différence ne serait pas perçue comme une menace, mais comme une chance », a conclu M. Chirac.

Les propositions de M. Balladur pour faire reculer le chômage

DANS UN RAPPORT sur les causes du chômage français, où il livre ses propositions pour y remédier, l'ancien premier ministre Edouard Balladur dénonce les « rigidités » affectant l'économie française, citant le « salaire minimum », les « prestations chômage », les « prélèvements obligatoires » ou le « revenu minimum des inactifs ». Contestant la politique de Lionel Jospin, il indique que « les politiques de création d'emplois publics sont un leurre » et juge « risquée » la réduction de la durée du travail « si ses effets sur le coût du travail ne sont pas maîtrisés ». Il suggère de « poursuivre la réduction des cotisations des employeurs sur les bas salaires, avec pour objectif de les supprimer au niveau du SMIC ». Selon lui, cette piste « offre un potentiel de six cent mille créations d'emplois au moins ». Il propose aussi d'alléger le poids de l'impôt quant un chômeur recommence à travailler.

DÉPÊCHES

■ 35 HEURES : Georges Jollès, président de la commission sociale du Medef (ex-CNPF), et Maryse Dumas, membre du bureau confédéral de la CGT, débattent, lundi 30 novembre, sur les 35 heures dans *L'Humanité*. Pour M. Jollès, la deuxième loi prévue pour fin 1999 devra être le « reflet du contenu des accords signés », notamment dans les branches. M^{me} Dumas ne veut pas que l'accord textile signé par sa centrale « serve de base à la deuxième loi », car « ce n'est pas son objet ». Le 1^{er} mai, M. Jollès et M^{me} Dumas avaient entamé un dialogue dans *L'Hebdo-VO*, l'hebdomadaire de la CGT.

■ AGRICULTURE : des manifestations devaient être organisées, lundi 30 novembre, dans les départements, devant chaque préfecture, par l'Union professionnelle artisanale (UPA). Elle proteste contre certaines dispositions de la loi d'orientation agricole, votée en première lecture par l'Assemblée nationale, qui, selon elle, favorise l'exercice de certains métiers par les agriculteurs en leur accordant « un régime dérogatoire qui menace l'avenir des artisans et commerçants en milieu rural ».

■ CANTONALES : Mireille Lacombe (PS) a été élue, dimanche 29 novembre, conseillère générale du canton de Clermont-Est, avec 60 % des voix, à l'issue du second tour de scrutin. Elle succède à Serge Godard, sénateur et maire (PS) de Clermont-Ferrand, démissionnaire pour cause de cumul de mandats. Jacqueline Gourault (UDF-FD) a été élue très facilement conseillère générale du canton de Blois-1.

■ PRÉRETRAITES : les négociations entre syndicats et patronat pour la reconduction et l'élargissement du dispositif ARPE (pré-retraite contre embauche) se tiendront les 16 et 22 décembre au siège du Medef (ex-CNPF). Le dispositif actuel arrive à échéance au 31 décembre (*Le Monde* du 18 novembre).

POUR LA SCIENCE

décembre 1998
N° SPÉCIAL
L'INTELLIGENCE

Réussirons-nous
à comprendre
notre intelligence !

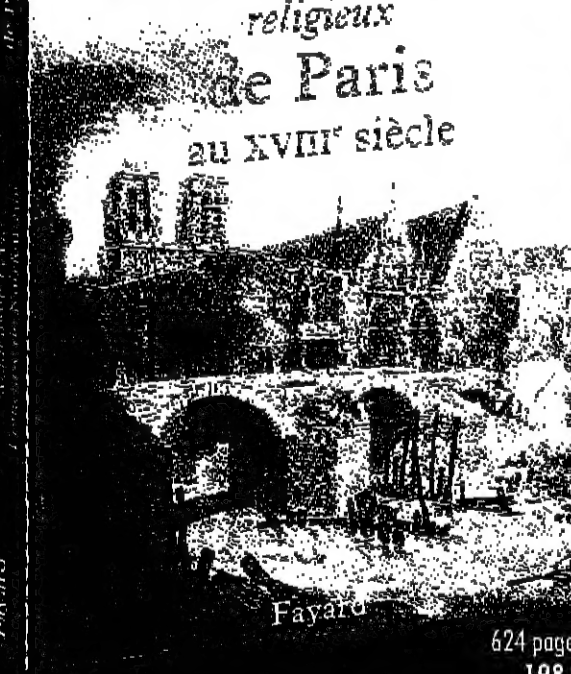
La réponse par :

J.-P. Changeux, A. Connes, P.-G. de Gennes,
C. Gould, J.-M. Lehn,
A. Prochiantz,
J.-P. Tassin, J.-D. Vincent

EN KIOSQUE
40F

Pierre Chaunu de l'Institut
Madeleine Foissil
Françoise de Noifontaine

Le basculement religieux de Paris au XVIII^e siècle



Fayard

624 pages
198 F

Avec cette formidable galerie des quatre archevêques qui tempèrent dans les benitiers, Pierre Chaunu et ses coauteurs ont trouvé un sujet à leur mesure.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Figaro littéraire*

L'Histoire chez FAYARD

SOLIDARITÉ Le revenu minimum d'insertion (RMI), présenté le 1^{er} décembre 1988 par le gouvernement de Michel Rocard et adopté à une écrasante majorité par l'Assemblée

blée nationale, est âgé de dix ans. **PLUS** d'un million de personnes en bénéficiaient au 30 juin. Si le sentiment d'utilité sociale du RMI est largement partagé, une série d'images

negatives et souvent fausses lui collent à la peau. **POUR** Jean-Michel Belorgey, rapporteur du projet de loi à l'Assemblée nationale en 1988, « il n'y a pas matière à suppri-

mer le RMI parce que l'insertion ne marche pas » ; Bertrand Fragonard, ancien délégué interministériel au RMI, estime que « l'image de l'allocation a été trop assimilée au quart-

monde ». **L'OUVERTURE** du RMI aux moins de vingt-cinq ans plonge les responsables politiques et associatifs dans le doute. (Lire aussi pages 14 et 15 et notre éditorial page 18.)

En dix ans, plus de trois millions de personnes sont passées par le RMI

Si le revenu minimum d'insertion est entré dans les mœurs, il est toujours l'objet de diverses controverses. Il semble encore fragile et à la merci de la moindre remise en cause. Les responsables politiques et associatifs s'interrogent sur l'opportunité d'abaisser l'âge d'accès à cette allocation

RMISTE : il n'aura pas fallu dix ans à ce néologisme pour entrer dans les dictionnaires. Et bien moins pour devenir l'une de ces étiquettes pratiques du langage courant, que l'on colle pour trier les gens. Il n'aura pas fallu une décennie au revenu minimum d'insertion (RMI) pour s'imposer comme la mesure symbole de l'aide sociale. A tel point qu'au moment de marquer l'anniversaire de la loi du 1^{er} décembre 1988, présentée par le gouvernement de Michel Rocard et adoptée à la quasi-unanimité par l'Assemblée nationale, l'on a du mal à imaginer ce qui existait « avant » pour prendre en charge les plus démunis.

Pas grand-chose à vrai dire : quelques dispositifs catégoriels, des initiatives locales. Et l'action des associations qui, comme les Restaurants du cœur de Coluche,

se trouvaient bien seules face à la montée de la « nouvelle pauvreté ». Les besoins semblaient alors tels que l'on ne peut pas s'empêcher d'être encore surpris par le retard avec lequel la France a inventé son ultime filet de protection sociale, alors qu'il existait déjà depuis longtemps chez plusieurs de ses voisins européens.

IDÉES PRÉCONÇUES

Le RMI est entré dans les mœurs, mais il semble pourtant encore fragile, à la merci de la moindre remise en cause. Ces menaces sont en partie dues à sa mauvaise réputation, nullement incompatibles avec sa popularité. Comme si le sentiment d'utilité sociale du RMI, largement partagé, n'avait cessé de cohabiter avec une collection d'images négatives, en grande partie fausses. Car, aussi sûrement que le nombre de

ses allocataires a augmenté au fil des ans, le RMI a vu se stratifier autour de lui plusieurs couches d'idées préconçues, qui recouvrent souvent une réalité inverse. La fraude ? Jamais prestation n'aura été autant surveillée par de multiples procédures de contrôle. En 1997, selon le ministère de l'emploi et de la solidarité, celles-ci n'ont fait apparaître qu'un nombre de tricheries « extrêmement marginal, de l'ordre de 0,6 % ». Une prestation pour sans-abri ? Moins de 10 % des bénéficiaires ne disposent pas d'un logement décent, les personnes sans domicile fixe ne représentant pas plus que 2 à 4 % des effectifs. Bien davantage qu'un clochard, le RMISTE est un chômeur de longue durée.

Une allocation figée, repliée sur la misère de ses bénéficiaires ? Le RMI est au contraire extrêmement

mouvant. Depuis sa création, 3,4 millions de personnes y sont entrées, 2,3 millions en sont sorties. Certes, à côté de ceux qui rebondissent plus ou moins haut, près de 100 000 allocataires sont restés pris dans le filet depuis sa première année d'existence. Ceux-là sont aujourd'hui, pour la plupart, très éloignés de la société.

LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Mais la grande majorité des allocataires du RMI ne souffrent pas d'une telle désocialisation. Ils demeurent proches de l'emploi, qu'ils ne parviennent souvent pas à obtenir autrement que sous ses formes les plus dégradées. Ainsi le RMI ne peut-il être réduit à la grande exclusion, même si le revenu qu'il garantit ne permet pas, dans la grande majorité des cas, de dépasser le seuil de pauvreté.

Ces approximations ont compliqué la tâche des promoteurs de l'allocation, obsédés par sa crédibilité politique, et complexé les bénéficiaires, assimilés soit à des sans-abri, soit à des parasites. Elles ont aussi contribué à nourrir de multiples remises en cause et tentatives de réforme, notamment durant les quatre années où la droite a été au pouvoir – des attaques d'Éric Raoult contre la « culture du RMI », à la volonté du gouvernement juppé d'imposer l'obligation alimentaire aux familles des bénéficiaires, en passant par les velléités d'Édouard Balladur de transférer une partie des dépenses de l'État vers les départements.

La plupart de ces offensives se sont cristallisées sur le point faible de l'allocation : l'insertion. Comme si, sur cette question, dix années n'avaient pas permis de venir à bout des oppositions idéologiques apparues lors du débat parlementaire de 1988. La droite souhaitait alors une « contrepartie d'activité » à l'allocation, pour ne pas enfermer les bénéficiaires dans l'assistance. La gauche concevait le RMI comme un droit inconditionnel garanti par la société à ceux à qui elle n'avait pu assurer des conditions décentes d'existence. Le contrat d'insertion, élaboré durant les débats, était le fruit d'un compromis entre ces thèses opposées. Dans le cadre d'une loi assurant un double droit, à l'allocation et à l'insertion, il a été conçu comme un engagement réciproque : la société doit donner au RMISTE les moyens de se rapprocher d'elle, celui-ci doit s'efforcer de participer aux actions nécessaires à son insertion.

Dix ans plus tard, le bilan chiffré de l'insertion n'est pas des plus glorieux. Le taux des contrats en cours, certes en progression – 700 000 sont conclus chaque année – était, en 1997, de 52,3 % de l'ensemble des allocataires. Est-ce pour autant le signe d'un échec de l'insertion qui justifierait une réforme en profondeur de la loi ? Sans doute pas, mais bien davantage d'un aveu d'impuissance de l'État et des collectivités locales qui ne peuvent inventer l'offre dont ils ne disposent pas. « Le RMI aurait parfaitement fonctionné dans une

période de prospérité, avec des services sociaux pas trop débordés, et une large offre d'insertion, plaisante à motiver Bertrand Fragonard, l'un de ses concepteurs. Mais, dans un tel contexte, on ne l'aurait pas créé. La crise économique est à la fois la raison d'être et la principale limite. » Ainsi la forte hausse du nombre d'allocataires s'explique-t-elle en grande partie par le fait que le RMI a absorbé les conséquences de toutes les mesures d'économie qui ont conduit à durcir les conditions d'entrée des dispositifs voisins. Le premier d'entre eux étant le système d'indemnisation du chômage : l'évolution du nombre de ses déboutés semble ainsi étroitement liée aux entrées dans le RMI. Les contrats d'insertion n'y peuvent rien : le marché est ainsi fait qu'il oblige de plus en plus aller et retour entre des CDD ou des temps partiels contraints et l'allocation.

LA FICTION DES CONTRATS

A côté de ce RMI de précarité, l'autre évolution forte des dix années est ainsi l'augmentation du nombre de jeunes, de plus en plus diplômés, qui entrent dans le dispositif. Ceux-là, alors que la période des études se prolonge au-delà de l'âge de vingt-cinq ans, ne peuvent plus éviter de passer par ce sas avant de pénétrer dans la vie active.

Tirant les leçons de l'impasse dans laquelle la situation économique enferme l'insertion, certains préconisent désormais l'abandon de la fiction des contrats. Au risque de livrer à eux-mêmes des allocataires pour qui le retour vers la société passe d'abord par d'autres mesures que l'activité professionnelle. Au revenu minimum d'activité (RMA), principalement proposé par des hommes politiques de droite, ceux-là, plutôt à gauche et nourris par la pensée de nombreux chercheurs sur le sujet, opposent le revenu minimum d'existence (RME), sans condition d'entrée. Les vieux débats de 1988 sont ainsi perpétués par ce nouvel affrontement qui prouve que le RMI, à son corps défendant, est encore loin de cesser de constituer un enjeu politique.

J. Fe.

Bertrand Fragonard, ancien délégué interministériel au RMI

« L'image de l'allocation, trop assimilée au quart-monde, a été faussée »

MAGISTRAT à la Cour des comptes, Bertrand Fragonard a dirigé la délégation interministérielle au RMI de 1988 à 1996, après avoir été commissaire au plan. Il fut l'un des principaux rédacteurs de la loi du 1^{er} décembre 1988. « Comment expliquer-vous le fait que le RMI soit, dès sa création, la mesure sociale qui ait monopolisé à ce point l'attention des médias ? »

« Il est vrai, par exemple, que l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), qui ne compte pas moins de la moitié d'allocataires que le RMI, a dû susciter à peine un dixième des analyses qui ont été développées depuis la loi de 1988. Cet intérêt s'explique surtout par l'ambition du dispositif : un système quasi universel lié au souci de dépasser le simple octroi de l'allocation pour la coupler avec des politiques d'insertion. Comme c'était une grande première, on a mis en route un dispositif assez complet d'évaluation, qui a permis de disposer assez rapidement d'un matériel d'analyse d'une qualité inhabituelle. »

« Quels effets cet intérêt a-t-il eus ? » Certains sont positifs : le RMI a contribué à révéler les contradictions de notre société, la diffusion de la pauvreté, les forces et les faiblesses des services publics qui la prennent en charge. Mais il me semble que l'information a, en revanche, pèché sur deux plans. L'intérêt des grands médias, centré sur le plus visible et sur l'émotion, a faussé l'image de l'allocation, trop

assimilée au quart-monde et aux populations errantes ou totalement désocialisées. Alors que, en fait, les allocataires sont le plus souvent de « simples » chômeurs de longue durée. Très vite, l'idée s'est également répandue que si le « R » du RMI – l'argent – marchait (trop ?) bien, le « I », l'insertion, patissait ou échouait. Cela me semble globalement faux, mais peut-être est-ce lié à une trop grande attente et à une perception erronée de nos marges d'action. »

« Le thème de la fraude s'est aussi développé. Vous semble-t-il justifié ? »

« Dans tout système de prestations, on ne peut éviter la fraude ; a fortiori lorsque l'allocation est différentielle et varie selon le statut familial. Il a donc fallu des contrôles qui me semblent assez performants. Il existe un fichier national nominatif pour détecter les doubles affiliations. Les fichiers des caisses d'allocation familiales, qui le distribuent, sont croisés avec d'autres fichiers, notamment celui de l'Assedic, pour vérifier que l'allocataire a bien déclaré ses revenus annexes. Les contrôles personnalisés sont denses : 15 % des entrants du mois et 1 % du stock par mois, ce qui représente environ cent quatre-vingt mille procédures mensuelles. »

« D'ailleurs, les bilans et les analyses récentes sont convergents. La fraude n'a en rien l'intensité ou la gravité que l'on décrit parfois. Surtout si l'on met de côté les « petits accommodements », les tout petits revenus occasionnels et

très temporaires. La crédibilité de l'ensemble du système n'est donc pas atteinte. »

« Une autre opinion répandue est que le RMI découragerait le travail à bas salaire. »

« Ces craintes s'appuient sur l'idée que le RMI serait trop proche du revenu des « petits actifs » : pourquoi prendre un petit boulot si l'amélioration qu'il procure est dérisoire ? En fait, le RMI est dans un rapport très réaliste avec le SMIC. Dans les cas les plus fréquents, celui des célibataires sans enfant, le niveau de vie au SMIC est supérieur de près de 70 % à celui du RMI, même en tenant compte des avantages annexes. En revanche, dans certaines situations, très minoritaires, les niveaux de vie sont proches. Est-ce à dire que le RMI est trop haut ? Bien sûr que non : ce qui est en cause, c'est la diffusion de tout petits salaires pour du travail précaire ou à temps partiel. C'est le côté inachevé de notre système redistributif qui fait que le ménage du « petit actif » se situe au-dessous du seuil de pauvreté. Aucune analyse sérieuse n'a d'ailleurs mis en lumière des comportements de refus d'emploi, pour autant que les travaux offerts le soient à des conditions au moins décentes. Toute perspective d'amélioration, en termes de revenu et de socialisation, est saisie par les allocataires qui ne demandent que ça. »

Propos recueillis par Jérôme Fenoglio

Plus de deux millions de personnes concernées

● **Nature.** Le RMI est une allocation différentielle, c'est-à-dire que la loi fixe un barème définissant le minimum de revenu garanti pour chaque type de foyer. L'allocation effectivement versée est la différence entre ce minimum et les ressources de toutes natures dont dispose déjà la famille ou la personne. Le RMI est soumis à deux autres conditions : résider en France et être âgé de plus de vingt-cinq ans, sauf dans le cas de jeunes avec enfant.

● **Montants.** Au 1^{er} janvier, 2 429,42 francs par mois pour une personne seule, soit, après abattement du forfait logement, 2 137,89 francs. Pour les couples comme pour une personne avec un enfant, le montant est de 3 644,13 francs mensuels. La revalorisation de l'allocation par enfant à charge supplémentaire est de 728,62 francs, puis de 971,76 francs à partir du troisième enfant. Étant donné la nature différentielle de l'allocation, son montant moyen versé est de 1 950 francs par mois. Moins de 9 % des bénéficiaires touchent un RMI complet.

● **Budget.** La loi de finances pour 1999 prévoit une dépense de 26,4 milliards de francs, soit une augmentation de 4,2 % par rapport au budget de 1998. En 1990, la dotation budgétaire prévue pour le RMI n'était que de 8,6 milliards de francs.

● **Effectifs.** Le nombre d'allocataires s'élevait à 1 089 648 personnes au 30 juin 1998, dont

957 457 en métropole et 114 191 dans les DOM. En tenant compte des enfants à charge et des conjoints, le RMI concerne plus de deux millions de personnes en France. Durant le premier semestre 1998, la progression des effectifs a été de 2 %, soit la plus faible jamais enregistrée sur cette période en dix ans. Entre juin 1997 et juin 1998, la progression est de 3,8 %, ce qui représente également l'évolution la moins forte depuis 1989. Le nombre d'allocataires a crû en moyenne de 15 % par an jusqu'en 1994, puis moins fortement les années suivantes, jusqu'à une nette décélération depuis un an.

● **Publics.** Les personnes isolées représentent 60 % de l'effectif, dont deux tiers d'hommes seuls. Les familles monoparentales – pour l'essentiel des mères seules avec enfant – et les personnes vivant en couple représentent chacune 20 % de l'effectif. Trois allocataires sur dix ont moins de trente ans, cette proportion restant à peu près stable depuis 1989.

● **Flux.** Trois allocataires sur dix sont au RMI depuis moins d'un an, 50 % depuis moins de deux ans. A l'inverse, environ 65 000 personnes (soit moins de 7 %) sont dans le dispositif depuis sa création. Le nombre de sorties du dispositif a fortement augmenté : 365 000 personnes en 1997, contre 180 000 en 1993. Sur la même période, le nombre d'entrées a, lui, moins fortement augmenté, d'environ 100 000 personnes, pour atteindre 422 000 en 1997.

Jean-Michel Belorgey, rapporteur du projet de loi à l'Assemblée nationale en 1988

« Je ne suis pas persuadé que la mise à l'écart des jeunes reste fondée »

AUJOURD'HUI conseiller d'État, Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier de 1981 à 1993, a présidé la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et fut le rapporteur du projet de loi sur le RMI en 1988. Il fut notamment à l'origine de la notion de contrat d'insertion adoptée dans le texte. Il dirige depuis deux mois, au Commissariat général du plan, un groupe de travail sur les minima sociaux, les revenus d'activité et la précarité, qui doit rendre ses conclusions en septembre 1999.

« Pensez-vous que la place du RMI dans la société soit totalement reconnue par l'opinion et les responsables politiques ? »

« La population française dans son ensemble est plutôt favorable au RMI. On observe même, dans certaines couches sociales, l'émergence de l'idée, légitime, que le niveau de l'allocation n'est pas assez élevé. Mais les mêmes personnes auront aussi tendance à reprendre à leur compte, à partir de quelques exemples pourtant très marginaux, l'espèce de peur ancestrale qui incite à penser que, dès qu'on donne de l'argent à des gens qui ne travaillent pas, cela les encourage à la paresse. La société est ainsi parcourue de visions assez contradictoires du RMI. »

« Dans les milieux de gouvernement, je ne suis pas persuadé que l'on aime beaucoup le RMI. On trouve que ça coûte cher, que ce n'est pas moderniste. On aimerait

bien trouver quelque chose qui s'inspire soit de formules un peu utopistes comme le revenu d'existence, soit de l'impôt négatif à l'américaine. »

« Certains bénéficiaires semblent conserver une mauvaise image de leur allocation... »

« Oui, on voit même des gens qui ont droit au RMI ne pas le réclamer parce qu'il ont peur de cette stigmatisation. Comme si retirer un avantage très faible sur les ressources collectives, alors que l'on n'y contribue pas, n'était pas bien. Cela ne me semble pas justifié. Les droits économiques que l'on tire de l'appartenance à la collectivité ne sont pas moins honorables que ceux que l'on a tirés de son travail. »

« Il n'y a pas matière à supprimer le RMI parce que l'insertion ne marche pas »

« Ce thème de la contrepartie revient fréquemment à propos de la fonction d'insertion du RMI. »

« Personnellement, je considère que deux attitudes peuvent être attentatoires à la dignité des allocataires du RMI. La première revient à dire : si vous ne bossez pas, c'est

de votre faute, il faut que vous vous y mettiez, sinon on vous supprimera l'allocation. C'est le thème de la contrepartie. »

« L'autre approche, passablement choquante, revient à dire : c'est trop dur de vous insérer, vous n'êtes pas bon, le marché ne s'y prête pas, par conséquent, prenez l'allocation et contentez-vous en. Laisser ainsi tomber l'insertion reviendrait à s'acheminer vers l'idée d'un revenu minimum inconditionnel. Or, la logique d'un double droit à l'allocation et à l'insertion est la seule qui soit honorable à la fois en termes humanistes et de logique sociale. »

« Les attaques ne viennent-elles pas surtout de ceux qui exigent une contrepartie ? »

« Elles viennent de ceux qui sont obsédés par la perte de la valeur travail. On ne peut pas aujourd'hui totalement congédier cette valeur, mais on ne peut pas non plus la réaffirmer d'une façon qui méconnaisse les difficultés d'équilibre du marché de l'emploi. La mesure intermédiaire qu'est le RMI a ses vertus à condition que l'on prenne conscience d'un certain nombre de faits. D'abord, qu'il y a des cas où l'insertion n'a pas de sens. Il n'y a pas de raison de demander de s'insérer à une personne entre soixante et soixante-cinq ans, qui touche le RMI à défaut de minimum vieillesse. Ni professionnellement, parce qu'elle n'a plus l'âge, ni socialement, parce que ce n'est

pas parce qu'elle est pauvre qu'elle est dépourvue de lien social. »

« L'insertion, si elle n'est pas conçue comme une contrepartie mais, ainsi que la loi le prévoit, comme un deuxième droit, doit être gérée sur un mode promotionnel : il ne s'agit pas d'injecter les gens sur le marché du travail, après un stage ou une formation courte, dans des conditions de précarité telles qu'ils retomberont au non-emploi très rapidement. Il faut une promotion plus longue pour permettre d'éviter les risques d'enfermement sur un segment inférieur du marché du travail, et d'aller-retours entre emploi précaire et allocation. Il n'y a pas matière à supprimer le RMI parce que l'insertion ne marche pas. Il faut trouver une insertion qui marche. »

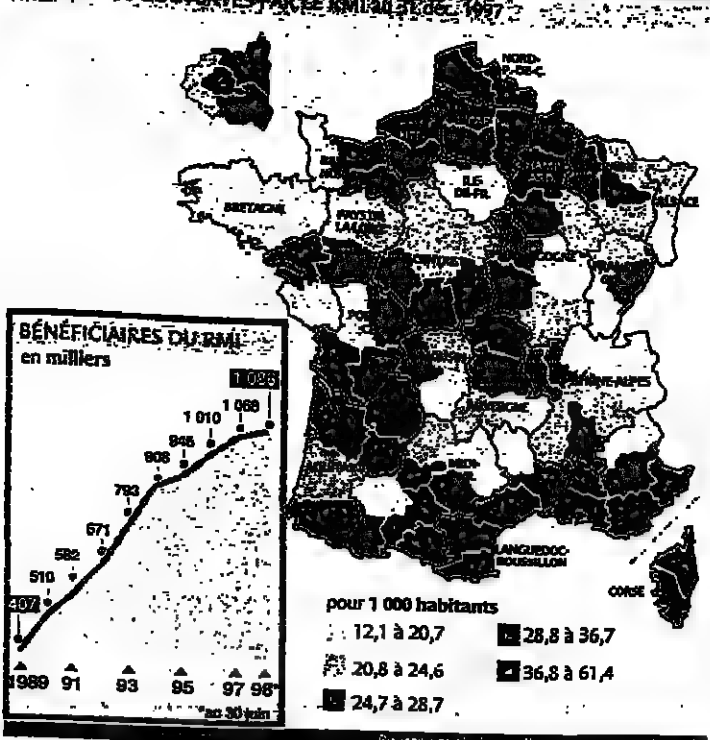
« Pensez-vous que la fermeture du RMI aux moins de vingt-cinq ans demeure justifiée ? »

« Nous avions considéré à l'époque qu'il existait des dispositifs d'insertion qui leur étaient propres. Le problème, c'est qu'il y a un nombre croissant de jeunes qui vivent dans des conditions très difficiles. Je ne suis donc pas persuadé aujourd'hui que la mise à l'écart des jeunes du RMI reste aussi fondée qu'on le croyait au début, parce que l'expérience a prouvé que les dispositifs substitutifs ne sont pas adéquats. »

Propos recueillis par Jérôme Fenoglio

السلامة العامة

Croissance ralentie et répartition contrastée



Les associations plutôt favorables à l'ouverture du RMI aux moins de vingt-cinq ans

CEUX qui ont pris position contre n'en sont pas très fiers. Ceux qui s'y déclarent favorables n'en sont pas très sûrs. La question de l'ouverture du RMI aux jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans plonge les responsables politiques et associatifs, mais aussi les travailleurs sociaux, dans le doute. Au sein des organisations caritatives, des collectifs de chômeurs ou des formations politiques, elle trace des limites qui ne correspondent pas forcément aux clivages traditionnels. La perplexité générale coïncide pourtant avec un constat unanime : l'aggravation de la situation de nombreux jeunes conduit forcément à s'interroger sur une remise en cause de l'architecture du système mis en place lors du vote de la loi sur le RMI en 1988.

A l'époque, les moins de vingt-cinq ans avaient été exclus du dispositif parce qu'il semblait beaucoup plus logique de les solvabiliser par l'accès aux multiples mesures d'insertion professionnelle qui leur étaient dédiées. Au sortir du système scolaire, les jeunes pouvaient y gagner un petit pécule, en acquérant une formation, et en évitant de succomber aux tentations de l'assistance.

D'autres raisons techniques, et moins avouables, avaient dicté ce choix. La « fluidité » de cette population aurait compliqué les contrôles contre les fraudes. La relation de dépendance à l'égard des parents aurait rendu obligatoire l'instauration d'une obligation alimentaire : l'Etat n'aurait accepté de se substituer aux familles que dans les cas où celles-ci étaient véritablement défailtantes. Il aurait été en effet malvenu pour la crédibilité du RMI que l'allocation serve d'argent de poche à certains jeunes toujours à la charge de leurs parents. Or les rédacteurs de la loi redoutaient que l'obligation alimentaire, une fois introduite dans le texte pour les plus jeunes, ne finisse, par contagion, par s'appliquer aux adultes.

Les raisonnements de l'époque n'avaient pu toutefois prévoir plusieurs évolutions qui les rendent aujourd'hui en partie caducs. Ainsi l'allongement de la durée des études a-t-il brouillé la limite des vingt-cinq ans. Surtout, les jeunes ont fait partie des premières victimes de la crise de la première moitié des années 90. La réforme de l'indemnisation du chômage, la précarisation des emplois qui leur sont proposés, les ont empêchés de pouvoir obtenir une assurance-chômage. Certains d'entre eux se sont retrouvés dans des situations d'autant plus délicates que l'allocation d'insertion (AI), qui était versée à quatre-vingt mille jeunes en 1990, a été supprimée deux ans plus tard.

Aujourd'hui, de nombreuses associations se disent confrontées à une recrudescence des jeunes en errance, de plus en plus nombreux dans les centres d'accueil d'urgence. Tout en soulignant la gravité de cette situation, Marie-Thérèse Join-Lambert, dans son rapport consécutif au mouvement des chômeurs du début de l'année, a, malgré tout, écarté la solution d'un RMI pour les jeunes. Pour elle, il vaudrait mieux commencer par améliorer le système d'indem-

nisation du chômage, qui pénalise trop les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Martine Aubry, qui a toujours déclaré que l'instauration d'un minimum social pour les moins de vingt-cinq ans reviendrait à un « constat d'échec » pour la société, l'a suivie.

Pour leur part, les associations, de chômeurs ou caritatives, ont été amenées à préciser récemment leur position sur le sujet. Celles qui ont sauté le pas, et ne s'opposent plus au RMI pour les jeunes, l'ont cependant fait avec des formules dont la prudence retient l'embaras, et parfois les oppositions internes. Chez les chômeurs, AC 1 s'est lancé le premier. Le collectif est « opposé à l'interdiction du RMI aux moins de vingt-cinq ans », explique l'une de ses responsables, Claire Villiers : « Nous ne disons pas que c'est la bonne solution, nous ne voulons pas cantonner les jeunes au RMI, mais il est scandaleux de leur refuser l'allocation parce que la société est infoutu de leur proposer autre chose. » L'Appels, en revanche, y demeure résolument hostile. « Je considère que ce serait une erreur psychologique et morale d'associer cette population en grande difficulté aux publics traditionnels du RMI », dit son président, Richard Dethyre.

Des jeunes en errance sont de plus en plus nombreux dans les centres d'accueil d'urgence

Les associations de lutte contre l'exclusion sont parcourues par les mêmes divisions. La Fnars, après de longues délibérations au printemps, a fini par faire évoluer sa position en faveur d'un revenu minimum pour ceux qui n'ont pas d'autre solution. Mais la position reste suffisamment prudente pour que le mot de RMI ne soit jamais prononcé. Dans un communiqué, l'association évoque « l'obligation pour la société » de proposer aux jeunes « une formation, un emploi (...) et, dans tous les cas, de leur garantir un revenu ».

Le Secours catholique campe, lui, sur la position inverse. « Nous continuons de penser qu'il faut généraliser les dispositifs d'insertion avec rémunération à la clé », dit Jacques Bourgeois, responsable du secteur emploi-insertion. Les jeunes isolés et non pris en charge ne sont pas si nombreux que ça : pour les autres, la solidarité familiale joue encore. »

Le dossier est effectivement sous-tendu par les positions diverses qu'ont adoptées les associations sur une politique familiale, mais aussi sur l'instauration éventuelle d'un revenu minimum inconditionnel. « C'est un peu comme en mai 68, résume Annie Pourre, de Droits Devant 11, on sait ce dont on ne veut plus, en l'occurrence la misère des jeunes, mais on ne sait pas de quelle manière l'éviter. »

J. Fe.

Revendication d'une revalorisation des minima sociaux et de leur indexation sur le SMIC

PERCEVOIR le RMI ne protège pas de la misère. Dans la plupart des cas, l'allocation situe ses bénéficiaires sous le seuil de pauvreté situé à 3 316 francs par personne et par mois. Ce constat a été fait depuis longtemps dans plusieurs études statistiques. Il a poussé les associations de lutte contre l'exclusion et les collectifs de chômeurs à prendre position pour une revalorisation conséquente des minima sociaux.

Ces derniers n'ont pas varié dans leurs revendications depuis le mouvement d'occupation des antennes Assedic de l'hiver 1997-1998. Ils demandent une revalorisation de 1 500 francs de tous les minima, ce qui reviendrait à une dépense budgétaire d'environ 70 milliards de francs. Les associations du réseau Alertes réclament, elles, après un coup de pouce substantiel, l'indexation du niveau du RMI sur le SMIC. La loi n'a en effet indexé le RMI que sur le coût de la vie. Or une étude du CERC-association avait pointé, en 1997, le décrochage très net qui a eu lieu, au début des années 80, entre les minima sociaux, qui ont stagné, et le niveau de vie moyen des ménages français, qui a augmenté de 15 % entre 1982 et 1995.

Dans son rapport du mois de février, Marie-Thérèse Join-Lambert ouvrait la porte à cette revalorisation du RMI. « Le gouverne-

ment ne devrait pas s'interdire, sans que la loi l'y contraigne et dès lors que la possibilité s'en présente, d'aller plus loin que l'indexation sur les prix afin de relever le niveau de l'allocation. » « Si la possibilité existe, ajoutait le rapport, un rattrapage aujourd'hui de tout ou partie de l'écart entre l'évolution du salaire moyen et celle du RMI, ou entre l'évolution du SMIC et du RMI, permettrait d'accroître le niveau de vie assuré par la prestation sans pour autant venir percuter le SMIC. »

Ce souci de maintenir l'écart entre le SMIC et le RMI, pour éviter les phénomènes de désincitation du travail, a justifié durant

des années les revalorisations très mesurées de l'allocation. Or il paraît aujourd'hui loin d'être justifié dans la plupart des cas. Une étude de l'Observatoire de l'action sociale décentralisée (ODAS) avait montré, en mars 1997, que l'écart entre RMI et SMIC à temps plein était largement suffisant dans 80 % des cas.

Avec les SMIC à temps partiel, les comparaisons ne sont « guère sérieuses », a ajouté depuis Annie Ratouis, chargée de mission au commissariat général du plan, dans une étude publiée dans *La Revue du Mauss* du deuxième semestre 1998 (n° 12). « En effet, le seul cas de figure où un salarié ré-

munéré à hauteur d'un demi-SMIC disposerait d'un pouvoir d'achat inférieur à celui d'un bénéficiaire du RMI est celui du célibataire vivant seul ou élevant seul son enfant, autonome budgétairement, locataire de son logement et se trouvant de façon stable dans cette situation (phénomène sociologique rarissime !). » « Les arguments relatifs aux trappes à pauvreté », ajoute Annie Ratouis, qui désinciteraient de reprendre un emploi, « ne tiennent pas la route devant le nombre de contrats emploi-solidarité qui ont trouvé preneur » alors que ces contrats correspondent à « des salaires faibles, des statuts précaires, des travaux de qualification incertaine ».

L'argument de la désincitation ainsi levé, il n'en demeure pas moins que le relèvement des ressources devrait concerner aussi bien le smicard à mi-temps que le RMIste, qui ont tous les deux autant de mal à vivre. Or, dans la loi contre les exclusions, Martine Aubry s'est surtout attachée, en assouplissant les règles de l'intéressement, à faciliter le passage des minima aux emplois à temps partiels ou à durée déterminée. En laissant du même coup entrer le problème de leur niveau trop bas.

J. Fe.

VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE



Face à l'avenir incertain de notre système de santé, certains misent sur la réglementation européenne pour porter un mauvais coup aux mutuelles santé.

Les 3 000 vraies mutuelles de la Mutualité Française refusent de se transformer en compagnies d'assurance commerciales. Pour ces mutuelles, chacun d'entre nous doit bénéficier d'un haut niveau de remboursement afin de pouvoir accéder à une médecine de qualité.

L'enjeu est clair : il s'agit de préserver votre protection sociale et celle de votre famille.

Faites confiance aux mutuelles de la Mutualité Française, de vraies mutuelles.



Règle par le Code de la Mutualité.

Claude Allègre précise les contours de la réforme des cursus universitaires

Elle vise à l'harmonisation européenne de la formation des étudiants

Le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a présenté, lundi 30 novembre, lors d'une conférence de presse, les orientations

principales de sa réforme, dite du « système 3, 5 ou 8 », visant à harmoniser, au plan européen, les systèmes de formation et les di-

plômes universitaires. Deux nouveaux cursus sont créés, la « pré-licence » et la « post-licence ».

EST-CE pour prévenir tout risque d'extension des grèves et des manifestations d'étudiants qui persistent à Montpellier et à Toulouse, comme dans plusieurs sections de sciences et techniques d'activités physiques et sportives (Staps) ? S'agit-il de calmer les inquiétudes et les impatiences des syndicats d'étudiants et d'enseignants ? Après avoir tempéré afin d'éviter d'ouvrir un nouveau front de grève dans la suite du mouvement lycéen, Claude Allègre a pris les devants.

Lors d'une conférence de presse, lundi 30 novembre, le ministre de l'éducation nationale a précisé les orientations de sa politique sur trois dossiers en suspens dans l'enseignement supérieur : l'harmonisation européenne des formations, autrement dit le nouveau « système 3, 5 ou 8 » des formations et des diplômes, le plan social étudiant et le schéma des universités du troisième millénaire (U3M).

AVANT ET APRÈS LA LICENCE

Si, sur les deux derniers thèmes, M. Allègre avait déjà exposé les grandes lignes de sa réflexion (*Le Monde* des 11 juillet et 17 septembre), sans toutefois en définir les modalités d'application, les discussions sur le « 3, 5 ou 8 » étaient, en revanche, engagées sur des bases imprécises. En se mobilisant contre « la logique de privatisation du rapport Atali et du plan U3M », les étudiants radicaux de Toulouse et de Montpellier ont montré à quel point l'absence de texte de référence pouvait susciter les rumeurs et les interprétations les plus diverses.

Six mois après le colloque de la Sorbonne engageant l'université et les grandes écoles françaises dans le processus d'harmonisation européenne (*Le Monde* daté 24-25 mai), Claude Allègre a tranché en faveur d'une réforme en

trois ans. A priori, rien ne change fondamentalement : les diplômes nationaux existants, du DEUG au DEA, sont maintenus, sans sélection préalable à l'entrée des principales filières. Aucune des modifications introduites ne devrait nécessiter de réforme législative ni de renégociation des qualifications dans les conventions collectives.

La principale modification réside en fait dans l'insertion et l'adaptat-

née de stage professionnel sera proposée, dont la validation sera fixée, par convention, avec l'université de rattachement. L'hypothèse de création d'une « licence technologique » ayant été tranchée, les négociations devraient se poursuivre entre les directeurs d'IUT et les présidents d'université pour en définir les modalités. De la même façon, les étudiants en première année des grandes écoles littéraires, scientifiques ou commer-

ciales pourront obtenir la reconnaissance universitaire de leur parcours. Inversement, les passerelles seront favorisées entre les titulaires d'une licence d'université et la deuxième année en grande école.

En « post-licence », la forme actuelle des DEUG, des DEUST (scientifiques et techniques) et de la licence est conservée en l'état, sans modification de contenu. Avec une organisation en semestres, ce diplôme sera obtenu par unités capitalisables, sans barage au niveau du DEUG. Pour les IUT et les BTS, une troisième an-

Ouverture de discussions sur le statut social

Malgré l'annonce de mesures budgétaires immédiates en faveur des boursiers, le retard apporté à la mise en œuvre des autres mesures du plan social étudiant a provoqué des mouvements d'impatience du côté des syndicats, et notamment de l'UNEF-ID. Au cours de sa conférence de presse du 30 novembre, le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a donc annoncé la relance des discussions avec une première réunion du comité de suivi de la réforme, mercredi 2 décembre. Outre la modification des critères d'attribution des bourses et l'étude du principe d'autonomie, ce groupe devrait se pencher sur l'amélioration des conditions de vie et de participation des étudiants sur les campus.

Par ailleurs, les orientations du plan des universités du troisième millénaire (U3M) et le bilan du schéma « Université 2000 » devraient être présentés lors d'un colloque national, jeudi 3 et vendredi 4 décembre à la Sorbonne, qui sera ouvert par le premier ministre, Lionel Jospin.

En « pré-licence », la forme actuelle des DEUG, des DEUST (scientifiques et techniques) et de la licence est conservée en l'état, sans modification de contenu. Avec une organisation en semestres, ce diplôme sera obtenu par unités capitalisables, sans barage au niveau du DEUG. Pour les IUT et les BTS, une troisième an-

née de stage professionnel sera proposée, dont la validation sera fixée, par convention, avec l'université de rattachement. L'hypothèse de création d'une « licence technologique » ayant été tranchée, les négociations devraient se poursuivre entre les directeurs d'IUT et les présidents d'université pour en définir les modalités. De la même façon, les étudiants en première année des grandes écoles littéraires, scientifiques ou commer-

ciales pourront obtenir la reconnaissance universitaire de leur parcours. Inversement, les passerelles seront favorisées entre les titulaires d'une licence d'université et la deuxième année en grande école. En « post-licence », la forme actuelle des DEUG, des DEUST (scientifiques et techniques) et de la licence est conservée en l'état, sans modification de contenu. Avec une organisation en semestres, ce diplôme sera obtenu par unités capitalisables, sans barage au niveau du DEUG. Pour les IUT et les BTS, une troisième an-

née de stage professionnel sera proposée, dont la validation sera fixée, par convention, avec l'université de rattachement. L'hypothèse de création d'une « licence technologique » ayant été tranchée, les négociations devraient se poursuivre entre les directeurs d'IUT et les présidents d'université pour en définir les modalités. De la même façon, les étudiants en première année des grandes écoles littéraires, scientifiques ou commer-

ciales pourront obtenir la reconnaissance universitaire de leur parcours. Inversement, les passerelles seront favorisées entre les titulaires d'une licence d'université et la deuxième année en grande école. En « post-licence », la forme actuelle des DEUG, des DEUST (scientifiques et techniques) et de la licence est conservée en l'état, sans modification de contenu. Avec une organisation en semestres, ce diplôme sera obtenu par unités capitalisables, sans barage au niveau du DEUG. Pour les IUT et les BTS, une troisième an-

En « pré-licence », la forme actuelle des DEUG, des DEUST (scientifiques et techniques) et de la licence est conservée en l'état, sans modification de contenu. Avec une organisation en semestres, ce diplôme sera obtenu par unités capitalisables, sans barage au niveau du DEUG. Pour les IUT et les BTS, une troisième an-

Michel Delberghe

Philippe Séguin estime « inutile » le débat sur la démission de Roland Dumas

LE PRÉSIDENT DU RPR, Philippe Séguin, a publiquement pris la défense de Roland Dumas, dimanche 29 novembre. Invité du magazine « Public », sur TF1, M. Séguin a précisé qu'il n'éprouvait « aucune sympathie spontanée, particulière, pour Roland Dumas [ni] pour

ce qu'il représente », mais a estimé « un peu inutile » la controverse actuelle sur la démission éventuelle du président du Conseil constitutionnel, « dans la mesure où il est le seul à pouvoir prendre la décision que certains attendent ». « C'est un problème entre Roland Dumas et sa conscience,

il ne sert à rien de s'immiscer », a-t-il déclaré, reprenant les termes utilisés par le président de la République lors de son allocution du 14 juillet (*Le Monde* du 14 juillet).

Suivant la ligne présidentielle, le chef du RPR, une nouvelle fois, mis en avant le principe de « présomption d'innocence » et déploré que certaines personnalités soient mises « au banc d'infamie » par la justice et la presse, se fondant notamment sur l'exemple de Gérard Longuet.

L'ancien ministre, démissionnaire du gouvernement Balladur, en 1994, a été relâché, le 27 novembre, par la cour d'appel de Paris, dans l'affaire de sa villa tropézienne (*Le Monde* daté 29-30 novembre). Il reste néanmoins visé par une série d'enquêtes consacrées à ses investissements personnels et au financement de

l'ex-Parti républicain (PR). M. Séguin a salué « son sens de l'honneur, la façon dont il s'est comporté, qui a été tout à fait remarquable », mais en ajoutant que « la collectivité n'est pas quitte à son égard ». « Ce n'est pas équitable : il y a des gens qui se sont trompés : il ne leur arrivera rien », a indiqué M. Séguin, considérant que le débat sur la responsabilité des magistrats était « une piste à explorer ».

S'inspirant de l'expression de François Mitterrand, prononcée au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, en 1993, le président du RPR a en outre souhaité que la mise en examen soit entourée « d'un certain nombre de garanties, de manière à ce qu'on ne puisse pas lâcher quelqu'un aux chiens comme ça, sans avoir un dossier étayé ».

Bavure à Fontainebleau : reconstitution sous surveillance

UNE RECONSTITUTION des circonstances de la mort, il y a un an, d'Abdelkader Bouziane, tué à Fontainebleau (Seine-et-Marne), devait être organisée, lundi 30 novembre, sous la direction d'Isabelle Goanvic, juge d'instruction de Fontainebleau. L'opération sera placée sous haute surveillance policière, d'autant que des tracts, appelant à une manifestation pendant son déroulement, ont été apposés dans Meuh et dans Dammarie-les-Lys. La mort d'Abdelkader Bouziane, âgé de seize ans, tué par la police le 17 décembre 1997, alors qu'il tentait de forcer un barrage routier après avoir roulé à très vive allure pendant une vingtaine de kilomètres, avait provoqué plusieurs nuits d'émeutes dans son quartier d'origine, la Plaine du Lys, à Dammarie-les-Lys.

Depuis le début de l'instruction, trois policiers ont été mis en examen : deux agents de la brigade anticriminelle (BAC) de Fontainebleau qui avaient tiré à quatre reprises sur la voiture, et dont l'une des balles avait atteint le conducteur à la nuque, pour homicide involontaire, et un policier du commissariat de Dammarie qui poursuivait les fuyards, pour violences illégitimes. Ce dernier est soupçonné d'avoir frappé le passager d'Abdelkader Bouziane, Djamel Bouchareb, après que la voiture eut été arrêtée.

Nouvelle enquête sur la mort accidentelle d'une fillette à l'école

LA COUR D'APPEL DE PARIS a jugé recevable, mercredi 25 novembre, la requête du père d'une fillette, décédée en 1996 après être tombée d'une fenêtre d'une école d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), qui réclamait une nouvelle instruction. Une première instruction, ouverte en décembre 1996 par le parquet de Bobigny pour « homicide involontaire », s'était soldée par une ordonnance de non-lieu. Le 21 mars 1996, Sarah Brunelle, âgée de dix ans, passait par la fenêtre d'une salle de classe au deuxième étage d'un bâtiment de l'école Victor-Hugo d'Épinay-sur-Seine, lors d'une petite fête de fin de trimestre. Assise sur le rebord, Sarah avait basculé dans le vide. Considérant que l'ouverture d'une fenêtre « dont le rebord était parfaitement accessible à des enfants de dix ans » était en relation directe avec la mort de la fillette, la cour d'appel a estimé nécessaire de rechercher par voie d'expertise « si la conception d'une telle fenêtre (...) ne constituait pas une imprudence ». Les magistrats ont également considéré qu'il y avait lieu de s'interroger sur la négligence de l'instituteur « qui n'aurait pas fermé la fenêtre à l'issue de la récréation et n'aurait pas surveillé visuellement les enfants ».

DÉPÊCHES

■ « VACHES FOLLES » : un cas de « vache folle » a été découvert, dimanche 29 novembre, dans une exploitation de Fontaine-l'Étalon (Pas-de-Calais). Le troupeau de 180 bovins, pris en charge immédiatement par les services vétérinaires, a été abattu. Une enquête est en cours pour déterminer les origines de ce cas de « vache folle », le quarante-sixième détecté en France.

■ DROGUE : l'opération « Hazeldom » de lutte contre le trafic de drogue entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, menée, pour la neuvième fois, du 25 au 27 novembre par 1 500 policiers, gendarmes et douaniers, a permis l'interpellation de 192 personnes et la saisie de 8 kg de drogues. Cette opération a débuté par le « ciblage » de 52 voitures immatriculées en France et repérées dans les quartiers hollandais connus pour être des lieux de vente de drogues.

■ ÉTUDIANTS : Corentin Kerrest a été élu président de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) lors du colloque national annuel, organisé du 26 au 29 novembre à Metz. Agé de 22 ans, étudiant en licence de sciences économiques à Brest, Corentin Kerrest succède à Michaël Pinault, à la tête de l'organisation depuis 1996.

■ SANS-PAPIERS : la vingtaine de personnes, des sans-papiers et des membres de comités de soutien, qui occupaient depuis dimanche matin 29 novembre la crypte de l'église Saint-André, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), ont été évacués par la police en début d'après-midi. Une seule personne, un des membres du comité de soutien, a été interpellée.

Cannes débloque les travaux d'extension du Palais des festivals

LE CONSEIL MUNICIPAL DE CANNES (Alpes-Maritimes) s'est réuni dimanche 29 novembre pour trouver une solution à l'arrêt des travaux de l'extension du Palais des festivals le 24 novembre. Le tribunal administratif de Nice avait annulé le permis de construire, constatant le défaut de parkings (*Le Monde* du 18 novembre). Le conseil municipal a voté une délibération demandant à la Senez, société d'économie mixte gérant le palais et les travaux, de réserver une somme de 9,150 millions de francs pour la construction, dans un délai de cinq ans, de 147 places de stationnement. Cette délibération permet à la mairie de signer un nouveau permis de construire. (Corresp.)

AGENCY INTERNATIONAL / THE BODY SHOP
GERARD DROUOT PRODUCTIONS & BILL GRAHAM PRESENTS :
GRAND CONCERT DE 17H A MINUIT
6 HEURES DE MUSIQUE LIVE
JEUDI 10 DÉCEMBRE 98 - BERCY
JOUR DU 50th ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME
LA LUTTE CONTINUE

RADIOHEAD
VERS 22H
PETER GABRIEL
VERS 21H
ALANIS MORISSETTE
VERS 21H
AXELLE RED
KASSAV'
TRACY CHAPMAN
ASIAN DUB FOUNDATION

AUTRES ARTISTES INVITÉS :
YOUSOU N'DOUR / ORLANDO POLEO
SHANIA TWAIN

Le Monde
A LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO
Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10
Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30
De l'actualité à l'Histoire
HISTOIRE
Les dimanches à 20 h 45
jeudi à 13 heures et 23 heures,
vendredi à 11 heures et 19 heures,
samedi à 8 h 30 et 16 h 30
Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois
à 21 heures
A la une du Monde
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 (heures de Paris)
La une du Monde
BFM
Du lundi au vendredi
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Avis important aux propriétaires de chiens

DEMANDE DE RETOUR DES PRODUITS LIBERTY

Liberty, pipette antiparasitaire pour chiens, est vendue en France depuis 1986.

Dans les conditions normales d'emploi et de conservation, le produit est parfaitement conforme aux critères de qualité, efficacité et sécurité exigés par l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire.

Très récemment, nous avons été informés de quelques cas d'effets secondaires, rarissimes, mais très graves, liés à l'utilisation de produits périmés depuis un an.

Liberty est un médicament, et comme tout médicament, ne doit pas être utilisé au-delà de sa date limite de péremption qui est de 18 mois maximum (indiqué clairement sur chaque emballage).

Cependant, pour la sécurité de votre chien, et pour éviter tout risque, nous vous demandons de nous renvoyer tous les produits, périmés ou non, encore en votre possession.

Nous vous rembourserons vos frais d'envoi et de 20 à 30 francs par pipette selon la présentation (prix public généralement constaté).

Merci de retourner votre produit à :
Laboratoires Francodex - BP 62
10-16 rue Ampère - 21 de Villémorin 51321 Wissous Cedex
(en précisant vos coordonnées)

Informations
NEVERT 0800 771 871
(N° vert gratuit)

25/11/98

Dans le Var, le préfet lance le permis de détruire

Garages transformés en appartements, cabanons tout-confort, villas qui gagnent en hauteur : le département détient le record des infractions au code de l'urbanisme. Pour mettre fin à la construction sauvage, le représentant de l'Etat a décidé d'envoyer les bulldozers

TOULON
de notre correspondant
« Le Var est un magnifique département. Il a un patrimoine naturel exceptionnel qu'il est important de préserver en veillant à ce que des constructions réalisées sans permis de construire ne viennent pas l'abîmer. Et nous irons si nécessaire jusqu'à leur destruction, car l'intérêt général doit prévaloir et la loi être respectée. » A peine Hubert Fournier, préfet du Var, avait-il lancé ce coup de semonce solennel lors d'une conférence de presse donnée le 23 novembre en préfecture qu'il le concrétisait : dès le lendemain, les bulldozers détruisaient un cabanon de 80 mètres carrés construit illégalement sur la commune de Mons et qui faisait l'objet d'une procédure de destruction depuis une quinzaine d'années.

Un peu plus tard, à Fayos, une villa en cours de construction depuis 1986 et également frappée d'un arrêt de démolition était rasée. Ces actions menées sous la protection d'une douzaine de gendarmes et largement médiatisées

ont eu le mérite d'éveiller l'attention. Pour preuve, les nombreux coups de fil parvenus sans retard dans les services préfectoraux ou de la direction départementale de l'équipement (DDE). Largement commentée à travers le département, cette opération de protection de l'urbanisme va se poursuivre : une dizaine d'autres démolitions devraient intervenir avant la fin de l'année, et leur nombre atteindra la cinquantaine en décembre 1999.

Le Var détient le record des constructions réalisées sans permis de construire : « 600 par an en moyenne, avec une constance qui ne se dément pas depuis une dizaine d'années, ce qui est assez conséquent au regard des 30 à 50 infractions du même genre constatées dans d'autres départements français de même importance, mais beaucoup moins soumis à la pression foncière », commente Daniel Lesage, responsable des affaires juridiques de la direction départementale de l'équipement (DDE) du Var. « Depuis les lois de décentralisation, les maires sont seuls habilités à délivrer

les permis de construire, mais, précise-t-il, la quasi-totalité d'entre eux font appel à la DDE, qui, de ce fait, instruit en moyenne 10 000 permis par an. » Six infractions pour cent autorisations... Voilà qui a retenu l'attention du préfet, qui, plus que ces prédécesseurs, a eu le souci d'engager une action d'envergure

chacun de faire son autocritique, y compris à ceux qui, chargés de faire respecter les règles, n'ont pas fait leur travail pendant des années », a-t-il déclaré.

Les statistiques sont claires : 80 % des plaintes pour infraction résultent de constats de gendarmes ou de DDE, 20 % seulement

Une dizaine de démolitions devraient intervenir avant la fin de l'année et leur nombre atteindra la cinquantaine en décembre 1999...

exemplaire dans la durée et la rigueur.

« La construction sans permis, c'est l'un des sports favoris des Varois », ironise Guy Janin, directeur de la DDE. Ce constat a irrité Hubert Falco, sénateur (D), maire de Pignans et président du conseil général, qui a renvoyé l'Etat à ses responsabilités : « Il appartient certes à

émancer des communes. « Il est vrai que si elles sont les plus touchées par ces constructions illégales, les petites communes manquent souvent de personnel pour constater ces irrégularités, commente un ingénieur de la DDE. Mais un permis refusé, c'est au moins deux voix perdues, et ça compte pour le maire d'un petit village. »

Réglementer la pression foncière

● Code. « Le territoire français est le patrimoine de la nation », souligne le code de l'urbanisme, fondement de la législation. Les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols (POS) permettent d'encadrer et de réglementer la pression foncière. Le POS n'est pourtant pas obligatoire, y compris, depuis 1983, pour les communes de plus de 10 000 habitants. En son absence, les « règles générales d'urbanisme » sont appliquées et la déviance

des permis de construire dépend des services de l'Etat. ● Permis de construire. Seuls échappent à toute autorisation les ouvrages dont la surface au sol est inférieure à 2 mètres carrés et dont la hauteur ne dépasse pas 1,50 mètre. Le permis de construire, délivré par le maire, est obligatoire pour toute construction nouvelle ou additive. ● Sanctions. Seul le juge pénal peut ordonner la destruction d'une construction édifée sans autorisation.

la logique juridique, ce sera au contrevenant d'assumer les frais de la démolition et ceux inhérents au déménagement du mobilier et au garde-meuble : soit de 100 000 à 150 000 francs, que la justice récupère rarement, même si, dans le Var, deux substituts du procureur de la République sont chargés de ces affaires tellement elles sont nombreuses, longues et complexes.

Tous ces problèmes matériels et humains n'échappent pas au préfet du Var : « Je ne suis pas un démolisseur par tempérament, mais je pourrais dans la durée, parce que le message doit être très clair : il ne faut pas, il ne faut plus construire sans autorisation. Si certaines infractions se poursuivaient, l'action que nous avons entreprise se poursuivrait également. Je m'y emploierai avec vigilance. »

L'initiative préfectorale a embarrasé certains élus. « S'il y a une distorsion sérieuse dans l'application de la loi, il faut essayer de régler le problème », a ainsi admis Alfred Gautier, maire (divers droite) de Val et président de l'Association des maires du Var. Pour rajouter que « ce problème n'est sans doute pas nouveau ». Le président du conseil général juge, quant à lui, « préférable de beaucoup que l'action publique concentre son énergie et ses moyens sur la prévention plutôt que sur ce type de "reality show" qui porte un lourd préjudice à [notre] image ».

La plupart des élus font le dos rond, car il leur semble qu'à travers cette opération c'est encore leur département qui est stigmatisé comme « une zone de non-droit ». Même si chacun en appelle ici au renouveau du Var, personne ne paraît tout à fait prêt à en payer le prix juridique.

José Lenzini

LA « MORALE RÉPUBLICAINE »

A la « morale chrétienne » défendue par son prédécesseur, Jean-Charles Marchiani, Hubert Fournier, préfet du Var depuis août 1997, préfère la « morale républicaine ». Deux mois après sa prise de fonctions, il précisait aux futurs candidats aux élections à la Chambre de commerce et d'industrie combien il était « impensable que l'action comme les méthodes soient irréprochables », moyennant quoi « il serait temps

d'oublier le passé et de parler de l'avenir ». Une époque était résolue. Le nouveau préfet sera « vigilant », un mot qu'il érige en principe, quant au bon fonctionnement des institutions.

Défenseur des libertés et pourfendeur de l'exclusion, cet énarque élégant de cinquante ans, qui fut notamment préfet de région à la Réunion (1992-1994), a le sourire de l'homme en quête de contacts, d'échanges, dans le soubord évident de toujours mieux connaître « un département complexe mais passionnant ».

Sociable, il s'est avec la distance courtoise qui sied à sa fonction. Cultivé sans ostentation, cet amateur de

grande musique, de Le Clézio et de Tournier, a fait sien le combat pour la culture et la réouverture du centre de Châteaufort. Cet homme en mouvement constant reconnaît avec malice « plaider ardemment pour les trente-cinq heures sans jamais parvenir à les faire siennes ».

Conseiller technique, de 1981 à 1982, auprès de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, on le dit proche de Jean-Pierre Chevènement. Il réfute « toute appartenance à un parti, à une tendance », se définissant comme « représentant de l'Etat et de lui seul ».

J. L.

Le « Who's who » des illégalités

TOULON
de notre correspondant
Depuis août, Luc Besson est dans le bleu... Celui des papiers en forme de sommation qui émanent de la DDE. La superficie de sa résidence construite sur un éperon rocheux du cap Benat, tout près du fort de Brégançon, dépasse de 35 % la surface de 565 mètres carrés autorisée initialement. Le metteur en scène risque une forte amende et n'est pas à l'abri d'une décision de justice lui enjoignant la destruction des 198 mètres carrés excédentaires.

Pendant les « tropéziennes » années 70, quelques vedettes eurent quelques soucis avec le code d'urbanisme. Brigitte Bardot dut faire démolir une bonne partie du mur sur la mer qu'elle avait fait construire pour se protéger du regard des curieux et des paparazzis. Herbert von Karajan avait dû se soumettre de mauvaise grâce à la destruction d'une partie de sa demeure empiétant sur le domaine public maritime, et la riche héritière Christina von Opel fit dynamiter son garage à bateaux pour les mêmes raisons. Il faudra attendre longtemps pour qu'une nouvelle série de contrôles débouchent sur des destructions.

En mai 1992, Ségolène Royal, alors ministre de l'environnement, veut faire un exemple : elle se rend sur l'île de Porquerolles pour prescrire la destruction de 300 mètres carrés d'une habitation, construits en toute illégalité. Le propriétaire de cet ambitieux cabanon est un lieutenant de Jean-Louis Fargette, le boss du milieu toulonnais de l'époque.

La même année, à Saint-Tropez, c'est Olivier Mitterrand, le neveu du président, qui se voit contraint à la démolition des 400 mètres carrés construits hors permis pour donner plus de panache à sa villa florissante de 900 mètres carrés. Le bulldozer de la justice efface le trop-construit.

En 1995, l'engin repasse par la cité tropéziennne pour amputer de 3 000 mètres carrés le somptueux château de la Messardière, hôtel de la haute société, où Johnny Hallyday a célébré son dernier mariage. Faute de permis de construire, le centre de thalassothérapie programmé a été abandonné.

Actuellement, les responsables de la DDE suivent avec grand intérêt le dossier Santa Monica, du nom d'une résidence de luxe édifée sur les hauteurs de Ramatuelle, tout près de la villa d'Eddy Barclay. Le permis de construire, délivré pour 490 mètres carrés en 1977, ne sera matérialisé que douze ans plus tard. Mais, entre-temps, le plan d'occupation des sols a été modifié et la zone de construction placée en espace protégé. Cela ne gênera pas les nouveaux propriétaires : abrités derrière une SCI - qui construiront une immense résidence de 1 375 mètres carrés avec, en sus, plusieurs garages, un dancin, une piscine, un gymnase-sauna et une salle de jeux. Cette résidence de rêve est vouée à la démolition, conformément à une décision prise en juillet 1995 par le tribunal correctionnel de Draguignan.

J. L.

La Cour des comptes épinge les « insuffisances » des conseils généraux en matière de voirie routière

DANS UN RAPPORT sur « l'action des départements dans le domaine de la voirie routière », la Cour des comptes, s'appuyant sur les enquêtes réalisées dans vingt-huit départements par onze chambres régionales, constate « des insuffisances ou des carences dans la passation, l'exécution et le suivi des marchés publics de travaux » qui peuvent, dans plusieurs cas, aboutir à des « irrégularités coûteuses » mais difficilement chiffrables.

« Les départements n'ont pas encore donné à leurs commandes toute la transparence et tous les effets de concurrence nécessaires », notent les rapporteurs qui observent que certains conseils généraux ont eu recours ces dernières années, « sans véritables justifications », à la procédure de l'appel d'offres restreint. Dans d'autres, tels que l'Isère, le Rhône, la Loire-Atlantique, l'Indre, la Drôme ou la Dor-

dogne, « la reconduction des marchés aux mêmes entreprises peut laisser supposer l'existence d'une entente, qui porte d'autant plus atteinte aux règles de la concurrence que ces marchés sont le plus souvent renouvelables ».

« Certains départements semblent parfois encourager, soit de manière délibérée, soit par manque de vigilance, les comportements anticoncurrentiels des entreprises », constate la Cour des comptes. En relevant, en outre, la « tendance » des conseils généraux « à faire jouer la préférence locale au détriment des critères objectifs d'attribution des marchés », les rapporteurs se contentent de souligner sobrement que ces pratiques « favorisent la fixation de prix plus élevés, au détriment des finances départementales ». En 1995, les crédits consacrés par les départements à la réalisation et l'entretien du réseau

routier s'élevaient à plus de 21 milliards de francs.

Enfin, les rapporteurs regrettent que les départements appliquent de façon « hétérogène et généralement insuffisante » les dispositions de la loi d'orientation des transports (LOTI) du 30 décembre 1982. Il en résulte, selon eux, une « programmation encore insuffisamment coordonnée » et des « arbitrages difficiles » dans la définition des priorités : « sécurité, aménagement du territoire, désenclavement ou service public de desserte ».

Malgré des réserves importantes, la Cour des comptes délivre une sorte de satisfecit à « la plupart » des départements qui, à ses yeux, « maîtrisent de façon satisfaisante leurs actions et exercent correctement leur compétence » en matière de voirie routière.

R. B.

FONDATION VIVENDI, L'EMPLOI COMMENCE PRÈS DE CHEZ VOUS

Ils installent des ordinateurs dans un bus pour que les enfants se remettent à niveau en jouant



La fondation VIVENDI accorde une subvention de 143 000 francs. Ayant constaté une mauvaise assimilation des connaissances de base par les enfants défavorisés, l'association « Coup de puce pour l'avenir » a mis sur pied des ateliers de soutien itinérants s'appuyant sur des logiciels ludico-éducatifs. Mis en confiance, l'enfant se passionne et progresse d'autant plus vite. L'aide de la fondation VIVENDI a permis l'achat-aménagement du premier bus et l'acquisition de micro-ordinateurs. Vous avez un projet social utile ? Ecrivez-nous. Si votre démarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons comment aller plus loin.

Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08

fondation VIVENDI

HORIZONS

REPORTAGE

Ils « vivent » avec le RMI

Ils ont obtenu un diplôme universitaire ou une formation professionnelle, ils ont eu des emplois stables et parfois dirigé des entreprises, ils ont cru à la vie d'artiste ou à la vie tout court. Puis ils ont connu la chute, la perte d'emploi, la galère des petits boulots, des allées et venues entre les petits jobs mal payés et le néant de jours sans espoir. Tous vivent avec le RMI, 2 138 francs par mois

Pierre, qui se dit encore antiquaire

DANS sa vie, ce qui a « un peu foutu le bordel », c'est mal 68 et le fisc. Pierre, à dix-huit ans, était séminariste protestant. Son rêve le plus fou ? Aller traduire la Bible en Mongolie. Puis vient le printemps étudiant : Pierre prend le volant de sa 2 CV et monte à Paris.

Révolution faite, il travaille à la Fnac, puis comme éditeur de musique traditionnelle, avant de s'installer à son compte comme brocanteur. « Je vivais sur un pied intéressant », note-t-il dans un demi-sourire. En quelques mots, il expédie ces années de confort. Deux boutiques. Un employé. Une grosse cylindrée. La vice-présidence de l'association des antiquaires de la région.

Et un contrôle fiscal, qui le déteste d'un million de francs. « La ruine. Il faut dire que j'avais un peu confondu recettes et bénéfices... » Pierre devient représentant chez un fabricant de cuisines renommées. « J'ai appris les méthodes pour escroquer les gens. » Au bout de six mois, il craque. « Trop dur de faire l'article à des gens qui n'avaient pas le sou. » C'est la dépression. Du chômage, en 1994, il glisse au RMI à la fin 1995. « Le cafard. On se dit qu'on a essayé de bâtir, et qu'on se retrouve là... » A 2 147 francs mensuels. Quelques petits boulots, plus ou moins déclarés, mettent parfois un peu de beurre dans les épinards. « Si j'arrive à arrondir avec 1 500 francs par mois, je m'en tire dignement. »

Avec ce dernier mot, la parole s'éteint. L'index et le majeur, roussis par la nicotine, tremblent, renouent à se saisir d'une enlème Gauloise. Le plat commandé refroidit dans l'assiette. « Je fais tout pour qu'on ne sache pas. J'évite les endroits où je pourrais rencontrer d'autres RMistes. Je n'ai pas envie qu'on me renvoie cette image. La société tient un tel discours vis-à-vis de ces gens-là ! Le RMI créait un état de dépendance, encourageait à la paresse. » En société, Pierre « fait l'acteur » : « Je dis que je suis antiquaire. Si on me demande où, je dis que je travaille à l'étranger. » Ses amis, qui sont tout de même pour la plupart au courant de sa situation, ne l'ont pas abandonné.

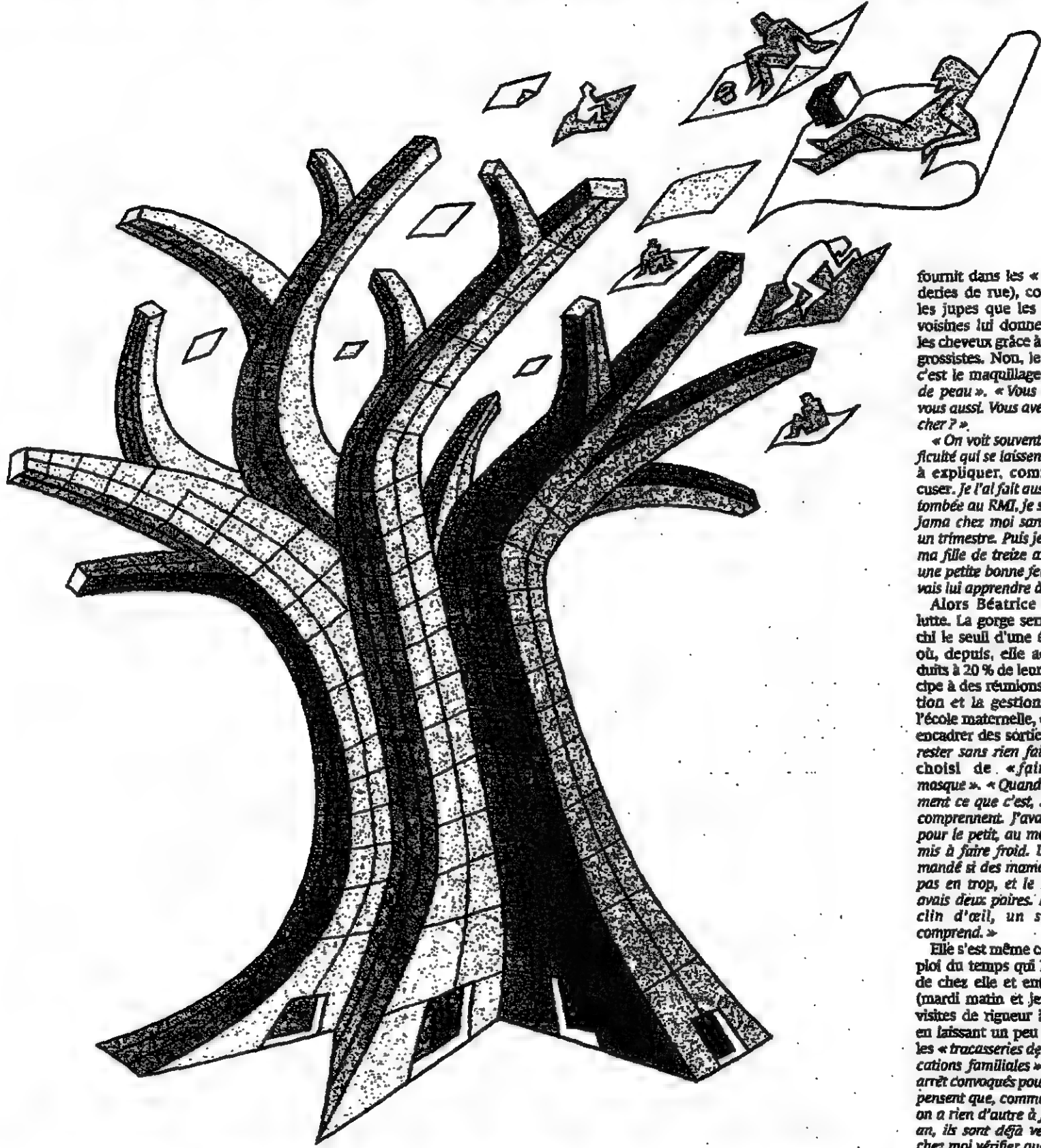
« Le sentiment d'exclusion ne vient pas d'eux, mais de moi. Je me sens différent. Quand on a entendu parler de ces problèmes de chômage et d'exclusion pendant des années, c'est difficile de s'apercevoir qu'on en fait partie. » Il caresse sa grosse moustache rousse, esquisse un sourire entendu. « Quand ça se passe bien à table, je vais pas leur faire digérer le fût gras de travers ! Je préfère le déguster ! » Avec ses copains médecins, avocats, pharmaciens, il parle de problèmes d'argent, compare les mérites de champagnes qu'il ne boit plus, glose sur la valeur de telle ou telle antiquité. « J'ai encore mes connaissances. »

Mais plus de voiture. Ni de télévision. Un abonnement téléphonique réduit. Et un « petit trésor de guerre d'objets de valeur » qui fond. « Je les vends les uns après les autres. Il n'y a pas longtemps, j'ai cédé un gros stylo Montblanc pour 1 000 balles. Ça m'a permis de m'acheter un pull. » Pierre vit dans un 80 mètres carrés que le propriétaire ne lui loue que 2 000 francs, à charge pour lui de le rénover entièrement. Dans le petit jardin attenant, il cultive quelques légumes. Avec quatre côtes de porc, il fait six repas. « Je suis dans une période asiatique. J'achète un grand sac de riz chez un épicer chinois, c'est moins cher au kilo. Du porc, de l'huile, de la sauce soja, quelques herbes, et voilà. »

Comme on se cale entre pour laisser passer la tempête, Pierre a adopté une « organisation de survie ». « Je vais avoir cinquante ans. Je commence à me sentir un peu vieux, et j'en ai pris plein la gueule. Alors, je me mets en marge, je devance un peu l'appel de la retraite. On ne me donnera pas de boulot, c'est un leurre. On va me faire suivre une formation, me faire de l'« occupationnel ». Je vais me retrouver à tenir le manche d'une bêche avec cinq ou six autres mecs pour planter les fleurs de la mairie... » Le ton s'apaise : « Je n'ai plus que moi. Ce n'est pas le moment que je me raconte des histoires, si je veux tenir le coup. »

Pierre fréquente la bibliothèque, le musée, lit la presse dans les salles d'attente de ses copains. Ses seuls regrets, avoués du moins : les cigares et le cinéma, « dont je me sèvre depuis six ans parce que, si j'y retourne, j'y reprendrai goût ». Sur France-inter l'autre soir, il a écouté une émission sur le RMI. Le volé qui sort des notes d'un calepin. « Il était prévu pour 500 000 personnes, il y a dix ans. Aujourd'hui, on est un million. Il faudrait commencer à nous considérer comme des Français à part entière. » Pierre, en se cultivant, a le sentiment qu'il « avance ». « Et, dans cette guerre des tranchées, avancer un peu c'est toujours ne pas s'asseoir. »

Pascale Krémer



Béatrice, une mère qui jongle avec son budget

LE jour anniversaire de la création du RMI, Béatrice fête ses quarante ans. Cette coïncidence la fait bien rire, peut-être un peu pleurer aussi. Surtout lorsqu'elle regarde en arrière. « Tout allait bien, avant. Je travaillais, j'avais des vacances, un beau chez moi, une vie plaisante, quoi. Et puis mes patrons ont démissionné. Jusqu'au 13 octobre 1993, Béatrice était employée de maison. Cette date, citée sans la moindre hésitation, est gravée dans sa mémoire : le lendemain de son licenciement, Béatrice apprend qu'elle était enceinte. « Heureusement. C'est ce qui m'a fait m'accrocher ! » Indemnités chômage, congé parental d'éducation. Et le RMI en bout de course. Depuis septembre 1997. « Le choc. »

Dans l'allure, comme dans le propos, Béatrice refuse l'amalgame avec « ceux qui ça dérange pas d'être à la charge de la société ». « Moi, je peux pas. J'ai commencé à travailler à seize ans, dans la confection, et en même temps, j'ai réussi à passer mon CAP de coiffeuse... » Elle a verni ses ongles, passé à son cou un fin collier en or, agrémenté sa veste de tailleur d'un châle fleuri, avant de pouvoir parler du RMI, « ce constat d'échec, cette descente aux enfers, cette peur affreuse de la

grande misère ». « On passe pour des gens qui ne savent pas s'en sortir, pour des cas sociaux, des illettrés. Vous dites que vous êtes au RMI et que vous habitez Eboville [une cité d'Amiens, dans la Somme], et les gens changent de vocabulaire en vous parlant. »

Pour vivre avec ses deux enfants, âgés de quatre et quatorze ans, Béatrice reçoit chaque mois trois mille six cent quarante-deux francs et soixante-dix-neuf centimes, difficile en appuyant sur chaque chiffre. « On jongle, on survit, on devient des champions de maths. Si on me proposait une place de comptable, j'aurais pas de problème ! On a pas le droit à l'erreur et pas le droit de craquer pour une robe dans un magasin. Les robes, hnt ça, ça n'existe plus. Jamais, s'enorgueillit-elle, le loyer (780 francs), l'électricité (234 francs mensuels), le téléphone (500 francs tous les deux mois), l'assurance de l'appartement (880 francs annuels) ou la redevance (770 francs) n'ont été payés avec retard. « La dernière chose qui me reste, c'est un toit sur ma tête. Et je leur dois au moins ça, à mes enfants ! Si je perds ce toit, c'est la rue. »

Une fois ces frais fixes déduits, c'est la « bagarre quotidienne », ne serait-ce que pour manger et se

vêtir. Les mois passant, Béatrice a appris. A cuisiner le plus possible, parce qu'un bourguignon fait plus d'usage que du tout-petit. A faire ses courses avec une liste, sans les enfants, et jamais chez Condamine ou Mamouth, « trop tentants », seulement dans les maxidiscomptes. A acheter des lots de viande pour 200 francs, dont elle congèle une partie. A profiter des « prix chocs » sur les produits arrivés à la date limite de consommation. A « bricher » en cuisinant des abats ou en faisant des soirées crêpes ou beignets. « Dans le budget alimentaire, ce qui fait mal, c'est la viande et le fromage. Ça fait trois ans que j'ai pas mangé de rôtif ou de gigot. »

La « grande » déjeune gratuitement à la cantine du collège, grâce au fonds de solidarité scolaire. Elle peut aller à l'école. « Le petit » a son steak le midi, à la maison. « Je veux pas que ce soit un adulte bancal. » Ses chaussures sont « achetées neuves dans les magasins », comme celle de sa fille qui, à la rentrée, a eu droit à « ses chaussures de drag-queen ». « Je veux pas qu'elle se sente différente à l'école, dit Béatrice. Surtout qu'elle va au centre-ville, où les gens ont des situations. Ma fille ne dit pas que sa mère est au RMI. Pour elle-même, Béatrice est moins exigeante. Elle se

fournit dans les « réderies » (raderies de rue), coud, « reprend » les jupes que les copines ou les voisines lui donnent, se décolore les cheveux grâce à des produits de grossistes. Non, le vrai problème, c'est le maquillage et les « crèmes de peau ». « Vous en mettez bien, vous aussi. Vous avez vu ce que c'est cher ? »

« On voit souvent des gens en difficulté qui se laissent aller, tiennent à expliquer, comme pour s'excuser. Je l'ai fait aussi. Quand je suis tombée au RMI, je suis restée en pyjama chez moi sans sortir pendant un trimestre. Puis je me suis dit que ma fille de treize ans serait bientôt une petite bonne femme, que je devais lui apprendre à se battre. »

Alors Béatrice est entrée en lutte. La gorge serrée, elle a franchi le seuil d'une épicerie sociale, où, depuis, elle achète des produits à 20 % de leur valeur et participe à des réunions sur l'alimentation et la gestion du budget. A l'école maternelle, elle s'est mise à encadrer des sorties « pour ne pas rester sans rien faire ». Là, elle a choisi de « faire tomber le masque ». « Quand on dit franchement ce que c'est, le RMI, les gens comprennent. J'avais pas de gants pour le petit, au moment où il s'est mis à faire froid. Un jour, j'ai demandé si des mamans n'en avaient pas en trop, et le lendemain, j'en avais deux paires. Entre mères, un clin d'œil, un sourire, on se comprend. »

Elle s'est même concocté un emploi du temps qui l'oblige à sortir de chez elle et entretient l'espoir (mardi matin et jeudi après-midi, visites de rigueur à l'ANPE), tout en laissant un peu de temps pour les « trasseries de la caisse d'allocations familiales ». « On est sans arrêt convoqués pour des papiers. Ils pensent que, comme on est au RMI, on a rien d'autre à faire. Depuis un an, ils sont déjà venus quatre fois chez moi vérifier que j'étais bien célibataire. » L'ANPE lui a fait suivre un bilan d'orientation avec cours de mathématiques, français et psychologie, ce qui l'a « revalorisée moralement ». Puis en a ruiné le bénéfice en l'envoyant suivre un stage de quinze jours non rémunéré en atelier de confection.

« Je n'ai absolument rien appris. On travaillait dans un hangar où il faisait une chaleur épouvantable. Les toilettes, c'était un trou dans le sol, sans chasse d'eau. Il n'y avait pas de lavabo. Les filles mangeaient les mains sales par le tissu, sur leur machine à coudre. » En deux semaines, personne ne lui a adressé la parole. « Elles ont tellement peur qu'on leur pique leur place... » Depuis, Béatrice ne s'est vu proposer qu'un contrat emploi-solidarité à 2 800 francs, somme insuffisante pour lui permettre de vivre et faire garder ses enfants. « Je ne voudrais pas donner peur aux gosses, pour l'avenir, avoue-t-elle. J'ai un fils âgé de dix ans, qui fait le punk à Lille. J'ai l'impression que ma fille de quatorze ans n'a plus vraiment d'espoir non plus. Elle a attrapé un peu d'agressivité. Elle se serait même prête à arrêter l'école. Elle me dit : "T'es toujours bossée, et regarde où t'en es !" En tout cas, dites bien qu'il faut pas mépriser les gens au RMI. Si vous avez cinquante ans, que vous ne trouvez pas de boulot, au bout de vingt-quatre mois d'Assedic, c'est vous le dossier RMI. »

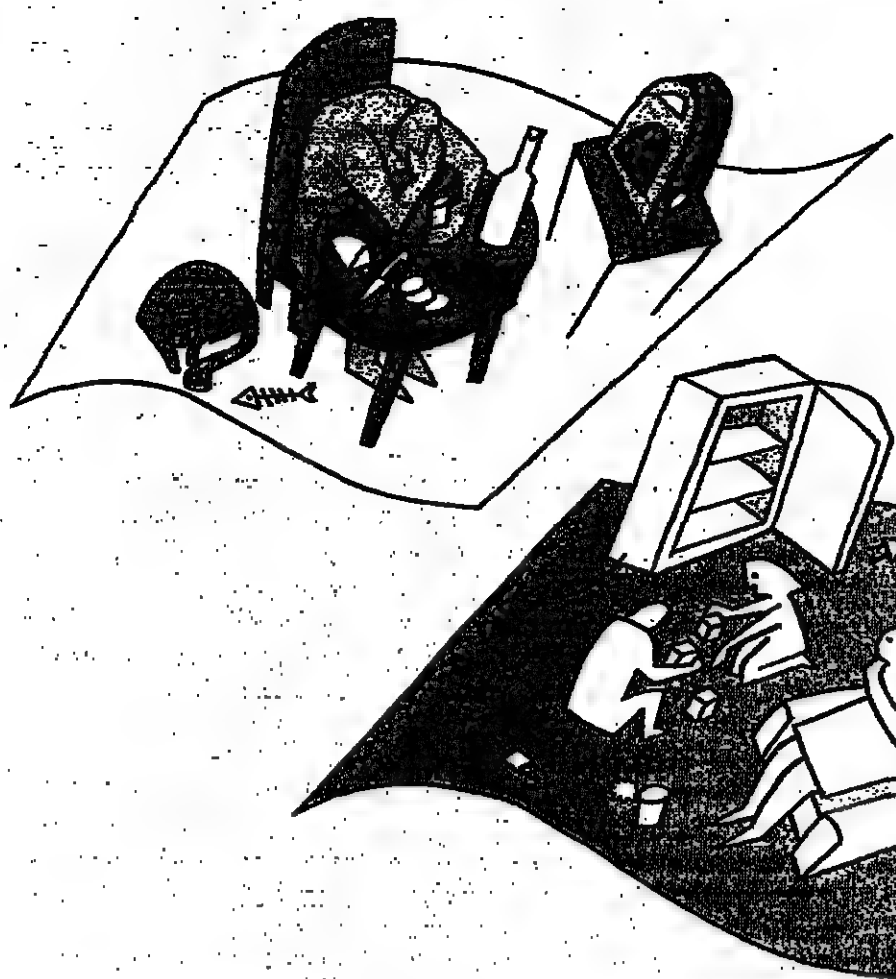
P. Kr.



Amina, la précaire

Technique et sublimin. en ante

des emplois
ut court.
venues entre
francs par mois



Thierry, les aléas de la vie d'artiste

Il faut parfois des années pour rencontrer son propre talent. Et bien plus pour parvenir à en vivre. Thierry a croisé le sien à près de trente ans, s'en est éloigné et, dix années plus tard, commence seulement à l'envisager comme un épanouissement. Entre-temps, il y a eu les doutes et des périodes de néant. Il y eu le RMI aussi, qui l'a soutenu et lui permet aujourd'hui d'espérer que la précarité ne sera pas le seul prix de ses cavies d'artiste.

L'existence de Thierry a basculé au milieu des années 80 lorsqu'il a découvert, à côté de chez lui, une petite boutique où l'on fabriquait des objets publicitaires en polystyrène. En s'y essayant, Thierry s'est immédiatement trouvé « un don de sculpture ». Pour ce fils d'ouvriers de Nanterre, tenté par les filières artistiques, mais contraint au bac B par la prudence paternelle, ce fut « presque une profession de foi », la révélation d'un « rapport privilégié avec la matière ». Pour l'employé du service courrier d'une banque internationale, à quelques jours d'une promotion, ce fut, sans hésitation, le signal d'un changement de carrière. Thierry se fit embaucher par l'atelier et laissa libre cours à ses capacités brimées. Dix mois seulement avant la faillite de l'entreprise et l'inscription au chômage.

Il aurait alors voulu persévérer dans le milieu artistique, s'orienter vers la construction de décors de théâtre. Mais les déplacements incessants étaient incompatibles avec sa nouvelle vie de famille. Une femme, un enfant, l'ont convaincu de se relancer dans les boulots alimentaires, entrecoupés de périodes au RMI. Jusqu'au trou noir de 1994, où tout a été englouti en quelques semaines. « On m'a viré d'un travail pour délit de sale gueule. Je venais de perdre ma femme. On a pris mon enfant, qu'on a placé dans une famille d'accueil. On m'a expulsé de mon logement. De ce condensé d'adversité, de cette chute accélérée, Thierry, à la

rue quelques jours puis hébergé en échange de son aide pour retaper une maison, dit avoir passé trois ans à se remettre. Son intérêt pour le bouddhisme a aidé l'homme aux longs cheveux à « évacuer sa colère et à [se] reconstruire ». Le RMI lui a permis d'assurer sa subsistance.

Mais ce n'est qu'il y a un an, à la faveur d'un déménagement à Courbevoie (Hauts-de-Seine), chez un ami prêt à l'héberger, que Thierry a découvert les ressources de l'allocation. « C'est comme si j'avais changé de pays. L'assistante sociale s'est occupée de moi, m'a fait signer mes premiers contrats d'insertion, alors que j'y avais droit depuis des années. Le premier m'a servi à me faire refaire les dents. Le deuxième porte sur mon orientation professionnelle. » Thierry est mis en contact avec l'association Orolep, à Montrouil, qui accompagne vers l'activité professionnelle des artistes au RMI - ils sont environ 8 000, soit plus de 10 % des allocataires, dans Paris intra-muros.

Là, le hasard a orienté dans une nouvelle direction le don enfoui par les années de doute. « J'ai montré à un formateur une flûte en bois que j'avais taillée. Il m'a dit qu'en dix ans il n'était jamais parvenu à obtenir un instrument de cette qualité. » Une semaine d'essai sur un tour à bois achève de le convaincre de se lancer dans la facture instrumentale. Son projet professionnel vise, à terme, la création d'un atelier indépendant qui produirait des pièces d'instruments anciens. « Au fond, dit-il, j'ai toujours voulu travailler dans le milieu de la création, pour des artistes. Pas forcément sur le devant de la scène, mais autour. »

En attendant d'arriver à ses fins, Thierry sait gré au RMI de lui avoir ouvert cette possibilité. Il s'accommode des 2 400 francs mensuels : « Je ne refuse pas la société, mais je ne veux pas rentrer dans le système de consommation effrénée. J'arrive à me passer de pas mal de choses. » Contraint sous peu de renoncer à son hébergement gratuit, il regrette en revanche les innombrables difficultés qu'un allocataire peut rencontrer pour s'établir dans un logement stable.

A quarante ans, Thierry apprécie surtout que le RMI lui ait permis de préserver son décalage par rapport à la société, non réductible, selon lui, à la précarité de ses moyens d'existence. Il ne se considère pas comme une charge pour la collectivité. « Les artistes au RMI ne sont pas des parasites. Ils ont leur utilité dans la société. Je ne suis pas un faînéant. Depuis que j'ai trouvé ma voie, je suis capable de bosser seize heures d'affilée. J'ai fait toutes sortes de métiers dans ma vie, en travaillant dur : je ne suis jamais resté à la même place parce que j'ai senti que je ne m'y épanouirais pas. J'ai préféré vivre avec peu plutôt que de finir aligné par une activité qui ne m'aurait pas convenu. »

A ceux qui seraient tentés de dénigrer ce choix, Thierry oppose sa « fierté d'habiter en France », dans un pays qui a mis en place une allocation qui permet de préserver du plus extrême dénuement. Et qui donne aussi la possibilité à certains de persévérer dans leur talent avant d'avoir pu en obtenir la reconnaissance « parce que l'art ne vient pas tout seul ».

Jérôme Fenoglio
Dessin : Serguei

Amina, la précarité infinie d'une petite main

AMINA n'avait pas envie de parler. « Le RMI, c'est la honte ! » La vivre est difficile, surtout quand on est sénégalaise, noire et mère célibataire. « On se sent assistée », et surtout on vous le fait sentir. A la maison, à la « Sécu », à l'école, l'humiliation est permanente. Même la famille, qui aide, est parfois pesante. Alors se raconter à un inconnu !

Elle a accepté pour faire plaisir à « Madame Catherine », son assistante sociale. Mais, au bout d'un quart d'heure, la grande fille solide craque et s'effondre en larmes. Le RMI, « un an, deux ans, ça suffit ! ». Elle n'en peut plus de faire semblant. Semblant de se battre, semblant d'y croire.

Elle n'en peut plus de brigue-baller de temps partiels en contrats précaires, de tests en formations, pour finalement retomber dans l'assistanat avec l'espoir, toujours repoussé, de trouver un jour un vrai travail. « Avoir un métier, ne dépendre de personne ! » Elle ne survit que pour ça.

Mais, plus le temps passe, plus c'est difficile. Elle aura bientôt trente-neuf ans. « Le RMI est un bon filet contre l'exclusion. Mais on n'imagine pas les efforts à fournir pour s'en extirper », explique Catherine, l'assistante sociale qui, depuis deux ans, se démène pour ai-

der Amina à devenir, enfin, « employable ».

Arrivée en France en 1986, Amina a survécu dix ans en faisant des ménages au noir, hébergée par sa sœur. En 1993, après la naissance de son fils, elle a obtenu une carte de travail et un boulot déclaré : serveuse dans un hôtel. Elle a cru pouvoir sortir de la précarité. Hélas, l'hôtel a fermé. Elle est revenue aux ménages. Mais « le ménage, dit-elle, c'est pas regroupé » : quelques heures très tôt le matin, quelques heures jusqu'à minuit le soir, impossible avec un enfant. « On assiste à un émiettement du travail pour les plus pauvres, explique Catherine. Aujourd'hui, vous avez de la chance si vous arrivez à un mi-temps ! »

En 1996, après « trois ans de carte [de séjour] », Amina accède au RMI. « Au début, soupire-t-elle, c'est un piège, on se laisse aller. » Heureusement, Catherine la contacte pour aborder le volet insertion. Travailler, elle ne demande que ça. Son rêve : faire de la couture. Va pour la couture. Mais elle n'est qu'adroite, pas « performante ». Elle échoue à un test pour entamer une formation couture. En réussit un autre, mais c'est encore pour le ménage ! « Oui, dans le ménage, maintenant on passe des tests... »

A l'automne 1997, Amina décroche, par elle-même, une formation à la couture artisanale. Les cours sont payants. Elle sacrifie toutes ses économies, dépose ses bijoux au Crédit municipal et paye une première inscription : 2 200 francs. Catherine pousse des hauts cris, mais se résout à l'aider. Elle réunit une commission de partenaires financiers qui, après des mois de tergiversations, acceptent de régler, chacun par petits bouts, la moitié de la formation, soit 7 000 francs. Amina paye le reste par mensualités de 800 francs - sur un RMI de 3 000 francs.

Les cours se terminent en mai 1998. Reste à passer de la formation à l'emploi. Bernard, son correspondant à l'ANPE, propose une « évaluation en milieu de travail », c'est-à-dire un nouveau test dans un petit atelier de la Goutte-d'Or. Encore négatif : Amina est loin du rendement exigé par la profession. Bernard et Catherine se remettent en campagne pour réunir les fonds d'une nouvelle formation.

Pendant ce temps, Amina reprend les ménages : deux semaines à la gare de Lyon, puis deux mois à Roissy, à nettoyer les avions. Un travail épuisant mais correctement payé. Hélas, il ne suffit pas à s'inscrire au chômage. Amina revient au RMI, à un taux

réduit, puisqu'elle a travaillé. « Le RMI est un différentiel, toutes les ressources sont prises en compte, explique Catherine. S'ils bossent, les gens ne savent jamais combien ils vont toucher. C'est très déstabilisant pour de très petits revenus. Un RMI plein pot est plus sécurisant que des miettes de travail. » En octobre, bonne nouvelle : Bernard et Catherine ont réussi. Amina fera un « SIFE individuel », entendez un stage d'insertion et de formation à l'emploi : pendant cinq mois, elle enchaînera deux semaines de cours et une semaine de stage en entreprise.

Après ? « J'espère que l'entreprise me gardera », dit Amina, le regard plus assuré. Elle attend d'avoir « un métier, un peu de sous », puis de revenir au pays pour ouvrir une petite échoppe. Veau, vache, cochon, couvée... Catherine est moins optimiste. « Pour elle, rien n'est gagné ni perdu. Si tout va bien, elle passera du RMI/ménage à un RMI/couture, et peut-être, dans quelques années, à la couture seule. Pourtant, tout le monde s'y est mis, elle compris, et elle tient bon. On est dans le meilleur cas de figure possible, mais on reste au milieu du gué. »

Véronique Maurus

Véronique et Sylvain, en attendant que le marché du travail valide leur diplôme

UNE plaque d'avocat apposée sur la porte de l'appartement, une ambiance feutrée, des meubles de style, un café servi dans de la porcelaine... Rien, dans son cadre de vie, ne laisse supposer le désarroi de Véronique. Rien, après son enfance heureuse, ses cinq années d'études supérieures, ne devrait l'amener là où elle est aujourd'hui. Qui, dans son entourage, aurait pu imaginer qu'un jour elle se réjouirait de recevoir de la mairie, pour Noël, un bon d'achat alimentaire de 250 francs chez Auchan ?

A vingt-sept ans, Véronique vit, près de Tours, chez ses parents. S'ils n'étaient pas là, « ce serait le drame ». Elle serait « à la rue, ou dans un foyer ». « Ils sont paniqués », dit-elle. Et pourtant, elle ne regrette rien : si c'était à refaire, elle referait ses études de psychologie. « Naturellement tournée vers les autres », rien d'autre ne l'intéressait.

Munie de son DESS, et donc du titre de psychologue, cette blonde avenante postule aujourd'hui à tout ce qui se présente, y compris des postes d'emploi-jeune. « Vous vous rendez compte, j'ai fait un bac

plus cinq pour être embauchée à 5 200 balles ! Je ne sais pas comment je vais m'en sortir ! » Encore cet emploi-jeune resté-t-il hypothétique. Ses études terminées, il y a un peu plus de deux ans, Véronique est restée un an et demi sans passer le cap de l'entretien d'embauche. Ces derniers mois, elle en a vécu trois : un collectif, et deux pour des postes de médiateur social, en emploi-jeune.

A la suite du dernier entretien, elle a reçu un courrier lui annonçant qu'elle était « classée troisième sur la liste d'attente ». « Ce n'est pas un concours que je passe, s'insurge-t-elle, c'est un emploi que je cherche ! » Mais les annonces ne proposent « que des quart-temps, des seize heures par semaine, des vacances à Brest ou je ne sais où ». « A quoi bon postuler, puisque je ne pourrai pas vivre avec ça ? » Pas question, pour autant, de rester inactive : la jeune femme assure bénévolement une permanence dans un centre de soins gratuits, se présente spontanément dans des associations susceptibles d'avoir besoin d'elle, cherche à se former davantage. Bien qu'attachée à sa famille et à la France, elle s'est

même renseignée sur les conditions d'immigration au Québec, avant de se rendre compte que ça lui reviendrait trop cher.

« Je n'ai honte de rien », dit-elle en évoquant son statut de RMiste. Des 2 138 francs qu'elle touche chaque mois, elle donne une partie à ses parents. Car les apparences sont trompeuses, le cadre cossu cache des déboires. « Pour l'instant, le RMI, ça me sauve, mais tel qu'il est, il vous freine dans vos initiatives. » A son entourage qui lui reproche de délaissier les petits boulots en attendant un jour meilleur, elle rétorque : « de ne pas comprendre ». « Si je trouve un boulot de caissière pour quelques mois, on me sucre mon RMI ; après il faudra que je refasse une demande et pendant ce temps-là je n'aurai plus rien. »

C'est à l'administration tout entière qu'elle en veut. A l'ANPE, qui lui refuse une convention de stage. Au fisc, qui impose des charges si lourdes que l'avenir du cabinet de son père est compromis et qu'elle-même n'en ouvrira jamais. Aux employeurs, aussi, qui ne donnent pas leurs chances aux jeunes. A son entourage, parce qu'« au bout

de deux ans vous vous heurtez à l'incompréhension ».

Sylvain, tourangeau lui aussi, n'imagine pas rester au RMI pendant deux ans. Il savait bien, quand il était à la fac, que « le RMI, c'est l'interface entre le monde universitaire et le monde du travail, surtout quand on est géographe ». Mais la situation n'est que « transitoire ». Depuis qu'il a terminé ses études, une maîtrise en poche, il a effectué son service militaire comme policier auxiliaire à l'aéroport d'Orly. Si jamais ça tourne mal, il passera le concours des douanes. En tout cas, il fera « tout » pour quitter ce statut.

Depuis l'âge de dix ans, il rêvait de devenir technicien d'aquariophilie. Son premier aquarium lui avait insufflé une passion. Mais il aurait fallu qu'il obtienne un bac scientifique pour l'assouvir dans un métier. Faute de quoi, il s'est orienté vers la géographie, en espérant devenir économiste. « Un relais entre des scientifiques et la population, au service d'une collectivité locale ».

Pour l'instant, Sylvain, vingt-cinq ans, n'a reçu l'allocation du RMI que deux fois. La première, il

était content : en ajoutant 2 138 francs à ses économies, il a pu acheter un ordinateur. La deuxième, il était « moins fier », il s'est dit que, « maintenant, [il] aimerait montrer de quoi [il est] capable ». « J'ai la chance d'être chez mes parents, explique-t-il. Le problème financier me gêne moins que le problème moral. »

A la fac, il avait deux bons copains. L'un est aussi au RMI, l'autre pas, parce qu'il a moins de vingt-cinq ans. Situation injuste, pense-t-il. « Le copain qui a vingt-quatre ans, il a exactement les mêmes besoins que moi, les mêmes envies ; je ne comprends pas qu'un jeune sorti du système scolaire ne touche pas le RMI à partir du moment où il fait tout pour chercher du travail. » En tout cas, à l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIJ), où il apprend à se placer sur le marché du travail, on lui a conseillé de ne jamais dire à un employeur qu'il est bénéficiaire du RMI. Sage conseil, estime-t-il : « C'est un sigle tellement fort, ça a une connotation d'échec. »

Marie-Pierre Subtil

L'OTAN ne doit pas devenir une « Sainte Alliance » par Paul Quilès

DU 23 au 25 avril 1999, les pays membres de l'Alliance atlantique se réuniront à Washington pour célébrer le 50^e anniversaire de l'Organisation dont le traité fondateur fut signé dans la capitale américaine le 25 avril 1949. La perspective de cette commémoration nous invite à réfléchir sur le rôle de l'OTAN dans le monde d'aujourd'hui.

Le moindre des paradoxes de l'OTAN n'est pas qu'elle ait survécu à la disparition de son objectif fondateur : la défense collective des démocraties occidentales contre la menace militaire soviétique. On constate même que l'OTAN n'a jamais été aussi active que depuis la dissolution de l'empire soviétique et du pacte de Varsovie, son bras armé. Elle est restée la clé de voûte du système de sécurité transatlantique. Loin de se rétracter, elle s'étend, à la fois sur le plan géographique – avec l'adhésion de trois nouveaux membres – et sur le plan opérationnel – par ses interventions en Bosnie et au Kosovo – hors de la zone prévue par le traité, pour des missions de maintien de la paix ayant peu de rapport avec son objet initial.

Il est vrai que l'OTAN a démontré une réelle capacité d'adaptation aux mutations du contexte international et fait face, avec des résultats mitigés, à des situations d'urgence qu'aucune autre institution n'avait les moyens de prendre en charge. On ne doit pas moins s'interroger sur des évolutions qui semblent dictées par la pression des événements, plus que par une stratégie réfléchie et concertée entre pays alliés.

Plus inquiétant, le système semble se développer essentiellement sous l'impulsion et au bénéfice des Américains, dans un vide de réflexion prospective préoc-

cupant du côté européen. Le sommet de Washington ne saurait donc se réduire à un exercice d'autocongratulation ou à la consécration de l'hégémonie des Etats-Unis sur l'Alliance. Il ne sera utile que si nous travaillons à définir les objets stratégiques, les règles juridiques et les moyens militaires de l'OTAN de demain. Concernant le « concept stratégique » qui sera adopté lors de ce sommet, il appartiendra aux représentants français d'être attentifs à ses répercussions dans trois domaines : sur le système de sécurité internationale, sur la défense européenne et sur l'avenir de la politique de défense française.

En premier lieu, l'Alliance atlantique ne doit pas, selon la formule

le recours à la force doit continuer d'être autorisée par un mandat du Conseil de sécurité. Contrairement aux allégations de M. Holbrooke, l'action envisagée par l'OTAN au Kosovo ne constitue pas un « précédent ».

En deuxième lieu, la rénovation de l'OTAN ne doit pas avoir pour conséquence d'hypothéquer les possibilités pour l'Europe de se doter, le moment venu, d'une politique et de capacités de défense propres. Ce que l'on appelle l'identité européenne de défense se construira dans l'OTAN et hors de l'OTAN, mais ni sans l'OTAN ni a fortiori sans l'Europe. Sur ce chapitre, la balle est dans notre camp, à nous, Européens. A nous de dire ce que nous voulons et ce

propre système de défense. Nous ne sommes pas gênés par le fait que la structure des forces et les méthodes de planification de l'OTAN doivent mieux prendre en compte les missions de maintien de la paix ou qu'une place plus importante soit faite aux critères de mobilité, de flexibilité, de capacité de soutien : c'est dans cette direction que s'orientent les efforts de restructuration de notre appareil militaire. Pour autant, nous ne saurions accepter que, sous couvert de renforcer l'efficacité opérationnelle de l'Alliance, on en vienne à une planification centralisée de toutes les missions ou à une standardisation des politiques d'équipement des Alliés qui écorneraient notre autonomie de décision ou celle de l'Europe.

Au moment où se multiplient les signes d'une volonté de relancer l'Europe politique, nous ne pouvons pas laisser à notre allié américain le soin de décider seul ce que doit être l'OTAN de demain. Il ne saurait y avoir de stabilité et de sécurité durables sur notre continent sans une volonté européenne d'exister aussi dans le domaine de la défense. Tel est l'objectif. Est-il plus réaliste que ne l'était, il y a quinze ans, la monnaie unique ?

Il reste cinq mois d'ici au rendez-vous de Washington. Ce délai doit être mis à profit pour relancer la discussion avec nos partenaires européens et bâtir une approche commune. Les changements intervenus à Bonn et à Rome, tout comme l'annonce d'un dégel britannique sur l'Europe de la défense nous invitent à agir vite et à faire preuve d'imagination.

La commission de la défense de l'Assemblée nationale est en conséquence. Elle prépare des propositions qu'elle soumettra au gouvernement et rendra publiques dans les prochains mois, en vue de faire du sommet de Washington une étape nouvelle et déterminante dans le réajustement des responsabilités entre l'Europe et l'Amérique au sein d'une Alliance fidèle à sa vocation et adaptée aux nouvelles conditions de la sécurité.

Paul Quilès est président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, député (PS) du Tarn.

AU COURIER DU MONDE

A PROPOS DE TF1

Vous affirmez, dans *Le Monde* du 24 novembre, sur la foi d'une prétendue « étude » du SFTJ (Service juridique et technique de l'information, qui dépend de Matignon) que le projet de loi portant réforme de la télévision du secteur public « aboutira à une hausse de 1 milliard à 1,2 milliard de francs du chiffre d'affaires de TF1 ». Certes, le SFTJ a pour mission d'envisager toutes les hypothèses. Ce n'est pas pour autant qu'un chiffre circulant dans une de ses notes confidentielles doit être considéré comme faisant foi. S'agissant d'une entreprise privée cotée en Bourse, n'aurait-il pas été judicieux de confronter ce chiffre à des sources mieux informées des réalités de notre marché ?

On lit dans le même article consacré à TF1 : « La chaîne a proposé à ses annonceurs des conditions de vente à long terme, ce qui lui permet de se forger une part de marché publicitaire de l'ordre de 60 % dès l'an 2000, date d'application de la réforme. » Cette affirmation est non seulement fautive, mais de nature à nuire gravement aux relations de TF1 avec ses annonceurs. En effet, nous n'avons signé aucun contrat pluriannuel avec qui que ce soit. Les conditions générales de vente de TF1 Publiété pour 1999 ne comportent d'ailleurs aucune disposition de ce genre, et je ne peux laisser dire que certains de nos clients seraient privilégiés par rapport à d'autres, au mépris des règles et de nos engagements.

Il est aussi fait mention du nouveau cahier des charges de TF1, à la faveur duquel le CSA [Conseil supérieur de l'audiovisuel] aurait octroyé à la Une « deux minutes supplémentaires par heure dans ses coupures publicitaires », ce qui représenterait « un cadeau d'environ

Informatique et libertés ou vingt ans après

Suite de la première page

Ce « tout-savoir, tout-conserver » pourrait, si l'on n'y prend garde, devenir un véritable « livre social virtuel » et, pour les plus démunis, un passeport pour l'exclusion.

Voilà pourquoi toutes les lois « informatique et libertés » du monde limitent la durée de conservation des données informatisées, encadrent strictement les interconnexions de fichiers, imposent que les personnes fichées soient informées de l'utilisation qui sera faite de leurs données personnelles et leur reconnaissent le droit de refuser, dans certaines circonstances, qu'elles soient transmises à des tiers.

Faut-il croire, aujourd'hui plus qu'hier, que la technologie est en cause ? Nullement. Cependant, à l'heure de la convergence entre l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel, les mutations techniques appellent à une responsabilité particulière, aujourd'hui plus que jamais, et pour quatre raisons.

La première tient à ce que l'on s'inquiète moins de ce qui nous est familier. Il y a vingt ans, l'informatique était entre les mains de l'Etat ; nous pensions en être l'objet. Devenue domestique, conviviale, interactive, elle est désormais à notre service. L'informatique, c'était il y a vingt ans un fichier de police. Aujourd'hui, c'est aussi un micro-ordinateur, connecté sur le monde. Jamais les technologies n'ont pourtant généré autant d'informations sur nos goûts, nos curiosités, notre vie privée. L'utilisation d'une carte bancaire permet de suivre nos achats à la trace ; un simple numéro de téléphone révèle, grâce aux annuaires inversés, notre adresse et notre identité ; l'ordinateur de bureau peut devenir un véritable « contre-maître électronique », bien plus loquace pour l'employeur qu'une potteuse ; la navigation sur l'Internet peut être épiée et révéler l'heure à laquelle les internautes se connectent, les sites qu'ils visitent, les documents qu'ils consultent. En France, l'heure de pointe des connexions à Internet est 22 h 50, heure d'été, s'il en est. On se croit protégé des regards indiscrets, on ne l'est pas. Qui peut avoir accès à ces traces, à quelles fins, pendant combien de temps ?

La deuxième raison tient à ce que le « droit à l'oubli » est une valeur en baisse. Les crises qui affectent nos sociétés développées en cette fin de siècle justifient, sans doute, une lutte plus systématique contre les fraudes

et créent, en tout cas, un besoin accru de sécurité. Ces tendances désormais dominantes auraient vite fait de discréditer scrupules ou inquiétudes. Ainsi, le soud – légitime – que l'utilisation des téléphones portables ne laisse pas la police démunie face à la délinquance conduit désormais à exiger de tout acheteur d'une carte prépayée permettant d'utiliser un portable sans abonnement qu'il présente au bureau une pièce d'identité dont les références sont conservées. Tout acheteur devient ainsi un suspect !

La troisième raison est la valeur marchande qu'ont acquise nos données personnelles et la convoitise qu'elles suscitent. Un véritable marché s'est constitué avec ses « mégabases », comme l'on dit, fichiers de millions de données exploitées pour définir avec de plus en plus de précision notre profil de consommateur et le vendre au mieux offrant. Les techniques de « segmentation comportementale » ou le « scoring » se développent et nous réduisent à ce que la statistique et les calculs de probabilités disent et décident de nous.

La dernière raison tient à la di-

Le « droit à l'oubli » peut disparaître du fait de la puissance des microprocesseurs

mension internationale du phénomène Internet. Le caractère national de nos lois rendrait vaine toute protection. La « globalisation technologique » devrait conduire à s'en remettre à la bonne volonté du marché. La plupart des réflexions menées en France sur l'Internet ou le commerce électronique ne se dégagent qu'avec peine des solutions d'autorégulation, qui reposent sur des engagements librement consentis par les professionnels, à portée tout aussi limitée que celle de la loi mais, à la différence d'elle, dépourvus de réelles sanctions.

Pendant ce temps, alors même que les Etats-Unis font figure de champions de l'autorégulation, l'Etat de Washington punit d'une amende de 1 000 dollars l'envoi non sollicité d'un message publicitaire dans une boîte aux lettres électronique. Voilà qui devrait rendre perplexes les tenants européens d'une autorégulation à l'américaine... Internet n'est pas une zone de non-droit, mais, en matière de protection des données, il reste encore bien des points à préciser afin que les acteurs de l'Internet (internautes, fournisseurs d'accès, hébergeurs, responsables de sites, police, etc.) sachent à quoi s'en tenir. Une règle du jeu doit, pour être respectée, être au préalable définie.

Ces enjeux ont conduit tous les Etats européens à adopter une directive, le 24 octobre 1995, qui constitue, depuis le 25 octobre 1998, la charte « Informatique et libertés » de l'Union européenne, applicable à l'Internet comme aux fichiers informatiques les plus traditionnels.

Cette directive est importante non seulement parce qu'elle consacre, en les adaptant aux progrès technologiques récents, les principes dégagés il y a vingt ans par le législateur français, mais aussi parce qu'elle affiche aux yeux du monde un « label Europe ». C'est là son supplément de force, surtout à l'heure des transferts internationaux de données. La directive européenne s'inspire d'un principe général, déjà présent dans la loi française du 6 janvier 1978 : les droits qui s'attachent à nos données personnelles suivent les frontières. C'est souligner la différence entre des informations qui concernent une personne, permettent de connaître ses goûts, son comportement ou son « profil » et... une marchandise.

Ce « label Europe », c'est aussi la volonté réaffirmée de confier à une autorité de contrôle indépendante – en France, la CNIL – le soin d'écarter les arbitrages à rendre, afin qu'ils fassent toute sa place au citoyen face à l'Etat, au salarié face à l'employeur, au consommateur face à l'entreprise, bref qu'ils assurent un équilibre des pouvoirs afin d'éviter que les détenteurs de l'outil informatique ne soient tout à la fois juge et partie de son utilisation.

Cette directive doit être prochainement transposée en France, ce qui conduira à actualiser la loi informatique et libertés. On aurait souhaité que l'importante question du NIR et de l'interconnexion de certains fichiers publics fût abordée à cette occasion, comme la partie d'un tout qui touche à nos libertés.

Jacques Fauvet

Gris-gris nomades, parures de fée, écrans élixirs, bijoux, bougies célestes, détails d'intérieur pour toutes les heures...

Près de trois cents objets colorent les pages de ce nouveau cahier «**STYLES**» publié avec *Le Monde* daté mercredi. L'indispensable guide cadeaux des fêtes.



Le Monde date 2

2000/12/01

Martin Malia, historien

« L'aide à la Russie a servi à ajourner le moment de vérité »

Pour ce spécialiste de l'histoire russe et soviétique, les crédits ont permis aux dirigeants de Moscou d'ajourner les réformes indispensables à l'économie de marché. Le chaos actuel menace de durer longtemps

« On repart en Occident des risques de famine en Russie. Les dirigeants de Moscou aussi évoquent ce thème. Pensez-vous que la situation soit dramatique à ce point ? »

« Famine, le mot est bien trop fort. Il y a des risques, certes. On a déjà fait des stocks de choux dans tous les appartements à Moscou. Ils ont des pommes de terre. Ce ne sera pas une Russie fautive, mais il y aura, je crois, peut-être dans le Nord, suffisamment à manger pendant tout l'hiver. La vraie disette frappe plutôt les médicaments. »

« Parce que les Russes n'ont plus de devises ? »

« Oui et parce qu'ils n'en fabriquent pas chez eux. »

« Faut-il alors continuer à leur donner ces devises qui leur manquent comme on l'a fait depuis maintenant un peu plus de dix ans ? »

« Il y a l'aide humanitaire, et j'y suis favorable, et il y a l'aide financière pour renforcer le système bancaire, le gouvernement, etc. Là je suis très sceptique. Il ne faut pas les encourager à persister dans leurs pratiques actuelles, en gardant les institutions qu'ils ont maintenant. »

« Que faut-il faire ? La Russie est un grand pays, mais la faillite serait grave pour tout le monde. »

« Il n'y a pas de réponse simple à cette question. Le cœur du problème, c'est qu'ils ont hérité du système soviétique un énorme complexe militaro-industriel. Environ 80 % de l'industrie russe est complètement obsolète, non rentable, incapable d'affronter la concurrence internationale. A plus ou moins long terme, il va falloir liquider cet héritage de la planification soviétique. On ne peut pas aller trop vite parce que environ 80 % de la population vit encore maintenant. La persistance de cet énorme secteur archaïque explique les subsides que le gouvernement donne à l'industrie, le non-paiement des salaires, le retard des impôts. Là, le pire des maux du système actuel provient de cet héritage-là, et non des fautes de

politique, actuelles ou des toutes dernières années, bien qu'il y ait eu des erreurs, mais ce n'est pas la cause fondamentale. »

« L'Ouest a prêté au bas mot 40 milliards de dollars. Ont-ils servi à quelque chose ? »

« L'aide a servi à ajourner le moment de vérité, pour ce qui est des réformes fondamentales. En même temps, ça a permis un début de transition au marché. Cela n'a pas été entièrement de l'argent perdu. Cela a permis une reconversion d'une partie de cet énorme ensemble industriel hérité de l'époque soviétique, un apprentissage du marché mondial, de la finance moderne. »

« La crise actuelle ne risque-t-elle pas d'interrompre cet apprentissage ? »

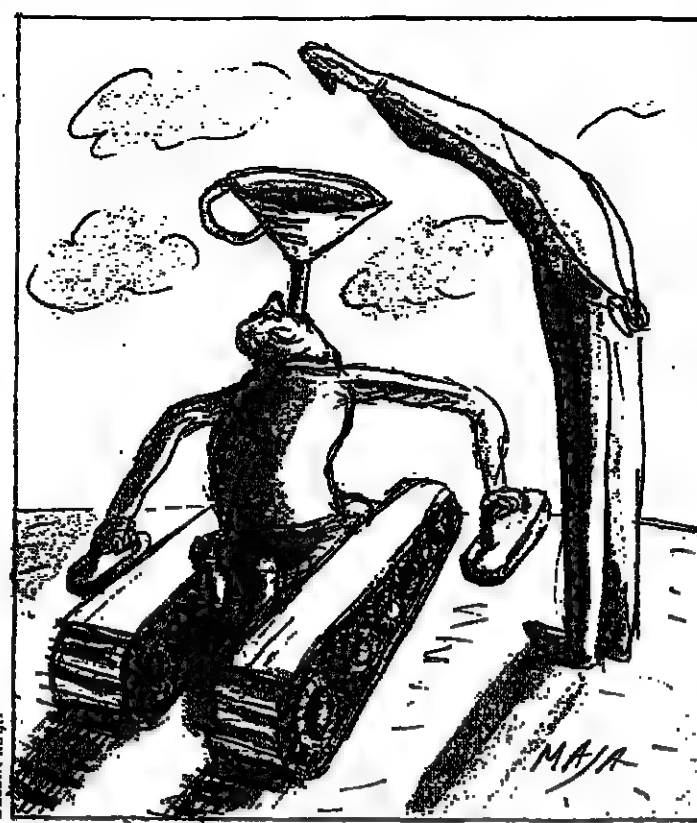
« Il va y avoir un choc en retour. Les deux candidats principaux à la présidence – parce que l'ère Eltsine est terminée –, Lebed et Loukov, auraient recours à certaines nationalisations, à la planche à billets, aux subsides à l'industrie, à des pratiques soviétiques pour sortir de l'impasse ce secteur militaro-industriel. »

« Pour le sortir de l'impasse ou pour le perpétuer ? »

« Pour sortir de la crise actuelle. Mais ils ne pourraient pas aller jusqu'au bout d'une restauration du système soviétique, parce que le pays fait tout de même partie du marché international, et la Russie est trop faible pour s'en tirer toute seule. Ils auront constamment besoin d'aides financières de l'Occident, d'investissements étrangers et, parfois peut-être, d'aides humanitaires. Ils ne peuvent pas couper les ponts avec le marché mondial. »

« Si 80 % de la population vit de ce système, qui a intérêt à le réformer ? »

« Peu de monde. Il faut que les Russes soient mis au pied du mur. Il faut qu'ils soient obligés de réorganiser le complexe militaro-industriel. C'est pourquoi je crois que le Fonds monétaire international (FMI) ferait bien d'hésiter très longtemps avant de dépanner Evgueni Primakov et son équipe



plus ou moins incohérente. Il faut les obliger à regarder la réalité en face. »

« Ils n'en prennent pas tellement le chemin. On voit, au contraire, qu'ils reviennent aux bonnes habitudes de l'ère soviétique. »

« Il faut remarquer deux choses : les communistes étaient en position très forte lorsque Sergueï Iliouchine a été limogé, pourtant ils n'ont pas cherché à avoir une grosse part du pouvoir parce qu'ils en ont peur. Pas plus que Primakov ou que les jeunes grands réformateurs, ils ne savent quoi faire. Le gouvernement n'a pas de politique cohérente et il peut se le permettre parce qu'il vit dans l'attente de la deuxième tranche de crédit du FMI promis en juillet. Il vaut mieux les faire attendre très longtemps. »

« C'est-à-dire ? Des mois, des années ? »

« Jusqu'au printemps. »

« Les jeunes réformateurs qui sont arrivés au pouvoir en 1991-1992 ont-ils mené une politique allant dans le sens des réformes ou bien ont-ils créé cette bulle financière, cette corruption, les activités mafieuses qu'on a vu prospérer depuis ? »

« Leur politique a été, je crois, la seule possible. Quand on veut sortir d'une économie administrée, il n'y a qu'une voie : le marché et la privatisation. »

« Cela peut-il se faire d'un seul coup ? »

« Ils sont arrivés au pouvoir grâce à Eltsine, qui les a choisis, mais ils n'ont jamais pu mettre en œuvre cette expérience de façon cohérente, suivie et logique. Dès les premiers mois de 1992, ils ont rencontré la résistance farouche de l'ancien système qui a obligé Gaidar à revenir sur certaines de ses

décisions. La tension est devenue tellement forte qu'en décembre 1992 Eltsine a été obligé de renvoyer Gaidar et de prendre un type de l'ancien système, Tchernomyrdine. »

« Le gouvernement a toujours été mélangé. La politique n'a donc pas été une politique libérale cohérente. Tchoubais a compris que, dans une telle situation, la seule solution était de passer des compromis. Dans les privatisations, à partir de 1993, il a plus ou moins abandonné l'industrie étatisée à la nomenklatura. Il n'y avait pas d'autre acheteur. D'ailleurs, les apparatchiks étaient déjà en place, ils étaient les maîtres de ces usines archaïques ; les ouvriers dépendaient d'un système paternaliste, donc les nomenklaturistes avaient le soutien des ouvriers. »

« La politique de Tchoubais a donc été d'accorder ce qu'il ne pouvait pas refuser, dans l'espoir que la privatisation donnerait une impulsion forte à la création d'une véritable économie de marché. Cela a fonctionné jusqu'à un certain point. Un des signes en a été l'apparition de la fameuse oligarchie qui a profité de cette nouvelle économie de marché pour s'enrichir, enfin, à l'échelle russe, qui est très petite en comparaison des fortunes occidentales ; il ne faut pas exagérer le pactole de l'oligarchie. »

« Va-t-on vers un régime autoritaire ? »

« Les présidents possibles, comme Alexandre Lebed ou Iouri Loukov, voudraient un Etat plus autoritaire et ils essaieront d'introduire des procédés quasi soviétiques dans l'économie. Mais la situation ne se prête pas à la création d'un vrai Etat autoritaire ; ils ne pourraient pas commander à cette machine étatique en décomposition avec l'espoir d'être entendus. Il n'y a pas de force militaire nationale cohérente capable de soutenir un Etat autoritaire. »

« Ce qui me paraît plus probable, c'est une tentative d'instaurer un régime plus dirigiste et cependant constamment en symbiose avec le marché mondial environnant, parce qu'il aura toujours besoin d'un soutien extérieur. Donc, je ne prévois pas de désastre comme au temps de Weimar, ou encore moins une Russie fasciste. Plus nationaliste – dans la rhétorique –, plus autoritaire, plus dirigiste, surtout assez incohérente dans son fonctionnement pour un temps très long. »

« Vous décrivez un pays très affaibli. »

« Que peut faire la Russie en politique étrangère ? Elle ne peut pas envahir l'Ukraine ou la Pologne. Même l'Estonie ose aspirer à entrer dans l'Union européenne et elle est pratiquement dans les faubourgs de Saint-Petersbourg. Les Russes ne réagissent pas. La Russie est un pays très pauvre, désorganisé, très éprouvé par les événements des sept dernières années et encore plus par l'époque sovié-

tique : une population relativement passive qui ne pense qu'à la survie, à se débrouiller encore six mois, un an. »

« L'aspect le plus inquiétant de la situation actuelle, ce sont les armements nucléaires dont dispose la Russie. Elle les utilise parfois un peu comme un chantage (« Il faut nous dépanner, autrement les choses risquent de tourner mal »). Mais c'est un problème réel. »

« Cette situation peut durer combien de temps ? »

« Très longtemps... Jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle génération. Elle est là : quelqu'un qui a maintenant vingt ans n'a pratiquement pas connu le système soviétique. Elle est à Moscou, à Saint-Petersbourg, à Ekaterinbourg. Elle commence à former une petite classe moyenne, très occidentale dans ses attitudes, ses mœurs, ses goûts, et je dirais même par son attachement à la liberté. Dans cette jeune génération, il y aura certainement des personnages qui surgiront au milieu d'une semi-restauration, avec Loukov ou Lebed, qui menacent en ce moment. »

« Le tableau est assez sombre. Il y aura encore vingt ans de pagaille. Le temps qu'une nouvelle génération trouve les moyens de liquider le secteur industriel archaïque et de construire, à côté, de nouvelles activités, plus modernes, rentables, liées au marché mondial, à la consommation des Russes. Mais ce n'est pas Primakov et compagnie qui vont le faire. Et ce n'est même pas Loukov ou Lebed, bien qu'ils soient nettement plus énergiques. »

« On en revient à la question : peut-on aider la modernisation, les forces favorables au marché, la démocratie ? »

« Il faut les soutenir d'une façon ou d'une autre. Mais plus à distance que jusqu'à maintenant. Nous avons été naïfs, et les jeunes réformateurs russes également, en pensant que le marché provoque une transformation sociale qui apporte la démocratie. Donc, on introduit le marché, et tout va s'arranger. On aurait pu être un peu moins généreux avec l'assistance financière et surtout moins naïfs quand les Russes nous disaient : « On va faire ceci et cela. Ça, c'est une grande réforme. On va faire rentrer les impôts, etc. » Il faut être plus sceptique, mais être là quand même en cas de grosse crise et, pour l'avenir, quand une génération plus jeune commencera à arriver au pouvoir. »

« Le monde est trop petit ; on ne peut pas les laisser mariner dans leur jus comme s'ils étaient sur la lune. Dans le passé, on croyait que chaque crise était sinon la dernière, du moins presque la dernière. Il fallait accourir au plus vite pour sauver notre mise. Maintenant, on sait que ce n'est pas vrai et que le jeu va durer très longtemps. »

Propos recueillis par
Natalie Nougayrède
et Daniel Vernet

L'auteur d'un article prophétique sur la perestroïka

HISTORIEN, spécialiste de la Russie et de l'URSS, dont il a souligné le caractère totalitaire dans un livre remarqué, *La Tragédie soviétique* (1993, Seuil), Martin Malia est professeur émérite à l'université de Berkeley. Il avait notamment fait parler de lui en 1990, en signant « Z » un article prophétique paru dans la *New York Times*, à une époque où l'Occident n'avait d'eux que pour Mikhaïl Gorbatchev. Il y expliquait que le communisme n'était pas réformable et que la perestroïka avait pour conséquence de « retarder le moment de vérité ». Un brouhaha s'ensuivit. « A Washington, relate-t-il, tout le monde croyait qu'un haut responsable voulait ainsi dénoncer anonymement la



MARTIN MALIA

politique de soutien » au Kremlin. Il y avait un précédent : en 1947, le diplomate George Kennan avait signé « X » un article appelant à une politique de containment contre le régime soviétique. Mais le choix du « Z » avait une autre raison, souligne Martin Malia : « Protéger mes

sources en URSS. » Il y avait voyagé en 1962, au moment du dégel khrouchchévien et de la publication du livre d'Alexandre Soljenitsyne, *Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch*. Il y avait notamment rencontré la poétesse Anna Akhmatova. C'est, d'ailleurs, attiré par la littérature russe que cet Américain d'origine irlandaise s'était, dans sa jeunesse, intéressé à la langue de Dostoïevski, ainsi qu'au poète grandissant de Moscou sur la scène internationale. Pendant la seconde guerre mondiale, il travailla en Alaska comme interprète dans la marine de guerre américaine, assistant les navires soviétiques qui, en provenance de Vladivostok, chargeaient du matériel dans les ports de la Côte ouest des Etats-Unis. A soixante-quatorze ans, il continue de se rendre régulièrement en Russie et s'apprête à publier aux Etats-Unis puis en France, au printemps, un ouvrage intitulé *La Russie aux yeux de l'Occident* (Seuil), balayant trois cents ans d'histoire.

N. No.

Elisabeth Guigou, ministre de la justice, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« Le président de la République veut-il retarder la réforme de la justice ? »

« Comment expliquez-vous que l'immunité diplomatique ne soit pas reconnue par la Grande-Bretagne au général Pinochet, mais qu'elle le soit à M. Kabila par les différents pays, y compris la France, où il s'est rendu ces jours-ci ? »

« Il faut se référer à ce que ce qui a été décidé en juillet, à Rome, sur un traité qui va créer la Cour pénale internationale. Ce texte dit que pourront être justiciables de la Cour pénale internationale les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les crimes de génocide. Pourquoi ? Parce que ce sont des crimes qui, à travers les personnes outragées, font offense à l'humanité tout entière. Ce ne sont pas tous les actes de tous les dictateurs qui seraient justiciables de cette justice internationale, mais certains crimes. »

« Tout le monde condamne, sur le plan politique, non seulement les dictatures, mais encore plus les crimes qui peuvent être commis par les dictateurs ; mais je ne pense pas que l'on puisse judiciaire l'ensemble de ces questions-

là au plan international. M. Kabila, chef d'Etat en exercice, bénéficie d'une immunité, d'ailleurs coutumière et qui n'est garantie par aucun texte international. »

« On estime qu'il peut être utile d'avoir des discussions, quel que soit le jugement moral ou politique que l'on puisse porter sur quelqu'un – en l'occurrence, je ne crois pas que le gouvernement ait la moindre indulgence pour M. Kabila –, afin de laisser leurs chances à des règlements politiques. Dans la région des Grands Lacs, l'urgence, c'est la paix. Cela ne veut pas dire que jamais M. Kabila n'aura à répondre des crimes dont il pourrait être convaincu. »

« Quand la France va-t-elle engager la procédure de ratification de l'accord de Rome ? »

« Cinquante-huit pays seulement l'ont signé. Les Etats-Unis, la Chine, notamment, ont décidé de ne pas le signer, c'est-à-dire qu'ils ne reconnaissent pas, pour leurs propres ressortissants, la compétence de la Cour pénale internationale. La France a joué un rôle très important dans la der-

nière phase des négociations. Je souhaite que la Cour pénale internationale puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible. Nous devons, pour ce qui nous concerne, vérifier d'abord s'il faut changer des lois internes. Lorsque nous aurons fait ce travail juridique, nous proposerons la ratification. Le gouvernement souhaite que cette Cour entre en vigueur, ce qui nécessite que soixante pays ratifient l'accord ; j'espère que nous pourrions être parmi les tout premiers. »

« L'examen du projet de loi sur la présomption d'innocence par l'Assemblée nationale a été retardé de trois mois et renvoyé à mars. La réforme de la justice est-elle en panne ? »

« J'ai cinq textes déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et sur celui du Sénat. Deux d'entre eux ont déjà fait l'objet de « navettes » l'accès au droit, essentiel pour la justice au quotidien, de même que la simplification des procédures pénales, qui avance en même temps que le décret sur la simplification des procédures ci-

viles. J'ai, en outre, pour la deuxième fois, un budget absolument exceptionnel. Ne me dites pas que la réforme est en panne ! »

« Le texte sur la présomption d'innocence est le dernier à avoir été discuté au conseil des ministres et déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, il y a deux mois. Ce n'est quand même pas un drame si on retarde le premier examen de ce texte de quelques semaines ! »

« Le président de la République et les parlementaires de l'opposition semblent considérer que la réforme est un tout et que le retard sur la présomption d'innocence l'affecte dans son ensemble. »

« Il faut savoir qu'il aurait intérêt à retarder cette réforme. Le gouvernement ? Certainement pas : ce n'est pas parce qu'on aménage un calendrier parlementaire, de surcroît sur un seul des textes, qu'on peut dire que le gouvernement souhaite retarder l'ensemble de la réforme. La majorité plurielle ? Si certains protestent, c'est pour dire qu'on ne va pas as-

sez vite et, quelquefois, qu'on ne va pas assez loin. L'opposition ? Evidemment, le ne cesse de rencontrer, à chaque étape de ma réforme, les partisans du *statu quo*, ceux qui veulent rien changer, en particulier ceux qui ne veulent pas qu'on garantisse leur indépendance aux procureurs. »

« Alors, le président de la République veut-il retarder la réforme de la justice ? Ce que je constate, c'est que le président a toujours déclaré qu'il était partisan de cette réforme. Il l'a même revendiquée, puisqu'il a rappelé, lorsque j'ai présenté cette réforme, que c'était lui qui avait installé la commission Truche, en janvier 1997, qu'il avait approuvé le rapport de cette commission en juillet 1997 et que, ensuite, il a constamment approuvé les textes que nous lui avons soumis. »

« S'agissant du Conseil supérieur de la magistrature, je suis allée avec le premier ministre, à l'Elysée, en mars, voir le président de la République avec ce projet de loi constitutionnelle – puisque, là, évidemment, il y a prérogative du

président – et avec le projet de loi organique qui précise la composition du CSM. Il y a eu un accord sur la rédaction de ces textes. »

« Ensuite, c'est le gouvernement qui détermine l'ordre du jour des Assemblées, et non les partis politiques, ni le président de la République... Pour ce qui est du CSM, rien ne s'oppose plus à la réunion du Congrès à Versailles, puisque le texte a été voté dans les mêmes termes par les deux Assemblées. Pourquoi est-ce que le Congrès ne serait pas réuni par le président de la République ? »

« Le premier ministre en a parlé au président de la République, deux fois. Il ne m'appartient pas de révéler le contenu des conversations entre le premier ministre et le président de la République, mais je crois qu'il devient utile que le président de la République fasse connaître sa réponse. »

Propos recueillis par
Patrick Jarreau,
Olivier Mazerolle
et Pierre-Luc Séguillon

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

RMI et ISF, le divorce

LES anniversaires invitent aux souvenirs. Et puisque l'on célèbre, ce 1^{er} décembre, celui du revenu minimum d'insertion (RMI), créé voici exactement dix ans, on en vient à penser que c'est, en réalité, deux anniversaires qu'il faudrait célébrer en même temps, celui de cette allocation, mais aussi celui de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui a vu le jour un mois plus tard, le 1^{er} janvier 1989.

Dans l'esprit du gouvernement de l'époque, dirigé par Michel Rocard, ces deux réformes, en effet, étaient intimement liées. Il s'agissait, dans le même mouvement, d'assurer une sorte de minimum vital à ceux qui n'ont rien et de prendre un peu plus à ceux qui ont tout. Si l'impôt sur les grandes fortunes, version 1982, fut débaptisé pour s'appeler l'impôt de « solidarité » sur la fortune, c'était à dessein : le gouvernement voulait donner le gage au « peuple de gauche » que ce que l'on prendrait aux plus riches, on le redistribuerait aux plus pauvres. Même si les règles françaises ne permettent pas qu'une recette fiscale soit par avance affectée, le choix fut d'ailleurs fait que les enveloppes des deux réformes soient, symboliquement, du même montant : 5 milliards de francs de crédits étaient prévus en 1989 pour le RMI, tandis que l'impôt sur les plus riches devait également rapporter 5 milliards de francs.

Or, en ce dixième anniversaire des deux réformes, force est de constater que la symétrie est depuis longtemps rompue. Sous les effets conjugués de l'appropriation de l'immobilier, de l'envolée des

cours de Bourse et de quelques mesures de rendement, l'ISF a, certes, progressé pour atteindre, bon an mal an, une dizaine de milliards de francs. Mais l'envolée de choc de la progression du chômage a été autrement plus violente, puisque le RMI coûte désormais 25 milliards de francs. Dans ce divorce entre le RMI et l'ISF, on perçoit donc l'un des traits saillants des évolutions que la société française a connues, dans l'intervalle. Si, comme le corroborent toutes les études, les inégalités moyennes dans les couches intermédiaires du pays ont cessé de progresser au cours des années 90, elles se sont terriblement creusées aux deux extrêmes de la population : les très riches se sont enrichis encore un peu plus, tandis que l'envolée de l'exclusion a été encore plus spectaculaire.

Or les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, se sont montrés incapables de sauvegarder l'esprit redistributif du double dispositif conçu en 1988. Une preuve récente a été offerte par le récent débat budgétaire au Parlement : après avoir longtemps plaidé en faveur d'un véritable impôt sur le capital, en lieu et place de cet ISF-croûpon qui ne pèse, pour l'essentiel, que sur l'immobilier, les socialistes ont finalement renoncé à leur projet. Dans le même temps, on commence à s'interroger, dans certains milieux de droite, sur le coût, jugé exorbitant, du RMI.

Deux démarches qui ne sont pas identiques, mais qui nous rappellent la même inquiétude : l'avenir du RMI ne sera-t-il pas un jour menacé si son financement n'est pas clairement assuré ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Audebert, directeur général
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenech, Pierre Godeaux, Jean-Yves Lhoteau
Directeur adjoint : Dominique Roynet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fommont
Rédacteurs en chef :
Alain Fommont, Erik Izraelson (Rédaction et Éditions)
Laurent Gaudier (Supplément à l'édition spéciale) / Michel Kailash (Débat)
Eric Le Bouchet (Rédaction) / Patrick Jarnet (Rédaction) / Franck Noulet (Éditions) / Claire Blaudin (Éditions)
Jacques Bouch (Rédaction) / Jacques Sarraguet (Rédaction) / Christian Massol (Supplément de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi
Médiateur : Robert Solé
Directeur adjoint : Eric Pulloux, directeur délégué : Anne Chouteau
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Venet
Panneaux audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Min, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1949), Jacques Farret (1949-1982), André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde Éditions, La Monde Investissements, La Monde Presse, Les Presses, Le Monde Pressing, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le naturel et l'entrain de Jean Marais

AUX YEUX DU SOUVENIR est un excellent film. Venant après *L'Éternel Retour*, *La Symphonie pastorale* ou *Les Jeux sont faits*, on ne peut dire que la maîtrise dont y fait preuve Jean Delannoy surprenne, mais, aucune des fêtes scintillantes de la publicité ne s'étant penchée sur son berceau, nous sortons doucement ravis du spectacle. Sans en vouloir conter l'intrigue ingénieuse et bien menée, notons qu'elle présente un caractère d'actualité très agréable et s'insère avec beaucoup de vraisemblance dans le cadre de la vie moderne, enrichissant la simple anecdote (éternel triangle) d'un arrière-plan d'intérêt social qui lui sert admirablement de toile de fond.

Un peu comme lors du *Falbalas* de Becker, à cela près que pilotes de ligne et hôtesses de l'air remplacent cette fois grands couturiers et mannequins. La réalisation tech-

nique ne comporte pas de défauts malgré les difficultés communes aux prises de vues aériennes, et les Américains, disposant d'un matériel mieux adapté à ce genre d'exercices, n'auraient vraisemblablement pas fait mieux. L'extrême facilité d'Henri Jeanson s'accommode fort bien pour le scénario et les dialogues, à la fois brillants et profonds, de la collaboration de ce délicat écrivain-poète qu'est Georges Neveux. Je suis enfin bien heureux de pouvoir écrire que Jean Marais se montre ici tout bonnement charmant de naturel et d'entrain dans un rôle de grand gosse inconscient, et que nous avons retrouvé Michèle Morgan égale à son grand talent, en tout point étranger à ses pénibles exhibitions d'outre-Atlantique.

Henri Magnan
(1^{er} décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Une baisse des taux pour baptiser l'euro

« La BUNDESBANK, c'est comme la crème fouettée. Plus on la bat, plus elle devient dure. » La célèbre formule, qui résume la faculté historique de la banque centrale allemande à résister à toutes les pressions, sera-t-elle démentie au cours des prochaines semaines ? Le scénario d'une baisse des taux en Allemagne et en France avant la fin de l'année est devenu, depuis quelques jours, hautement probable.

Tout à tour, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, et le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, ont préparé le terrain à un assouplissement. M. Tietmeyer a souligné que la politique monétaire allemande n'est pas « paralysée ». « Nous verrons », a expliqué M. Trichet, « s'il existe des éléments justifiant de possibles modifications » des taux après le conseil de la Banque centrale européenne (BCE) du 1^{er} décembre. Quelques jours plus tôt, le gouverneur avait expliqué que « ce n'est pas parce que l'on nous demande de baisser encore des taux d'intérêt déjà

très bas que nous le ferons ! Et ce n'est pas non plus parce qu'on nous le suggère, un peu trop bruyamment, que nous ne le ferions pas ».

Si le propos est nuancé, comme toujours dans le langage des banquiers centraux, le signal n'en est pas moins clair : il est raisonnable d'envisager une baisse des taux en Allemagne et en France avant le lancement de l'euro. Certains ne manqueraient pas de voir dans cette décision une victoire du pouvoir politique sur le pouvoir monétaire. Sans doute à tort.

CONVERSIONS

Certes, en octobre, plusieurs dirigeants politiques, au premier rang desquels le ministre des finances allemand, Oskar Lafontaine, et le premier ministre français, Lionel Jospin, ont réclamé une baisse des taux. Ils l'ont fait avec force et éclat, autrement dit avec maladresse. Car ces sommations n'ont réussi qu'à braquer des banquiers centraux jaloux de leur indépendance. Ce n'est que tout récem-

ment, lorsque Allemands et Italiens ont mis en sourdine leurs demandes de baisse des taux, que celle-ci est devenue envisageable.

Une telle mesure n'apparaîtra plus comme une capitulation des banquiers centraux. D'autant que la fin des injonctions politiques s'est accompagnée d'un retour à l'orthodoxie économique, notamment en Allemagne. M. Lafontaine, décidé à en découdre sur tous les fronts avec la Bundesbank, a été contraint d'opérer une retraite spectaculaire et de tempérer ses ardeurs néo-keynésiennes : il vient d'estimer que la politique monétaire européenne est « sur la bonne voie », il a rangé son projet de réforme du système monétaire mondial, fermement combattu par M. Tietmeyer, et il a réaffirmé son attachement au pacte de stabilité.

En Italie, M. D'Alema, lui aussi tenté de prendre quelques libertés avec ce fameux pacte, est vite revenu à un discours économique plus classique, en faisant adopter un budget placé sous le signe de la rigueur. A Paris, qui est apparu dans la période récente comme le gardien de l'orthodoxie budgétaire - « personne n'a jamais réussi à démontrer que redistribuer les richesses par l'augmentation de la dette publique permet de se rapprocher de l'objectif de la justice sociale », affirme le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn -, les conversions allemande et italienne ont été un motif de soulagement : Bercy craignait que les thèses keynésiennes ne rencontrent un écho au sein de la majorité plurielle. M. Strauss-Kahn est aujourd'hui rassuré, tout comme le sont les banquiers centraux. Les voite-face allemande et italienne constituent aussi, pour M. Tietmeyer et M. Trichet, d'éclatantes victoires idéologiques.

RALENTISSEMENT

Les gouvernements auraient également tort de trop se réjouir d'une baisse des taux dans la mesure où celle-ci sera la traduction, sur le plan monétaire, de la nette détérioration de la situation économique en Europe. Comme de nombreux experts le redoutent, le Vieux Continent n'est pas à l'abri de la crise. En France, les statistiques de croissance au troisième trimestre, les récentes enquêtes sur l'investissement des entreprises et le moral des industriels, enfin le recul de la consommation des ménages en octobre ont confirmé le ralentissement - M. Strauss-Kahn, toujours aussi volontariste et optimiste, préférant parler d'un simple « trou d'air ». En Allemagne, le gouvernement a révisé à la baisse son objectif de croissance pour

1999 à 2 %, tandis qu'en Italie le produit intérieur brut (PIB) croîtra d'à peine 1,5 %, contre 3 % prévus.

Les banquiers centraux européens ont aussi tacitement tout à gagner à réduire leurs taux : d'abord, ils resteront fidèles à leur mission de défense de la stabilité des prix, nul ne pouvant prétendre qu'une baisse du loyer de l'argent expose aujourd'hui l'Europe à des risques inflationnistes. Au contraire, ils renforceront leur crédibilité auprès des opinions publiques et des gouvernements, en démontrant qu'ils ne sont pas aussi dogmatiques qu'on le prétend. Un assouplissement monétaire renforcera la confiance de la communauté financière internationale dans l'euro, les investisseurs américains et asiatiques ayant le sentiment que pouvoirs politique et monétaire sont parvenus à établir, en Europe, comme aux États-Unis, des relations franches mais harmonieuses. Enfin, une baisse des taux avant la fin de l'année permettra d'installer plus confortablement la Banque centrale européenne (BCE), en lui évitant d'avoir à prendre rapidement des décisions monétaires.

UN CADEAU EMPLOIÉ

Mais une réduction du loyer de l'argent s'apparentera, de la part des banquiers centraux, à un cadeau empoisonné fait aux gouvernements. Elle ne privera pas seulement ces derniers de leur bouc émissaire favori, mais les placera au pied du mur. Ce sera, cette fois, au tour des dirigeants politiques d'agir pour stimuler la croissance, d'entreprendre les réformes de structures de leurs économies - dans les domaines de l'organisation du marché du travail, de la protection sociale, des retraites, de la fiscalité, de la réorganisation de l'Etat -, réformes que la plupart des économistes, libéraux ou pas, estiment indispensables pour que l'Europe parvienne à vaincre le chômage.

Une baisse des taux démontrera que les banquiers centraux savent se montrer aussi pragmatiques que le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, cité en exemple par M. Lafontaine. Elle obligera, du même coup, celui-ci et M. Strauss-Kahn - qui, avec son déficit public de 2,3 % du PIB, est le plus mauvais élève de la classe européenne - à démontrer qu'ils sont aussi orthodoxes dans les faits que dans les mots. Elle les forcera à prouver qu'ils sont capables de mener une politique aussi efficace que celle conduite depuis plusieurs années à Washington.

Pierre-Antoine Delhommais
et Arnaud Leparmentier

Les gens par Kerleroux



La fin du « modèle suédois » ?

IL N'EST PAS RARE d'entendre encore parler du « modèle suédois » hors des frontières du pays scandinave. L'expression a la vie dure, bien qu'elle n'ait plus grand-chose à voir avec le système original qui fit la notoriété du royaume à partir des années 50 : un mariage fructueux entre égalité sociale et réussite économique. De cette recette, il ne reste plus que des ingrédients épars que seuls quelques experts nostalgiques et porte-parole zélés du gouvernement suédois tentent encore de ressusciter à l'étranger sous cette appellation.

D'où sans doute le malentendu persistant autour dudit modèle, qui fut l'un des thèmes abordés lors d'une récente réunion à Stockholm de la branche européenne de la Commission trilatérale (qui regroupe aussi des décideurs économiques et politiques d'Amérique du Nord et du Japon). Comment le définir, ce fameux « modèle suédois » ? S'il peut être interprété de différentes façons, Janine Goetschy, chargée de recherche au CNRS, en résume ainsi les caractéristiques dans *Les Modèles sociaux nordiques à l'épreuve de l'Europe* (La Documentation française, 1994) : « Coexistence d'une économie de marché dynamique et d'un Etat-providence développé ; existence d'une économie développée dominée par les entreprises privées au sein d'un Etat dirigé (...) par le Parti social-démocrate ; (...) une étroite collaboration entre travail et capital ; des organisations patronales et syndicales puissantes et centralisées ; le maintien du plein-emploi ; (...) un secteur public très important. » Or cette

construction propre à la Suède, pays de moins de neuf millions d'habitants, connus ses premières fissures dès les années 70.

Après le premier choc pétrolier, le plein-emploi ne put être maintenu que grâce à la subvention massive des secteurs industriels en difficulté. Passait ainsi à la trappe l'un des objectifs de la politique de solidarité salariale : fondée sur le principe « à travail de valeur égale, salaire égal », elle avait notamment pour but d'éliminer les entreprises les moins rentables, tout en reclassant ailleurs leurs employés grâce à une politique active de l'emploi.

D'ATTACHEMENTS EN INDICATION

Lors des années 80, les salaires dérivèrent pour cause de pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs compétitifs, alors qu'endaient les services publics. « Les dépenses publiques, qui ne représentaient qu'un tiers du produit intérieur brut à la fin des années 60, atteignirent les deux tiers une vingtaine d'années plus tard », observe l'économiste suédois Assar Lindbeck.

Nouvelle donne aussi du côté des partenariats sociaux : le monopole de la puissante Confédération générale du travail (LO) fut battu en brèche par l'apparition de nouveaux syndicats défendant les salariés du secteur tertiaire. Parallèlement, les conflits du travail se multiplièrent, sans jamais vraiment dérailler. Les négociations collectives furent soit remplacées par la loi, soit décentralisées au niveau des branches, et le principe de solidarité des salaires peu à peu

abandonné, explique Dominique Anxo, chercheur à l'université de Göteborg. Le coup de grâce fut porté au « modèle » par la disparition du plein-emploi à partir du début des années 90. Le taux de chômage grimpa à plus de 12 % de la population active, alors qu'il ne dépassait pas les 2 % au cours de la décennie précédente. « La tendance est à une généralisation de l'opinion selon laquelle le modèle suédois est bel et bien mort et entermé », reconnaît l'un de ses « pères », l'économiste Rudolf Meidner, en 1994 (*La Fin du modèle suédois*, éditions Syros).

Les dérives observées à partir des années 70 eurent des effets sur la richesse nationale, souligne M. Lindbeck. Parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Suède rétrograda de la troisième place, en termes de revenu par habitant, à la quinzième aujourd'hui. La compétitivité des entreprises s'émoussa en dépit d'une série de dévaluations. Quant au généreux Etat-providence, financé par les impôts les plus élevés au monde, il subit les contrecoups de la grave crise traversée par le pays au début des années 90.

Plan d'austérité oblige, les dépenses sociales furent sévèrement réduites et le secteur public un peu allégé, au profit d'un retour à l'équilibre budgétaire. L'attachement de la population au welfare ne s'en trouva que renforcé. Aux élections législatives de septembre 1998, « 67 % des électeurs recevaient la majeure partie de leurs revenus des fonds publics », qu'il

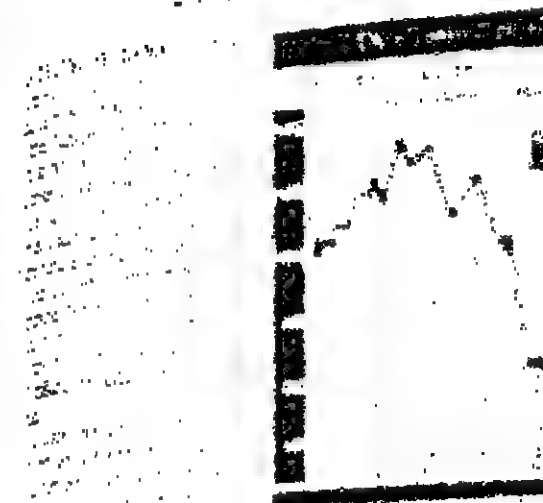
s'agisse des retraités, des employés du secteur public, des chômeurs ou des étudiants vivant grâce à des emprunts, note Hans Bergström, rédacteur en chef de l'influent quotidien *Dagens Nyheter* (libéral).

Selon lui, cette « stratégie très consciente » suivie par les sociaux-démocrates dans le but de se maintenir au pouvoir a pour effet pervers de les empêcher de réformer le secteur public « sans perdre le soutien populaire ». On s'en est aperçu lors des dernières législatives : les sociaux-démocrates furent pénalisés pour avoir osé toucher à l'Etat-providence. Avec 36,6 % des voix, ils réalisèrent leur plus mauvais score depuis 1921, alors qu'ils finissaient avec les 50 % à l'âge d'or du « modèle suédois ». Résultat : le cabinet minoritaire de Göran Persson doit désormais s'appuyer sur les anciens communistes et les Verts au Parlement.

Flanqué de ces alliés « anti-croissance et anti-Union européenne », le gouvernement « a tendance à être paralysé et à repousser les décisions importantes mais politiquement dangereuses », constate M. Bergström. A commencer par l'adhésion à l'euro, au sujet de laquelle, dit-il, « la direction social-démocrate n'a pas été capable de décider quoi que ce soit », tant le sujet est controversé. Sans doute est-ce là le revers de l'un des derniers piliers du « modèle suédois » à tenir encore bien debout, ce que le politologue Olof Petersson appelle « la culture du consensus ».

Antoine Jacob

achetant Bankers In



ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 1998

FUSION La Deutsche Bank entre en force sur le marché américain en achetant la huitième banque de Wall Street, Bankers Trust. Les conseils des deux établissements ont donné leur

feu vert à cette acquisition de 10,1 milliards de dollars, dimanche 29 novembre. ● LA BANQUE présidée par Rolf Ernst Breuer va procéder à une augmentation de capital de 13,4 mil-

liards de francs pour financer l'opération, qui lui permettra d'élargir son portefeuille d'activités et de se renforcer dans la gestion d'actifs et la conservation de titres. ● L'INTEGRA-

TION des deux banques sera d'autant plus délicate à gérer que 5 500 postes devront être supprimés, surtout à Londres et à New York. ● L'ACQUISITION entrera en vigueur en avril 1999

si les deux tiers des actionnaires de Bankers Trust donnent leur aval et si les deux groupes reçoivent le feu vert des autorités des pays concernés par la transaction.

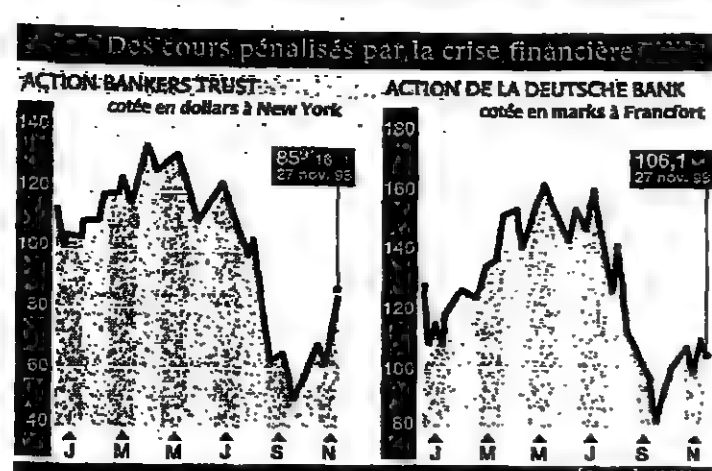
En achetant Bankers Trust, Deutsche Bank devient la première banque mondiale

Le nouveau groupe pèsera près de 5 000 milliards de francs de total de bilan et comptera 96 442 employés. L'acquisition coûtera 58 milliards de francs à l'établissement allemand qui espère, à terme, réaliser des économies

LA DEUTSCHE BANK payera 10,1 milliards de dollars (58 milliards de francs) pour acheter tous les titres Bankers Trust en circulation, au prix de 99 dollars l'action. Le conseil de surveillance de la première banque allemande et le conseil d'administration de la huitième banque américaine ont donné leur feu vert à cette opération dimanche 29 novembre. Elle doit donner naissance au premier groupe bancaire mondial, avec 850 milliards de dollars de total de bilan.

La fusion, qui devra recevoir le feu vert des autorités et l'aval de deux tiers des actionnaires de Bankers Trust, sera effective en avril 1999. Pour la finance, la Deutsche Bank fera une augmentation de capital de 4 milliards de marks (13,4 milliards de francs), puisera dans ses fonds propres et pourrait émettre d'autres titres, comme des obligations convertibles. L'objectif de l'opération est d'augmenter le bénéfice par action du nouveau groupe de 10 % à 15 % à partir de 2001 en réalisant des économies (infrastructures, personnel et investissements) de 1,7 milliard de marks. 5 500 postes seraient supprimés, surtout à Londres et New York.

Deutsche Bankers Trust - ce serait le nom choisi pour le nouvel ensemble - détrône la banque suisse UBS, née cette année de la fusion de l'Union de banques suisses et de la Société de banque suisse, de la tête du classement. Elle prend sur ses concurrents européens une longueur d'avance sur le marché américain, le plus gros du monde pour les activités de banque d'affaires et de marchés de capitaux. Jusqu'à présent, seul le Crédit suisse, qui a acquis la banque américaine First Boston, peut se targuer d'être bien placé à Wall Street, sur les marchés les plus fermés aux étrangers que sont les marchés primaires (introductions



La Deutsche Bank offre 99 dollars par action de Bankers Trust pour prendre le contrôle de la banque américaine.

en Bourse ou émissions obligataires). Deutsche Bankers Trust, toujours présidé par Rolf Ernst Breuer, sera le quatrième gestionnaire d'actifs financiers du monde. Bankers Trust s'est beaucoup développée dans ce métier, qui a l'avantage d'assurer des revenus réguliers et de faire contrepartie aux activités de marchés, volatiles par définition, de la banque américaine. Celle-ci fait également partie des acteurs de tout premier plan de la conservation de titres, une activité qui consiste à garder pour les autres banques leurs actions et obligations et à assurer l'administration lourde de ses titres (paiement des dividendes ou des coupons, etc.).

Pour exercer de telles activités, il faut afficher une structure financière très solide. Celle de Bankers Trust a été affaiblie par une perte de 488 millions de dollars au troisième trimestre de 1998. A fin 1997, ses fonds propres s'élevaient à 6,4 milliards de dollars. Les capitaux propres de la Deutsche Bank, eux, s'élevaient à 17,4 milliards de francs. La banque est notée A1 par Moody's, tandis que Bankers Trust est notée A2. Première conse-

quence positive du rapprochement des deux banques, la note de Bankers Trust est en cours de révision par Moody's qui envisage de la relever.

Celle de Deutsche Bank est, en revanche, sous surveillance, avec une perspective négative.

Pressés par leurs actionnaires et convaincus par la force financière de la Deutsche Bank, les équipes de Bankers Trust se sont laissées conduire à une fusion qu'elles n'auraient sans doute pas choisie si la crise financière qui a démarré en août ne les avaient affaiblies. La Deutsche Bank doit maintenant les convaincre qu'elles auront une place de choix dans le nouveau groupe, afin qu'elles adhèrent à sa stratégie et ne soient pas tentées de rallier un autre groupe. La banque allemande a un avantage : pour les activités de banques d'investissement, le marché du travail n'est porteur ni à Wall Street ni à Londres. Elle a néanmoins prévu de mettre en place un plan incitatif de rémunération de plusieurs millions de dollars pour s'attacher les meilleurs éléments de Bankers Trust, in-

diqué le Wall Street Journal du 30 novembre.

Pour réussir cette intégration, un groupe de travail sera co-présidé par Josef Ackermann, cinquante ans, ancien dirigeant du Crédit suisse, et responsable de la banque d'investissement chez Bankers Trust, et par Frank Newman, le PDG de Bankers Trust, lequel sera le premier Américain à entrer au directoire de la Deutsche Bank.

Pour M. Ackermann, le défi est de taille. Il a été l'artisan de l'acquisition de Bankers Trust. Lorsqu'il était au Crédit suisse, il avait attiré plusieurs stars de la banque américaine pour développer les activités sur produits dérivés notamment. Il connaît bien ses métiers, ses forces et ses faiblesses. Avec M. Newman, il devra réussir ce qui ressemble moins à une fusion à deux qu'à une fusion à six : côté Deutsche Bank, les équipes de la banque allemande et celles de la banque britannique

Morgan Grenfell, achetée en 1989, recherchent toujours une culture commune. De son côté, Bankers Trust tente de construire un groupe avec ses équipes dominées par des salles de marché très fortes et celles de banques d'affaires et courtier acquises récemment, comme la banque Wolfensohn, la maison de titres Alex. Brown, et les activités de banque d'affaires européennes de l'établissement britannique National Westminster.

Dès que ces équipes auront fusionné, elles devront repartir dans une course au développement à Wall Street, pour acquérir la puissance qui leur manque sur les marchés d'actions et le conseil en fusions et acquisitions afin de rivaliser avec Goldman Sachs et Morgan Stanley Dean Witter, les deux banques conseils de l'opération, ou encore avec Merrill Lynch.

Sophie Fay

COMMENTAIRE LA DERNIÈRE CIBLE

Rolf Breuer, le président du directoire, en rêvait. Josef Ackermann, son responsable de la banque d'investissement, l'a fait. Deutsche Bank achète une banque de Wall Street, prend fermement pied sur le marché américain et se couronne numéro un de son secteur.

Bankers Trust est un choix par défaut. La Deutsche Bank aurait préféré jeter son dévolu sur JP Morgan, dont la culture est plus proche de la sienne. Elle se serait aussi intéressée à Lehman Brothers, affaiblie par des rumeurs dévastatrices au plus fort de la crise financière. La banque Lehman, toujours marquée par l'origine juive de ses fondateurs, aurait toutefois poliment décliné les avances.

Restait Bankers Trust. La banque a perdu une partie de ses fonds propres dans la crise récente et ses actionnaires ont été sensibles à l'offre de la Deutsche Bank. Une offre que les analystes jugent élevée. Bankers, spécialiste des marchés et des produits déri-

vés, ne permet pas au groupe allemand de faire le saut qualitatif qu'il recherche dans le conseil en fusions et acquisitions. Dans ce domaine, il s'est fait distancer par ses concurrents américains même en Allemagne. Fondre les équipes américaines, allemandes et britanniques qui vont former le nouveau groupe dans un seul creuset promet d'être difficile. La banque allemande en a déjà fait l'expérience : elle tente toujours de créer une culture commune avec les Anglais de Morgan Grenfell, rachetée en 1989.

Les concurrents de la Deutsche Bank font mine de ne pas être impressionnés par la future première banque mondiale. La puissance financière de la Deutsche Bank reste cependant inégalée. Elle ne lui a pas permis de s'acheter un succès immédiat, mais lui donne le temps de le construire. En achetant Bankers Trust en cash - et non en actions -, la Deutsche Bank n'a pas à faire de promesse à courte échéance aux actionnaires américains, les plus exigeants. Elle mise sur la patience des investisseurs européens. Celle-ci n'est pas acquise d'avance.

Sophie Fay

En tête des quinze premières banques de la planète

Les quinze premières banques après la fusion (en total de bilan, en milliards de dollars, selon des chiffres à fin 1997).

- 1.- Deutsche Bank-Bankers Trust : 850.
- 2.- UBS (Suisse) : 742,6.
- 3.- Bank of Tokyo Mitsubishi (Japon) : 665,6.
- 4.- NationsBank-BankAmerica (Etats-Unis, fusion annoncée en avril) : 570.
- 5.- Industrial & Commercial Bank of China (Chine) : 489,1.
- 6.- SBC Holdings

- (Grande-Bretagne) : 473,4.
- 7.- Sumitomo Bank (Japon) : 471,7.
- 8.- Crédit Suisse (Suisse) : 471,4.
- 9.- Dai-ichi Kangyo Bank (Japon) : 423,8.
- 10.- Sanwa Bank (Japon) : 420,6.
- 11.- Crédit agricole (France) : 418.
- 12.- ABN-Amro (Pays-Bas) : 412,8.
- 13.- Société générale (France) : 409,2.
- 14.- Fuji Bank (Japon) : 404,3.
- 15.- Norinchukin Bank (Japon) : 394,8.

(Source : Dow Jones Indexes)

123 F/mois. Finalement, ce qui vous coûte le moins cher à entretenir, c'est votre BMW.

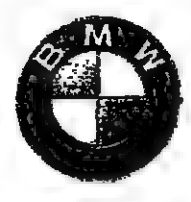


Contrat National d'Entretien et Réparations.

Offre valable chez tous les Concessionnaires et Agents du réseau BMW en France pour 24 mois et/ou 30 000 km (limitée au premier des deux termes atteint) pour l'achat d'une BMW 318i berline AM99 au prix maximum conseillé de 159 500 F au 01/07/98. Le contrat est applicable dans tous les pays reconnaissant la carte verte. Il est disponible dans les mêmes conditions, de 131 à 137 F/mois selon les modèles, sur les berlines 320d, 320i, 323i et 328i, AM99. Il comprend :

- l'extension de garantie au delà du 12^e mois
- les opérations de vidange et d'inspection
- le remplacement des pièces d'usure (plaquettes et disques de frein, embrayage, échappement, amortisseurs...)
- les appoints d'huile moteur entre deux vidanges.

Pour connaître le détail et les conditions d'application du contrat national d'entretien et réparations, veuillez consulter votre concessionnaire BMW, liste disponible sur Minitel 3615 BMW ou <http://www.bmw.fr>, FINA partenaire de BMW.



Pour 13 milliards de francs, EDF s'adjuge deux millions d'abonnés londoniens

L'opérateur public français l'emporte sur un candidat britannique

Son statut d'entreprise publique n'empêche pas EDF d'entrer sur le marché britannique, le plus ouvert à la concurrence en Europe. Il a remporté,

lundi 30 novembre, l'appel d'offres lancé par Entergy, actuel propriétaire américain de London Electricity. EDF déboursa 13 milliards de francs

pour prendre le contrôle de ce distributeur d'électricité qui compte deux millions de clients dans la capitale britannique.

CE SERA la plus grosse opération jamais réalisée par EDF à l'étranger : l'opérateur public français a annoncé, lundi 30 novembre, qu'il déboursa 13 milliards de francs (près de 13 milliards de livres) pour prendre le contrôle de London Electricity, société qui fournit le courant à deux millions d'abonnés dans la capitale britannique. EDF a en effet remporté l'appel d'offres lancé par l'actuel propriétaire américain de cette société, Entergy, face à un autre finaliste, British Energy. London Electricity, qui emploie 3 600 personnes, est spécialisée dans la distribution d'électricité et contrôle 7,3 % du marché britannique. Pour l'exercice 1997-1998, il a affiché un bénéfice de 160 millions de livres sterling, pour un chiffre d'affaires de 1,25 milliard.

Les autorités européennes et le ministre de l'Industrie du Royaume-Uni doivent encore examiner ce projet au regard de la concurrence et ont la possibilité d'ouvrir une enquête. Mais EDF, en rendant son offre « incondition-

nelle », a promis qu'une telle action ne ferait pas renoncer à l'opération. En entrant sur le marché britannique, EDF espère expérimenter *in vivo* les réalités de la déréglementation du marché de l'électricité, alors que ses précédentes expériences l'avaient plutôt frotté à des marchés lointains, comme le Brésil, l'Argentine ou, plus récemment, le Mexique.

UNE OCCASION EN OR

A l'heure où l'Europe tout entière ouvre ce secteur à la concurrence, il s'agit pour EDF d'une occasion en or. La date arrive par la directive de Bruxelles est fixée au 19 février 1999, mais la France n'a pas encore transposé les nouvelles règles dans sa propre législation : c'est le 9 décembre que le conseil des ministres doit examiner le projet de loi préparé par les services du secrétariat d'Etat à l'Industrie, avant qu'il ne soit transmis au Parlement. La France devrait ainsi se mettre en conformité avec les règles européennes au tout dernier moment, avec un texte plutôt timide.

Le Royaume-Uni, au contraire, a dérogé et privé son marché national par étapes, selon un processus lancé en 1989. Dans un premier temps, le système britannique a été découpé en trois groupes de producteurs, PowerGen, National Power et British Energy, ce dernier étant exclusivement responsable du parc nucléaire.

Les activités de distribution d'électricité, de leur côté, ont été confiées à douze sociétés régionales disposant, chacune, d'un monopole local. Nombre d'entre elles, dont London Electricity, ont été acquises par des sociétés américaines après les privatisations de 1990. L'expérience n'a pas toujours été concluante. Ainsi Entergy a-t-il finalement décidé de se replier sur son propre marché national, aux Etats-Unis.

Du côté de la clientèle, seules les entreprises ont bénéficié, jusqu'à présent, du démantèlement de l'ancien service public britannique et des baisses de prix qui ont pu en résulter. Ce sera désormais le tour du

grand public, a décidé le gouvernement britannique au mois d'avril. Deux décisions vont une fois de plus entraîner des transformations profondes dans le paysage : les sociétés de distribution ne seront plus protégées par leur monopole local, et elles pourront se rapprocher des sociétés de production, ce qui leur était interdit jusqu'à présent. A terme, les foyers britanniques pourront ainsi choisir leur fournisseur, comme ils le font aujourd'hui pour le téléphone.

Alors qu'EDF fournit déjà de l'électricité au Royaume-Uni, les autorités françaises ont-elles promis la réciprocité aux firmes britanniques pour ne pas susciter une levée de bouilliers outre-Manche ? C'est très vraisemblable, même s'il n'y a pas de confirmation officielle. L'expansion internationale de l'opérateur public mérite bien quelques concessions. EDF, qui compte 30 millions d'abonnés en France, en aura désormais 15 millions à l'étranger.

Anne-Marie Rocco

En Alsace, de l'électricité au téléphone régional et transfrontalier

STRASBOURG

de notre correspondant
Electricité de Strasbourg, filiale d'EDF, s'est associée à Swisscom, le principal opérateur téléphonique suisse, récemment privatisé, pour monter une entreprise régionale de télécommunications en Alsace. Elle propose ses services dès maintenant aux entreprises et, à partir de mars, aux particuliers. La société Estel, dont le capital de 40 millions de francs est partagé à parts égales entre les deux sociétés mères, vise 10 % du marché régional des télécommunications, à assurer à Strasbourg Philippe Keller, président du directoire.

Estel met en avant son ancrage régional. Elle promet, par exemple, trois zones de tarification, l'Alsace, les régions européennes

proches et le reste du monde. Son effort commercial portera surtout sur les deux premières : elle promet des tarifs inférieurs d'au moins 30 % à ceux de France Télécom à l'intérieur même de la région et des appels vers le Bade-Wurtemberg ou la Suisse au tarif de communications franco-françaises.

La compagnie bénéficie en fait de l'expérience déjà ancienne d'Electricité de Strasbourg dans le câblage, via son autre filiale Est-Vidéo-communication. Elle disposera en effet d'un véritable réseau régional de fibres optiques ; le seul, selon Philippe Keller, « alternatif de France Télécom ».

Estel, créée au printemps, tout récemment autorisée à intervenir dans le téléphone, prévoit 100 millions de francs français de chiffre d'affaires en 2000 et quelque

50 collaborateurs. Elle espère atteindre l'équilibre en 2003 et gagner de l'argent à partir de 2005. Pour sa part, Swisscom, déjà présente en Bade-Wurtemberg, en Italie du Nord et en Autriche, élargit un marché suisse trop à l'étroit à l'intérieur de ses frontières.

Electricité de Strasbourg, créée en 1899 pendant la période allemande de l'Alsace, est aujourd'hui une société anonyme filiale d'EDF à 74 %, de la société suisse Electricité de Laufenbourg à 14 %, le solde étant réparti entre 3 500 autres actionnaires, dont 600 des salariés. Elle distribue l'énergie électrique à 415 000 abonnés dans le Bas-Rhin, le reste de l'Alsace étant couvert par EDF.

Jacques Fortier

Nouveau succès boursier pour France Télécom

EN DÉPIT de la tourmente de l'été, les Français continuent à placer leurs économies en Bourse. Près de trois millions de particuliers ont souscrit à la nouvelle ouverture au marché du capital de France Télécom. Ce n'est que samedi 28 novembre, en fin d'après-midi, que le gouvernement a indiqué le cours d'achat des actions de l'opérateur public : il s'élève à 390 francs pour les particuliers et à 400 francs pour les investisseurs institutionnels. Des prix inférieurs au cours de l'action France Télécom observé vendredi 27 novembre en clôture (410 francs) mais largement supérieurs à celui fixé le 19 novembre par la commission des participations et trans-

fers, qui estimait que la valeur de France Télécom ne pouvait être inférieure à 320 milliards de francs, soit 320 francs par action.

Compte tenu du succès de l'opération auprès des épargnants, le ministère de l'Economie a décidé, en prenant sur la part attribuée aux Institutionnels, d'augmenter de 3,3 millions le nombre d'actions cédées aux particuliers. Ces derniers se partageront 50,3 millions de titres. Toutefois, la demande ayant été près de deux fois supérieure à l'offre, tout le monde ne sera pas servi selon ses désirs. Pour ceux qui ont pris la précaution de réserver leurs titres, la demande sera satisfaite intégralement jusqu'à 20 actions, et le reste de leur

ordre sera exécuté à hauteur de 25 %. Les autres seront certains d'obtenir 7 titres. Au-delà, la demande sera servie à hauteur de 11 %.

Les investisseurs professionnels, de leur côté, ne se partageront que 37,2 millions d'actions, quatre fois moins que la demande. Quant à l'offre réservée aux personnels de France Télécom, elle a été souscrite par près de 85 000 personnes, pour un montant d'environ 2,2 milliards de francs. L'émission d'obligations convertibles France Télécom a remporté un succès encore plus important, la demande de titres étant dix fois supérieure à l'offre.

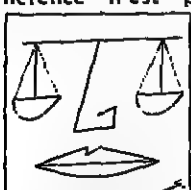
Au terme de cette deuxième opération de mise sur le marché,

l'Etat va empocher quelque 36 milliards de francs. Quant à France Télécom, qui procédait à cette occasion à une augmentation de capital, il disposera de 23 milliards de francs. Près de 33 % du capital de France Télécom seront désormais sur le marché : environ 3 % seront détenus par le personnel et 2 % par Deutsche Telekom, les deux sociétés scellant ainsi leur alliance. Les 2 % de France Télécom cédés par l'Etat à Deutsche Telekom l'ont été à 390 francs l'action, soit 8 milliards de francs. Et France Télécom déboursa 8,2 milliards de francs pour acquérir 2 % du capital de Deutsche Telekom.

Joël Morio

La Cour de cassation tente de définir le « bonus managerius »

LES 7 000 ARRÊTS rendus chaque année par la chambre sociale de la Cour de cassation constituent une jurisprudence dont la cohérence n'est pas toujours



perceptible par les acteurs sociaux. Un colloque organisé le 27 novembre pour célébrer le soixantième anniversaire de cette chambre a permis d'analyser les fondements de sa jurisprudence. Cette tâche fut confiée à un universitaire, Gérard Lyon-Caen, professeur émérite à l'université Paris-I. Selon lui, deux tendances se dégagent des arrêts rendus depuis le début de la décennie : la Cour de cassation façonne le modèle d'un « bon gouvernement des hommes dans l'entreprise » et veille, nonobstant la subordination du salarié, au respect des droits fondamentaux de celui-ci, en tant qu'être humain.

M. Lyon-Caen estime qu'en dix ans la chambre sociale a défini, par petites touches, ce qu'il a appelé « la figure d'un bonus managerius ».

Dans l'intérêt même de l'entreprise - qui ne se confond pas avec celui de l'équipe de direction -, le « bon manager » a une obligation de « prévoir » : il ne peut pas mettre le salarié devant le fait accompli. C'est au nom de ce principe que la jurisprudence oblige l'employeur à engager une procédure de licenciement économique dès qu'il se propose de modifier des contrats de travail, sans attendre que plus de dix salariés refusent cette modification et qu'un plan social soit effectivement nécessaire. Deuxième obligation : celle de motiver ses décisions. « C'est un principe général du droit : tout acte juridique doit être motivé pour être valable. » Troisième obligation : « Informer et consulter même sur des décisions de principe ». Comme l'a rappelé la jurisprudence à propos de Renault-Villorbe, cela implique de « procéder à un échange de vues, susciter des objections et être ouvert à une modification de la décision initiale ». Enfin, dernière obligation : « objectiver les choix ». Un licenciement individuel doit être expliqué, tout comme doit l'être le choix des salariés dans un licenciement collectif.

Bien que la réorganisation de

l'entreprise puisse justifier des licenciements si ceux-ci sont nécessaires à « la sauvegarde de la compétitivité » de l'entreprise (arrêt Thomson), le coût salarial excessif ou l'augmentation des profits ne sont pas considérés comme des causes économiques justifiant un licenciement. De même, un licenciement n'est pas considéré comme légitime s'il est le fruit d'une erreur de gestion. Si la modification de l'organisation du travail reste de la responsabilité de l'employeur, celle du contrat de travail ne saurait être unilatérale.

JURISPRUDENCE EUROPÉENNE

Dans les années à venir, nul doute que la Cour de cassation devra rendre des arrêts sur les contrats précaires. Sur quelles bases ? Au moment où le gouvernement cherche à limiter le recours à ce type de contrats, M. Lyon-Caen a suggéré d'accorder davantage d'importance aux articles qui précisent le recours aux contrats à durée déterminée (L. 122-1 du code du travail) et à l'intérim (L. 124-2). Ces textes précisent que ces contrats ne peuvent être « conclus que pour l'exécution d'une tâche précise et

temporaire ». Pour M. Lyon-Caen, les juges devraient mieux opposer l'emploi, activité permanente, à la tâche, simple « bouche-trou ». Pour lui, « il n'y a pas d'emplois précaires. Seulement des tâches ». Rien ne dit que la Cour de cassation le suivra, mais l'autorité morale de M. Lyon-Caen est telle qu'elle sera de toute façon attentive à cette remarque.

Autre évolution prévisible : l'influence de la jurisprudence européenne. Philippe Waquet, conseiller-doyen à la chambre sociale, a mis en évidence l'influence croissante de la convention européenne des droits de l'homme. Certes, celle-ci n'a pour but que la protection des droits civils et politiques. Mais elle doison élargir le champ de la sphère économique et sociale des autres sphères, estime la Cour européenne. Qu'il s'agisse de la liberté d'expression dans ou hors de l'entreprise ou du respect de la vie privée du salarié, plusieurs articles de cette convention concernent directement le droit du travail. Pour M. Waquet, « la sphère du droit civil dans le droit social ne fait que se développer ».

Frédéric Lemaitre

Les accords salariaux favorisent les cadres en 1998

Les 35 heures pèsent sur les négociations

LA BAISSA du chômage depuis le début de l'année 1998 n'a pas eu d'effet sur les augmentations salariales accordées jusqu'à présent. Un bilan des négociations salariales dans les branches et les entreprises durant le premier semestre montre que la négociation a été faible, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, révèle une étude du ministère de l'Emploi (Premières synthèses 98-11, n° 48-1).

Alors que les branches ont prouvé d'un dynamisme dont on ne les soupçonnait pas sur le temps de travail - une vingtaine de branches a conclu des accords sur la loi Aubry -, les négociations salariales sont en retrait par rapport à 1997. Sur 214 branches de plus de 10 000 salariés, 42 branches seulement (soit 20 % du total) ont signé un accord, soit près de trois fois moins qu'en 1997 (115 branches). Par ailleurs, 14 branches seulement ont relevé leurs minima garantis, contre 75 il y a un an. Quand accord il y a, l'augmentation est plus faible qu'en 1997 : dans les branches qui ont des salaires minima garantis annuels, les augmentations accordées s'élèvent à 1,9 %, contre 2,4 % en 1997.

Dans les entreprises, la tendance est identique. Généralement, 70 % des accords salariaux le sont au premier semestre. Le ministère de l'Emploi ne donne pas le nombre d'accords signés dans les entreprises au premier semestre, mais estime qu'« un l'absence d'une forte reprise de la négociation salariale au deuxième semestre, l'année 1998 devrait se solder par une diminution de 15 % à 20 % du nombre des accords conclus en matière de salaires ». Comme dans les branches, lorsque négociation il y a eu, les augmentations sont plus faibles qu'en 1997. Au premier trimestre, l'augmentation moyenne par accord se situe à 1,9 %, contre 2,2 % auparavant. Cette moyenne tombe à 1,5 % pour les accords ne prévoyant que des augmentations générales uniformes, soit 0,4 % de moins qu'au premier trimestre 1997.

Ce bilan est à relativiser en fonction de l'inflation. Selon le ministère du travail, les gains de pouvoir d'achat se sont légèrement accrus :

ils passent de 0,3 % au premier trimestre 1997 à 0,4 % au premier semestre 1998 pour les augmentations uniformes seules, de 0,5 % à 0,7 % pour les augmentations individualisées seules. L'individualisation croissante des salaires favorise les cadres. Ceux-ci voient leur salaire s'accroître nettement plus vite au premier semestre 1998 (1,1 %) qu'au cours du premier semestre 1997 (0,7 %).

ATTENTION

Conséquence de la loi Robien : les accords de salaires n'entrent pas toujours dans les augmentations. Les gels de salaires représentaient 4 % des accords de salaires signés au premier trimestre 1997. Au premier semestre 1998, cette proportion est passée à 17 %. En incluant ces accords, la moyenne des augmentations totales accordées dans les accords d'entreprise s'établit à 1,5 % seulement contre 2,1 % en 1997. Le ministère de l'Emploi ne fait pas de lien entre la faiblesse des négociations et la loi Aubry sur les 35 heures. L'attentisme des directions pour lancer des négociations salariales en 1998 s'explique vraisemblablement par l'incertitude qui régnait au début de l'année sur les conditions dans lesquelles s'effectuera la réduction du temps de travail.

Jusqu'à présent, la grande majorité des accords d'entreprise sur les 35 heures prévoit soit un gel des salaires, soit une modulation salariale sur au moins deux ans. Ainsi, chez Legrand, une des rares grandes entreprises de la métallurgie à avoir conclu un accord, il est prévu pour 1998 et 1999 une enveloppe de 0,5 % pour les augmentations individuelles et le versement d'une prime exceptionnelle égale à 1 % du salaire brut, avec un minimum de 1 000 francs. En revanche, chez Eurodisney, un accord signé dans le cadre de la négociation sur les 35 heures par six syndicats sur sept prévoit une augmentation générale de 1,5 % et une augmentation individuelle de 1 % pour les salariés gagnant moins de 8 500 francs par mois.

F. Le.

La grève des contrôleurs de la SNCF est de moins en moins suivie

LES CONTRÔLEURS de la SNCF avaient reconduit, dimanche 29 novembre, leur mouvement de grève jusqu'au lundi 30 novembre à 10 heures dans seize des vingt-trois directions régionales que compte la compagnie. La circulation des trains était donc toujours perturbée lundi matin, avec de très fortes disparités selon les régions. En Ile-de-France, où la présence des contrôleurs n'est pas indispensable dans les trains de banlieue, le service était pratiquement normal, à l'exception de la ligne B du RER (Nord-Sud), où les conducteurs du dépôt de Mitry se sont mis en grève, « pour des raisons locales de roulement, du fait du passage au service d'hiver », précise la direction.

Les TGV Eurostar, Thalys, Nord-Europe et Bretagne ont été épargnés par la grève, les contrôleurs de ces régions ayant voté la reprise du travail dès samedi. Sur les lignes Atlantique et Sud-Est, deux TGV sur trois circulaient lundi matin, sauf sur Chambéry, où un train sur deux était en service, du fait, là-encore, d'une situation locale de grève des conducteurs. Quant aux TGV « transversaux » (provinces-province), ils étaient les plus touchés, avec un train sur trois en circulation. La SNCF a envoyé plusieurs centaines de cadres remplacer des contrôleurs en grève, la réglementation exigeant la présence d'un « agent de train » sur les grandes lignes.

Dans les seize régions concernées, les contrôleurs devaient se réunir en assemblées générales dans le courant de la matinée de lundi pour déterminer la suite à donner à leur mouvement. Les

syndicats, divisés, avancent sur des œufs, semblant hésiter sur la stratégie à suivre. La direction, elle, mise - pour l'instant - sur un relatif succès - sur un essoufflement, sinon un pourrissement, du conflit, et son cantonnement à la seule catégorie des contrôleurs.

CONCESSIONS

De fait, dimanche, le taux de grévistes chez les « ACT » (agents commerciaux de train) se situait aux alentours de 40 %, contre 47 %, la veille et 57 % vendredi. La direction a reconnu ce week-end « une reprise plus lente que prévu », mais elle rappelle les concessions faites aux contrôleurs - 540 nouveaux postes, 400 francs de prime par mois, un téléphone portable pour chacun des 9 400 agents, dont 40 % ont eu une promotion cette année - et estime qu'elle ne peut pas aller plus loin avec cette catégorie de cheminots sans mettre en cause les dix autres filières professionnelles de la SNCF.

Parallèlement, la direction refuse toujours d'ouvrir des négociations globales sur l'emploi, que réclame l'ensemble des syndicats, avant et en dehors du cadre des discussions sur les 35 heures, dont l'ouverture est prévue à partir du 16 décembre. Jeudi 3 décembre doit se tenir un comité central d'entreprise (CCE), mais il n'examinera pas le sujet principal : le budget 1999 de l'entreprise, qui sera discuté lors du CCE du 14 décembre.

Pascal Galtier.

* Pour toute information, contacter le 08-36-67-68-69.

Les mauvais resu

Robert Mardoch place l'Europe
au centre de son développement

سكنا من الأمل

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 1998

Les mauvais résultats obligent Groupe AB à changer de stratégie

Contraint de supprimer une centaine d'emplois après la perte de son contrat avec TF 1, le groupe de Claude Berda va enregistrer un nouveau déficit en 1998. Il tente un redressement en privilégiant son activité de diffuseur avec AB Sat et la chaîne RTL 9 aux dépens de la production

« ON NE PEUT PLUS être un producteur en France. Nous avons été les seuls à tabler sur des emplois stables. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence : ce n'est plus possible. » Par ce constat désabusé, Claude Berda, patron du Groupe B, annonce la préparation du premier plan social de ses sociétés. Cette réduction d'effectifs devrait entraîner le départ de plus d'une centaine de collaborateurs. L'objectif de la direction est de ramener les effectifs de 486 à 373 salariés. Toutes les activités du Groupe B seront touchées. Par son ampleur, cette vague de licenciements prend acte des nouvelles réalités du Groupe B.

Depuis la sévère révision à la baisse du contrat avec TF 1, à l'été 1997, la principale source de revenus d'AB s'est tarie. *Club Dorothée*, *Hélène et les garçons* et les autres sitcoms ont disparu de l'antenne de la Une. Manière de réajuster, seule subsiste encore la série *Les Vacances de l'amour*. Evincées de TF 1, les sitcoms d'AB Productions n'ont curieusement pas trouvé de place sur les autres chaînes. Cette vacance de l'antenne étonne Claude Berda : « Avec les audiences

qu'elles enregistraient, la question se pose de savoir pourquoi elles n'ont pas intéressé les autres télévisions. » Le choc de la rupture avec TF 1 s'est rapidement inscrit dans les comptes du groupe. A la fin de 1997, Groupe AB affichait une perte de 110,2 millions de francs contre un résultat net de 120,1 millions de francs un an plus tôt. Dans son rapport financier, le Groupe AB signalait une baisse de 13,6 % des revenus liés à la production : 389,1 millions de francs en 1997 contre 450,4 millions de francs en 1996. Un déclin attribué au moindre volume de programmes « jeunesse » et de sitcoms d'accès prime-time, vendus notamment à TF 1.

ÉVOLUTION NÉGATIVE

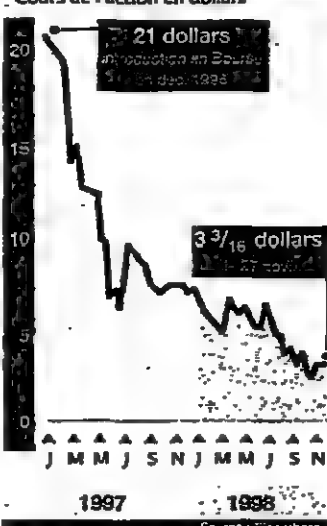
1998 ne devrait pas amener que de bonnes nouvelles pour Groupe AB. L'arrêt du *Club Dorothée* a affecté 90 % des programmes jeunesse fournis par AB Productions. « Nous avons essayé de développer un modèle de production audiovisuelle calqué sur l'exemple américain. Mais dans l'état de non-concurrence du marché français, cette tentative s'est ré-

velée impossible », regrette le patron de Groupe AB. Aujourd'hui, il mise sur une production moins intensive mais de qualité (*Navarro*, *L'instinct*, *Quoi numéro un*, etc.). Pour les six premiers mois de l'année, le groupe de Claude Berda a affiché une perte de 160,1 millions de francs contre 106,3 millions de francs lors de la même période, il y a un an. Au final, le trou se creuse. Groupe AB affiche, au premier semestre, un résultat négatif de 151,3 millions de francs contre un débours de 62,7 millions de francs pour les premiers six mois de 1997, soit une évolution négative de 141 %.

Toutefois, avant même de perdre le contrat avec TF 1, Claude Berda avait commencé de réagir. Outre le lancement de Berda-Françoise-Castro (BFC), filiale spécialisée dans le documentaire, et le rachat de la société de production Hamster, le bouquet AB Sat avait été mis sur orbite. Dans un premier temps, faute d'exclusivités, la plate-forme, concurrencée par CanalSatellite, puis TPS, n'a pas rencontré un franc succès. Pourtant les choses avaient démarré sous les meilleurs auspices. En décembre 1996,

Groupe AB

Cours de l'action en dollars



Groupe AB levait, à la surprise générale, plus de 1,2 milliard de francs à la Bourse de New York. Après l'annonce de la perte du contrat avec TF 1 et la communication des premiers résultats d'AB Sat, le titre a plongé. Intro-

duit fin 1996 à 21 dollars, il est coté aujourd'hui 3 dollars. La lente montée en puissance d'AB Sat pèse lourdement sur les comptes du groupe. L'an passé, les pertes opérationnelles du bouquet se sont élevées à 273,7 millions de francs contre 109,7 en 1996. A la mi-1998, le trou s'est un peu réduit : 103,3 millions de francs contre 124 pour les premiers six mois de 1997. Pour Claude Berda, AB Sat est un enjeu stratégique : « Il doit assurer le virage du groupe de producteur à 100 % au rang de diffuseur. » Grâce au bouquet, ajoute-t-il, « nous étions prestataires de services ; maintenant, nous sommes en train de gagner notre indépendance ».

Pour l'assurer, Groupe AB a acquis, en mai, la majorité du capital de RTL 9, première chaîne en audience du câble et du satellite. Fort de la nationalité luxembourgeoise de la chaîne, reconnue d'abord par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et, depuis jeudi 26 novembre, par le Conseil d'Etat, M. Berda prévoit d'asseoir la rentabilité de RTL 9 dès cette année grâce à la publicité pour des secteurs interdits aux télévisions françaises (édition, grande distribution,

etc.). La chaîne pourrait revendiquer une diffusion hertzienne nationale. « J'attends l'appel d'offres du CSA, annonce-t-il, car je pense qu'il y a beaucoup de place pour des chaînes hertziennes en France. »

Dans le sillage de RTL 9, AB Sat pourrait toutefois réduire la voilure. Les principales chaînes du bouquet ont rejoint deux options, *Passion* et *Découverte*, désormais commercialisées par TPS et CanalSatellite. Même si Claude Berda assure vouloir « continuer la commercialisation » autonome de sa plate-forme, il aurait tenté, il y a quelques semaines, de céder les deux répéteurs satellite assurant la diffusion du bouquet pour économiser 60 millions de francs par an. Les quatre chaînes cinéma du bouquet pourraient être reformattées et réduites en nombre. « Le projet est à l'étude », précise le patron de Groupe AB. Après la cession de la majorité du capital d'AB Sports à Pathé, « un partenaire puissant et international » (*Le Monde* du 7 novembre), Claude Berda « n'envisage pas d'autres ventes de chaînes ».

Guy Dutheil

Les radios jouent les bouquets satellitaires

FIP, Skyrock et Radio Nova jouent les pionnières sur CanalSatellite. A partir du mardi 20 décembre, le téléspectateur-auditeur pourra, en même temps qu'il écoute une chanson, obtenir, sur son téléviseur, le titre, le nom de l'interprète et le lieu de son prochain concert. Il pourra même demander les caractéristiques du disque et se l'offrir en passant par le ForumBoutique.

En quête d'innovations et de clients, CanalSatellite se lance dans les services associés pour quelques-unes des 55 radios qu'il diffuse déjà, parmi lesquelles celles du groupe Radio-France qu'il a en exclusivité. Selon les responsables de CanalSatellite, 70 % de leur million de foyers abonnés affirment écouter la radio sur le satellite. Un sondage BVA réalisé pour TPS indique que 45 % des abonnés de ce bouquet se branchent sur les stations de radio. « Cette technique donne accès à une discothèque d'un million de morceaux alors que, actuellement, les vingt radios les plus écoutées diffusent moins de 5 % du patrimoine musical », explique Pierre Bellanger, président de Skyrock et de Multiradios.

Ces techniques contraignent les radios à un important travail d'élaboration et de préparation

des données qu'elles souhaitent associer à leur musique. Généralement entrepris pour Internet, ce travail prend du temps et il est onéreux. Or, pour l'instant, la présence sur CanalSatellite ne leur rapporte rien.

En revanche, outre sa modernité et les multiples applications qu'il permet, l'intérêt de la diffusion par satellite est d'offrir une couverture nationale et internationale aux radios mal servies en fréquences hertziennes. C'est notamment le cas pour Le Mouf, la radio du service public destinée aux jeunes, dont la diffusion est pour l'instant limitée à 17 villes.

CanalSatellite ne gardera sans doute pas longtemps cette avance commerciale. Son concurrent, TPS, qui diffuse 17 radios, prépare, pour 1999, une offre de données associées pour les radios thématiques que l'on trouve dans son option à péage, Music Choice.

Par ailleurs, le bouquet Le SAT, diffusé dans 19 pays d'Afrique, vient d'annoncer que son bouquet de chaînes francophones en Afrique s'élargit de quatre radios : Africa à 1, RFI 1, Sport O'FM et Media Tropical.

Françoise Chivot

Rupert Murdoch place l'Europe au centre de son développement

« JE PENSE qu'il est devenu essentiel pour une compagnie internationale de suivre le mouvement de globalisation », a déclaré Rupert Murdoch, patron de News Corp, dans une interview, vendredi 27 novembre, au quotidien britannique *The Times*. Selon lui, « le développement de ses activités en Europe est « essentiel ». « Il faut aller là où est l'argent. et, sentiments mis à part, l'Europe représente 40 % du marché des médias, les États-Unis 40 % et le reste du monde 20 % ». Pour s'implanter sur le Vieux Continent après maints échecs, Rupert Murdoch table sur News Corp Europe (NCE), nouvelle société présidée par Letizia Moratti, ex-présidente de la RAI. « Une société européenne avec un visage européen et des partenaires européens est le seul moyen d'avancer », a-t-il ajouté. A terme, NCE pourrait ouvrir son capital à des investisseurs tels l'allemand Springer ou l'italien Rizzoli.

■ **PRESSE :** *Science et Vie Découvertes* est un nouveau mensuel d'éveil pour les 7-11 ans lancé par le groupe Excelsior. Enfant de *Science et Vie*, le magazine leader en Europe de la presse scientifique, et petit frère de *Science et Vie Junior*, destiné aux 12-15 ans, il s'adresse aux enfants du primaire afin de leur faire découvrir, de façon ludique, l'esprit scientifique. Abondamment illustré sur 52 pages, le premier numéro est sorti, vendredi 27 novembre, mais les suivants paraîtront tous les premiers mercredis de chaque mois (25 francs).

■ Le premier numéro de *Premier emploi* vient de paraître. Ce mensuel de la société Jeunes Editions, vendu 18 francs, propose 24 pages de rédactionnel et 36 pages d'annonces, consacrées au premier emploi.

■ Le mensuel *Gagner* fait son apparition dans les kiosques. Lancé par l'éditeur Patrick Levisse et la société TEC, spécialisée dans l'échange marchandise, le magazine propose de nombreux cadeaux. Vendu 15 francs, il vise une diffusion de 200 000 exemplaires.

Le voyage des sens.

JAÏPUR
HOMME



B
BOUCHERON
PARIS

BOUCHERON PARIS 20, PLACE VENDÔME - 75, RUE DES SAINTS-PÈRES

BOUCHERON PARIS 20, PLACE VENDÔME - 75, RUE DES SAINTS-PÈRES

BOUCHERON PARIS 20, PLACE VENDÔME - 75, RUE DES SAINTS-PÈRES

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 30 NOVEMBRE

Liquidation : 23 décembre

Taux de report : 3,63

Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd. Derniers cours

% variation 31/12 (1)

ANP (T.P.) 989 989 +0,10

CLY (T.P.) 918 918 +0,10

Renault (T.P.) 1146 1146 +0,08

Thomson SA (T.P.) 980 980 +0,08

Accor 1282 1282 +0,08

AGF 336 336 +0,08

Alcatel 995 995 +0,08

Alstom 142 142 +0,08

Altran Techno. 1330 1330 +0,08

Aon CA 1290 1290 +0,08

Asi 750 750 +0,08

Banque Paribas 785 785 +0,08

Banque de France 396 396 +0,08

BIC 363 363 +0,08

BILP 575 575 +0,08

Bollore Techno. 1091 1091 +0,08

Bongrain 245 245 +0,08

Boygues 1145 1145 +0,08

Boygues Oils 153,80 153,80 +0,08

Butel 45,35 45,35 +0,08

Canal+ 1360 1360 +0,08

Cap Gemini 888 888 +0,08

Carrefour 294 294 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

Casino Goldchad 546 546 +0,08

PARIS

+0,48%

CAC 40 : 3969,75

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

De Dietrich

COLOMBES

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

399 399 +0,08

SPORTS Après la loi sur le dopage, l'autre grand projet de la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, la loi sur le sport, tarde à voir le jour en raison

d'un calendrier parlementaire chargé. ● **DANS UN ENTRETIEN** accordé au *Monde*, la ministre dévoile les grandes lignes de son projet dont elle espère qu'il sera adopté avant

Fété 1999. ● **INQUIÈTE** de l'influence grandissante de l'argent dans le mouvement sportif, investit principalement par les grands médias audiovisuels internationaux, M^{me} Buffet

veut en réguler l'usage et en faire profiter l'ensemble de la communauté sportive. Elle est fermement opposée à l'entrée en Bourse des clubs. ● **LA FISCALITÉ** des clubs et joueurs

professionnels devrait faire l'objet d'aménagements afin de faire face à la concurrence des clubs étrangers, et d'éviter l'exil des meilleurs représentants.

Marie-George Buffet refuse l'entrée en Bourse des clubs sportifs

Dans un entretien au « Monde », la ministre de la jeunesse et des sports révèle les grandes lignes de son projet de loi sur le sport. Trois objectifs : réguler l'afflux de l'argent, maintenir le secteur professionnel dans le mouvement sportif, encadrer face à une pratique de plus en plus populaire et diversifiée

« Pourquoi une nouvelle loi sur le sport ? »

« La dernière loi, celle d'Edwige Avice, date de 1984. Elle reste très juste dans ses fondements, mais le sport a connu une mutation telle qu'elle ne nous permet plus de faire face aux réalités d'aujourd'hui. Les pratiques sportives se sont transformées. On fait du sport à tout âge, des bébés nageurs aux activités physiques dans les maisons de retraite. Des sports nouveaux apparaissent spontanément, comme le roller ou le foot en salle. La première question est donc : comment le mouvement sportif peut-il répondre à une telle diversité ? »

Deuxième changement fondamental : l'arrivée massive – et qui s'accroît – de l'argent. Il faut se donner les moyens de réguler cet afflux, éviter que la seule loi du profit dicte ses règles, et faire en sorte que l'argent irrigue l'ensemble du mouvement sportif. Enfin, troisième question : le sport professionnel doit-il rester au sein du mouvement sportif – c'est ma conviction – ou bien doit-on le laisser dériver vers l'entreprise de spectacle ? Voilà les enjeux qui justifient la définition d'un nouveau cadre législatif.

« Actuellement, les formes juridiques des clubs sportifs interdisent aux éventuels investisseurs de percevoir des bénéfices. Votre projet de loi envisage-t-il la possibilité

pour les clubs de se constituer en sociétés anonymes ? »

« Nous avons décidé de donner un rôle moteur à l'association sportive. C'est à partir d'elle que nous prendrons en compte les situations qui se présentent. Le petit club qui, de temps en temps pendant l'année, exerce une activité lucrative parce qu'il a besoin de faire rentrer de l'argent, celui-là, il faut le laisser tranquille dans les structures existantes. Il y a d'autres associations qui ont une activité économique lucrative permanente. Il faut qu'elles puissent se donner les moyens de gestion appropriés, donc de créer une filiale. Celle-ci pourra prendre la forme d'une société anonyme, qui redistribuera des dividendes. Mais mon intention n'est pas de les pousser systématiquement vers cette solution. Toutes, d'ailleurs, ne le souhaitent pas. Nous conserverons la solution SEM (société d'économie mixte) pour ceux qui le souhaitent. Nous cherchons encore à définir une autre solution, intermédiaire, permettant la création d'une filiale qui ne redistribue pas de dividendes. Le projet de loi laissera le choix ouvert. »

« La SA pourrait-elle entrer en Bourse ? »

« Je ne le souhaite pas. Les risques d'OPA plus ou moins sauvages sont trop importants. Il est à craindre aussi que les jeux boursiers influent sur les résultats sportifs, ce qui n'est sou-



MARIE-GEORGE BUFFET

haitable pour personne. L'éthique doit prévaloir. C'est pour cela que nous souhaitons imposer un autre garde-fou : interdire à un même entrepreneur de posséder plus d'un club dans une même discipline.

« Le refus d'entrée en Bourse est-il irrévocable ? »

« Pour moi, il l'est. Quand on regarde à l'étranger les résultats des clubs qui ont franchi le pas, on peut s'interroger. En Grande-Bretagne, les clubs qui s'en sont bien tirés se comptent sur les doigts d'une main.

« Pourtant, certains clubs français estiment ne pas avoir les moyens de lutter à armes égales au niveau européen ? »

« Quand on regarde les résultats de la Ligue des champions ces dernières années, on ne peut pas dire que nos clubs soient pénalisés. Mais il est vrai que les questions du statut des clubs et de la maîtrise de

l'argent dans le statut professionnel ne pourront se satisfaire d'une réponse franco-française. Quand on voit certaines dérives dans d'autres pays, on peut effectivement parler de concurrence déloyale. Là, il y a des réponses à trouver au niveau européen, et même au-delà.

« Certains patrons de club reprochent déjà au projet de loi d'instiller trop d'État dans le sport... »

« C'est tout le contraire. Je veux donner au mouvement sportif les moyens de répondre aux attentes contemporaines de la pratique sportive. Bien sûr, certains clubs souhaiteraient un virage vers le tout-libéral. Ils aimeraient, à la limite, sortir du mouvement sportif. C'est l'idée de la Superligue de football, qui regrouperait les clubs les plus riches. Mais ils ne constituent qu'une infime minorité. Il faut être lucide. Combien de clubs français intéresseraient des actionnaires en Bourse ? Quatre ou cinq au maximum, et encore. La plupart des autres n'auraient plus les moyens de vivre. Il faut conserver la relation entre les collectivités publiques et un mouvement sportif indépendant, sinon, on dit tout de suite à la Superligue... »

« Pensez-vous que la Superligue soit encore d'actualité ? »

« Sous une forme ou sous une autre, oui. Regardez ce qu'est en train de construire l'UEFA... Voyez les accords qui se nouent

dans les médias. Le sport est un enjeu majeur dans la construction de ce nouveau paysage médiatique.

« La loi Pasqua prévoyait la disparition progressive des subventions aux clubs. Allez-vous les autoriser à nouveau ? »

« Oui, nous allons faire en sorte que, dès l'année prochaine, il y ait maintien des subventions publiques. Au-dessous de 2,5 millions de francs de masse salariale, il n'y aura pas de limitation. Ensuite, nous allons prévoir trois tranches, avec un plafonnement échelonné de la subvention des collectivités territoriales. Il sera prévu un conventionnement précis afin que l'argent public ne serve pas, par exemple, à acheter des joueurs. Il doit être utilisé pour le développement de la vie associative des clubs et pour la formation.

« Le précédent gouvernement envisageait des mesures fiscales pour inciter les sportifs de haut niveau à rester en France. Poursuivez-vous cette idée ? »

« Nous réfléchissons à un aménagement fiscal permettant aux sportifs de se constituer un pécule pour l'avenir. Nous soumettrons une série de propositions en ce sens en conseil interministériel. La situation, c'est vrai, est inquiétante dans certains sports. En tennis, parmi les quinze premiers Français sur la liste ATP, très peu résident encore en France. Il faut imaginer des mesures fiscales qui ne soient pas des cadeaux, mais qui tiennent compte de la durée réduite d'une carrière sportive. On pourrait se rapprocher du statut des artistes.

« La France est connue pour la qualité de ses centres de formation. Que faire pour éviter qu'ils ne soient pillés ? »

« Pour l'instant, nous travaillons sur la bonne formule. J'ai deux soucis. D'abord ceux qu'on appelle les « intermédiaires » et qui vivent du transfert des joueurs. Peut-on trouver au niveau de la loi le moyen d'imposer à ces personnes un code de conduite ? La aussi, la loi française n'aura un sens que s'il y a réflexion au niveau international. Moi, j'ouvre le débat. Deuxième point sensible : les transactions commerciales sur les mineurs. Il convient, et le commissaire européen Oreja en est d'accord, que les sportifs et sportives ne fassent pas l'objet d'achats et de ventes. C'est une question qui relève d'une manière générale de la protection

de l'enfance.

« N'êtes-vous pas tentée de favoriser la pratique sportive populaire au détriment de la compétition de haut niveau ? »

« Pas du tout ! Je refuse les discours « basistes » où il n'y aurait que le sport dans le petit club local qui serait sain, noble. Certes, il faut augmenter le nombre de pratiquants et développer l'accès au sport dans certaines zones sous-équipées. La pratique féminine ou celle de personnes handicapées est également brisée dans certaines disciplines. Le haut niveau aura toujours besoin de la pratique amateur : des joueurs comme Zidane et autres ont tous débuté dans de petits clubs gérés par des bénévoles. Mais la pratique amateur a aussi besoin de l'exemple du sport de haut niveau : lorsque des milliers de gamins et de gamines veulent s'inscrire dans un club de foot, c'est parce qu'il y a eu l'exemple de la Coupe du monde. Je ne vois pas vraiment au nom de quoi il faudrait considérer l'esprit de compétition comme quelque chose de bonheux... »

« Et l'éternelle question du sport à l'école ? »

« On l'a bien perçue dans les revendications du mouvement lycéen : il y a une demande de pratique sportive à l'école. Avec le ministère de l'Éducation nationale, nous travaillons sur ce dossier. Je crois qu'il y a une volonté commune. De notre côté, à la jeunesse et aux sports, nous devons aussi reconsidérer nos formations. Nous avons besoin de formations très qualifiées et, en même temps – les clubs, les communes le réclament –, plus transversales, qui permettent de répondre à des problèmes nouveaux. Les dérives de la société pénètrent dans le sport : il faut pouvoir y faire face.

« Le calendrier législatif du Parlement est actuellement surchargé. L'examen du projet de loi, déjà plusieurs fois reporté, est impatiemment attendu par le monde sportif. Quand espérez-vous aboutir ? »

« Je souhaiterais faire une première communication en conseil des ministres en décembre et qu'on puisse commencer le débat parlementaire en 1999. Nous avons encore du travail et beaucoup de concertation à mener. Mais nous avons bien avancé. »

Propos recueillis par Jacques Buob et Benoît Hopquin

Un long chantier

● 1984 : loi Avice, instaurant la possibilité pour les clubs de se transformer en SAOS, société anonyme à objet sportif.

● 1996 : Guy Druet lance un chantier pour réformer les structures sportives.

● 1997 : Marie-George Buffet initie sa propre loi sur le sport.

● Novembre 1997 : lors des assises du football, la ministre annonce que les clubs pourront se constituer en SA, comme le demandait la Ligue nationale de football (LNF).

● 1998 : prévu d'abord pour aboutir en mai, le projet de loi sera retardé, achoppant notamment sur la possibilité ou non de laisser les clubs entrer en Bourse. Puis sa présentation sera repoussée plusieurs fois, à l'automne, en raison de la surcharge des calendriers, tant du conseil des ministres que du Parlement.

A la City, les clubs anglais ont moins la cote

LE FOOTBALL ANGLAIS est le plus riche du monde. Mais est-il le plus solide ? Le « Bilan annuel sur les finances du football », publié par le cabinet Deloitte and Touche, s'interroge. Ce cabinet d'audit indépendant publie chaque saison un très attendu état du foot en Angleterre. Initiée au milieu des années 80, l'entrée en Bourse des clubs dans le royaume a au moins eu cet avantage d'obliger à une transparence des comptes qui fait encore largement défaut de ce côté-ci de la Manche.

« Vivre au-dessus de ses moyens est devenu la règle plutôt que l'exception pour la plupart des clubs anglais », note Gerry Boon, le responsable du rapport. Cette situation ne peut durer éternellement. « Deloitte and Touche constate l'écart grandissant entre les clubs riches et les autres. Les cinq premiers clubs de la « Premier League » (division 1 anglaise) ont enregistré un chiffre d'affaires conjoint supérieur à celui des 72 autres clubs de la ligue professionnelle (qui compte quatre divisions en Angleterre).

La croissance de ce sport est

pourtant phénoménale. Depuis cinq ans, elle se situe aux environs de 20 % par an. En 1996-1997, dernière saison considérée, elle était de 31 %. Le chiffre d'affaires du football anglais atteint près de 6,5 milliards de francs, ce qui en fait le plus important du monde. Les recettes de la division 1 anglaise sont ainsi deux fois plus élevées que celles de son homologue française.

PERTES D'EXPLOITATION

Mais les pertes avant imposition, si elles sont en diminution, frisent cependant les 400 millions de francs. Les salaires, en augmentation moyenne de 27 %, et le coût des transferts – près de 1 milliard de francs sont dépensés pour acheter des joueurs étrangers – engouffrent l'essentiel des revenus.

Jusqu'à présent, les droits de retransmission payés par BSkyB, la chaîne à péage de Rupert Murdoch, les sommes investies par quelques milliardaires et l'argent retiré de l'introduction en Bourse ont permis de maintenir globalement le navire à flot. « Les res-

sources traditionnelles de financement des pertes d'exploitation des clubs se tarissent », note pourtant Gerry Boon. « Dans l'ensemble, la City a montré une baisse d'intérêt à l'égard de l'investissement dans le football », poursuit le rapport. Au 30 juin 1998, seules les actions de Manchester United, Sunderland et Charlton Athletic étaient plus élevées qu'un an auparavant. Encore certains cours se retrouvent-ils dopés par les rumeurs d'OPA.

Deloitte and Touche s'inquiète surtout d'une dangereuse surenchère. Seule la division 1 s'avérant rentable – encore que plusieurs clubs y soient déficitaires –, les équipes des divisions inférieures déboursent sans compter pour accéder au plus vite à cet échelon vital économiquement. « Des stratégies de survie, des mesures de partage de frais généraux, des fusions de clubs et d'autres dispositions similaires doivent aujourd'hui être le mot d'ordre pour de nombreux clubs de la Ligue de football anglaise », estime Gerry Boon.

B. H.

FONDATION VIVENDI, L'EMPLOI COMMENCE PRÈS DE CHEZ VOUS



Les fleurs sur les balcons de Paris font aussi pousser les emplois

La fondation VIVENDI accorde une subvention de 100 000 francs. L'association "Jardinage service" permettra aux balcons et terrasses de se faire une beauté... et à des chômeurs de longue durée de retrouver une activité. L'aide de la fondation VIVENDI a été sollicitée pour financer l'achat de véhicules. Cette initiative permettra, dans un premier temps, de créer trois postes. Vous avez un projet social utile ? Écrivez-nous. Si votre démarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons comment aller plus loin.

Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08

fondation
VIVENDI

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain
belle assurance de

Le Paris-Saint-Germain met à mal la belle assurance de l'Olympique de Marseille

Les Parisiens obtiennent au Stade-Vélodrome le match nul (0-0) qu'ils étaient venus chercher

Des Marseillais tenus en échec à domicile (0-0) par le Paris-Saint-Germain, des Bordelais vainqueurs (1-0), chez eux, de Lens, et voilà le cham-

pionnat de France de première division qui change à nouveau de leader. Les Girondins de Bordeaux ont repris le commandement de la

compétition avant la dix-septième journée, qui les verra se déplacer à Lyon, jeudi 3 décembre, tandis que l'OM, deuxième, se rendra à Auxerre.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
Roland Courbis a l'ouïe fine. Trop fine en ce dimanche 29 novembre, où les crieurs des chants paillardiers émanant des vestiaires visiteurs lui ont définitivement gâché la soirée. Pour calmer la déception du match nul (0-0) concédé face au Paris-Saint-Germain, l'entraîneur marseillais avait troqué sa fado contre le sarcasme. Une fois, deux fois, trois fois, il reprenait l'antienne : « Si le PSG se satisfait de rester à quatorze points de l'OM, c'est son problème. Je préfère être à notre place et je tiens à rassurer le public parisien : quand nous viendrons au Parc des Princes le 5 avril 1999, nous essaierons de l'emporter, ce qui donnera un spectacle plus attrayant que ce soir. »

C'est peu dire que Courbis a modérément apprécié le schéma tactique ultradéfensif concocté par son collègue du PSG, Artur Jorge. « Pour gagner un match de football, c'est comme au Loto, il faut d'abord acheter un billet », ironisait le technicien marseillais, qui ne pourra pas plaider la surprise tant les intentions parisiennes étaient lim-

pides. Il ne pouvait pas davantage ignorer l'histoire de ces confrontations Nord-Sud qui se résument depuis une décennie à de languissantes parties d'échecs avec des réajustements de comptes sur la pelouse et dans les tribunes.

L'édition 1998-1999 n'aura pas été la plus sinueuse, si on fait abstraction du pétard qui a touché le Parisien Grégory Paisley et du décalage de balles de tennis qui s'est abattu dans la surface du PSG, retardant le coup d'envoi de six minutes. Aucun joueur n'a été exclu par l'arbitre, Stéphane Bré, qui a distribué huit cartons jaunes (trois pour l'OM, cinq pour le PSG) et sifflé quarante-quatre coups francs (dix-huit contre l'OM, vingt-six contre le PSG).

Si les Marseillais ont cédé leur première place au classement à Bordeaux au terme de cette seizième journée de championnat, ils le doivent à leurs propres insuffisances, même si la transversale et le poteau ont secouru les Parisiens à deux reprises sur des tirs de William Gallas et Florian Maurice. Maladroits au moment du geste final et transclus dans l'ébauche des offensives, les vedettes marseillaises ont facilité la tâche de leurs adversaires. « Physiquement, nous sommes actuellement épuisés en raison de l'accumulation des matches », plaide le libero-capitaine de

l'OM, Laurent Blanc. En fait, la lassitude est surtout mentale, comme si les prédictions des observateurs, celle de l'entraîneur lensois Daniel Lecercq en particulier – « L'OM finira avec quinze points d'avance sur le deuxième », a-t-il récemment pronostiqué –, bidaient la spontanéité de la « dream team » marseillaise. La fébrilité fort peu olympienne des joueurs s'est déplacée sur le banc de touche, où Roland Courbis règne tel un imperator vengeur. Rares sont les interventions arbitrales contraires aux conceptions phocéennes qui échappent à un geste désabusé ou à un commentaire acerbe. Courbis n'est certes pas un précurseur de la technique de déstabilisation du corps arbitral, mais son ralliement à ce procédé désolant témoigne de la pression négative qui s'est emparée des esprits.

COMPARAISON DÉFAVORABLE

Plus que tout autre, l'entraîneur marseillais, rallié par ses censeurs pour n'avoir jamais rien gagné, se retrouve en première ligne cette saison. La conquête du titre de champion de France lui est réclamée comme un dû compte tenu de l'extraordinaire qualité de son effectif. Son président, Robert Louis-Dreyfus, n'est pas le dernier à lui rappeler ses responsabilités. Si l'OM ne terminait qu'à la troisième

place, « ce ne sera pas à cause d'un mauvais choix de joueurs », a-t-il confié dans un entretien publié par le quotidien *L'Équipe* dimanche. Une manière comme une autre de souligner que le recrutement effectué à l'intersaison pour plus de 200 millions de francs ne peut qu'induire un nouveau couronnement national.

La logique capitaliste ne supporte pas d'impair. Avant de rappeler cette évidence, le patron-mécano de l'OM a peut-être analysé de près la trajectoire de son équipe depuis le début du championnat. Il aura alors relevé les absences de l'OM face aux clubs établis dans le premier tiers du classement. Les Marseillais ont concédé le nul à domicile devant le premier (Bordeaux), le troisième (Rennes) et le sixième (Paris-SG). À l'extérieur, ils ont été battus chez le cinquième (Lyon). Seul le quatrième (Monaco) s'est incliné (0-1), à l'ultime minute, au Stade-Vélodrome.

À l'inverse, les Bordelais ont bien négocié leurs matches au sommet avec des succès au Parc Lescure devant le PSG et Rennes, une victoire à Monaco et un nul à Marseille en attendant le déplacement à Lyon, jeudi 3 décembre. Roland Courbis n'a pas fini de tirer nerveusement sur ses cigarettes.

Elie Barth

Dans les tribunes, des balles jaunes et des drapeaux multicolores

MARSEILLE
de notre envoyé spécial
« Paris, Paris, entends-tu ? » Il est 20 h 27 dans les travées du virage nord du Stade-Vélodrome. L'heure d'apostropher la capitale. De bien lui dire que tout Marseille est là. La tribune ressemble au pont d'un navire surpeuplé et tanguant. Quelques vigies émergent de la foule et battent la cadence. On les appelle les « leaders ». Micro à la main, ils lancent les slogans et font démarquer les airs connus. Chacun représente un groupe de supporters. Tout à l'est se trouvent les Yankees, les plus nombreux. À côté sont installés les Dodgers. Un peu plus loin se situe le territoire des MTP, abréviation de Marseille trop puissant.

Les MTP ne sont pas les moins actifs. Leur chef, le bien célèbre « Pépé », torse nu et comme hiver, à domicile comme en déplacement (fut-ce à Moscou, comme il y a quelques années en Coupe d'Europe), est un tchatcheur né. Rien ne saurait refréner son débit. Le match contre Paris est le plus important de la saison. Qu'importe si le PSG, situé à quatorze points derrière l'OM, n'est pas l'adversaire le plus redoutable, sportivement. PSG signifie Paris.

Et donc tout son cortège de haines re-

cuites, d'incompréhensions mutuelles, d'aversion ancestrale. Le coup d'envoi est donné avec quelques minutes de retard parce que des balles de tennis ont été lancées sur la pelouse par le virage sud, sans doute pour protester contre l'annulation du concert que devait donner à la mi-temps le groupe de rap IAM, jugé « trop marseillais » par la Ligue de football. Tribune nord, personne n'a rien vu. Les seules nouvelles émanant de l'autre virage – fief des Ultras et des Winners – arrivent via le média le plus ancien qui ait été offert à l'homme, sa voix.

MIÈME JEAN-BOUIN S'ENCOMBRE

« Aux armes ! », s'époumone le sud. « Aux armes ! », lui répond le nord. « Nous sommes les Marseillais ! », entonne le sud. « Nous sommes les Marseillais ! », reprend le nord. « Et nous allons gagner ! » Des drapeaux du Maroc, de la Jamaïque, de l'Afrique du Sud, flottent au milieu des traditionnelles écharpes blanc et bleu. « Marseille, capitale du monde ! », clame un tee-shirt. « Marseille belle et rebelle ! », dit un autre. De sinistres « Ahrrr » sont poussés à chaque fois que le PSG est en possession du ballon. On se croirait à la projection d'un film d'épouvante dans lequel Bernard Lama, le Parisien le plus

sifflé, serait Nosferatu. La section féminine des MTP – appelée les Gogoles – n'est pas la plus avare de lazzi.

A quelques minutes du repos, un pétard explose sur la pelouse, créant de l'agitation du côté des bancs de touche. Le projectile a été lancé depuis la tribune Jean-Bouin, domaine des VIP et autres « bourgeois ». « Un pétard à Jean-Bouin ! C'est pas possible ! », s'exclame-t-on, virage nord.

Au retour des joueurs sur la pelouse, le « ti-fo » (l'animation) reprend. Une rengaine célébrant les vertus du cannabis s'échappe des rangées. L'Italien du PSG, Marco Simone, se fait insulter dans sa langue maternelle. Celui de l'OM, Fabrizio Ravanelli, est accueilli sur l'air de son hymne national. Les attaquants phocéens repartent de plus belle. Mais ne marquent pas. « Alors vous nous le mettez, ce but ? », s'impatiente « Pépé ». Une balle piquée de Robert Pires est sauvée sur la ligne. Les derniers espoirs phocéens s'évaporent. Au coup de sifflet final, la foule s'écroule. Une partie des MTP décide de se retrouver au Noma's Land, un squat artistique du côté de la Joliette. On y refait le match jusque très tard dans la nuit, pour le gagner.

Frédéric Potet

Les Girondins de Bordeaux reprennent la tête du championnat

DEVANT près de 30 000 spectateurs réunis au Parc Lescure, dimanche 29 novembre, en fin d'après-midi, les Girondins d'Elie Baup ont réalisé une belle opération en venant à bout du RC Lens, champion de France en titre, grâce à un but signé Johan Micoud (60^e minute). Visiblement fatigués après leur splendide victoire obtenue quatre jours auparavant sur la pelouse de Wembley face à Arsenal en Ligue des champions, les Lensois ont souffert.

Bien organisée en 4-4-2, la formation girondine a trouvé depuis le début de la saison un style cohérent et possède quelques joueurs capables de faire basculer un match, comme le gardien Ulrich Ramé, l'attaquant Sylvain Wittord, meilleur buteur du championnat avec dix buts, et surtout les remarquables passeurs que sont Ali Benarbia et Johan Micoud. L'entente entre ces deux joueurs est à la base des excellents résultats bordelais.

Face à Lens, c'est encore l'ancien monégasque Ali Benarbia qui, d'une longue passe, a trouvé Johan Micoud, auteur d'un nouveau lob victorieux et de son quatrième but de la saison. Seul point noir de la soirée pour les Bordelais : l'expulsion du défenseur international yougoslave Nisa Saveljic.

« Nous ne sommes pas aussi bien classés par hasard. Bordeaux pos-

Le championnat de France de football de D1

ÉQUIPES		CLASSEMENT								
		Points	V	N	D	Buts	Différence			
Marseille-Paris-SG		0-0								
Bordeaux-Lens		1-0	1	Bordeaux	38	16	12	2	+20	GGNGG
Rennes-Nantes		2-3	2	Marseille	37	16	11	4	+18	GGGPP
Bastia-Lyon		4-1	3	Rennes	27	16	8	3	+5	GGNPP
Le Havre-Auxerre		2-1	4	Marseille	24	16	7	3	+6	PGPPN
Strasbourg-Monaco		1-1	5	Lyon	24	16	8	4	+5	PGHPG
Toulouse-Sochaux		1-1	6	Paris SG	23	16	6	5	+5	HNNGG
Lorient-Nancy		0-1	7	Bastia	23	16	7	2	+4	GGGPN
Metz-Montpellier		3-1	8	Nantes	23	16	6	5	+1	HPNPP
			9	Auxerre	22	16	6	4	-1	GGPNP
			10	Montpellier	21	16	6	3	0	GGGPP
Les canchans			11	Strasbourg	21	16	5	6	-1	PGGNM
			12	Lens	20	16	6	2	-8	PGGPP
			13	Nancy	20	16	5	5	-2	GGNGG
1 Lorient		0 21	14	Metz	18	16	4	6	-5	GGNPP
3 Auxerre		0 28	15	Le Havre	15	16	3	8	-7	GNPPP
16 Sochaux		4 34	16	Sochaux	14	16	3	5	-17	PGNNN
17 Lorient		5 35	17	Toulouse	12	16	2	6	-14	PPNPP
18 Bastia		7 46	18	Lorient	11	16	2	5	-13	PPPGP

LES ATTAQUES : 1 Bordeaux 32 buts • 2 Marseille 30 buts • 3 Montpellier 28 buts.
LES DÉFENSES : 1 Marseille, Bordeaux 12 buts • 2 Paris-SG 13 buts • 3 Strasbourg 15 buts.
LES BUTEURS : 1 Wittord (Bordeaux) 10 buts • 2 Maurice (Marseille), André (Bastia) 9 buts.

17^e JOURNÉE : Jeudi 3 décembre : Auxerre-Marseille, Lyon-Bordeaux, Monaco-Nancy. Vendredi 4 décembre : Paris-SG-Toulouse, Nantes-Bastia, Lens-Strasbourg, Metz-Rennes, Montpellier-Le Havre, Sochaux-Lorient.

sède la meilleure attaque, la meilleure défense, le meilleur buteur et le meilleur passeur du championnat », rappelait Johan Micoud pendant que son entraîneur, Elie Baup, ajoutait : « L'équipe prend

de plus en plus confiance en son jeu. » L'écart entre le duo de tête Bordeaux-Marseille et le reste des équipes est impressionnant. Bien que battus à domicile par le

FC Nantes (2-3), les Rennais de Paul Le Guen sont toujours troisièmes du classement. Mais à onze longueurs des Bordelais et dix des Marseillais. En revanche, les Rennais comptent trois points d'avance sur l'AS Monaco, qui a ramené un point de son déplacement à Strasbourg (1-1), et Lyon, sévèrement battu (4-1) à Bastia. Depuis l'arrivée aux commandes de Laurent Fournier, l'équipe corse a réalisé un parcours remarquable, empochant treize points en sept rencontres. « Depuis le début de la saison, une qualification européenne est l'objectif clairement avoué », a rappelé François Nicolai, président du Sporting Club de Bastia.

Avant la dix-septième journée (jeudi 3 et vendredi 4 décembre), quatre points seulement séparent l'AS Monaco, quatrième du classement, de Nancy, treizième. Si la lutte pour le titre se limite à deux équipes, la course à l'Europe s'annonce particulièrement disputée. Et le public semble apprécier cette situation puisque, en dépit de températures peu clémentes, près de 20 000 spectateurs de moyenne (19 414) ont assisté aux neuf ren-

A. Ct

UN FILM DE SHOHEI IMAMURA KANZO SENSEI (D^R AKAGI)



LE STUDIO CANAL présente
en association avec COME DES CINÉMAS
et CATHERINE DUSSART PRODUCTIONS
« KANZO SENSEI » de Shohei Imamura
avec AKIRA EMOTO KUNIO ASO JACQUES GAMBLIN
MASAHITO SERA JIRO KARA KEIJO MATSUZAKI
MASATO IBO SHOUJI OZAWA MISA SHIMIZU
réalisé par SHOHEI IMAMURA et DAISUKE YENGAH
D'après l'œuvre originale de ARIO SAKAGUCHI
scénario par FISSA LIMO et YASUO MATSUDA
montage YUSUKE YAMASHITA musique SHIGERU KOMATSUBARA
titres YUICHI YAMAHARA et KOICHI BENITANI
costumes HISAO INAGAKI montage HAJIME OKAYASU
montage final SHIRO KUBOYAMA
réalisé par IMAMURA PRODUCTIONS TOEI TOHOKU SHINSHA
NAGOYA SHOTEN
JAL
LESTUDIO CANAL
AFMD

SORTIE LE 2 DÉCEMBRE

شاهين

Slalom d'Aspen : Sébastien Amiez dauphin de Thomas Stangassinger

UNE SEMAINE après le sacre de son compatriote Pierrick Bourgeat dans le slalom d'ouverture de Park City (Etat-Unis), le Français Sébastien Amiez, vice-champion du monde et vainqueur de la Coupe du monde de la discipline en 1996, a pris, dimanche 29 novembre, la deuxième place du slalom d'Aspen (Etat-Unis). Vingt-deuxième après la première manche, Sébastien Amiez, pourtant parti avec le dossard n° 9, a pris tous les risques lors de son deuxième passage pour terminer à 26 centièmes de l'Autrichien Thomas Stangassinger, qui a « su gérer son chrono » et décrocher ainsi la neuvième victoire de sa carrière. Le Norvégien Tom Stiansen a pris la troisième place. Au classement de la Coupe du monde de la spécialité, Thomas Stangassinger, champion olympique en slalom de Lillehammer (1994), a revêtu le dossard rouge de leader, avec 136 points, devant le duo français composé de Pierrick Bourgeat (126), 10^e à Aspen, et Sébastien Amiez (120).

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : la Fiorentina, auteur d'un précieux match nul (0-0) à Bari, a conforté sa place de leader du championnat d'Italie en profitant des cinglantes défaites de la Juventus à Bologne (0-3) et du Milan AC à Parme (0-4), dimanche 29 novembre, lors de la 11^e journée. Dans le derby romain, la Lazio et l'AS Rome, troisième avec 19 points, n'ont pu se départager (3-3).

■ **Aston Villa**, leader du championnat d'Angleterre, a obtenu le match nul (2-2) à Nottingham Forest, samedi 28 novembre, lors de la 15^e journée. Au classement, Manchester, grâce à sa victoire sur Leeds (3-2), se rapproche à un point, et West Ham, victorieux à Tottenham (2-1), prend la troisième place. Arsenal, quatrième, a réalisé une nouvelle contre-performance à domicile face à Middlesbrough (1-1).

■ **Caen et l'AC Ajaccio**, clubs de deuxième division, ont été éliminés, samedi 28 novembre, dès leur entrée en Coupe de France, au septième tour de la compétition. Les Corses ont été défaits 2-1 après prolongation, par Revel (DH), et les Caennais se sont inclinés (1-2) face à Rouen (CFA2). Saint-Etienne, leader invaincu de D2, a brisé les espoirs (3-0) de Bourg-Péronnas (CFA), qui avait atteint les quarts de finale lors de la précédente édition.

■ **RUGBY** : l'Australie s'est imposée de justesse face à l'Angleterre (11-12), samedi 28 novembre, à Twickenham. C'est le capitaine des Wallabies, John Eales, auteur des douze points, qui a offert la victoire à son équipe. Dans un autre test-match, l'Afrique du Sud, championne du monde, a battu l'Irlande (27-13) à Lansdowne Road. En signant leur 17^e succès d'affilée en quinze mois, les Springboks ont égalé le record de victoires établi par les All Blacks entre 1965 et 1969.

■ **TENNIS DE TABLE** : le Français Damien Elol a gagné les internationaux de Suède, dimanche 29 novembre, à Sundsvall, en dominant en finale le Suédois Jörgen Persson en cinq sets.

■ **LOTTO : résultats des tirages n° 95 effectués samedi 28 novembre.** Premier tirage : 6, 11, 15, 30, 34, 39 ; numéro complémentaire : 47. Rapports pour 6 numéros : 7 053 780 F ; 5 numéros et le complémentaire : 92 590 F ; 5 numéros : 7 010 F ; 4 numéros et le complémentaire : 318 F ; 4 numéros : 159 F ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F ; 3 numéros : 16 F. Second tirage : 2, 18, 24, 35, 37, 44 ; numéro complémentaire : 7. Rapports pour 6 numéros : 15 231 370 F ; 5 numéros et le complémentaire : 43 705 F ; 5 numéros : 6 915 F ; 4 numéros et le complémentaire : 296 F ; 4 numéros : 148 F ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F ; 3 numéros : 16 F.

Aux Masters, Alex Corretja conclut une saison encore marquée par l'empreinte de Pete Sampras

L'Espagnol a battu l'Américain, puis son compatriote Carlos Moya en finale à Hanovre

Les Masters masculins de Hanovre (Allemagne), emportés, dimanche 29 novembre, par l'Espagnol Alex Corretja, ont clos la saison de tennis

1998. Elle a été marquée par l'exceptionnelle réussite de l'Américain Pete Sampras, numéro 1 mondial pour la sixième année consécutive. Cet

exploit n'a pas suffi à révéler l'intérêt pour un sport qui doit désormais beaucoup de son audience à la qualité du jeu de ses championnes.

HANOVRE
de notre envoyée spéciale
Un beau, un grand match, avec ce que cela peut comporter d'épique. Un joueur remporte

les deux premières manches et finalement plie devant un adversaire qui arrache la victoire en cinq sets d'un jeu

solide. Ainsi va parfois le tennis, ainsi Alex Corretja a-t-il bâti, dimanche 29 novembre, en finale des Masters de Hanovre (Allemagne), le plus joli triomphe de sa carrière.

Vainqueur de Pete Sampras en demi-finale, samedi 28 novembre, l'Espagnol a battu son compatriote Carlos Moya à force de puissance, de patience, comme savent si bien le faire les joueurs ibères (3-6, 3-6, 7-5, 6-3, 7-5). Il prend ainsi sa revanche sur la finale des Internationaux de France de Roland-Garros 1998, qui l'avait vu balayé par Carlos Moya. « J'ai trouvé la force dans mon cœur, car je ne voulais pas être considéré comme un loser », a soufflé le garçon aux beaux yeux.

Dimanche, sur surface rapide, le tennis espagnol a prouvé ses immenses progrès et sa capacité à s'adapter à d'autres terrains que celui fait de terre battue en remisant les longues constructions de points et d'attaques du fond du court : une centaine de points ont été joués au filet. La dernière finale du circuit - la plus longue de l'année : quatre heures de jeu - a symbolisé la saison 1998. Celle-ci fut belle, parfois passionnante, plus souvent intéressante, jamais vraiment émouvante.

En 1998, il y a eu, certes, comme

chez les dames, quatre champions différents dans les quatre rendez-vous du Grand Chelem, il y a eu, bien sûr, la course-poursuite de Pete Sampras pour rester numéro 1 mondial (mission accomplie !). Mais tout ça n'a pas réussi à enjoliver une saison finalement terne.

Trois des finales du Grand Chelem ont été décevantes. Seule celle de Wimbledon, gagnée par Pete Sampras devant Goran Ivanisevic, a tenu ses promesses. De plus, la saison s'est arrêtée trop vite pour de trop nombreux protagonistes du circuit. Dès le mois d'octobre, les signes de fatigue et de blessures se sont fait sentir. Patrick Rafter, blessé, n'était pas en Allemagne, le Néerlandais Richard Krajicek non plus, qui se remet d'une récente opération au genou. A Hanovre, il a fallu faire appel au remplaçant, le Britannique Greg Rusedski, jeudi, pour jouer à la place d'Andre Agassi. L'Espagnol Albert Costa est venu entre deux avions pour suppléer le Chilien Marcelo Rios. Le même cirque s'était déjà produit en 1997.

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE

En fin de compte, c'est la géopolitique du tennis qui a entretenu la passion pour le jeu. Numéro 1 mondial éphémère, le gaucher Marcelo Rios a soulevé un formidable enthousiasme dans son pays, perpétuant ainsi, dans une autre nation d'Amérique latine, la fièvre partie de la victoire du Brésilien Gustavo Kuerten à Roland-Garros en 1997. Patrick Rafter, lui, a réchauffé les vocations en Australie, aidé par son compatriote Mark Philippoussis, qui fut son adversaire malheureux en finale de l'US Open. La Russie s'est découverte une petite merveille, Marat Safin, tombeur d'Andre Agassi et de Gustavo Kuerten à Roland-Garros en 1998. Une situation qui a rendu sponsors, partenaires ou vendeurs de droits télévisés parfaitement heureux.

L'Association des joueurs professionnels (ATP) a déjà tiré profit de cette saison, qu'elle a jugée « ouverte ». Dimanche 29 novembre, Mark Miles, directeur exécutif de l'ATP, a annoncé une prolongation de trois ans du partenariat avec Mercedes lors des neuf plus gros tournois du circuit. Les dirigeants des Super-9 - dont l'Open de Paris - ont en outre renforcé les liens avec l'ATP, permettant ainsi de meilleurs investissements mar-

ting et une négociation plus simple des droits télévisés. L'ATP va bien. Le rapport 1998 publié dimanche fait état de 58,7 millions de dollars de revenus (près de 350 millions de francs environ), en augmentation de 5 % par rapport à 1997. Il y a les bonnes nouvelles financières du rapport et il y a la vraie bonne nouvelle. C'est fait : dimanche, Mark Miles et Brian Tobin, président de la Fédération internationale de tennis (ITF), ont annoncé la réconciliation entre l'ATP et l'ITF, qui étaient en conflit depuis la création de l'ATP Tour, en 1990. Cette paix a été consolidée par la présence de Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (le tennis fait partie de la famille olympique).

Le palmarès 1998

● **Open d'Australie**. Messieurs : Petr Korda (Rep. tch.) b. Marcelo Rios (Chi.) 6-2, 6-2, 6-2 ; Dames : Martina Hingis (Sul.) b. Conchita Martínez (Esp.) 6-3, 6-3.
● **Roland-Garros**. Messieurs : Carlos Moya (Esp.) bat Alex Corretja (Esp.) 6-3, 7-5, 6-3 ; Dames : Arantxa Sanchez-Vicario (Esp.) b. Monica Seles (EU) 7-6, 6-6, 6-2.
● **Wimbledon**. Messieurs : Pete Sampras (EU) b. Goran Ivanisevic (Cro.) 6-7, 7-6, 6-4, 3-6, 6-2 ; Dames : Jana Novotna (Rep. tch.) b. Nathalie Tauziat (Fra.) 6-4, 7-6.
● **US Open**. Messieurs : Patrick Rafter (Aus.) b. Mark Philippoussis (Aus.) 6-3, 2-6, 6-2, 6-0 ; Dames : Lindsay Davenport (EU) b. Martina Hingis (Sul.) 6-3, 7-5.
● **Masters**. Messieurs : Alex Corretja (Esp.) b. Carlos Moya (Esp.) 3-6, 3-6, 7-5, 6-3, 7-5 ; Dames : Martina Hingis (Sul.) b. Lindsay Davenport (EU) 7-5, 6-4, 4-6, 6-2.

B. M.

Le numéro un poursuit sa course aux records

LE JOUEUR du siècle, ainsi Pete Fischer envisageait-il Pete Sampras. A son premier entraîneur, l'Américain a souvent répondu : « J'essaie seulement de gagner des matches. » A force, il est devenu, jeudi 26 novembre, le premier joueur de l'histoire à être couronné numéro un mondial six années de suite. « Je suis convaincu que ce record ne sera jamais battu », a-t-il estimé.

Né le 12 août 1971 à Washington DC, Pete Sampras a très vite affirmé sa vocation. Il aime taper des balles contre le mur du garage ou jouer avec sa grande sœur Stella. En 1979, en Californie, le garçon rencontre son premier entraîneur, Pete Fischer, qui est persuadé que le gosse sera champion et que le tennis du futur sera puissant et offensif. En 1979, alors que le jeu vit au rythme du lift de Björn Borg, l'anticipation est osée. Le technicien n'en démord pas et fait découvrir à son élève les serveurs-volleyeurs australiens : Ken Rosewall, John Newcombe, Roy Emerson et surtout Rod Laver, le modèle absolu du champion.

Pete Sampras rencontre aussi Jim Courier, Andre Agassi : « Entre nous, il y a toujours eu ce mélange de respect et de méfiance, d'amitié et de rivalité. Je crois que cela aide à progresser. » Pete Fischer continue de façonner son champion. A seize ans, le jeune homme adopte le revers à une main. « On n'a jamais vu un serveur-volleyeur jouer à deux mains », avait noté Pete Fischer.

A dix-sept ans, en 1988, Pete Sampras passe professionnel. Deux ans plus tard, à la surprise générale, le gamin enlève son premier tournoi du Grand Chelem en battant Andre Agassi en finale de l'US Open. A dix-neuf ans et vingt-huit jours, il devient le plus jeune champion de l'histoire de l'épreuve. Trop tôt, selon Pete Fischer. De fait, Pete Sampras ne confirmera ses bonnes dispositions qu'en 1992 en se hissant en demi-finale de Wimbledon et en finale de l'US Open (défaite contre Stefan Edberg).

Il est temps pour lui de découvrir autre chose. Pete Fischer s'efface, Tim Gullikson approche. « Gullikson », fort de son expérience de joueur et de coach, inclinera à son nouveau protégé l'avidité de la perfection. Ses matches sont décortiqués, tous les points inscrits sur des carnets. En mai 1996, « Gullikson » est emporté par une tumeur au cerveau. Paul Annacone prend le relais. « "Gullikson" est toujours un peu là, sa mort m'a brutalement montré qu'il y avait des réalités plus dures que le tennis », raconte Pete Sampras, qui aime aussi dire : « Quand vient l'heure de rentrer sur le court, je me transforme en l'animal égoïste qu'il faut être pour gagner. Tout doit tourner autour de moi et tout doit tourner rond. »

A UNE LONGUEUR DE ROY EMERSON

En 1993, ce serveur-volleyeur gagne sur sa terre de prédilection, le gazon de Wimbledon. Il garde son titre en 1994 et 1995 et le gagnera à nouveau en 1997. En 1998, il égale le score de Björn Borg (onze victoires en Grand Chelem) et ne se situe plus qu'à une longueur de Roy Emerson. Il est aussi remis en selle pour le titre de numéro un mondial à la fin de l'année.

Il est venu à Hanovre avec 33 malheureux points d'avance sur Marcelo Rios. La course a tourné court jeudi quand le Chilien a déclaré forfait à cause d'une blessure au dos. Samedi, Pete a perdu son titre des Masters en demi-finale contre Alex Corretja. La déception passée, il annonce ses objectifs pour 1999 : égaliser ou dépasser le record de Roy Emerson, gagner enfin Roland-Garros, dépasser le record d'Ivan Lendl, qui est resté numéro un mondial 270 semaines durant (il en est à sa 249^e semaine en tête du classement). Tout lui semble possible, en un an. Pete Fischer ne s'était pas trompé : ce jeune homme ressemble de plus en plus au joueur du siècle.

B. M.

COMMENTAIRE

TOURNER LA PAGE

Dirigeants, partenaires et autres décideurs du monde du tennis peuvent respirer. En restant six ans au sommet, Pete Sampras n'a pas encore tué son sport. Aux Masters, l'ATP a donc annoncé une nouvelle collaboration de trois ans avec Mercedes, un renforcement de sa stratégie marketing, une couverture plus « technologique » des dix plus grands tournois du circuit - les Super-9 et les Masters - et cette réconciliation tant attendue avec la Fédération internationale de tennis (ITF).

Le tennis masculin a néanmoins perdu de son charme : aux troupes de Pete Sampras, de nombreux

joueurs ont paru lisses et leur jeu académique, comme s'il fallait ressembler à l'Américain pour le combattre. Il est vrai que, si la personnalité tactique et l'engagement monacal du numéro un mondial sont pour quelque chose dans ce phénomène, l'évolution athlétique de la discipline (plus vite, plus fort) a aussi émoussé son attrait.

En 1998, les amateurs de tennis sont restés dans les tribunes mais sont allés chercher des plaisirs sur d'autres courts. Ils ont appris à aimer le style de Marcelo Rios ou ont apprécié les tactiques kamikazes vers le filet de Patrick Rafter ou de Greg Rusedski. Ils ont aussi redécouvert le tennis féminin en y trouvant une technique de jeu plus fine, de l'émotion et des personnalités plus variées et plus ouvertes. Que souhaiter pour 1999 ? Que

l'association des joueuses mette la pédale douce sur le côté glamour afin de ne pas dérapar. Ça, derrière le nombril d'Anna Kournikova ou les lourdes coiffures emperlées des sœurs Williams, il restera toujours le tennis. Ainsi l'a résumé Lindsay Davenport, numéro 1 mondiale 1998 : « J'espère que les gens se souviennent que nous sommes d'abord des athlètes. » Et chez les messieurs ? Que Pete Sampras se fasse moins austère dans sa quête du record de Roy Emerson : il le peut, il vient de le prouver aux Masters en se montrant heureux de jouer et presque expansif. Qu'enfin il aménage ce fameux record en gagnant Roland-Garros au passage. Alors le tennis masculin pourra tourner la page.

Bénédicte Mathieu

Une idée qui permet
à 800 projets
de créer
plus de 6000 emplois,
ce n'est pas
une mauvaise idée !

Depuis 3 ans, la fondation VIVENDI a pour vocation d'encourager la création d'emplois de service et de proximité. Elle a aujourd'hui soutenu l'initiative de 800 porteurs de projets.

Ceux-ci, grâce à leur énergie, leur créativité et aux subventions accordées ont pu créer plus de 6000 emplois. Vous avez un projet social utile ? Ecrivez-nous. Si votre démarche rejoint nos objectifs, nous vous indiquerons comment aller plus loin.

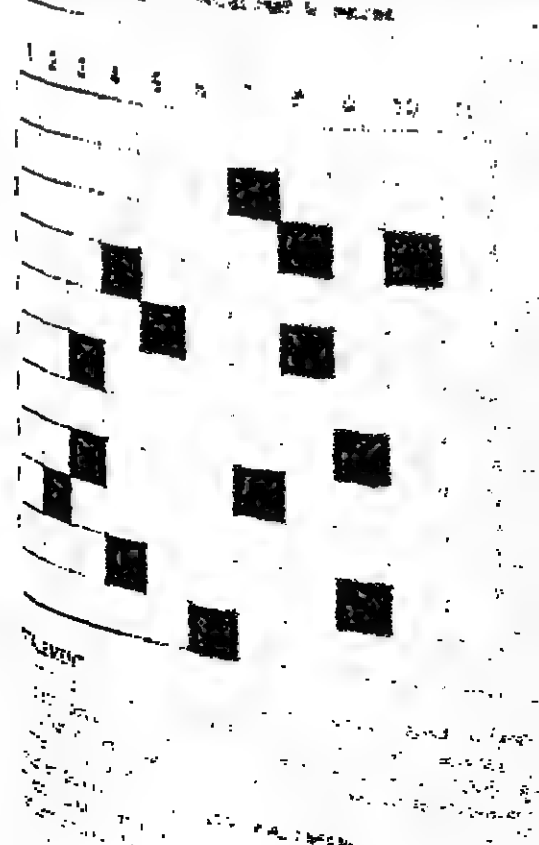
Fondation VIVENDI - 52, rue d'Anjou - 75384 Paris Cedex 08

fondation
VIVENDI

FONDATION VIVENDI, L'EMPLOI COMMENCE PRÈS DE CHEZ VOUS

IBM oriente

IS CROISÉS



Gris et froid

MARDI, attention à la neige et au verglas possible. Les hautes pressions s'installent de l'Europe de l'est au proche Atlantique et dirigent sur la France un flux de nord-est apportant à nouveau fraîcheur et grisaille. Quelques flocons sont possibles un peu partout.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. La grisaille va dominer cette journée. Le matin, les températures seront voisines de 0 dans l'intérieur et de 6 à 8 près des côtes. L'après-midi, le thermomètre ne dépassera pas 5 à 6 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Dans certaines vallées, risque de brouillard givrant. La grisaille dominante avec quelques flocons possibles. Températures négatives le matin, jusqu'à -3 degrés ; 1 à 5 degrés l'après-midi.

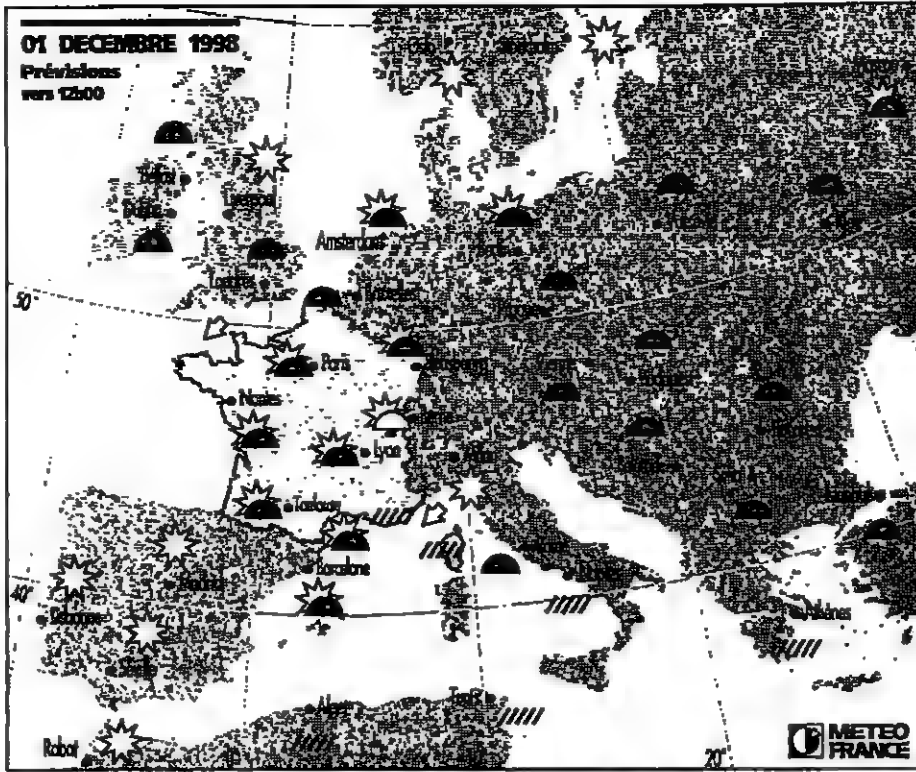
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Grisaille avec risque de brouillard givrant dans les vallées le matin. Quelques flocons de neige et de verglas dans certaines vallées. En altitude,

soleil au-dessus de 1 000 mètres. Les températures négatives le matin, jusqu'à -4 à -5 degrés, seront à peine positives l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Toujours de la grisaille avec risque de brouillard givrant le matin. Flocons de neige en plaine. Les chutes de neige sur les Pyrénées s'espaceront l'après-midi. Les températures voisines de 0 le matin atteindront 5 à 7 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Après quelques brouillards givrants dans les vallées, la grisaille dominera. Neige ou même verglas. Les Alpes du Nord seront dégagées au-dessus de 1 000 mètres. De -1 à -7 degrés le matin, 2 à 5 l'après-midi.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Neige en Corse au-dessus de 1 000 mètres. Ailleurs, le mauvais temps pluvieux et neigeux au-dessus de 400 à 800 mètres touchera d'abord la Provence, la Côte d'Azur et les Alpes du Sud, puis gagnera les autres régions.



LE CARNET DU VOYAGEUR

MONDE. Du 1^{er} décembre 1998 au 31 mars 1999, cent hôtels Méditerranée à travers le monde affichent des tarifs promotionnels avec des réductions allant jusqu'à 50 % du prix public. Ceux-ci s'appliquent sur tout séjour d'au moins deux nuits, en week-end comme durant la semaine. Ces tarifs, valables pour une chambre simple ou double, incluant taxes et services, sont dévolus dans une mini-brochure baptisée *Le Passport*, disponible sur demande au 08-00-40-22-15.

ALLEMAGNE. Nouvelle étape du Thalys, Düsseldorf est à quatre heures trente de Paris, gare du Nord, et à trois heures de Bruxelles. Départ quotidien à 16 h 55 de la capitale française et à 7 h 31 d'Allemagne. Tarif « mini » : 492 F l'aller-retour, places limitées, non remboursable ni modifiable. Tarif « loisir » : 690 F, échangeable une fois avant le départ. Renseignements, Deutsche Bahn France, tél. : 01-44-58-95-50.

PRÉVISIONS POUR LE 01 DÉCEMBRE 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

France métropolitaine	Température	État du ciel
AJACCIO	4/14 P	N
BIARRITZ	-4/8 P	N
BORDEAUX	-1/6 P	N
BRETAGNE	-1/5 P	N
BREST	5/9 P	N
CADIX	-2/6 P	N
CHERBOURG	3/9 P	N
CLERMONT-F.	-5/1 P	N
DIJON	-3/2 P	N
GRENOBLE	-5/1 P	N
LILLE	-3/1 P	N
LYONS	-3/2 P	N
MARSEILLE	2/9 P	N

Europe	Température	État du ciel
AMSTERDAM	-3/1 P	N
ATHÈNES	4/11 P	N
BARCELONE	-2/6 P	N
BELFAST	6/14 P	N
BELGRADE	-1/5 P	N
BERLIN	-2/3 P	N
BERNE	3/9 P	N
BRUXELLES	-1/7 P	N
BUCAREST	-3/0 P	N
BUDAPEST	-2/2 P	N
COPENHAGUE	-1/4 P	N
DUBLIN	-1/4 P	N
FRANCFORT	-3/1 P	N
GENÈVE	23/25 C	C
HELSINKI	23/25 C	C
ISTANBUL	23/28 C	C

Europe	Température	État du ciel
KIEV	23/28 P	C
LISBONNE	22/28 P	C
LIVERPOOL	23/28 P	C
LONDRES	23/28 P	C
LUXEMBOURG	-5/3 N	N
MADRID	10/17 P	N
MILAN	4/11 P	N
MOSCOU	7/9 C	C
MUNICH	-3/2 C	C
NAPLES	-6/5 N	N
OSLO	-4/1 S	S
PALMA DE M.	-1/7 P	P
PRAGUE	-4/3 C	C
ROME	-3/2 C	C
SEVILLE	-1/1 C	C
SOFIA	6/9 C	C
ST-PETERSB.	-4/0 C	C
STOCKHOLM	-5/1 S	S
TENERIFE	-4/2 C	C
VARSOVIE	7/9 C	C

Europe	Température	État du ciel
VENISE	2/9 S	S
VIENNE	-4/3 C	C
ZAGREB	2/5 S	S
BRASILIA	15 C	C
BUENOS AIRES	-5/3 C	C
CARACAS	-3/8 S	S
CHICAGO	1/8 S	S
CHONGQING	16/22 C	C
LOS ANGELES	11/14 N	N
MEXICO	9/19 S	S
MONTREAL	3/14 N	N
NEW YORK	7/15 S	S
SAN FRANCISCO	10/13 S	S
SANTIAGO	9/28 S	S
TORONTO	4/8 S	S
WASHINGTON	9/18 S	S
AFRICAQUE	9/14 P	P
ALGER	25/30 S	S
DAKAR	23/31 N	N
KINSHASA	10/17 C	C

Europe	Température	État du ciel
LE CAIRE	14/23 S	S
MARRAKECH	5/14 S	S
NAIROBI	15/25 N	N
PRETORIA	18/27 P	P
RABAT	4/16 S	S
TUNIS	10/15 P	P
ASIE-OCEANIE	25/31 C	C
BANGKOK	18/22 C	C
BOMBAY	19/32 S	S
DIARBA	18/29 S	S
HANOI	26/31 N	N
HONGKONG	23/25 C	C
JERUSALEM	13/22 N	N
NEW DELHI	10/23 S	S
PEKIN	-8/4 C	C
SEOUL	2/9 P	P
SINGAPOUR	26/30 P	P
SYDNEY	15/19 P	P
TOKYO	11/18 N	N

Situation le 30 novembre à 0 heure TU. Prévisions pour le 2 décembre à 0 heure TU.

INFORMATIQUE

IBM oriente ses recherches vers tous les objets usuels

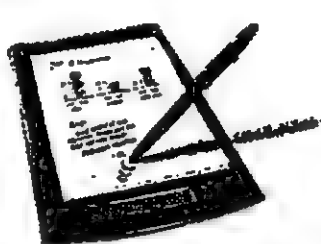
EN SE PERFECTIONNANT, les ordinateurs personnels deviennent de plus en plus complexes. Les fabricants assurent que les progrès de la micro-électronique simplifieront l'usage des PC grâce à des techniques de communication telles que la reconnaissance vocale et la synthèse de la parole.

IBM choisit une autre voie. L'entreprise, qui a raté le virage de l'ordinateur personnel dans les années 80, tente d'anticiper la mutation de l'informatique attendue au cours des toutes prochaines années. Big Blue mise sur l'évolution du PC grand public vers une informatique « diffuse » (pervasive en anglais, c'est-à-dire « qui se répand partout »).

« Prenons l'exemple du téléphone, explique Mark Bregman, directeur de l'informatique « diffuse » chez IBM. La complexité, totalement absente du terminal, a été concentrée dans le réseau. De même pour l'automobile. Elle devient à la fois plus sophistiquée, plus facile à utiliser et plus fiable. La plupart des technologies matures ont déjà réussi à préserver les utilisateurs du casse-tête et de l'angoisse qu'elles leur imposaient à leur début. Ainsi, au début du siècle, les voitures étaient vendues avec une trousse à outils et un manuel de dépannage... C'est à peu près la situation de l'ordinateur aujourd'hui. « Le PC est une plateforme, poursuit Mark Bregman, personne ne sait comment l'utiliser. »

Pour illustrer son propos, il prend l'exemple du célèbre couteau suisse, autre exemple de « plate-forme ». « Dans la cuisine, il est plus pratique de faire appel à des couteaux plus spécialisés », note-t-il. De même, au lieu de rester confinée dans un PC à tout faire, IBM estime que l'informatique va se fonder dans nombre d'objets usuels. Mark Bregman souligne que ce phénomène d'évanescence de la technologie affecte jusqu'au nom des instruments : ainsi, on dit que l'on « appelle » quelqu'un, au lieu de spécifier que l'on va lui « téléphoner », tant le recours au combiné est devenu évident dans de nombreuses situations.

Que va donc devenir le bon vieux PC ronflant dans un coin du salon ou de la chambre ? IBM travaille sur sa réduction au format baladeur de son modèle portable.



Le Crosspad, bloc de papier monté sur une tablette à numériser. Grâce à un émetteur situé dans le stylo, l'utilisateur obtient simultanément une version écrite de ses notes et leur numérisation. Commercialisé aux Etats-Unis pour 400 dollars (environ 2300 francs).

La où Sony a si bien réussi avec la musique, l'informatique aura sans doute plus de mal à s'imposer.

Le prototype d'IBM, s'il fonctionne déjà sous Windows 98, pose de nombreuses questions. La souris microphone est tenue à la main et déplacée dans l'espace tandis que l'utilisateur visualise l'écran virtuel dans un viseur placé

devant son œil. Il faudra un certain apprentissage pour maîtriser ce PC baladeur, qui fait plus appel aux exploits de la miniaturisation qu'à l'application stricte de l'idée d'informatique « diffuse ».

Le Crosspad, développé par le fabricant américain de stylos Cross et IBM, illustre beaucoup mieux ce concept. Il s'agit d'un bloc de papier standard monté sur une tablette à numériser. Un minuscule émetteur situé dans le stylo transmet des mouvements de sa pointe au système d'enregistrement numérique. Résultat : l'utilisateur obtient simultanément une version écrite de ses notes et leur numérisation.

Un simple câble de raccordement à un PC suffit pour stocker les informations sur un disque dur. En traçant un cercle autour d'un mot, on le transforme en clé de recherche dans la base de données constituée sur l'ordinateur. Le texte manuscrit peut être traduit en caractères d'imprimerie, avec le taux de réussite encore limité des logiciels actuels (OCR, optical character recognition, c'est-à-dire la lecture optique). Quant aux dessins, ils sont conservés dans leur forme originale. L'intérêt du pro-

duit, commercialisé depuis le mois d'avril aux Etats-Unis pour 400 dollars (environ 2300 francs), réside dans le principe d'adaptation de l'outil informatique à son utilisateur. Au lieu de contraindre ce dernier à pianoter sur le clavier d'un ordinateur portable pendant une conférence ou à numériser une par une ses pages de notes manuscrites, le Crosspad intègre et préserve l'écriture classique. Il la numérise simplement et automatiquement afin d'apporter la puissance informatique de stockage et de gestion de l'information.

REPRÉSENTATION INTELLIGENTE

L'extension de l'informatique « diffuse » à d'autres objets ne devrait pas tarder. Les téléphones s'y mettent déjà. Portables, ils reçoivent et émettent des messages électroniques et s'apprennent à capter certaines informations sur la toile d'Internet. Fixes, ils vont utiliser leur écran plat pour afficher des pages Web, sous réserve de quelques adaptations. Ces dernières seront réalisées par le logiciel développé par IBM pour France Télécom. L'an prochain, les premiers modèles de Screen-

Phone, ou téléphone Internet-Miniature (Alcatel et Matra), devraient être commercialisés. Là encore, le PC disparaît dans un objet quotidien.

A plus longue échéance, Mark Bregman imagine un réfrigérateur capable d'analyser en permanence le stock de produits qu'il contient et d'envoyer automatiquement un message électronique pour commander une livraison de bouteilles de lait ou de plaquettes de beurre. Dans ce cas, l'utilisateur n'a plus qu'à programmer la liste des produits essentiels et les seuils d'alarme pour automatiser son ravitaillement.

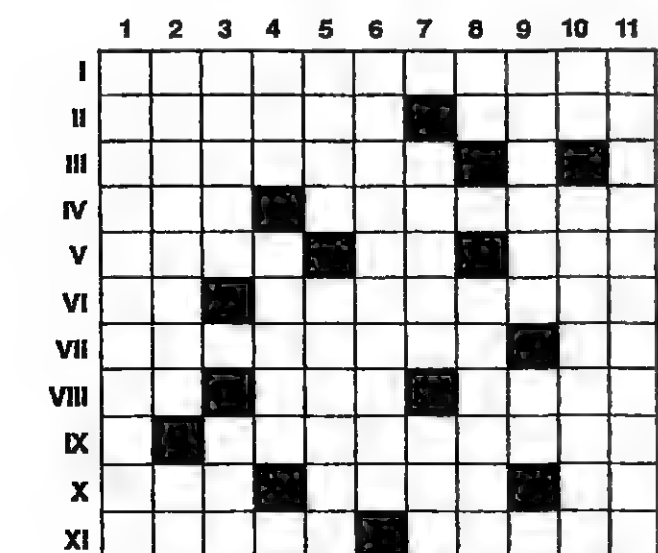
Avant même d'envahir la maison et de parvenir peut-être à triompher de l'indomptable magnétoscope, l'informatique « diffuse » se niche déjà dans les ascenseurs, les systèmes de climatisation ou les panneaux d'information routière. Les cartes à puce lui offrent un terrain privilégié de développement. A terme, le PC pourrait ainsi rejoindre au musée la galerie des monstres étonnants engendrés par les technologies naissantes.

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98286

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT

I. Ne fournira donc rien. - II. Mauvais d'être dedans. Presse féminine. - III. Suit le commissaire dans les ventes. - IV. Elève à la barre. Poussait en dehors. - V. Ses yeux firent écrire Louis. Forme de pouvoir. Fait ceinture chez Madame Butterfly. - VI. Démonstratif. S'accroche au ventre. - VII. Amenez à vous. Bâti à moitié. - VIII. Personnel. Fournisseur pour artistes. Beaux parleurs. - IX. Motif décoratif en façade. - X. Sa vallée est riche en fossiles. Grossit la Dordogne. Jeté pour le compte. - XI. Comme le lieu d'où l'on vient. On lui doit une histoire de la musique.

VERTICALEMENT

I. Lancée pour attirer le malheur. - 2. Assurance pour une bonne conduite. Possessif. - 3. Réservoir pour la science. Le prix de l'autre moitié. - 4. Délicats à table. Moutche velue. - 5. Qui a dépassé la bienséance. Ou l'on découvre l'homme de Java. - 6. Signe

d'ouverture pour une explication. - 7. Problème dans les fosses. Pompes françaises. - 8. Pronom. Venue d'Asie, elle fleurit au printemps. - 9. Vieux faiseur de pluie. Grossit avec les pluies. - 10. Personnel. A donc perdu toute ses qualités. - 11. Préparées pour donner plus.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98285

HORIZONTALEMENT

I. Pornographe. - II. Louable. Lam. - III. Astrée. Pâti. - IV. Ip. Dinornis. - V. Sol. Sec. Eve. - VI. Arias. Cite. - VII. Nectarine. - VIII. Honore. Co. - IX. Le. Têdieu. - X. Nonce. Irs. - XI. Sise. Attire.

VERTICALEMENT

1. Plaisantins. - 2. Osopore. Lci. - 3. Rut. Lichens. - 4. Nard. Azo (ôta). Ce. - 5. Obéissance. - 6. Glène. Rol. - 7. Ré. Occire. - 8. Pr. Inédit. - 9. Planète. Eri (ire). - 10. H3tve. Cult. - 11. Emise. Morse.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration.

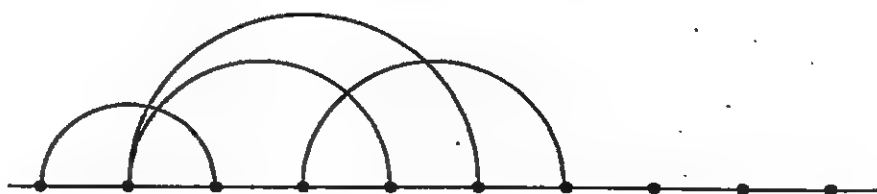
ISSN 0244-3687

Imprimé au Maroc 12, rue M. Guebrou 34050 Ivry cedex

LAFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 98

Les demi-cercles



Solution dans Le Monde du 8 décembre

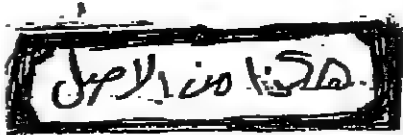
Solution du problème n° 97 paru dans Le Monde du 24 novembre :

La valeur des timbres est de 1, 4 et 5 francs. C'est la seule possibilité. Les timbres bleus valent 1 franc. Pour les valeurs des verts et des rouges, on élimine successivement : • moins de 4 et moins de 5

(15 serait impossible)
• 2 et 5 (13 impossible)
• 2 et 6 (11 impossible)
• 2 et 7 (12 impossible)
• 2 et plus de 7 (7 impossible)
• 3 et 5 (12 impossible)
• 3 et 6 (11 impossible)
• 3 et 7 (12 impossible)
• 3 et 8 (13 impossible)
• 3 et plus de 8 (8 impossible)

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.



THÉÂTRE Le metteur en scène polonais Krystian Lupa est à Paris, à l'invitation du Festival d'automne, du 2 au 12 décembre, avec deux spectacles : *Les Trois Sœurs*, de

Tchekhov, interprétées par des élèves de l'Institut d'art dramatique de Cracovie et présentées au Conservatoire national supérieur, et *Les Somnambules*, adaptation-fléuve du

roman de l'Autrichien Hermann Broch donnée à l'Odéon. ● AGÉ de cinquante-cinq ans, Lupa a commencé par faire du théâtre expérimental dans les Sudètes, avant d'être nom-

mé au Théâtre Stary de Cracovie, en 1986. Depuis, il met essentiellement en scène des textes littéraires. Il s'explique dans un entretien au Monde. ● HERMANN BROCH, juif

viennais né en 1886, s'est réfugié aux États-Unis en 1938, où il est mort en 1951. *Les Somnambules* sont la chronique de la déréliction de l'Europe au tournant du siècle.

Le polonais Krystian Lupa propose sa vision fin de siècle

Invité pour la première fois en France, le metteur en scène de Cracovie offre, avec « *Les Somnambules* », un spectacle-fléuve qui fera date. Une autre de ses adaptations, « *Les Trois Sœurs* », est présentée aussi à Paris

CRACOVIE
de notre envoyée spéciale
Vous qui entrez au théâtre de l'Odéon pour voir *Les Somnambules*, de Hermann Broch, dans la mise en scène du Polonais Krystian Lupa, ôtez toute espérance d'en sortir un jour. Non parce vous êtes conviés à un spectacle en forme de feuilleton en trois soirs et douze bonnes heures. Mais parce que vous allez vivre dans un temps aboli, à la fois distendu et précis, un temps qui s'écoule, inexorable, à la manière de celui d'un sablier, et vous tient cloué sur votre fauteuil, dans un état étrange où l'extrême attention rejoint le songe. Et quand vous sortirez du théâtre, parce que vous finirez bien par le faire, vous risquez de vous retrouver dans la nuit, impressionné comme une feuille sur laquelle s'est écrite une histoire dont les caractères s'effacent pour laisser place à une nostalgie immédiate : mais que s'est-il donc passé ?

Les Somnambules ressortissent à

Deux rendez-vous

● **Les Somnambules**. Texte de Hermann Broch. Du 2 au 12 décembre. Première partie : *Esch*, du 2 au 6 décembre, à 19 heures ; seconde partie : *Huguenau I* (les 8 et 10 décembre) et *Huguenau II* (les 9 et 11 décembre) ; intégrale de *Huguenau*, samedi 12, à 14 h 30. Chaque partie dure environ quatre heures. Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place Paul-Claudel, Paris-6^e. Tél : 01-44-41-36-36. Prix : de 30 F à 170 F (intégrale, de 60 F à 330 F). En polonais. Sur scène chez Gallimard (L'Imaginaire), 727 p. 139 F.

● **Les Trois Sœurs**. Texte de Tchekhov. Les 10, 11 et 12 décembre, à 19 h 30, le 13 à 15 heures. Conservatoire supérieur d'art dramatique, 2bis, rue du Conservatoire, Paris-9^e. Tél : 01-44-41-36-36. 50 F. En polonais non surtitré.

une forme de théâtre qui aujourd'hui se fait rare : l'expérience. C'est un embarquement au long cours pour un voyage dans un roman que Krystian Lupa aborde comme un monde de l'ombre, où la vie s'insinue dans le moindre frémissement des instants, au point paradoxal d'en paraître parfois irréelle. Et c'est justement là l'enjeu du roman de Hermann Broch. Ses *somnambules* sont les personnages d'un temps qui nous appartient parce qu'il a soudé l'incertitude du siècle : les années 1888-1918. Un seuil dans l'histoire de l'Europe : le passage du monde d'hier, sans retour possible, à celui d'aujourd'hui, sans recours probable. Kafka et Musil rôdent derrière le roman de Broch, qui comporte trois parties : *Pasenow ou le romantisme*, 1888 ; *Esch ou l'anarchie*, 1903 ; *Huguenau ou le réalisme*, 1918.

TROIS HISTOIRES

Trois noms, trois hommes, trois histoires, dont chacune forme un tout et l'ensemble un continent mental. 1888 : *Pasenow*, jeune hobereau prussien, débute à Berlin une carrière dans les armes. Il a pour son uniforme un respect quasi mystique. C'est pour lui une protection en forme d'idéal, derrière quoi se masque un vide qu'il ne mesure pas avant de connaître la passion avec une fille de peu, Ruzena. Est-ce cela, vivre ? N'est-ce pas trahir l'amour pour Elizabeth, demoiselle de son rang, à qui il semble destiné depuis l'enfance ? *Pasenow* abandonnera la ville, les armes et la chair pour retourner diriger le domaine familial et épouser Elizabeth.

1903. August Esch, ou les grands états d'âmes d'un petit comptable. Un drôle d'homme qui, entre Mannheim et Cologne, bars et bêtises, essaye de dénouer le sentiment d'irréalité qui l'ensert. Il fréquente un meneur de grève syndicaliste et une patronne de bar abasourdie ; il rêve de l'Amérique, terre de la grande promesse sans objet, sinon celui d'un ailleurs qu'il



« *Les Somnambules* », d'après le roman de Hermann Broch.

n'atteindra pas. Par glissements progressifs, Esch s'enlise dans un entre-deux ; il recherche à la fois des filles pour des combats de lutte et désire la mort d'un grand patron homosexuel, tout en gagnant l'alcôve de la patronne, dont il finira par devenir le mari bourgeois.

1918. Au matin d'une nuit froide de la guerre, Huguenau a quitté sa tranchée. Déserteur. Il a trente ans, un cours passé d'homme d'affaires bien installé. Le voilà livré à une liberté qu'il n'imaginait pas. Elle le conduit à s'installer dans une petite ville des alentours de Tèves, où son ambition se nourrit de la décomposition. Il rachète le journal dont Esch est devenu propriétaire, joue l'agent patriote et le délateur, profite d'une amorce de révolution pour tuer Esch. La

guerre finie, il part pour Colmar : il est temps d'endosser l'habit de l'homme respectable, au milieu des anciens combattants.

Huguenau, Esch, Pasenow sont seuls et multiples. Ils vivent dans le miroir du regard des autres, souvent tout aussi *somnambules* qu'eux. Et ces autres sont nombreux qui peuplent le roman de Broch, passant sur les trottoirs du temps. Krystian Lupa est allé en chercher quelques-uns dans la succession des pages pour les mener sur le plateau du théâtre. Il est parti de la source, le texte allemand (il a en partie traduit *Les Somnambules* en polonais) qu'il semble avoir lu à la lueur d'une lampe fouillant l'obscurité d'une cave. Il n'y a pas dans son spectacle ce qu'on appelle une logique ordi-

naire de l'adaptation. Lupa a d'ailleurs commencé par mettre en scène *Esch ou l'anarchie* en 1995, sans penser à une suite, qui est venue en 1998 avec *Huguenau ou le réalisme*, créée en octobre et en deux parties, alors qu'une seule était initialement prévue.

Il y a longtemps maintenant que Krystian Lupa œuvre dans les grandes largeurs, avec une prédilection pour les littératures russes, allemandes et autrichiennes. Il a adapté *L'Homme sans qualités*, de Musil, *Les Frères Karamazov*, de Dostoïevski, et *La Platrière*, de Thomas Bernhard, avant de passer aux *Somnambules*. Cette tentation de la démesure repose sur une constatation qui, chez lui, a valeur de rédemption : le roman offre à Lupa ce que trop souvent à son gré

le théâtre lui refuse : des personnes plus que des personnages. De la matière humaine, sensible, fragile et tenace comme une poussière d'atome.

UN MONDE DES PROFONDEURS

Qui n'a pas lu *Les Somnambules* trouve immédiatement ses repères dans la mise en scène de Krystian Lupa. Parce qu'ils sont là, Esch, Huguenau et les autres, interprétés par des comédiens de toute première grandeur. Ils sont tellement présents qu'ils donnent parfois envie de plisser les yeux. Une lumière semble les tradire, mais cette lumière est toute intérieure. Krystian Lupa ne force ni sur les décors – merveilleusement bricolés – ni sur les éclairages, souvent fantomatiques à la manière de l'Est. La cage de scène n'est pas masquée. L'obscurité singulière qui l'habite donne au plateau l'allure d'un sous-marin en apesanteur dans un monde des profondeurs.

C'est donc là que les hommes viennent pour vivre, se disait Rilke arrivant à Paris. C'est donc ainsi que des hommes tentent de vivre, se demandent Broch et Lupa dans la préoccupation qui les unit. Corps silencieux qui s'entrechoquent dans un lit de fer ; couteaux lancés autour de la chair blanche d'une femme au soubre misérable, clouée à sa fonction d'attribut d'un jongleur ; enlacements immobiles d'hommes noyés dans la nuit d'un cabaret homosexuel. Il y a dans la mise en scène des *Somnambules* des moments louchables, et de lentes tensions qui tendent l'attention jusqu'au malaise physique : quand Hanna Wendling, l'amante sans désir, entre dans la cuisine et reste là, parmi les servantes, silencieuse et muette jusqu'au moment où ses yeux se ferment, le spectateur a toute raison d'avoir peur. Peur d'avoir compris que cette femme meurt d'avoir trouvé sa vérité. C'est ainsi que Lupa est grand : un homme qui sait.

Brigitte Salino

Krystian Lupa, metteur en scène

« Souvent, je vampirise mes héros, je suce leur sang »

CRACOVIE

de notre envoyée spéciale
« Hier Rilke, Musil, Bernhard ; aujourd'hui Broch : qu'est-ce qui vous a porté vers les écrivains autrichiens du XX^e siècle ?
- C'est ma rencontre avec *Les Réveurs*, de Musil. Les désirs humains n'y étaient pas exprimés d'une manière aussi stérile que chez Witkiewicz, mais ils étaient immergés dans les pressions irrationnelles que l'homme ressent face à ses semblables. Ajoutez ma fascination pour les analyses de Jung et vous comprendrez que j'ai poursuivi mes recherches dans la prose de ces Autrichiens. Mais il y a évidemment une grande différence de mentalité entre Musil et Bernhard par exemple, bien qu'ils se situent dans la même vague – les processus spirituels en Europe évoquent pour moi des mouvements de marées.
- Comment décrivez-vous cette « marée » autrichienne ?
- L'aventure spirituelle de l'Occident – l'Europe de l'Ouest – est différente de celle de la Mitteleuropa. En Autriche, il y a des influences juives, slaves... Dans cette zone frontalière, on a directement affaire au thème du *Faust* de Goethe, qui, selon moi, est le

thème central de l'Européen. On le retrouve chez Mann, chez Broch, dans *L'Homme sans qualités*, qui est, lui aussi, une variante de l'homme de *Faust*. Même dans *La Platrière*, de Bernhard, ce thème est présent, mais il débouche sur une parodie.
- Votre cheminement passe-t-il par d'autres auteurs ?
- Par Dostoïevski, qui a énormément influencé ces écrivains autrichiens. Dans *Les Frères Karamazov*, le thème d'Ivan est aussi un motif faustien.

- Pourquoi n'avez-vous pas monté *Faust* directement ?
- Devant le thème à l'état pur, je me sens désarmé. Je perçois son influence sur les gens, sur les époques, mais je ne ressens plus de lien direct avec le thème lui-même.

- Comment transformez-vous les textes en matière théâtrale ?
- D'une façon générale, j'arrive aux répétitions avec quelques scènes centrales. Je choisis des extraits dont je sens qu'ils peuvent donner des branches, une floraison. Parfois, la chose est bien plus prosaïque. J'amène les scènes les plus simples à traduire, les plus sensorielles, qui donnent aux acteurs le goût et le parfum. Et souvent il arrive que ces textes se

mettent à travailler d'eux-mêmes, se substituent à mon travail et m'ouvrent des pistes insoupçonnées. J'ai confiance dans ce qui peut advenir contre ma volonté.
- Pourquoi avoir attendu trois ans entre les deux parties des *Somnambules* ?
- Il y aurait eu quelque chose de mécanique dans le travail. Et j'ignorais si je pourrais réaliser la troisième partie. Mais je prends un grand risque, parce que c'est un défi presque impossible à tenir. J'ai fait une première approche à Wrocław avec une adaptation de la trame d'Hanna Wendling, qui apparaît sous deux aspects chez Broch. Je me suis dit qu'une existence double pouvait être intéressante. L'une concentrée et l'autre éclatée.

- Pour en revenir à *Faust*, vous dites dans un entretien avec la revue *Ubu* : « L'humanité a une mission à accomplir à travers les transformations de la matière, vers la spiritualité, vers Dieu ». Est-ce que Dieu a une fonction particulière dans votre démarche ?
- Sûrement. Ce n'est pas seulement Dieu comme on l'entend dans notre conception chrétienne, mais ce n'est pas non plus le refus

de Dieu qui nous a créés. Ce qui me fascine, c'est la transformation de Dieu à l'époque actuelle.

- Est-ce qu'il y a du spirituel sans Dieu ?
- Je crois que la spiritualité sans Dieu est une recherche de Dieu, même si cette spiritualité ne s'en rend pas compte.

- Vous essayez de rendre cette dimension présente dans votre travail ?
- Ce n'est pas à moi de trancher. Ces thèmes font un retour éternel, nous préoccupent, nous angoissent et nous inspirent. Et je me sens heureux lorsque mes héros recherchent Dieu.

- Vous vous sentez en accord avec eux ?
- Souvent, je les vampirise, je

suce leur sang. La plupart du temps, je tente de m'identifier à ces personnages, même si je ne m'identifie pas jusqu'au bout. Bernhard m'est très proche, qui entre sans demander la permission dans ses personnages, dans Emmanuel Kant ou dans Wittgenstein.

- Il vous est arrivé de parler de « spectacle d'auteur ». Est-ce une expression que vous reconnaissez toujours ?
- Quand on pratique un théâtre d'auteur, on prend comme point de départ un texte littéraire. Au tout début de mon aventure théâtrale, j'ai réalisé trois spectacles d'auteur. Deux étaient des pièces écrites par moi-même et le troisième était inspiré par Alfred Ku-

bin – je parlais du texte pour composer ensuite quelque chose de différent.

- *Les Somnambules* n'appartiennent donc pas au théâtre « d'auteur » ?
- On ne peut utiliser l'expression que d'une manière fondée. Même si je pratique un théâtre d'auteur, je ne tiens pas à le souligner.

- Vous mettez en scène depuis vingt ans, vous avez traversé des situations politiques très différentes en Pologne. En quoi ont-elles influé sur votre travail ?
- On a souvent critiqué le caractère « apolitique » de mon théâtre. J'ai toujours trouvé ce reproche infondé, parce que je ne laissais influencer par tout ce qui se passait et j'essayais de l'exprimer, par le biais de Kubin ou de Witkiewicz. Sans me préoccuper de le formuler sous une apparence politique, car l'essayer de trouver des raisons plus profondes dans le mécanisme humain, en intégrant ce qui se passait chez nous comme une manifestation d'une transformation spirituelle plus générale. Je crois que quelques personnes sensibles ont perçu ces spectacles comme une analyse très profonde de la situation. Mais la plupart n'ont pas réussi et c'est maintenant seulement qu'ils y découvrent des témoignages sur la réalité.

- Donc le personnage de Huguenau dans *Les Somnambules* correspond à une lecture politique de la situation de la Pologne aujourd'hui ?
- Exactement.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier



AUX ABESSES DU MER. 2 AU DIM. 13 DÉC. création à Paris
LE PASSAGE VERONIQUE OLM
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JAKES
L'itinéraire passionnel et tragique de la poétesse russe Marina Tsvetleva et de son fils Mour
LOCATION 01 42 74 22 77

Un Polonais de premier plan

Krystian Lupa est né en 1943 en Silésie. Il obtient un diplôme de graveur à l'Académie des beaux-arts de Cracovie et suit des cours à l'Ecole du film de Lodz, avant de s'engager dans une formation de metteur en scène de théâtre à l'Institut d'art dramatique de Cracovie.
● 1978 : il s'installe au Théâtre Norwid de Jelenia Gora, où il met en scène *Witkiewicz* (*Les Belles et les Espérances*) et *Gombrowicz* (*Mariage*). Il monte également ses propres créations (*Le Dîner* et *La Chambre transparente*). Son adaptation de *Cité de rêve*, d'après Alfred Kubin, est

présentée au Théâtre Stary de Cracovie en 1985.
● 1986 : nomination au Théâtre Stary.
● 1988 : *Les Réveurs*, d'après Musil.
● 1990 : *Esquisses de l'homme sans qualités*, d'après Musil. *Les Frères Karamazov*, d'après Dostoïevski.
● 1991 : *Malte, ou le triptyque de l'enfant prodige*, d'après Rilke.
● 1992 : *La Platrière*, d'après Thomas Bernhard.
● 1996 : *Platonov*, de Tchekhov. Puis *Emmanuel Kant et Ritz*, *Dene, Voss*, de Bernhard.
● 1996-1998 : *Les Somnambules*, d'après Hermann Broch.
Depuis 1983, Krystian Lupa enseigne la mise en scène à l'Institut d'art dramatique de Cracovie.

La femme est l'avenir
des mondes du jazz

L'art une éducation

THÉÂTRE DE L'EUROPE
JUSQU'AU 23 DÉCEMBRE 1998
POINT À LA LIGNE
DE VERONIQUE OLM
MISE EN SCÈNE DE BRIGITTE JAKES
PAR CECILIE PLAIN
01 44 39 87 00

La femme est l'avenir des mondes du jazz

La saxophoniste Jane Ira Bloom et la vocaliste Jay Clayton en concert à New York

NEW YORK
de notre envoyé spécial.
La nouvelle la plus gale, la plus tonique, la plus irrégulière de l'automne, c'est ce concert au Tribeca Performing Arts Center le 22 novembre : Jane Ira Bloom (saxophone soprano), Jay Clayton (vocaliste), Vincent Boureys (piano), Mark Dresser (contrebasse) ; un monument de tous les mondes du jazz - de Muddy Waters à Sun Ra - le trombone Julian Priester, et celui que les allumés du Web n'hésitent pas à proclamer « meilleur batteur du monde », le jeune Bobby Privette. Il y a arguments, c'est certain, mais tant que Bobby Ward continue de faire le gardien de parking à Boston, cela se discute.

Ce concert, pourquoi ? C'est un dimanche après-midi à New York, les étables sont rouges, le soleil éclatant et assez froid. Le collège de la communauté (afro-américaine) présente un travail bien fait autour de la « loft scene » des années 70 et de son activité réelle, dans l'art actuel. Il y a une vingtaine d'années, éprouvés par les producteurs, les mafias et la douce violence qui régnait sur la ville, les musiciens « d'avant-garde » se sont organisés autour de quelques lofts : accueil, restauration, musique, danse, peinture, théâtre, « after hours », l'autre vie du jazz. Et du reste. Donc, du reste.

Ce fut un mouvement si simple qu'une partie de la critique européenne affecta de douter de son existence. En ville, à Manhattan, on traversait la guerre, la parano, une tension palpable même dans

le New York Jazz Festival (1973, Hannibal Marvin Peterson avec Gil Evans, par exemple), des coiffeurs amateurs cherchaient à vous raser au cutter, la folie s'installait dans les têtes et on pouvait s'enfoncer dans les lofts : chez Ornella à Prince Street, chez Sam et Bea Rivers à Rivbea, chez Rashid Ali ou Joe Lee Wilson ; c'était soudain un havre de paix. Mi-bodega, mi-théâtre d'avant-garde : l'autre idée du jazz, et même du free, l'autre ville.

L'AUTRE VILLE

C'est ce mouvement qui est au centre du Tribeca Performing Arts Center. Presque au même endroit que l'essentiel des lofts à l'époque. Willard Jenkin et Linda Herring, directeurs, ont monté des tables rondes (histoire et esthétique de la loft scene) ; des évocations (Julius Hemphill, grand créateur disparu en 1981, autour d'un orchestre de seize acteurs de l'époque) ; un concert où Hamiet Bluiett, autre figure centrale, arrache enfin James Carter, idole à la mode, à sa futilité mondaine (Baritone Nation) ; et cette rencontre des femmes, des femmes et des hommes, Jane Ira Bloom, Jay Clayton, sous le regard étrange, modeste, d'un Julian Priester auteur des deux plus beaux choruses (traduction : « poèmes ») de ces dernières années.

Jane Ira Bloom (soprano) est spéciale. Elle joue avec une galeté, une vivacité sans question. Hors de ce qu'on entend de commun. De Jay Clayton, on dit « vocaliste ». « Chanteuse » ne va pas, non plus que cantatrice, c'est

d'une autre disposition de la vie qu'il s'agit, de la voix et de l'improvisation. On le sent bien sur *Lonely Woman*, le thème le plus pur, le plus douloureux de ces quarante dernières années.

Il est rare qu'en un instant, en un concert de deux heures et demie, *Le Portrait d'un rêve* (titre de Jackson Pollock, actuellement au MOMA), toute une petite agitation inutile soit renvoyée à sa misère : la surproduction voulue de cédés ; l'usage des rééditions à l'infini pour dominer ; la question (très pascalienne) de déterminer si James Carter a du plomb dans la cervelle ou dans l'âme, autant de colloques sur les gels pour drosophiles qui s'effacent par enchantement.

La musique est là, il suffit de la vouloir, et les signes explosent dans un ciel d'artifice. L'International Astronomical Union vient de nommer un astéroïde *Jane Ira Bloom*. Un Basque bondissant, installé à New York, Patzi Zalacain, a produit deux disques de Jay Clayton (dont un saisissant duo avec Fred Hersch - *Sunnyside 1066* et *1076*). Au même instant, le même dimanche, à Brooklyn - ceci est tout à fait confidentiel - Richard Nona « répète » avec Cecil Taylor. Qu'ont-ils à se dire le plus brillant de la jeune génération des bassistes camerounais (qui n'en manque pas) et l'immense et discret Cecil Taylor ? Mystère. La simple nouvelle est prometteuse comme une comète.

Helen Merrill vient de jouer avec Paul Motian, s'apprête à enregistrer avec Steve Lacy. Les temps changent ! Et l'on annonce,



La saxophoniste Jane Ira Bloom.

mais rien n'est signé, que Michel Loebb veut acheter la rencontre Jane Ira Bloom, Jay Clayton et Julian Priester pour le prochain Festival de Nice. Les deux plus grands festivals du monde, celui du Sud-Est et celui du Sud-Ouest, sont sur le coup, mais sans Julian Priester, qui ne les connaît pas.

Pour les légendes vivantes du jazz, le scénographe de Jackson Pollock au MOMA a reçu mission de reconstituer un club de jazz typique qu'on installera sur scène, de festival en festival, avec souf-

fierie de fumées de cigarettes d'époque, lumières tamisées et ambiance sonore de glaçons dans les verres. Son nom, bien trouvé et astucieux : *Sugar on Strawberries*. Les disques vendent les *Sunnyside* de Jay Clayton comme des petits pains, mais ne savent où les classer. Qu'ils ouvrent donc un bac nommé *To-morrow is the Question, Something Else*, ou plus simplement *Charge of Century*. Le diable s'y retrouvera.

Francis Marmande

DÉPÊCHES

■ **VENTES** : la grande vente « Tintin » a rapporté 2 millions de francs, a annoncé, samedi 28 novembre, l'étude Tajan. Un dessin original à l'encre de Chine réalisé par Hergé pour son album *Le Lotus bleu*, où l'on voit notamment les deux policiers Dupont-Dupond habillés en Chinois, a été adjugé 150 000 F hors taxes. Par ailleurs, l'édition originale de l'album *Tintin au Congo*, tirage de tête numéroté et signé par Hergé, est parti à 100 000 F (sans les frais). Ce dernier a été collectionné du journal *Le Soir*, dans lequel les aventures de Tintin paraissent régulièrement pendant la guerre, a été acquis pour 50 000 F. Un jeu de cubes en carton de 1943, connu à deux exemplaires seulement, a été adjugé 17 000 F.

■ **CINÉMA** : l'acteur britannique Sean Connery va incarner Saladin, a annoncé le réalisateur syrien Moustafa Al Akkad. Ce dernier a précisé s'être mis d'accord avec Sean Connery sur sa participation au film, dont « le budget s'élève à 100 millions de dollars ». Ce film, dont le tournage commencera en 1999 aux États-Unis et dans des pays arabes, mettra l'accent sur la tolérance de Saladin, qui appela à la coexistence entre les religions musulmane et chrétienne. (AFP)

■ **Le roman de Michel Houellebecq**, *Les Particules élémentaires*, va être adapté au cinéma par la Pan Européenne Productions, qui vient d'acheter les droits du livre. Philippe Godeau, qui dirige la maison de production, est actuellement en discussion « avec plusieurs réalisateurs », pour adapter ce roman au cinéma. Pan Européenne Productions a notamment produit *Le Garçu*, de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, et *Le Huitième jour*, de Jaco van Dormael, avec Daniel Auteuil.

■ **PRIX LITTÉRAIRES** : le Prix Hannah Arendt pour la pensée politique a été décerné au philosophe français Claude Lefort et à la vice-présidente du Bundestag Antje Vollmer, par le maire social-démocrate de la ville de Brême, Henning Scherf.

L'art, une éducation qui reste à faire

TOURS

de notre envoyé spécial.
Le deuxième Congrès interprofessionnel de l'art contemporain, qui a eu lieu à Tours, les 26 et 27 novembre, avait un thème central : « L'art, une éducation à faire ». Le premier, celui de 1996, avait pour titre « L'art, une affaire publique ». Comme il y a deux ans, on y a parlé de tout, surtout de tout ce qui ne va pas, de tout ce qui pourrait aller mieux, sinon bien.

Ce qui ne va pas du tout, c'est d'abord la mauvaise image qui colle à l'art contemporain en France, comme nulle part ailleurs. Les polémiques autour de sa « nullité », qui n'ont pas dépassé les frontières de l'Hexagone, y ont pas mal contribué. De cela, à Tours, on n'en a pas parlé, les congressistes préférant s'attacher à la recherche de moyens susceptibles sinon de faire aimer l'art d'aujourd'hui, au moins d'aider à sa compréhension.

Qui dit compréhension dit éducation. Les carences de l'enseignement artistique à l'école ont été pointées dans tous les débats, et la demande d'une véritable éducation formulée plus d'une fois. Ca-

therine Trautmann, notre rassurante ministre de la culture, travaille dans ce sens auprès de ses homologues du ministère de l'éducation nationale, comme elle l'a affirmé lors de sa venue à Tours : Elle a présenté par ailleurs la « politique active » qu'elle entend mener dans le secteur des arts plastiques, dont elle a découvert « la fragilité » et auquel elle a décidé de donner la priorité. Son budget pour 1999 le montre : une augmentation de 11,5 % des crédits a été allouée à la Délégation aux arts plastiques, soit l'augmentation la plus importante du ministère de la culture. C'est déjà ça. (Le Monde du 28 novembre).

Autre grand sujet abordé : les écoles d'art, la spécificité de l'enseignement artistique supérieur, le rôle des écoles dans la diffusion de l'art au sein des villes alors que la menace de fermeture pèse sur plusieurs d'entre elles. Là encore, la ministre s'est montrée compréhensive : elle devrait lancer des réformes en s'appuyant sur le rapport de Jacques Imbert, inspecteur général de l'enseignement artistique, dont le travail en commission et en liaison avec l'Association

des directeurs d'école d'art (Andea), constitue, selon Catherine Trautmann, « un excellent état des lieux ». A Tours, on ne pouvait dire le contraire puisque personne, ou presque, n'en connaissait le contenu : élaboré au cours du premier semestre 1998, le rapport en question est resté confidentiel jusqu'à ces derniers jours.

TROP DE FEUX

Ce congrès de Tours a sûrement du bon : il permet à des professionnels de l'art contemporain - responsables d'écoles d'art, de fonds régionaux d'art contemporain, de centres d'art, enseignants, artistes, galeristes, critiques, disséminés dans l'Hexagone - de se rencontrer et d'échanger diverses expériences. Il est utile, en particulier à tous ceux qui défendent l'art d'aujourd'hui dans des contextes particulièrement hostiles - les discussions sur la vigilance face au Front national n'ont pas manqué. Mais, pour qu'il soit efficace, c'est-à-dire pour qu'il ait plus de répercussions, il faudrait qu'il soit pensé autrement. Il a été conçu à la fois comme un lieu de travail en commissions internes où faire le point sur des problèmes de statuts professionnels, de droits d'auteur, de conservation, notamment, et un lieu de débats ouvert au public. Et il semble pris entre trop de feux : les points de vue corporatistes, les débats hypertechniques et les généralités pour qu'il puisse en sortir quelque chose.

Qui trop embrasse mal étreint, dit-on. A Tours, on a beaucoup embrassé et pas cerné grand-chose. Cela tenait peut-être au lieu, un palais des congrès gris, au temps pluvieux et à la grève des trains qui a découragé nombre de congressistes de faire le voyage. Des intervenants prévus n'étaient pas présents autour des tables rondes publiques, lesquelles étaient insuffisamment préparées et, pour tout dire, soporifiques, même celles où il était question de l'art et du politique, un sujet qui devrait pourtant stimuler les esprits. Il y avait heureusement quelques artistes invités, anticonformistes et non chargés de mission, pour réveiller l'assemblée en parlant de leur travail. Raymond Hains, François Morellet et Luciano Fabro, malgré son problème de langue, ont été parfaits.

Geneviève Breerette

Le festival de BD de Blois, entre l'Algérie et les sans-papiers

BLOIS

de notre envoyé spécial.
Devant la Halle aux grains, centre nerveux de BD Boum, 15^e festival de bande dessinée de Blois, qui a eu lieu du 27 au 29 novembre, une exposition de dessins géants en noir et blanc sur l'Algérie signés de dix auteurs - Edmond Baudouin, Nabila Fares, Raul, Yvan Allagbé, etc. - fait face à une rangée de défenseurs des sans-papiers brandissant sous la pluie un panneau noir : « Longue expulse les sans-papiers », référence à une opération musclée intervenue il y a quelques jours à la mairie de Blois.

Ce face-à-face a mis mal à l'aise les organisateurs du festival, qui ont attendu le milieu de la soirée du vendredi 27 pour accueillir Jack Lang, maire de Blois (PS), ancien ministre de la culture, retardé par les embouteillages parisiens. Mais il s'inscrit bien dans le ton de BD Boum. Depuis sa création, en 1984, par José Poullain, avec le soutien de la Fédération des œuvres laïques (FOL) du Loiret-Cher, le festival bloisais a choisi volontairement un comportement engagé, voire militant.

ATELIERS ET DÉBATS

L'accès gratuit lui permet d'attirer plusieurs milliers de fans du neuvième art et de compter parmi les plus importantes manifestations de bande dessinée de l'Hexagone, avec les festivals d'Angoulême et de Saint-Malo. Mais BD Boum, c'est aussi le travail effectué, via des ateliers et des débats, par plusieurs dessinateurs et scénaristes auprès des détenus de la maison d'arrêt, puis auprès des scolaires et des enfants hospitalisés.

Cet engagement est aussi présent dans plusieurs des expositions qui émaillent cette quinzième édition. La solidarité avec l'Algérie, d'abord, qui a incité BD Boum à se transformer en éditeur pour publier un ouvrage collectif : *Algérie, la douleur et le mal*, diffusé par Vertige graphic (48 p., 50 F.). Le lien avec une autre actualité, celle de l'anniversaire de la Grande Guerre, de ses tranchées, de sa boue et de ses « trous d'obus », est illustré par des dessins de Jacques Tardi. Le ton de BD Boum se retrouve enfin dans cette évocation de la Russie des années bolcheviques que retrace une exposition de Pascal Rabaté, un enfant de la région (il est tourangeau), à partir de son album *Ibicus*, inspiré du livre du romancier russe des an-

nées 20 Alekséï N. Tolstoï, dont l'émouvante scénographie tissée de dessins au lavis et de photographies d'époque rappelle la misère de l'actuelle ex-URSS (« Le Monde des livres » du 3 juillet).

L'humour n'est pas absent, comme en témoignent les expositions consacrées à *Carmen Cru* ou à *Toto l'ornithologue*, la série de Yoann et Eric Omond qui a attiré plus de 5 000 enfants, ou aux « voyages sentimentaux » de Charles Berberian et Philippe Dupuy (*Henriette, Monsieur Jean*). Les prix de ce quinzième BD Boum

sont allés cette année au scénariste Serge Letendre pour l'ensemble de son œuvre (*La Quête de l'oiseau du temps*, *Les Errances de Julius Antoine*, *Chinaman*, etc.), à Etienne Davodeau pour son *Réflexe de survie*, à Denis Lapière, Pierre Bailly et Vincent Mathy pour leurs *Tranches de quartier*, tandis que l'illustrateur et dessinateur René Hausman (*Le Prince des écuries*) s'est vu attribuer l'innovation de cette année, le grand prix baptisé « Grand Boum ».

Yves-Marie Labé

THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER
Le soir du 23 décembre 1998
Point à la ligne
de VERONIQUE OLM
Mise en scène de Philippe Adrien
AVEC
ALAIN PRALON, CATHERINE FERRAN, CECILIE BRUNE
ET LES COMÉDIENS LAURE BOURREAU, ARIANE SIMON
(EX ALTERNANCE)
PRIX C.I.C. PARIS THÉÂTRE
100 F. Tarif de la dernière minute : 65 F.
01 44 39 87 00

Háry János
Zoltán Kodály
Christian Armand - Alain Maréchal
Opéra du national rhin
Strasbourg
4, 6, 8, 10, 12 décembre à 20 h
13 décembre à 15 h
03 88 75 43 23
Colmar
16 décembre à 20 h
03 83 20 29 07
Mulhouse : à la demande
03 83 20 29 07
03 83 20 29 07

L'insupportable différence d'Yvonne sur l'échiquier de la bêtise

Yves Beaunesne met en scène avec justesse le conte de Gombrowicz à La Colline

Jetée sur l'échiquier de la bêtise et de l'intolérance, Yvonne, princesse de Bourgogne, fille du peuple, n'est laide que pour les laids, peureux

pour les peureux, apathique pour les apathiques. Au Théâtre national de la Colline, à Paris, le metteur en scène Yves Beaunesne a situé

la pièce de Witold Gombrowicz (écrite en 1937) là où elle doit être : au présent, quelque part entre Shakespeare et Alfred Jarry.

YVONNE, PRINCESSE DE BOURGOGNE, de Witold Gombrowicz. Mise en scène : Yves Beaunesne. Avec Bernard Ballet, Marc Citti, Christian Hecq, Aline Le Berre, Sabrina Lequain, Bulle Ogier, Nicole Colchat, Magali Lérès, Manuel Mazaudier, Arnaud Simon. (Texte chez Actes Sud-Papiers, 92 p., 78 F.) **THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE**, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. De 55 F à 110 F. Durée : 2 h 30. Mercredi au samedi, à 20 h 30 ; mardi, à 19 h 30 ; dimanche, à 15 h 30. Jusqu'au 20 décembre.

Un plateau de dalles géantes bleues et blanches, sur lesquelles les acteurs paraissent plus petits que nature. Perspective à parcourir comme les cases d'un jeu d'échecs, à l'invité de la reine Marguerite (Bulle Ogier), franchissant la scène du pas glissé de la dame. Le chambellan (Christian Hecq) progresse en fou de la diagonale, entre zig et zag. Le roi Ignace (Bernard Ballet) roque et s'emmêle un peu au change. Quelques cavaliers empressés ne cessent de courir après leurs montures. Reste le prince Philippe (Marc Citti), au déplacement encore non répertorié.

Gala à la cour : les figures se placent en position de combat face au soleil couchant. Trompes.

Et voici la jeune Yvonne (Aline Le Berre) jetée sur l'échiquier, comme une souffrance sourde qui se répand, un cri étouffé venu d'ailleurs. Yvonne pourrait être l'unique pion blanc contre tous les noirs si elle n'apparaissait plutôt comme une pièce rapportée. Elle provient d'un autre jeu. Elle est un « reproche vivant », impossible à manipuler, un cœur révélateur de ce que sont les autres : un « laideur », une « mouche à merde », un « cafard lugubre » si l'on écoute les cavaliers. En ravissante bergère, avec sa frange à la Jeanne d'Arc, Yvonne n'est laide que pour les laids, peureuse pour les peureux, apathique pour les apathiques — comme le prince.

Et c'est bien ce qui excite le jeune homme, répondant en trois répliques au défi qu'elle exprime. Yvonne, dont on découvre sur le tard qu'elle est fille du peuple, devient sa tentation d'être, sa chance. « Chacun a quelque part un être prédestiné à le rendre fou, et pour moi, cet être c'est vous ! » Afin d'en finir avec l'agacement qu'elle lui inspire, il décide de l'épouser, dérangeant la partie, suscitant la rébellion du pouvoir et son propre retournement. Gombrowicz résumera la

suite à Dominique de Roux (Folco Gallimard) : « La cour mobilise enfin ses pompes et ses œuvres, sa supériorité et ses splendeurs, et, de toute sa hauteur, tue Yvonne... »

L'INCONVENANCE DE LA LENTEUR

Le metteur en scène Yves Beaunesne est entré dans ce conte à la Andersen (écrit en 1938) en le retranscrivant avec Agnieszka Kumor et Renée Wenzig. Il a bien saisi les difficultés de représenter Yvonne, dans sa dignité, dans son insupportable différence. Sur scène, Aline Le Berre ne marche pas, mais semble onduler en rampant. Ses mouvements n'indiquent pas un but repérable, pas plus que ses gestes un sens. Elle pratique une forme de danse, répétitive, animée d'une sensualité douce. Son inconvenance première est dans sa lenteur, dans l'irrégularité de son tempo, dans son déphasage avec celui des autres. Elle se situe à l'exact opposé du chambellan, parangon des bonnes manières, bouffon de l'accélération.

Outre la lenteur, l'insolence d'Yvonne et l'horreur qu'elle inspire sont manifestement contenues dans son silence. Vue de la cour, la jeune femme est laide parce qu'elle ne communique pas. Une tare moderne. Des rares paroles qui lui prête Gombrowicz, le metteur en

scène a gardé le minimum. Dans ses silences et ses chuchotements, Yvonne devient une métaphore du spectateur. Un regard exigeant, condamné à se taire. Le roi qui « ne veut plus être dévisagé » ne dit rien d'autre. Cette tentation offerte de fraterniser avec la partie obscure de la salle est une autre bonne raison pour rendre la jeune femme indéquitable par la cour — la troupe des comédiens.

Yves Beaunesne a placé Yvonne là où elle doit être : au présent, quelque part entre Shakespeare et Jarry. Le caractère hamletien du prince Philippe est bien connu, celui de Père et Mère Ubu du roi Ignace et de la reine Marguerite, moins. Gombrowicz considérait la « légèreté géniale » d'Ubu Roi comme « une initiation unique aux mystères de la bêtise ». Dans leurs atours étiolés, Bulle Ogier et Bernard Ballet célèbrent les noces de la bêtise et de l'intolérance, avec la bénédiction du pire suprême Christian Hecq, très capitaine Bordure. Comme l'ensemble de l'entreprise, le décor (Goury), est un peu plus qu'ingénieux : juste. Yvonne ne va pas à la cour, mais c'est le palais, meubles, portes et placards qui descendent sur elle, comme une dot, avancée puis reprise.

Jean-Louis Perrier

La danse pour rire, le meilleur et le pire

JE M'APPELLE EMIL STURMWETTER... ET MOI, C'EST MARYVONNE VON STRUDEBERG, de Marco Berrettini. Le 28 novembre. **TIPI/BEAUBOURG**, Piazza du Centre Beaubourg, Paris-4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-13-15. De 40 F à 50 F. Prochains spectacles : *Où ?*, de Christian Bourgain, et *Des gens de passage*, de Rachid Ouramdane, du 16 au 19 décembre, à 19 h 30.

Grincer... de rire. Le spectacle de chorégraphie Marco Berrettini *Je m'appelle Emil Sturmweitter... et moi, c'est Maryvonne von Strudelberg*, vu sous le Tipi de Beaubourg, agace autant qu'il fascine. Un blatus que l'on aime. Jusqu'à un certain point. L'esthétique du pire à ses limites. A partir d'un fait divers, « un meurtrier amnésique et sa nunuche d'amoureuse », Berrettini met en scène un duo façon comme l'as de pique. Il a dégotté le costume d'Emil (François Bouteau) dans les poubelles de Londres et s'est inspiré de Charles Pasqua pour construire son personnage.

Un choix économique et artistique très représentatif de ce chorégraphe bavarois d'origine italienne qui, entre deux maux, choisit délibérément le pire. Par mauvais goût revendiqué, sensibilité au foireux de la vie. Sauf qu'au final,

cette pièce affiche un confondant palmarès : les plus mauvais chanteurs, les mélodies les plus ringardes, les danseurs les plus maladroits, les comédiens les plus décalés !

Si Emil (joué en alternance par quatre danseurs) ne laisse pas d'être inquiétant dans son déphasage minimaliste, Maryvonne l'irruptive (également dansée par quatre interprètes, dont Anne Keren, Claudia Tiziozi) nous plombe avec son indéfinissable à l'africaine, son expression corporelle qui l'éclate « au point de lui creuser les caries ». Tant pis pour elle !

DÉCOURTURE DU KITSCH

On sait que Berrettini, par ailleurs, doté d'une formation en danse irréprochable (du classique au baroque en passant par le disco), se défend de la beauté, de la gratuité du mouvement. Mais il se piège, ici, dans une autre dictature, celle du kitsch, du cheap, qui ne fait plus rire à la longue. Les 4 et 5 décembre, au Théâtre Arsenic, à Genève, suite de ce mélo très cérébral avec *Sturmweitter prépare l'an d'Emil*. Emil et Maryvonne vont se décomplexer chez le psy. Les y suivrons-nous ?

En revanche, on se love sans hésiter sur le divan (rouge) avec Laura Scozzi qui présentait au théâtre Dunois *FELR - La Peur*, une psy-choré-

graphie d'une férocité réjouissante. A vos Kleenex, qu'est-ce qu'on rit ! Un phénomène rare en danse contemporaine. Mais cette Italienne de Milan, vivant à Paris depuis dix ans, a choisi, elle aussi, le rire comme véhicule à la danse, au texte et au mime. Part réussi. Sur le plateau, des phobiques, des stressés, des anorexiques, bref, des handicapés normaux aux prises avec leurs petits tracas quotidiens. Comment démarquer la journée du bon pied (droit évidemment), enfiler son pied gauche dans le chausson gauche, traverser la rue, garder son calme dans un ascenseur en panne, tomber amoureux.

Autant de banales fragilités que Laura Scozzi et ses sept interprètes, tous impeccables, diluent avec un sens du délire impeccable. Les corps hoquent, crépitent de tics, bégayent, mais dansent toujours. C'est furtif et intelligent, sans pitié, et jamais dans la dérision. *FELR - La Peur* nous entraîne à vive allure, cœur à l'envers, tête à l'endroit. Laura Scozzi réussit là où Marco Berrettini va dans le décor. Elle sera l'initiateur de la manifestation Cité Danse, à Suresnes, en janvier. Question subsidiaire : pour être drôle, ou du moins le tenter, faut-il être italien ?

Rosita Boisseau

CONCERTS

cité de la musique
musée, concerts,
centre d'information

ensemble
INTERTEMPORAIN
Orchestre du
Conservatoire
de Paris

Hans Zender, dir.
Olivier Messiaen
10 décembre < 20h

Renato Rivolta
Orchestre du
Conservatoire
de Paris

Nano, Maderna,
Schoenberg
12 décembre < 20h

musiques
pour cuivres
German Brass

Vivaldi, Bach
13 décembre < 16h30

144 84 44 84

GAVEAU
10 décembre 1998 - 20 h 30
Pieter
WILPELWEY
violoncelle
Michèle
BOEGNER
piano

Beethoven-Mendelssohn-Debussy-Franck
Première partie sur piano Fauré
Tél. rés. : 01-49-53-05-07

Auditorium du Louvre

Cycle Leos Janáček
Mardi 20 décembre < 20h

Ensemble instrumental
Michel Béroff, piano et direction
Mládí, Capriccio, Concertino

Mardi 22 décembre < 20h30

Quatuor Huberman
Sonate à Kreutzer, Lettres intimes

Mardi 23 décembre < 20h30

Michel Béroff, piano
Oeuvres pour piano

LOC : 01 40 20 84 00

ensemble
INTERTEMPORAIN

Vendredi 11 décembre 1998 < 20 h
Ircam, Espace de projection

Luca Francesconi, Animus
François Donato, Annam
Yan Maresz, Metallica

Gilles Racot, Exultitudes
Erik Oria, Galena,
création mondiale

Techniques Ircam et Ircam 01
Concert dans le cadre du festival
Jeux Ircam 01 - l'interdisciplinaire
troussant dans la création musicale

Reservations : 01 44 78 48 16

IRCAM
Centre Georges Pompidou

GAVEAU
SALLE GAVEAU
Lundi 3 décembre - 20 h 30

INTÉGRALE CHOPIN
3^e volet par
GARRICK OHLSSON

Loc. : 01-49-53-05-07
Fournier/Valmalette Prod.

CONCOURS INTERNATIONAL
LONG-THIBAUD
VILLE DE PARIS

SALLE GAVEAU
Demi-finales
Lundi 30 novembre
Mardi 1^{er} décembre

Finale Réclat
Vendredi 4 décembre
14 h, 17 h et 20 h 30

SALLE OLIVIER-MESSIAEN
Radio France

Finale Concerto suivie
de la remise des prix
Samedi 5 décembre
14 h et 18 h

SALLE PLEYEL
Concert de Gala
Lundi 7 décembre - 20 h

Orchestre national de France
Direction Jacques Mercier
Valmalette

théâtre des
champs-élysées

ORCHESTRE DE CHAMBRE DE
COLOGNE

HELMUT MÜLLER-BRÜHL
Mardi 8 décembre 1998, 20h30

BACH
CONCERTOS POUR VIOLON
BWV 1041-1043, BWV 1052

KOLJA BLACHER, violon
INFO & LOCATION 01 49 52 50 50

SORTIR

PARIS

Angelina Preljocaj/Aides
La compagnie Preljocaj dansera
Paysage après la bataille, créé en
1997 au Festival d'Avignon. La
chorégraphie parle de notre
monde où tout bouge, s'agite,
explose, avance masquée. La
soirée est donnée au profit
d'Aides Ile-de-France.
Palais des arts et congrès
d'Issy-les-Moulineaux, 25, avenue
Ernest-Cresson,
92 Issy-les-Moulineaux.
M^e Mairie-d'Issy. Le 30 novembre, à
20 h 30. Tél. : 01-44-52-33-82. De
80 F à 120 F.

Orchestre Colonne

Puisque les « grands orchestres »
ne le font pas, fêtons la vénérable
association symphonique des
Concerts Colonne pour son
initiative de jouer John Adams
dans un programme de musique
américaine du XX^e siècle plutôt
réjouissant.
Adams : *The Chairman Dances*.
Rouse : *Symphonie n° 2*. Gould :
Spirituals. Didier Lockwood
(violin), Stéphane Cardon
(direction).
Salle Pleyel, 252, rue du
Faubourg-Saint-Honoré, 8^e.
M^e Ternes, 20 h 30, le 30. Tél. :
01-42-33-72-89. De 95 F à 195 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

En plein cœur
Film français de Pierre Jolivet (1 h 40).

Film irlandais de John Boorman
(2 h 05).

Hors jeu
Film français de Karim Dridi (1 h 31).

Jaya, fille du Gange
Film franco-indien de Vijay Singh
(1 h 25).

Les Kidnappeurs
Film français de Graham Guit (1 h 40).

Kurt & Courtney
Film britannique-américain de Nick
Broomfield (1 h 39).

Néon
Dessin animé américain de Tony Ban-
croft, Barry Cook (1 h 28).

Nouvelle suite vénitienne
Film français de Pascal Kané (1 h).

L'Objet de mon affection
Film américain de Nicholas Hytner
(2 h).

Pages cachées
Film russo-allemand d'Alexandre So-
kourou (1 h 17).

Ronin
Film américain de John Frankenheimer
(2 h 02).

Un homme
Film français de Duf Sille (1 h 30).

Une minute de silence
Film français de Florent Emilio Siri
(1 h 28).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Mi-
nitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-
68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Le Kiosque Théâtre : les places du jour
vendues à moitié prix (+16 F de
Tang le dimanche).

Elliot Murphy Band
New Morning, 7-9, rue des Petites-
Ecuries, 10^e. M^e Châteaufort-d'Eau,
21 heures, le 1^{er} décembre. Tél. : 01-45-
23-01-01. De 110 F à 150 F.

Nano Solo
La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 5^e.
M^e Maubert-Mutualité, 20 h 30, les 1^{er},
2, 3 et 4 décembre. Tél. : 01-40-46-15-
71. 160 F.

Paolo Costa
Olympia, 28, boulevard des Capucines,
8^e. M^e Opéra, Madeleine, 20 h 30, les 1^{er},
2, 3, 4 et 5 décembre. 17 heures, le
6 décembre. Tél. : 01-47-42-25-49. De
190 F à 270 F.

Quartets Cadron
Sentier des Halles, 50, rue d'Abouk,
2^e. M^e Sentier, 20 heures, le 30. Tél. : 01-
42-36-37-27. 90 F.

Christian Trouillas
Christian Trouillas : *Génération*, *l'Anti-
chambre*.
Théâtre contemporain de la danse, 9,
rue Geoffroy-l'Ambley, 4^e. M^e Saint-
Paul, 19 heures et 21 heures, le 30 no-
vembre et les 1^{er}, 2, 3 et 4 décembre.
Tél. : 01-42-74-44-22.

Claudio Bernardi
Claudio Bernardi : *Système*.
Centre Waltonie-Bruxelles, 46, rue
Quincampoix, 4^e. M^e Rambuteau,
20 h 30, le 30 novembre et le 1^{er} dé-
cembre. Tél. : 01-53-01-96-96. 100 F.

La Cruche cassée
d'Heinrich von Kleist, mise en scène de
Philippe Berling.
Théâtre de l'Est parisien, 153, avenue
Gambetta, 20^e. M^e Pelleport, Saint-
Fargeau. A partir du 1^{er} décembre. Les
mardi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; les
mercredi et jeudi, à 19 heures ; les di-
manche, à 15 heures. Tél. : 01-43-64-80-
80. Durées : 2 h 15. 90 F et 140 F. Jus-
qu'au 20 décembre.

Gauche uppercut
de Joël Jouanhead ; mise en scène de
Serge Tranvouez.
Théâtre Gérard-Philipe, 53, boulevard
Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. A partir
du 1^{er} décembre. Du mardi au samedi,
à 21 heures le dimanche, à 19 heures.
Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F. Jusqu'au
20 décembre.

RESERVATIONS

Festival d'Alsace-Provence
Le Festival International d'art lyrique
d'Alsace-Provence a ouvert sa location
pour les cinq productions offiées du
8 au 30 juillet 1999, pour trente-neuf
représentations. Dans le Théâtre de
l'Archevêché seront présentés *Le Cou-
ronnement de Poppée*, de Monteverdi
(Marc Minkowski/Klaus Michael Grub-
be), *La Belle Hélène*, d'Offenbach (Sté-
phane Petrician/Herbert Wernicke), et
la reprise du *Don Giovanni* de Mozart
(Claudio Abbado, Daniel Harding/Peter
Brook). Seront, par ailleurs, présen-
tés dans la cour de l'Hôtel Maynier
d'Opéra et au Grand Saint-Jean : *La
Fête enchantée*, de Mozart (David
Stern/Stéphane Braunschweig), et un
montage de madrigaux de Monteverdi,
dont *Le Combat de Tigrande et de
Clorinde* (Marc Minkowski/Klaus Michael
Grubbe).

Festival International d'Alsace-Provence
service réservations, Palais de
l'Archevêché, 13100 Alsace-Pro-
vence. Tél. : 04-42-17-34-34. Fax : 04-
42-53-13-74. De 150 à 1 200 F.

Muzzik
la chaîne classique jazz danse
musiques du monde

L'Africaine
de Giacomo Meyerbeer
à San Francisco le 20 novembre 2000

Sir Georg Solti dirige
la *Symphonie n° 4* d'Elgar
de Felix Mendelssohn, 10 décembre 2000

Le Lac des Cygnes
chorégraphie de Patrice Bart
dirigé par Daniel Barenboim
le 2 décembre 2000

un nouvel air souffle sur votre télé

ABONNEZ-VOUS A MUZZIK
Le Câble : 06 36 67 60 60
Satellite : 08 26 18 01 43

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

MUZZIK

DISPARITIONS

Claude Roussel

Un ancien président de l'AFP

CLAUDE ROUSSEL, qui fut PDG de l'Agence France-Presse (AFP) de 1975 à 1978, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 novembre, à Antibes (Alpes-Maritimes). Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Né le 17 février 1919 à Paris, ancien élève de l'École normale supérieure et diplômé d'études supérieures de lettres, Claude Roussel dirigea pendant trois ans l'Agence information et documentation (AID), agence de presse clandestine du Comité national de la Résistance, et est l'un des huit hommes à l'origine de la création de l'AFP en 1944. De 1953 à 1975, il sera le premier journaliste à occuper le poste de secrétaire général de l'AFP, alors dirigée par Jean Marin, une des voix de Radio Londres. D'avril à juin 1975, il assure l'intérim de la direction générale de l'agence, le président de la République d'alors, Valéry Giscard d'Estaing, ne souhaitant pas que le mandat de Jean Marin à la tête de l'AFP soit reconduit. Mais la volonté de M. Giscard d'Estaing de nommer un membre du Quai d'Orsay à la direction de l'agence

échoue, et Claude Roussel devient PDG en juin 1975, grâce à des patrons de presse français attachés à l'indépendance de l'agence - dont Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde*.

Claude Roussel nomme Henri Pigeat comme directeur adjoint, contre l'avis de M. Giscard d'Estaing et des syndicats de l'agence. Il doit faire face au harcèlement de l'Élysée, qui s'irrite des manifestations d'indépendance de l'AFP, et aux critiques internes des syndicats. En 1978, M. Giscard d'Estaing, fort du résultat des législatives, pousse un candidat contre lui, alors que son mandat de PDG se termine en juin ; les représentants de la presse désignent Roger Bouzinac. Seul Hubert Beuve-Méry présentera sa démission d'administrateur de l'agence, en dénonçant « le fait du prince ». Devenu inspecteur général de la communication au ministère de la culture, Claude Roussel participera notamment aux discussions sur le rapport MacBride à propos du nouvel ordre mondial de l'information, dans les années 80.

Yves-Marie Labé

■ **JOSEPH LEGRAND**, ancien député (PC) du Pas-de-Calais, est mort mercredi 25 novembre. Né le 2 juillet 1909 à Carvin (Pas-de-Calais), ancien mineur syndicaliste, ancien secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF, ancien membre du comité central, Joseph Legrand avait été député de la 14^e circonscription du Pas-de-Calais de mars 1973 à mars 1986. Il a aussi été maire de Carvin, de mars 1977 à janvier 1985, et conseiller général du canton de Carvin de 1973 à 1979.

■ **HUGUETTE DEBAISIEUX**, journaliste et scénariste, est morte

jeudi 26 novembre à l'âge de soixante-neuf ans. Elle avait commencé sa carrière en entrant à vingt ans au *Figaro*, où elle couvrit notamment la guerre du Biafra. Elle rejoignit ensuite l'aventure du *Matin de Paris*, avant de se lancer dans la presse magazine à *L'Express*, *Elle*, *F magazine* et *L'Événement du jeudi*. Huguette Debaix était également scénariste pour la télévision et auteur de romans : *Nous nous aimerons jusqu'aux présidents* (Lattès, 1985) et *La Valse des ambitieux* (Sylvie Messinger, 1989), sur les coulisses de la télévision.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Jean-Pierre Lafosse a été nommé ambassadeur à Brunei, en remplacement de Louis Bardollet, par décret publié au *Journal officiel* du 27 novembre.

[Né le 25 août 1930, Jean-Pierre Lafosse est licencié en lettres, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales. Il a été notamment en poste à Pékin (1975-1981), à Tokyo (1986-1989) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, où il était, depuis mars 1994, délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Océanie à la direction d'Asie et d'Océanie.]

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

Jean-François Collin a été nommé directeur du cabinet de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, en remplacement de Jacques Maire.

[Né le 18 mars 1955 à Blacy (Yonne), Jean-François Collin est conseiller commercial de 1^{re} classe. Licencié en lettres, diplômé de

l'École nationale des services du Trésor, il est aussi ancien élève de l'ENA (1983-1987). Il a d'abord été, de 1981 à 1984, inspecteur du Trésor et, en 1987, il rejoint la direction des relations économiques extérieures (DREE) comme attaché commercial. Il sera en poste à New Delhi de 1989 à 1990. Il entre ensuite au cabinet de Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, comme conseiller technique (1991-1992). De 1992 à 1995, il est sous-directeur des productions animales à la direction de la production et des échanges du ministère de l'Agriculture. En août 1995, il prend la direction du poste d'expansion économique à Cologne en Allemagne et, en juin 1997, Louis Le Pen, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, l'appelle pour diriger son cabinet. A ce poste, il a eu à négocier directement plusieurs grands dossiers « mixtes » avec les services de Dominique Voynet, notamment et, par exemple, le contenu des futurs contrats territoriaux d'exploitation (CTE), pièce maîtresse de la loi d'orientation agricole votée en octobre en première lecture par l'Assemblée nationale, la mise au point des directives européennes sur les zones naturelles (comme Natura 2000) et la limitation de la pollution des eaux par les nitrates due aux élevages porcins industriels, ou encore le très délicat dossier des OGM.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 25 novembre sont publiés :

● Défense : trois décrets et plusieurs arrêtés relatifs au régime indemnitaire de certains personnels civils du service de santé des armées, à la solde des volontaires dans les armées, à l'attribution d'une indemnité spéciale aux volontaires dans les armées servant dans la gendarmerie nationale.

● Pêche : un décret relatif au conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halioalimentaire.

● Consommation : un arrêté portant nomination au Conseil national de la consommation.

Au *Journal officiel* du jeudi 26 novembre sont publiés :

● Ecoles : un décret relatif aux règles budgétaires et comptables et à diverses dispositions applicables aux caisses des écoles.

● Fonction publique : un décret et un arrêté portant nomination aux formations spéciales du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

● Conseil constitutionnel : deux décisions rendues le 24 novembre par lesquelles le Conseil constitutionnel a rejeté des requêtes concernant les élections sé-

natoriales du 27 septembre dans les Côtes-d'Armor et la Haute-Garonne.

Au *Journal officiel* du vendredi 27 novembre sont publiés :

● Commerce des services : un décret portant publication du troisième protocole en date du 6 octobre 1995, annexé à l'accord général sur le commerce des services.

● Agriculture : un arrêté portant nomination à la commission interministérielle et interprofessionnelle de l'alimentation animale.

Au *Journal officiel* du samedi 28 novembre sont publiés :

● Code rural : une loi visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la Sécurité sociale.

● Gouvernement : un décret relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, Bernard Kouchner ; un décret relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, Nicole Péry.

● Minima : un décret relatif aux modalités de cumul de certains minima sociaux avec des revenus d'activité (lire page 11).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Florence et Jacques LANZMANN. Les jumeaux Alma et Nathan. Leurs autres frères et sœurs, se réjouissent de la venue au monde de

Milena.

le 25 novembre 1998.

— David et Valérie APPIA. Charles, Paul et Sarah. Ils sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor.

le 24 novembre 1998.

3 bis, avenue Théodore-Rousseau, 75016 Paris.

Anniversaires de naissance

Bibon.

Enfin papillon. Aujourd'hui je pense à toi encore plus fort. Plein d'amour d'Athènes. Philia Polla. C.

— Neully, Asnières.

le 25 novembre 1998. TU CONNAIS LA MUSIQUE... Alors Joyeux anniversaire.

CLAUDE-PAPA

Claude, Dominique et Corinne. Mathieu et Mélanie, Pierre-François, Baptiste, Lily, Julien, Vincent, Maxence, et Mamou, Denise et Cie... On t'embrasse.

Décès

— Nous avons la tristesse d'annoncer que le

docteur Arlette CARPENTIER, née SOLOMON.

nous a quittés le 27 novembre 1998. Jean, Jacqueline, François, Michel, Rosette, Kéjman, ses enfants.

Ses petits et arrière-petits-enfants. Toute sa famille. Et ses amis. L'accompagnement au cimetière parisien de Pantin, le mercredi 2 décembre, à 13 h 45.

13, rue Payenne, 75003 Paris.

— M^{me} Gabrielle Coïn, son épouse. Ses enfants. Ses petits-enfants. Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Louis COÏN, docteur en médecine, docteur en sciences, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, ancien président de la section des eaux du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, président d'honneur de l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux.

survenu à Paris, le 26 novembre 1998, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le 2 décembre, à 15 heures, en l'église de Chassy-Dejoints, suivies de l'inhumation au cimetière de Chassy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Anick Flipo, son épouse. Ses enfants, petits-enfants. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jack-Yves FLIPO, trésorier-payeur général honoraire,

survenu le 26 novembre 1998, à l'âge de soixante-cinq ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le mardi 1^{er} décembre, à 15 heures, en l'église de Montvaulin.

37, rue Basse, 41350 Montvaulin.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Le président. La direction générale. Et l'ensemble du personnel du groupe CPR, expriment leur vive émotion devant la disparition soudaine, le 26 novembre 1998, de

Eric LANGEARD, directeur du marketing et de la communication.

Ils témoignent leur sympathie adressée à sa famille et à ses enfants.

— Emile Pallarès, son épouse, Françoise Pallarès, Dominique Pallarès, Pierre Langlois et leurs enfants, Jean et Sophie Pallarès et leurs enfants. Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Nicole PALLARÈS, née FONTANEL, ancienne élève de l'ENS, enseignante à la faculté des sciences de Tours.

survenu le 21 novembre 1998, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 23 novembre, à Olette (Pyrénées-Orientales), où a eu lieu l'inhumation.

Emile Pallarès, 12, place Anatole-France, 37000 Tours.

— Françoise Ruzé, Jean et Catherine Ruzé, Philippe et Françoise Ruzé, ses enfants, Florence, Etienne et Marianne, Cécile, Alexis, ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Anne-Marie RUZÉ, née LECRONIER.

le 25 novembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Selon son désir, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

264 bis, boulevard Saint-Denis, 92400 Courbevoie.

— Ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Marcel VAN THIENEN, sculpteur et musicien.

La cérémonie de crémation aura lieu le 1^{er} décembre 1998, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

— M^{me} Geneviève Vigouroux, son épouse, Catherine et François, Cécile, Alice, ses enfants, Les familles Vigouroux, Pellerin, Forstch, Mériaux, parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel VIGOUROUX, solitaire et un ans,

ancien maître de conférences à l'université Paul-Valéry de Montpellier, membre de l'association Reclus, Maison de la géographie de Montpellier.

Obsèques au complexe funéraire de Grammont à Montpellier, le mercredi 2 décembre à 15 h 30.

14, rue des Jacinthes, Castelnaud-le-Lès.

— L'association Reclus a la tristesse de faire part du décès de son

secrétaire, Michel VIGOUROUX, professeur de géographie,

qui a tant donné pour une recherche ouverte.

Obsèques le mercredi 2 décembre 1998, complexe de Grammont, Montpellier, à 15 h 30.

Maison de la géographie, 17, rue Albert-de-Léprieux, 34000 Montpellier.

Anniversaires de décès

— 1^{er} décembre 1998.

Il y a un an, disparaissait

Alain CHAUVET.

Il nous manque. Ses amis.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36
01.42.17.29.96

Colloques

Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV)
Colloque international
La Poésie de l'après-d'oc, des troubadours à Mistral
17, 18, 19 décembre 1998, salle Louis-Liard.
Pour tout renseignement : 01-40-46-27-44.

Colloque d'études gays et lesbiennes.
« Homosexualité : expression-répression »
Groupe homonormales
Du 3 décembre à 14 h 30 au 5 décembre à 12 h 30
École normale supérieure
Salle Dussane, 45, rue d'Ulm
75005 Paris (RER Luxembourg)
Tél. : 01-48-05-12-85

— Le 37^e colloque des intellectuels juifs de langue française aura lieu les 5, 6 et 7 décembre 1998, au Centre de congrès Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 75008 Paris.
Il aura pour thème :
Comment vivre ensemble ?
Avec la participation d'Henri Atlan, Gilles Bernheim, Mireille Delmas-Marty, Jacques Derrida, Ilan Gerschlager, Jean Halperin, Stéphane Hessel, Nathan Wachet.
Réservation au 01-43-54-44-63.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaire
Florence Dupont : « Imaginaire des scènes romaines : le soldat et le parasite ». — 1^{er}, 8 et 15 décembre, 12, 19 et 26 janvier, de 18 h 30 à 20 h 30, espace Jussieu, université Paris-VII-Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Paris.

● Rencontre-débat
A propos de Georges Büchner : l'impérialisme à se conformer. — Rencontre entre le Théâtre de Genevilliers et le Collège international de philosophie, avec D. Cohen-Levinas, A. Engel, N. Michel, F. Regnault et, sous réserve, D. Müller et B. Pautrat, 7 décembre, 19 h 30, Théâtre de Genevilliers, 41, avenue des Grésillons, Genevilliers.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).
Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-85.
Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h

LE BUREAU DES ÉLÈVES ET L'ASSOCIATION LES LETTRES PERCANTES présentent

LA 51^e JOURNÉE DEDICACES DE SCIENCES PO

SAMEDI 5 DÉCEMBRE 1998
De 14 heures à 18 heures

DÉBAT À 15 HEURES
« Parlez-moi d'amour... »
autour de Josyane Savigneau du Monde
Monique de Bonis, André Comte-Sponville, Régine Deforges, Isabelle Marsay, Catherine Shan, François de Singly



Cette Journée Dédicaces accueille plus de 100 auteurs dont : J. Arthuis, P. Assouline, J. Attali, J.-P. Azéma, F. Baroin, B. Badie, P. Boniface, P. Bruckner, Cabu, Cavena, F. Chandernagor, E. Charles-Roux, A. Comte-Sponville, M. Crozier, D. Daenickx, R. Deforges, M. Déon, J.-P. Fitoussi, V. Forrester, J. Gaillot, M. Gallo, J. Garcin, J. Gédéon, F. Giroud, R. Goupil, A. Jacquard, J. Le Goff, P. Le Guillou, C. Lepage, P. Meyer, A. Miné, A. Mitzalis, P. Moreau-Desfarges, Plantu, B. Poirot-Delpech, H. Reeves, R. Rémond, T. Roland, D. Schlachter, F. de Singly, J.-C. Rufin, P. Sollers, G. Sorman, B. Stirn, F. Verry, P. Vidal-Naquet...

En partenariat avec **Le Monde** - Entrée libre
27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris
Renseignements : 01-45-49-51-47 - 01-45-49-51-96



EN VUE

■ La bulle papale du jubilé de l'an 2000 accordée aux pénitents qui se seront abstenus pendant un jour de boire et de fumer des indulgences plénières reversibles aux morts du Purgatoire.

■ Katerina Yannakopoulou, au passé « moralement impeccable », condamnée pour meurtre, vendredi 27 novembre, à Athènes, à vingt ans de prison, mariée, mère de famille, employée dans un atelier de fabrication d'icônes, a pleuré tout au long de son procès. Elle aimait « à la folie » sa victime, Anthimos Eleftheriadis, archimandrite qui la méprisait et lui extorquait de l'argent sur « ordre de la Vierge ».

■ Mgr Christodoulos, chef de l'Eglise orthodoxe de Grèce, demandait, jeudi 19 novembre, au gouvernement d'accorder une « prime de productivité » aux papes, fonctionnaires de l'Etat. « Il faudrait déjà qu'ils produisent quelque chose », estime le syndicat de la fonction publique.

■ Récemment à Istanbul, l'UEFA reporte, en raison des tensions au sujet du Kurde Abdullah Ocalan, un match de football contre la Juventus de Turin. Furieux, les Stambouliotes s'en vont lancer des ballons par-dessus les grilles de l'ambassade d'Italie.

■ Les habitants de Thurgovie, en Suisse, ont révisé par votation, dimanche 29 novembre, leur réglementation des jours de repos afin de pouvoir jouer au football le dimanche des Rameaux.

■ Les membres de la commission canadienne de révision ont exclu de la liste aux élections provinciales du lundi 30 novembre une centenaire qui leur semblait « trop vieille et trop confuse ». Lillie Muir proteste vivement : « Je suis un peu sourde seulement ».

■ Annamaria Giannone rentre chez elle, rue Pamphile à Rome, dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 novembre, plus tôt que prévu. Elle ne peut plus rien pour Edoardo, son mari, mort asphyxié par des émanations de monoxyde de carbone, mais ranime sa maîtresse, à ses côtés dans son lit.

■ En septembre, lors d'enchères sur le circuit de Zeltweg en Autriche, une boîte renfermant des gaz d'échappement de la Ferrari du champion du monde allemand Michael Schumacher avait été mise à prix 85 000 francs. Récemment à Paris, à l'occasion d'une vente consacrée aux « Mémoires des paquebots », deux morceaux de charbon du Titanic ont été acquis pour 3 800 francs.

■ Les candidates à l'élection de Miss Bagdad, le 10 décembre, au Centre Saddam pour les arts, devront avoir « des traits babyloniens, assyriens ou sumériens », précise Al-Zaoura, hebdomadaire irakien.

Christian Colombani

Hillary Clinton, cover-girl de « Vogue »

Le magazine américain de mode consacre sa couverture et un reportage particulièrement élogieux à la première dame des Etats-Unis, à laquelle il prédit même un avenir politique



Le magazine américain de mode consacre sa couverture et un reportage particulièrement élogieux à la première dame des Etats-Unis, à laquelle il prédit même un avenir politique

signée Oscar de la Renta, boucles d'oreilles Cartier perles et diamants, sous le titre « L'extraordinaire Hillary Clinton ». En pages intérieures, on la retrouve en tenue plus décontractée mais toujours aussi maitresse d'elle-même, en pantalon et col roulé noirs ou en simple chemisier blanc Ralph Lauren, attablée devant des dossiers sur une terrasse de la Maison Blanche. Annie Leibovitz avait suggéré qu'elle lise un journal pour cette pose, mais, a-t-elle rétorqué, elle ne lit pas les journaux. « La première dame ne lit pas les journaux », qui, il est vrai, n'ont pas été

tendres avec le couple présidentiel cette année. « Elle fait partie de ce petit groupe de femmes, note l'auteur de l'article, qui sont belles à cinquante ans qu'à trente. » Mais ce qui la rend séduisante, c'est aussi « l'impression de pouvoir qu'elle projette. Hillary Clinton a du charisme, une aura qu'il est impossible d'ignorer et qui transforme l'atmosphère comme par magie ».

Déroutante, Hillary Clinton passe volontiers d'un rôle à l'autre. Elle a consacré son dernier livre, *Dear Socks, Dear Buddy: Kids' Letters to the First Pets* (Ed. Simon & Schuster), aux lettres des enfants américains au chat et au chien présidentiels, un sujet que n'aurait pas traité Barbara Bush ; il paraît au moment où les éditorialistes saluent en cette *First Lady* d'un nouveau type « la révélation politique de l'automne » et le rôle crucial qu'elle a joué dans la campagne pour les législatives du 3 novembre : en allant activement soutenir les candidats démocrates dans dix-neuf Etats pour suppléer un président resté, cette année, à l'écart des meetings publics, elle a largement contribué à la remontée des démocrates. Honnête il y a quatre ans après le fiasco de son plan de réforme de la santé, elle est aujourd'hui si populaire que certains lui prédisent de nouveau un avenir politique. A elle, cette fois.

Sylvie Kauffmann

d'eux les belligérants, Kofi Annan et Jacques Chirac ont su faire entendre la voix de la raison, celle de l'avenir.

EUROPE 1

■ François Bayrou a atteint son premier objectif qui constituait aussi un préalable : fusionner les composantes de l'UDF, mettre enfin sur pied ce parti unitaire que voulait Valéry Giscard d'Estaing. Il y a vingt ans. Le prix à payer apparaît cependant lourd : la scission des libéraux d'Alain Madelin, le rétablissement de l'hégémonie du RPR sur la droite parlementaire. Le prochain objectif est lui aussi aléatoire : démontrer que l'UDF a son propre projet, ses idées personnelles, un tempérament, une ambition.

LE POINT

■ Je ne crois pas que Michel Rocard ait « pété les plombs ». Ou, plus exactement, si « plombs pétés » il y a eu, et si un « court-circuit » s'est donc produit, c'est dans la fausse clarté d'une époque qui, une fois de plus, confond tout : la gauche politique et politique, celle des principes et des intérêts, celle qui refuse de céder sur l'idée et celle qui, au train où vont ses renoncements, admettrait bientôt n'avoir d'autre mérite à faire valoir que celui d'avoir, comme elle dit, mené le peuple de gauche aux affaires.

L'ECONOMIST

■ La semaine passée, alors que les marchés boursiers retrouvaient des niveaux élevés, une nouvelle

vague de méga-fusions a vu le jour. Au-delà de l'excitation qu'elles provoquent sur les marchés, la vraie question est de savoir si ces fusions ont un réel sens économique à long terme... En fait, les raisons invoquées à chaque fois amènent à s'interroger. Bien souvent, il ne s'agit que d'imiter d'autres entreprises : elles l'ont fait, nous devons le faire aussi. Il s'agit parfois d'une réaction à une peur commune : la globalisation pour certains, l'arrivée de l'euro pour d'autres... L'échec ou les difficultés de méga-fusions récentes devraient inciter à davantage de prudence. Tout cela ne signifie pas que les opérations annoncées actuellement seront des désastres. Mais cela doit conduire à prendre les promesses faites aujourd'hui avec des pinces.

www.anacoluthe.com

Un feuilleton policier multimédia en hypertexte, réalisé à quatre mains

« LE DICTIONNAIRE dit qu'une "anacoluthe" est une rupture ou une discontinuité dans la construction d'une phrase. C'est aussi l'une des injures préférées du capitaine Had-dock. » Deux bonnes raisons pour qu'Anne-Cécile et Olivier, un couple de jeunes Bruxellois, baptisent de ce nom barbare l'œuvre littéraire en hypertexte qu'ils construisent ensemble depuis deux ans. Anne-Cécile se consacre entièrement à l'écriture, tandis qu'Olivier, consultant informatique, s'occupe de la mise en page pendant son temps libre.

Anacoluthe est un vaste recueil multimédia réunissant mille deux cents pages de texte, illustrées par près de deux mille images. L'ensemble est classé en quatre rubriques, ou plutôt quatre « quails », d'où l'on s'embarque pour découvrir des chroniques, des pastiches ou des nouvelles. L'œuvre maitresse d'Anne-Cécile, en chantier depuis un an, s'appelle « Appari-tions inquiétantes ». Il s'agit d'un feuilleton policier se déroulant dans un pays imaginaire qui res-



semble à l'Amérique, entre Chandler et Twin Peaks. Il y a des meurtres, un peu de sexe, des personnages troubles, du suspense... A partir de cette matière première, le couple a conçu une œuvre spécifiquement adaptée au Web, dans laquelle l'hypertexte est réellement

mis au service du scénario. Le roman possède un début, mais, pour aller au-delà de la première page, il n'existe pas de continuité narrative. Le plus simple est de cliquer sur un mot désigné comme lien, qui mène toujours vers une suite logique. Mais, par ailleurs, une barre de na-

vigation permet de s'enfoncer dans l'histoire à l'aveuglette ou de revenir en arrière. Les illustrations ont une double fonction : en cliquant sur l'image, on fait apparaître une phrase éphémère évoquant une pensée fugitive d'un personnage, ou le souvenir d'un dialogue ancien. Olivier estime que « tout le monde y trouve son compte, ceux qui aiment les histoires échevelées, mais aussi ceux qui préfèrent les scénarios bien charpentés ». Les lecteurs désorientés peuvent tricher un peu, grâce à un « atlas des chemins », qui permet de vérifier ce que l'on a déjà lu et ce qui reste à découvrir.

A mesure que l'intrigue s'épaissit, Anne-Cécile est confrontée à un nouveau défi, compliqué par les exigences de l'hypertexte : « Sans avoir de plan précis, je dois m'en tenir à un scénario fixé dans ses grandes lignes. Il faut être libre de se laisser emporter par son inspiration, mais en même temps, je dois tout maîtriser, beaucoup plus que pour une œuvre traditionnelle. »

Yves Eudes

SUR LA TOILE

LES JEUNES ET LE NET

■ Selon un sondage de la Sofres pour France Télécom, 30 % des 15-25 ans ont déjà utilisé Internet au moins une fois, 44 % d'entre eux l'ont découvert à l'école ou à l'université, 28 % avec des amis, 18 % par leurs propres moyens, et 3 % grâce à leurs parents. (Reuters)

LYCÉES CONNECTÉS

■ Le conseil régional de Midi-Pyrénées a annoncé que les 232 lycées publics, privés et agricoles de la région seront connectés à Internet dès la rentrée 1999, par l'intermédiaire du « réseau régional pour l'éducation et la formation ». (AFP)

MULOT

■ L'Association des amis de Jacques Chirac, présidée par Bernard Pons, a annoncé l'ouverture de son site, baptisé « Le Mulot ». Le communiqué indique que « les internautes seront guidés par un joyeux petit mulot qui turlute croque une pomme, tantôt prend position, tantôt travaille ». (AFP) www.lemulot.com

PRÉCISION

■ L'adresse complète du site web du Musée du Prado (Le Monde du 26 novembre) est museopradomc.es/prado

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILEGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F
 au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F
 (Sont compris les frais de port et d'abonnement)

Je joins mon règlement soit :
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ par carte bancaire N° _____ Signature : _____
 Date de validité : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	566 F	790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi.
 Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
 LE MONDE, service Abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc
 93446 Châtillon Cedex

Le prix du baril

par Alain Rollat

LES ENQUÊTES de « Capital », sur M 6, sont toujours d'une grande portée morale. Dimanche, par exemple, on y apprenait que l'argent ne fait même plus le bonheur des rois du pétrole. C'est le cheik Ahmed Yamani, ancien porte-parole des pays producteurs, ex-ministre de l'économie d'Arabie saoudite, éminent artisan du Yalta pétrolier de 1973, qui s'en plaignait : « Trop d'argent est aussi mauvais que pas assez d'argent. » Il en voulait pour preuve l'évolution de son pays : « A partir de 1973, nous avons gagné trop d'argent. On ne savait plus quoi en faire. Il y a eu l'inflation, la corruption, c'est très mauvais socialement et économiquement... » Il déplorait, avec le recul, que les sujets de son royaume se soient enrichis sans discernement : « Notre peuple est devenu paresseux parce que l'argent est devenu trop facile... » Il faisait son

propre mea culpa : « Moi-même, j'ai réalisé une énorme fortune ; je ne le regrette pas, mais ce n'est pas normal... » Devenu un parfait gentleman, depuis qu'il vit à Londres, où il possède un modeste pied-à-terre, M. Yamani est si contrit qu'il ne roule plus qu'en Rolls. On compatit.

L'ancien président du Congo-Brazzaville, Pascal Lissouba, est, lui aussi, fort à plaindre. Depuis que son rival, Denis Sassou Nguesso, a gagné la dernière guerre civile, il doit loger dans un hôtel particulier du dix-septième arrondissement de Paris. Pis : c'est en pure perte qu'il a dépensé l'avance de 100 millions de francs que lui avaient consentie, sous la forme d'un « effort de guerre », les compatriotes dirigeants d'Elf, qui combleront la production pétrolière de son pays. Du coup, notre entreprenante compagnie nationale a été obligée de faire

amende honorable auprès de son vainqueur. De Pavis même de l'un des conseillers de la présidence d'Elf, Gilbert Rutman, « c'est vraiment du gâchis ». Les victimes compatissent : M 6 a rediffusé quelques images de cadavres.

Elles compatissent d'autant plus qu'elles auraient été moins nombreuses si Elf n'avait pas financé ainsi l'utilisation d'armes de destruction massive. Car alors, selon Jean-Paul Pignasse, l'un des conseillers du président Sassou Nguesso, « il n'y aurait pas eu dix mille morts, il n'y en aurait eu que deux mille ». M. Rutman s'excuse de la différence : « Nous ne sommes pas des sentimentalistes. Nous sommes des gens réalistes, qui gagnons de l'argent. Que nous le gagnions avec Lissouba ou avec Sassou Nguesso, cela nous est égal. L'essentiel est que nous puissions nous maintenir et gagner notre vie... » Quel est donc le prix du baril de sang ?

البحر الأبيض المتوسط

FILMS DE LA SOIRÉE

20.40 Le Village des damnés ■■ John Carpenter (États-Unis, 1995, 95 min.)	22.45 Mississipi ■■ Constantin Costa-Gavras (États-Unis, 1982, v.o., 122 min.)	0.20 Un jour à New York ■■ S. Doren et G. Kelly (États-Unis, 1965, v.o., 90 min.)
20.45 Haut, bas, fragile ■■ Jacques Rivette (France, 1994, 160 min.)	23.00 Sans soleil ■■ Chris Marker (France, 1982, 100 min.)	0.45 When We Were Kings ■■ L. Cast et T. Hackford (EU, 1996, v.o., 84 min.)
21.00 Conseil de famille ■■ Constantin Costa-Gavras (France, 1985, 105 min.)	23.00 Une autre femme ■■ Woody Allen (États-Unis, 1988, 90 min.)	1.25 M le Maudit ■■ Fritz Lang (Allemagne, 1931, N., v.o., 95 min.)
21.10 On a volé la seconde ■■ Michel Deville (France-Italie, 1966, 100 min.)	23.55 No Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 145 min.)	

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 22.20 Ecran témoins. Pleine de mort, le débat est-il dos ? Invités : Le docteur Pierre Duvigneau ; Jean-Pierre Malmendier ; Marcel Normand ; Rémi Bado ; Jules Beaumais ; Christel Collard.	20.15 Dieu sans frontière. Recherche Dieu désespérément. Arte	19.20 Herbie Hancock et Bobbie McFerrin. Mezzo
MAGAZINES 18.30 Nulle part ailleurs. Avec Nick Bromfield ; Babaa Maal ; Charles Aznavour ; Laurent Bourgoignie.	20.35 Macao. Le vice chinois. Planète	21.00 L'Africaine. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de San Francisco, dir. Maurizio Arena. Muzik
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les dockers de Liverpool. Histoire	21.00 C'est qui se souviennent. [1977-1986-1997]. Tout va très bien. Histoire	21.45 Daniel Hübner. Rédaction de piano. Mezzo
20.00 Envoyé spécial. Opération survie. Les cadavres. Post-scriptum : L'œil de glace. TV5	21.35 La jungle de verre. Amis virtuels. Odysée	THÉÂTRE 20.55 Le Canard à l'orange. Le dévotisme de William Douglas Home. Mise en scène de Pierre Mondy et Alain Lloret. TMC
20.00 20 h Paris Première. Avec Muriel Robin. Paris Première	21.40 L'Histoire de l'Italie au XIX ^e siècle. [1942]. La Belle Époque. Planète	VARIÉTÉS 20.30 Souvenir. La la la Claude François (diffusée le 17/09/98). Canal Jimmy
22.40 Y a pas photo ! Invités : Marius Colucci ; Pierre Mondy ; Maurice Duvigneau.	22.20 La firme. [1972]. Le maison des Windsor. Odysée	TELEFILMS 20.30 Qui mange qui ? Championnat de France : Arignon - Villeneuve. Eurosport
22.45 D'un monde à l'autre. RMI : Exclusion ou insertion ? Invités : Marius Colucci ; Nicolas Dupont-Aignan.	22.25 Terre promise. Mezzo	20.40 Trafics en tous genres. Mollie Miller. France 2
0.40 Le Cercle. Festival des trois continents. Invités : Hou Hsiao Hsien ; Kore Ede Hsiao ; Stanley Kwan.	22.45 Un siècle de danse. [1975]. L'Europe de l'an mil. Odysée	20.55 La Poursuite du vent. Nina Companeez [1975]. France 2
DOCUMENTAIRES 18.00 Corpus Christi. [1972]. Procs. Histoire	23.20 Le Temps des cathédrales. [1971]. L'Europe de l'an mil. Odysée	22.40 Au nom des femmes. Paul Schneider. M 6
18.30 Le Monde des animaux. Les Mustangs. La Cinquième	23.40 Isadora Duncan. Mezzo	22.45 Retour à Malavelli. Jacques Ernaud. 13 ^{ème} Rue
18.30 Arctique. [1973]. Odysée	0.10 Bon voyage. Mister Glenn. Odysée	SÉRIES 19.20 Equalizer. Le dévotisme de William Douglas Home. Mise en scène de Pierre Mondy et Alain Lloret. TMC
19.00 Nature. Les Forêtiers de la jungle. Arte	SPORTS EN DIRECT 19.55 Rugby à XIII. Championnat de France : Arignon - Villeneuve. Eurosport	20.45 La Vie de Berlioz. [196]. Mezzo
19.35 Histoire d'opéras. [194]. Planète	22.45 Boxe. Championnat du monde WBA : poids super-welters. Laurent Boudouani (Fr.) ; Terry Norris (E-U). Canal +	20.55 Madame le consul. Les Enfants de Scario. TF1
20.00 Chili. la mémoire obstinée. Histoire	MUSIQUE 18.00 Mozart. La Symphonie en la majeur KV201 de Mozart. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Lorin Maazel. Mezzo	21.35 New York Police Blues. [1972]. Le désespoir d'Israël. Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 21.00 Paris Première
Conseil de famille
A leur sortie de prison, deux cambrioleurs reprennent leurs activités. L'un d'eux est marié et père de famille. Un jour, son fils l'accompagne au « travail ». Il en revient touché par la vocation de voleur. Ses dons pour l'électronique vont faire de lui un maître dans l'art de forcer les coffres-forts. A tel point que l'Américain va faire appel à lui. Coup d'essai réussi de Costa-Gavras dans la comédie humoristique et même burlesque. Brillamment interprété par Johnny Hallyday, Guy Marchand, Fanny Ardant, Rémi Martin, Fabrice Luchini... - J. S.

● 22.05 Ciné Classics
Un jour au cirque
Jeff, un jeune directeur de cirque, aime l'écuycère et veut l'épouser. Déshérité par sa tante, il est en grande difficulté financière alors qu'il doit rendre 10.000 dollars à Carter, un financier véreux. Le géant Goliath et le nain Atome, créatures de Carter, subtilisent l'argent de la dette. Groucho, Chico et Harpo Marx, qui arrivent là-dedans comme des cheuux sur la soupe, vont essayer de le retrouver pour que le cirque ne tombe pas aux mains du financier. Moins connu qu'Une nuit à l'opéra et Un jour aux courses, ce film tourné par Edward Buzzell en 1938 fait surtout honneur à l'imagination des frères tentés pour bouclier un scénario. Longs dialogues, scènes incongrues, gags défilants (Chico sortant d'un taxi avec un phoque. Harpo promenant l'animal en laisse. Groucho du pant comme toujours Margaret Dumont ou se déguisant en père Noël pour s'engouffrer sous le matelas du géant), il n'y a d'autre logique ici que celle du délire comique des trois complices. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 18.30 Exclutif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.55 Madame le consul. Les Enfants de Scario. 22.40 Y a pas photo ! 0.10 Histoire naturelle. 1.00 TFI nuit.	FRANCE 2 17.55 Hartley, cœurs à vif. 18.50 Friends. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 19.55 Au nom du sport, Météo. 20.00 Journal, Météo. 20.55 La Poursuite du vent. Téléfilm. Nina Companeez [1975]. 22.40 Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 20 : Association. 22.45 D'un monde à l'autre. RMI : exclusion ou insertion ? 0.20 Journal, Météo. 0.40 Le Cercle. Théâtre.	FRANCE 3 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.52 L'Euro, mode d'emploi. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Le Koulj de 20 heures. 20.35 Tout le sport. 20.55 La 7 ^e Compagnie. Film. Robert Enrie. 22.20 Météo, Soir 3. 22.50 Les Aventuriers ■■ Film. Robert Enrie. 0.40 Aléas.
--	---	--

ARTE

19.00 Nature. Les Forêtiers de la jungle. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Dieu sans frontière. Recherche Dieu désespérément. 20.45 Haut, bas, fragile ■■ Film. Jacques Rivette. 23.25 Fausto. Film. Rémy Duchemin. 0.50 Court-circuit. 1.15 Laisse un peu d'amour. Téléfilm. Zaida Chahar-Boita.

M 6

18.00 Les Aventures de Sinbad. 18.40 FX, effets spéciaux. 19.50 La Minute de l'Europe. 19.54 Le Six Minutes. 20.10 Notre belle famille. 20.35 La Famille Tournabien. 20.40 Décrochage info. 20.50 Pacte avec un tueur. Film. John Flynn. 22.40 Au nom des femmes. Téléfilm. Paul Schneider. 0.20 Culture pub. 0.45 Jazz 6. Gilberto Gil «Quanta».

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.02 Les Chemins de la musique. 50 ^e anniversaire de l'état d'Israël. 20.30 Agora. Françoise Lalonde / Christian Sverreud, l'inventeur de Coban. 21.00 Entretiens scientifiques de Brest. 22.10 Fiction. 0.05 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. Laurent Grollier (Le France Journal) et La Vie de Nicolas de Stath.	FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert anniversaire. 80 ^e anniversaire de l'Orchestre de la Suisse romande. Dir. Fabio Luisi. 22.30 Musique priet.	RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Musiques d'Alain Resnais. Œuvres de Stravinsky, Monteverdi, Hertz, Gershwin, Baker, Eisler, Brahms, Nielsen. 22.46 Les Soirées... (suite). Œuvres de Messiaen, Penderecki, Mozart, R. Strauss.
--	---	---

FILMS DU JOUR

13.35 Ennemis rapprochés ■■ Alan J. Pakula (États-Unis, 1977, 110 min.)	17.35 La Femme modèle ■■ Vincenzo Minnelli (États-Unis, 1957, 115 min.)	20.35 Mes meilleurs copains ■■ Jean-Marie Poiré (France, 1988, 115 min.)
14.15 Kansas City ■■ Robert Altman (États-Unis, 1995, 120 min.)	18.20 Auto de minuit ■■ Robert Towne (Fr.-E.U., 1986, 130 min.)	22.30 Milagro ■■ Robert Redford (États-Unis, 1988, v.o., 120 min.)
15.10 L'Homme au masque de cire ■■ André De Toth (États-Unis, 1933, 90 min.)	18.55 Femme ou démon ■■ George Marshall (États-Unis, 1959, N., v.o., 95 min.)	22.50 La Liste de Schindler ■■ Steven Spielberg (États-Unis, 1994, N., v.o., 190 min.)
16.40 Le Verdict ■■ Sidney Lumet (États-Unis, 1982, v.o., 130 min.)	19.00 Sans soleil ■■ Chris Marker (France, 1982, 120 min.)	23.20 Nora ■■ Harald Braun (Allemagne, 1944, N., v.o., 100 min.)

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 11.10 et 17.10 Le Débat. Le Pac. Invités : Thierry Mignard ; Alain Tourne ; Bernard Keyvis ; J.-R. Mignard.	DOCUMENTAIRES 17.40 Himalaya. [194]. La vallée des dieux. Odysée	MUSIQUE 18.00 Chick Corea et Steve Kujala. Muzik
MAGAZINES 10.50 Droit d'auteurs. Invités : Christian Delacampagne ; Marcel Desenne ; Vincent de Swarte.	18.00 Chili. la mémoire obstinée. Histoire	19.30 Philippe Giussano. Œuvres de Chopin. Mezzo
13.25 Parole d'Expert. Invités : Henri Des.	18.30 Le Monde des animaux. Faut-il pleurer ? La Cinquième	20.15 Western Beat. Robert Redford, en 1992, lors du Festival de jazz. Muzik
14.58 Questions au gouvernement. Assemblée nationale. France 3	19.00 Arctique. [1973]. Le monde et la baléine tueuse. Odysée	20.59 Soirée spéciale Sir Georg Solti. Symphonie n° 4, de Mendelssohn. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise.
17.00 Les Dossiers de l'Histoire. Les dockers de Liverpool. Histoire	19.15 L'Aventure de la V ^e République. Planète	21.35 Symphonie n° 3 en ré mineur. dir. Wagner Symphonie de Bruckner. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise.
17.00 Les Lumières du music-hall. Colonne Renard. Paris Première	19.30 A corps et à cordes. Odysée	22.50 Symphonie en trois mouvements. de Stravinsky. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise.
18.00 Stars en rock. Rock Hudson. Spencer Tracy. Paris Première	19.55 Plans de vol. [1973]. Odysée	23.00 L'écriture ou la Vie. Portrait de Jorge Semprun. TV5
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Charal Coyé ; Cabaret Crouille ; Cyprien Hill ; M. A. Haldinen ; Walter Salles. Canal +	20.15 Dieu sans frontière. La Revanche de Dieu. Arte	20.25 Olages du soleil. [199]. Combats pour l'énergie. Odysée
19.10 Le Rendez-vous. Invités : Jean-Marc Ayrault.	20.25 La Vie en face. Général de Gaulle-Anthonioz ou l'engagement. Arte	20.35 École 27. La Vie en face. Planète
20.00 Temps présent. Télérama et un pillage. TV5	20.45 Un siècle de danse. [1975]. La danse moderne. Mezzo	VARIÉTÉS 20.55 Que la musique commence ! France 3
20.50 Fréquentstar. Lara Fabian. M 6	21.00 Les Empereurs romains. [196]. César (100-44 avant J.-C.). Histoire	TELEFILMS 17.35 Maria Vandamme. Jacques Ernaud [1 et 2/4]. Festival
21.00 Le Gai Savoir. La morale, les homosexuels et le Pac. Invités : Christine Boudier ; Eric Duboulet ; Pierre Cobecot ; Evelyn Scheroc ; Dominique Bernander ; François Cerda. Paris Première	21.40 Histoire de l'aviation. [197]. Roules du ciel (1927-1999). Planète	18.30 C'est qui ce petit boulot ? Gian Luigi Polidoro [4/4]. Têva
23.05 Place de la République. Portrait de Mouloud Bensaïd. Du cœur entre les mondes. Le 5 ^e symphonique Madern. La plus grande Sabinétique Vénitien d'Europe. France 2	21.55 Soirée thématique. Herbert Achtembusch, artiste, anarchiste et bavarois. Arte	21.20 Histoire d'hommes. Olivier Langlois. RTBF 1
23.35 Nimbis. Sur les traces des loups. Invités : Pierre Migon ; Catherine Carrière ; Luc Vallet ; François Mouchy. France 3	22.20 Dauphin mon voisin. Odysée	22.15 Dernier voyage à Glasgow. Jean Stewart. Canal +
0.15 Capital. Personne. Un service impayable. M 6	22.45 Histoire de la symphonie. [196]. Berlioz. Mezzo	22.15 Amour, justice et trahison. George Case. RTL 9
0.55 Strip-tease. Perdu de vue. Américain, man, cher Watson. Faites sauter la banque. France 3	23.00 Méditerranée. [1973]. Rome, vers l'unité. Histoire	23.35 The Debussy Film. impressions d'un compositeur français. Ken Russell. Muzik
1.05 Le Cercle. Langage. Invités : Stanislas Norcia ; Christian Scheroc ; Jean Rocco. France 2	23.30 Sida d'ici et de là-bas. TSF	23.50 L'Amour à l'ombre. Philippe Vautour. Festival
1.55 Sola. Cade. Les Compagnons de la région. France 3	0.00 Conférences de presse. 14 janvier 1988 [198]. Histoire	SÉRIES 19.20 Equalizer. Un ocan de feu. 13 ^{ème} Rue

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes comparés de la radio et de la télévision - ceux de la télévision après une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
■ Signalé dans le Monde Télévision-Radio-Multimédia.
■ Ca peut être.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classiques.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.15 Canal +
Dernier voyage à Glasgow
1^{er} décembre, Journée mondiale contre le sida. La chaîne cryptée a choisi de contribuer à la mobilisation en diffusant un téléfilm britannique de Jean Stewart, Dernier voyage à Glasgow, qui aborde la maladie de manière très réaliste. Soutenu dans sa terrible épreuve par son compagnon Ira, Tom vit le quotidien du sida. Avant de mourir, il décide de retourner à Glasgow, sa ville natale, pour renouer avec sa famille et revoir ses amis d'enfance, qui l'ont abandonné. Mais ce retour, qui devait être une rédemption, tourne rapidement au cauchemar. Tom est rejeté. La maladie et les symptômes dérangent le confort de ses proches qui n'arrivent pas à vaincre leurs préjugés. De retour à Londres, le réalisateur se livre à une réflexion sur le sida, le sida, le sida... Loin du mélodrame larmoyant et de la sensiblerie malade dans lesquels il aurait pu glisser facilement, le réalisateur montre de manière assez crue le difficile combat des malades et de leur entourage. Le propos n'est jamais déprimant et s'accompagne même d'un excellent jeu d'acteurs (Alfred Molina et Cal Macaninch) qui donnent à cette fiction une certaine efficacité. - D. Py

● 23.35 France 3
Nimbis
Depuis 1992, le loup est revenu chasser sur les terres françaises. Ils sont aujourd'hui une vingtaine répartis en quatre meutes (dont l'une vit entre France et Italie). Ce n'est pas sans poser quelques problèmes de cohabitation. Pas entre l'homme et le loup, mais entre le loup et le loup. Les meutes sont-elles des prédateurs, mais entre eux et les animaux domestiques. Sur les traces des loups, remarquable documentaire de la BBC, nous promène donc du Grand Nord canadien à la Roumanie, à la rencontre du loup des champs et du loup des villes - une femelle filmée par une caméra infrarouge qui traverse une bourgade roumaine. Montrant la façon dont les meutes s'attaquent aux animaux sauvages - des bisons d'une tonne en l'occurrence - et aux brebis. Ce documentaire sobre et instructif est suivi d'une rencontre au cours de laquelle des spécialistes de l'animal et un éleveur français expriment leurs points de vue. Pour les uns, ce retour est une bonne nouvelle écologique. Pour l'éleveur, c'est une difficulté de plus pour exercer son métier de berger. Mais le loup est là et il faut bien s'en accommoder. - A. Lo.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1 13.55 Les Feux de l'Amour. 14.45 Arabesque. 15.40 La loi est la loi. 16.35 Sunset Beach. 17.20 Beverly Hills. 18.25 Exclutif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.55 Les Amies de ma femme. Film. Didier Van Cauwelaert. 22.35 Perry Mason. Le Retour de Perry Mason. 0.15 Le docteur mène l'enquête. 1.05 TFI nuit, Météo.	FRANCE 2 13.50 Derrick. 14.55 Soko. 15.50 La Chance aux chansons. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.20 et 22.50 Un livre, des livres. 17.25 Cap des Pins. 17.55 Hartley, cœurs à vif. 18.50 Friends. 19.10 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 19.55 Au nom du sport, Météo. 20.00 Journal, Météo. 20.55 Jane Eyre. Film. Franco Zeffirelli. 22.55 Ruche à oreille. 23.00 Déclaration universelle des droits de l'homme. Article 21 : Suffrage universel. 23.05 Place de la République. 0.45 Journal, Météo. 1.05 Le Cercle. Le corps.	FRANCE 3 13.25 Parole d'Expert. 14.20 Les Craquantes. 14.48 Le Magazine du Sénat. 14.58 Questions au gouvernement. 16.05 C'est clair pour tout le monde ! Le 13 ^e Festival international du scoop et du journalisme d'Angers. 16.40 Les Minikéums. 17.45 Le Kadoc. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.52 L'Euro, mode d'emploi. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Le Koulj de 20 heures. 20.40 Tout le sport. 20.55 Que la musique commence ! 23.00 Météo, Soir 3. 23.35 Nimbis. Sur les traces des loups. 0.30 Magazine olympique. 0.55 Strip-tease. 1.55 Sola-Cité.
--	--	--

LA CINQUIÈME/ARTE

13.10 Forum Terre. 13.25 Le Journal de la santé. 13.40 Cuba. 14.55 La Cinquième rencontre... Santé et science. Le trimphisme. Et si je ne mourais pas ? Entretien avec le professeur Rosenbaum. 16.00 Modes de vie, modes d'emploi. 16.30 Les Dessous de la Terre. 17.00 Cellule. 17.30 100 % question. 17.55 Dieux d'Afrique. 18.20 Météo. 18.30 Faut-il pleurer l'éléphant d'Asie ? 19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Dieu sans frontière. La Revanche de Dieu. 20.45 La Vie en face. Général de Gaulle-Anthonioz ou l'engagement. 21.50 Soirée thématique. Herbert Achtembusch, artiste, anarchiste et bavarois. 21.55 Vie et images. 22.10 Un agneau dans la peau du loup. 22.55 Le Championnat olympique. Film. Herbert Achtembusch (v.o.). 0.40 viens donc à table. 1.10 Fausto. Film. Rémy Duchemin.

M 6

13.30 Les Eclats du cœur. Téléfilm. Christopher Leitch. 15.10 Les Routes du paradis. 16.05 Boulevard des clips. 17.20 M6 Kid. 18.00 Les Aventures de Sinbad. 19.00 FX, effets spéciaux. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.35 La Famille Tournabien. 20.40 Décrochage info. E-M 6 découverte. 20.50 Fréquentstar. Lara Fabian. 22.35 Los Angeles, guerre des gangs. Téléfilm. Alan Metzger. 0.15 Capital.
--

RADIO



FRANCE-CULTURE 20.02 Les Chemins de la musique. 50 ^e anniversaire de l'état d'Israël. 20.30 Agora. 21.00 Poésie studio. 22.10 Mauvais genres. Le fantasme dans les salles obscures. 23.00 Nuits magnétiques. Le fil du SOS.	FRANCE-MUSIQUE 19.00 Jazz, suivre le thème. 19.45 Portraits. Concert donné par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Jonathan Not. Œuvres de Debussy, Jarek. 22.30 Musique priet. 23.07 Le Dialogue des muses.	RADIO-CLASSIQUE 20.15 Les Soirées. Symphonie n° 53 Le Poêle, de Haydn, dir. l'Orchestre baroque d'Amsterdam, dir. Koopman. 20.40 Le Festival de musique de chambre de Jérusalem. L'œuvre de Brahms / L'œuvre de R. Schumann / Remembrance de Verdi : l'œuvre de Mozart / Les œuvres de l'œuvre de Beethoven / L'œuvre de Schubert. 22.44 Les Soirées... (suite). Œuvres de Chopin / L'œuvre de Brahms.
--	--	---

M O N D E



NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS



10^e arrondissement



Le S-Martin 125, rue de la Fontaine S-Martin 75010 PARIS Réalisation : FINANCIERE BEVE GAUCHE 104, bd du Montparnasse 75014 Paris Commercialisation : TEL 06 14 06 05 13 Fax 01 47 59 95 92		IMMEUBLE NEUF PROCHE GARE DE L'EST, VUES DÉGAGÉES Métro, RER, marché, jardin public, écoles, poste... 24 appartements : studio, 2 pièces, 3 et 4 pièces de 330 000 F à 1 000 000 F + parking DÉFISCALISATION PÉRISSOL	
---	---	--	---

15^e arrondissement



Eiffel Parc rue Deshay 75015 Paris Réalisation : SOFEPIM Commercialisation : GEFIC		A l'orée du Champ de Mars. A 300 m de la Tour Eiffel. A proximité de l'École Militaire et du Village Suisse, 66 appartements de grand standing avec votre balcon ou terrasse face à un magnifique parc de 7 500 m ² ou avec vue sur la Tour Eiffel. Prestations haut de gamme. 16 appartements disponibles du studio au 6 pièces balcons, terrasses. Prix selon occasion : Amortissement Périodique Bureau de vente sur place ouvert du lundi au dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tel. 01 56 28 28 05	
---	---	---	---

16^e arrondissement

Les Jardins d'Amadeus 26, rue de la Source 3 et 7, rue Henri Heine 75016 Paris Réalisation : GEORGE V PROMOTION Commercialisation : PERICULES CONSULTANTS TEL 01 55 21 07 31 Fax 01 55 21 07 22		Du studio au 5 pièces (balcons et terrasses) En face de l'avenue Mozart, sur 2 000 m ² de jardins privés et protégés, GEORGE V Promotion réalise 3 points d'entrée aux façades en pierre de taille portiques. Du studio au 5 pièces, des appartements avec balcons ou terrasses et, pour le plus grand, une vue exceptionnelle sur les jardins. Prestations hautes gammes - Parkings - Amortissement Périodique. Livraison 1 ^{er} semestre 2000 Renseignements : 01 55 21 07 21	
---	---	---	---

Les Jardins de la Fontaine 28, rue de la Fontaine 75016 PARIS Entre Anagni et Plessy Réalisation : COPRIM Commercialisation : GEFIC Tel. bureau de vente 01 40 50 12 10		AU CŒUR DU 16^{ÈME} - DU STUDIO AU 5 PIÈCES DU PIED À TERRASSE AU GRANDS APPARTEMENTS Découvrez le charme d'un jardin secret au pied d'une ancienne fontaine de rêve et de part et d'autre, des appartements haut de gamme protégés de vos balcons. Livraison 1 ^{er} et 2 nd trimestre 99. Réalisation de standing et prestations de qualité, parking chèque, maître dans salle de bain, portes entrées modernes, videoposte et portes palières blindées. Réalisation COPRIM. Commercialisation GEFIC. Bureau de vente : ouvert sur place du lundi au vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tel. 01 40 50 12 10	
---	---	---	---

18^e arrondissement

Les Allées Bâtimentiers Parc des carrières rue Adolphe Mille - 75019 Paris NOUVEAU PROGRAMME Réalisation : SOFERIM Commercialisation : ASTRAM CONSEIL 9, rue Vignon 75008 Paris TEL 01 47 42 17 39		A 200 m du métro Porte de Pantin Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'entrée de la Cité de la Montagne, 5 immeubles de charme aux prestations hautes gammes : parquet, chauffage gaz, terrasse et balcons. GAZ ET QUALITE. Du studio au 6 pièces, 50 appartements disponibles. A partir de 17 500 F le m ² hors parking. Amortissement Périodique Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h. Rue Adolphe Mille, 75019 Paris. TEL 01 47 42 17 39	
---	---	---	---



NEUF ET RÉSIDENTIEL

RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45

19^e arrondissement



Les Académies des Buttes Chaumont 30, rue des Alibonnes - 75019 Paris Réalisation : STIM BAYR Groupe Bouygues Immobilier 92513 Boulogne Cedex 130, route de la Seine TEL 01 55 38 25 38 Internet : http://www.stimbayr.fr		67 APPARTEMENTS DU STUDIO AU 2 PIÈCES IDÉAL INVESTISSEURS - LOYERS GARANTIS PENDANT 9 ANS - RÉGULARISATION DE TVA. STIM BAYR réalise une résidence pour étudiants avec services (qualité, cafétéria, laveries...) à proximité de Parc des Buttes Chaumont et du métro. Prix à partir de 410 000 F hors parking Pour tous renseignements, appelez dès maintenant au 01 55 38 25 38	
---	--	---	--

20^e arrondissement



Les Lauréates 135-137, bd Davaux 75020 Paris Réalisation : SCI DAVOUT 6, boulevard Saint-Henri 75008 Paris Commercialisation : TEL 01 47 43 85 96		PÉRISSOL IDÉAL INVESTISSEURS Résidence pour étudiants avec services Gestion : EUROSTUDIOS Site de groupe de la CAISSE DES DÉPÔTS. Loyers garantis par bail. Surface à partir de 349 000 F. Crédit 100% possible. Commercialisation : tel. 01 47 43 85 95	
--	---	---	---

RÉGION PARISIENNE

78 Carrières-sur-Seine

Résidence "La Vallière" 4340, rue de Chazot 78 Carrières-sur-Seine Réalisation : Groupe FRANIM TEL 01 47 28 48 69		LIVRAISON IMMÉDIATE. SUPERBES APPARTEMENTS de 2 P au 4 P, Métro de ville 5 pièces, à partir de 13 000F/m ² . Construction qualitative - prestations de qualité exceptionnelle. Ciblez tout dans un cadre de verdure en bord de Seine. 5 km de la Défense - Label QUALITE et PROMOTELEC PAS et plus à nos 06. APPARTEMENT MODÈLE sur place, du lundi au samedi de 10h à 19h (sauf jours fériés sur rendez-vous) TEL 01 39 57 26 18	
--	---	--	---

92 Bourg-la-Reine

La Résidence St-Gilles 92 Bourg-la-Reine Réalisation : STIM BAYR Groupe Bouygues Immobilier 92513 Boulogne Cedex 130, route de la Seine Co-promoteur H4 valorisation (Groupe EDF) TEL 01 55 38 25 38 Internet : http://www.stimbayr.fr		IDÉAL PÉRISSOL En centre ville - RER à 2 pas - STIM BAYR réalise une résidence de standing, alliant architecture élégante et prestations de qualité. Prix moyen : 18 000 F/m ² hors parking inclus. Pour tous renseignements, appelez dès maintenant au 01 55 38 25 38	
--	---	---	---

IMMO NEUF

Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf.
Chez votre marchand de journaux.

Le Spécialiste du Financement Immobilier

01 53 59 50 50

01 53 59 50 50

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

Au cours de l'été plusieurs mesures, contenues dans le projet de Loi de Finances 1999, concernant les droits de mutation ont été annoncées par le gouvernement, qui aura une incidence fiscale sur le marché immobilier et pourrait modifier les comportements des acteurs du marché.

• Pour l'habitation une de ces mesures est effective et appliquée depuis le 1^{er} septembre, bien que la Loi n'ait pas été adoptée : il s'agit de la suppression de la taxe régionale (1,60%) pour les biens à usage habitation à compter du 1^{er} septembre 1998, permettant de fluidifier le marché immobilier.

• D'autres ont été annoncées :

- l'abaissement à 4,80% des droits de mutation pour les locaux "professionnels", à compter du 1^{er} janvier 1999. L'abaissement des droits à 4,80% entraîne dès aujourd'hui certaines perturbations sur ce marché ; elle paralyse les acquisitions de "locaux professionnels" avant le 31 décembre 1998, mais accélère les cessions d'actions des sociétés à prépondérance immobilière.
- l'institution d'une taxe annuelle sur les entrepôts, qui risque de freiner l'investissement en Ile de France.
- la mise en oeuvre du "dispositif Besson", qui va entraîner un regain d'activité sur le marché immobilier ancien de qualité moyenne et en périphérie des grandes villes.

Réunis à la Chambre des Notaires, Jeudi 26 novembre, les professionnels de l'immobilier se sont félicités des mesures fiscales décidées par les Pouvoirs Publics, dont l'impact sera important notamment sur l'immobilier d'entreprise.

Il nous semble indispensable de poursuivre le processus d'allègement de la fiscalité pour les locaux d'habitation, dans un but d'harmonisation avec les acquisitions des « locaux professionnels » et d'alignement avec les législations de nos partenaires européens.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1^{er} - Téléphone : 01 44 82 24 00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES

FOUNDS DE COMMERCE

Vd complexe hôtelier CAP-D'AGDE (HERAULT)
Tél. 04-67-26-82-80.

Etranger

Espagne, C. Brava Begur vers A/Biava, hôtel chère-ville, restaurant populaire 16 ch., appt privé : 3 750 MFF à nég.
Tél. 04-44-1634-82-8804.

APARTEMENTS

PARIS 3^e

MARSA-ARCHIVES Studio 29,5 m², rénové, entrée, séjour, s. eau, cuis. ind., coin repas, parquet, chem., calmo, 3^e asc., Digrode, gardien.
510 000 F - 01-47-53-83-82.

PARIS 4^e

ILE SAINT-LOUIS Pdt r.-d.-c. à rev. 5 P, 90 m², 3,50 m hsp vue s/Seine
01-43-35-18-36

ILE DE LA CITE

Sur jardin Notre-Dame, duplex 105 m², dern. ét. sud, balcon. T. : 01-43-59-12-96.

PARIS 5^e

JUSSIEU DUPLEX 85 m² au sol, 3^e et 4^e, dern. ét., 70 m² la Carrez, bur. commercial possible.
Tél. : 01-43-36-17-36

ENCHERE

NOTAIRE 01-45-44-46-93 3, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 8^e et 2 P, 53 m² (part de SCI) Mise à prix : 615 000 F Visites 2 et 10-12, de 11 h à 13 h, le 5-12, de 15 h à 17 h.

ENCHERE

NOTAIRE 01-42-66-55-66 4, rue de Mirbel et 31, rue Daubenton - 3 P, 106 m², loué, 1^{er} ét. Revenu : 26 105 F/an. Mise à prix : 895 000 F - 3 P, 64 m², loué, 3^e et 4^e ét. Revenu : 17 043 F/an. Mise à prix : 370 000 F - 3 P, 64 m², loué, 4^e et 5^e ét. Revenu : 18 158 F/an. Mise à prix : 403 000 F. Visites 2 et 10-12, de 11 h à 13 h, le 5-12, de 15 h à 17 h.

PARIS 6^e

CHERCHE-MIDI Très bel imm. 5 P, 107 m², 2^e asc. balc. soléil.

LITRE

CHERCHE-MIDI Séjour + 2 chbres. Imm. planchailler FLEURUS 01-45-44-22-96.

SEVRES-BABYLONE

Rare beau volume, 295 m², récep. 100 m² + 5 chbres, parking, serv. 01-46-22-03-80 01-57-77-67-09.

PARIS 7^e

CHAMBRE DES DEPUTES 165 m², belle récep. 2 chbres, vue soieil. 7 500 000 F DUSAUSSOY 01-43-18-09-99

PARIS 8^e

EXCEPTIONNEL 100 m. palais de l'Élysée Petit imm., gd stand, 3^e et 4^e ét. imm. pdt + serv. 34 P, neuf, 90 m². Luxueuses prest., park. poss. 3 100 000 F. Tél. : 06-08-72-64-74

PARIS 10^e

FB SAINT-DENIS BEAU 6 P. 170 M² 2 200 000 F. 01-40-25-07-05.

FAUBOURG SAINT-MARTIN

LOFT 78 m² Beau bât. s'écroule cour plantée, 2^e ét., lumineux, impeccable, calme absolu. 01-47-00-77-27.

PARIS 12^e

DAUMESNIL 2 P 47 m² 840 000 F. Parfait état Part. Face vialuc des Arts Visite sam.-dimanche 02-40-47-03-72 06-12-25-37-07.

PARIS 13^e

M^{re} PICPUS Réc., ét. él., séj. dble 3 ch. 2 bns, 115 m², terr. 30 m² calme, sol. box. 01-43-35-18-36.

PARIS 14^e

DENFERT, 3 P, 70 m² entre Daguery et maille, très calme, clair, 4^e et 5^e asc., parquet, charges min. RER... 3 m², 4 bus, 01-45-45-72-98.

PARIS 15^e

LEFEVRE. Soieil, vue, 2 chbres, séj. dble 32 m², 4^e et 5^e imm. pdt + serv. J.-P. MAURIN. Gobelins immo. 01-43-37-50-50.

PARIS 16^e

AVENUE D'ENNA Vue sur place des E.U., part. vend 28 P, 85 m², gd sol., vue très dég., 5^e et 6^e sol. Très bon état, cuis. équipée. 3 100 000 F. 06-80-68-03-76.

PARIS 17^e

3 P + TERRASSE 3 750 000 F, pleine verdure, proche av. Junot, vaste salon, chbre et dressing, salle de bns, cuis. amén. + terr. privat. 80 m², calme absolu. Rare. 01-48-78-06-02

PARIS 18^e

92 Hauts-de-Seine LEVALLOIS-PERRET à 5 min. du parc de la Planchette Beaux 2 P., 59 m², balcon-terrasse, 7 m² sur jardin. 795 000 F + parking Livraison immédiate. AD VALOREM 01-68-59-77-77.

ENCHERE

NOTAIRE 01-41-14-29-92 53 bis, route de la Reine Boulogne (92) - 4 bns. Mise à prix : 50 000 F ch. Visites les 2 et 11 déc. de 14 h à 16 h.

ENCHERE

NOTAIRE 01-41-14-29-92 53 bis, route de la Reine, Boulogne (92) 2 P., 33 m², 1^{er} et 2^e ét., loué, Loi 1948 : 13 482,24 F/an. Mise à prix : 100 000 F. Visites le 30-11, de 14 h à 16 h.

ISSY (limite 19^e)

98 m², 5^e et 6^e, 3 chbres, park. Px : 1 550 000 F Tél. : 01-40-85-07-76.

BOULOGNE - M^{re} SEMBAT

Réc. ét. él., 2 P, 2 ch. 38 m², balc. s'aj. sud + cave, box. 01-43-35-18-36.

Province

ENCHERE

NOTAIRE 01-44-23-03-11 AVORAZ (74) Le Sasanka, lac d'Avoraz - studio 25,4 m², 5^e et 6^e ét., mise à prix : 200 000 F - 3 P, duplex, 65,10 m², mise à prix : 350 000 F Visites sur r.v. 04-50-74-04-43 (M^{re} Béatrix).

PROPRIETES

Province

CAUSE DIVORCE à 1 h au sud de Paris, train direct Paris-gare de Lyon/Montparnasse, ancien colombier du 17^e, tout en pierre et tuile de pays, sur son terrain 5 hectares, dont 2 hectares plan d'eau poissonneux. Maison de maître : 8 pièces. En retour d'équerre, splendides dépendances avec pigeonnier. Cave voûtée. Prix total : 980 000 F crédit vendeur 100 %. Tél. 02-38-65-22-92, 24/24.

Etranger

U.S.A. FLORIDE Venez découvrir en exclusivité les avantages de nos superbes réalisations immobilières à MIAMI BEACH et ORLANDO. Investissement à partir de 610 000 em. avec 30% comptant forte rentabilité locative, gestion assurée. Journées de présentation en présence du constructeur samedi 5 et dimanche 6 décembre 1998 de 10h à 18h Hotel BALTIMORE WESTIN 88 bis, av. KLEBER PARIS 16^e voyage et séjour offerts si réservation sur place. Contact en FRANCE : PLAGIMO Tél. : 04 93 16 06 08 / 06 08 46 67 90 - fax : 04 93 82 09 54 - e-mail : s.l.c.5.12.2011@plagimo.com

MAISONS

Paris Rég. parisienne

MAISON DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS-PERRET à 5 min. du parc de la Planchette Beaux 2 P., 59 m², balcon-terrasse, 7 m² sur jardin. 795 000 F + parking Livraison immédiate. AD VALOREM 01-68-59-77-77.

MAISON

DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

Paris Rég. parisienne

MAISON DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

VIAGERS

5^e, RUE PASCAL P1 libre, 120 000 F + 1 450 F/mois. 01-42-62-64-64.

PARIS 6^e

Boul. St-Germain 800 000 F + 5 000 F/mois 70 m², libre. 01-42-62-64-64.

LIBRE 5^e, 73 ans,

4 P, 1^{er} et 2^e ét. clair. 800 000 F + 9 000 F/mois. 01-42-62-64-64.

PARKINGS

Idéal investisseur parkings couverts Métro Bonne-Nouvelle Prix : 95 000 F + F.A. + travaux : 85 000 F (déduct. des revenus 1998) Gestion assurée pendant 5 ans. Rendement 8,50 %. Tél. : 01-53-45-54-30

ACHATS

APPARTEMENTS

Rech. 100 à 120 m² Paris préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e. 01-48-73-48-07 même le soir.

RECHERCHE URGENT

pour mes clients, 100 à 150 m² standing Paris rive gauche budget : 2 000 000 F à 5 000 000 F J.-P. MAURIN. Gobelins immo 01-43-37-50-50.

INTER PROJETS

recherche sur Paris et Est parisien VOLUMES ATYPIQUES A VENDRE OU A LOUER Tél. : 01-42-83-46-46.

CABINET ARDOUIN

Nous recherchons avant le 31-12-98 pour notre clientèle, des appts de 3 ou 4 P. dans le 17^e 01-42-83-68-26.

Urg. famille rech. appart.

ét. él. env. 210 m² 6 P., 6 ch., duplex, poss. 8^e Haussmann ou Trocadéro 16^e. Prix max. 5,5 MF. Tél. : 01-40-75-03-40.

Province

LES ISSAMBRES, prox. St-Maxime, de déc. à mars, de pav., pet. appt, beau point de vue, chem. au bois, calme. Tél. : 04-94-48-46-21 (19 h.).

Etranger

Part. loue à stes françaises établies à Rio de Janeiro, angle av. Atlantico, rue Rodolfo-Dantas, 6, quartier Copacabana, 1^{er} bel appt de fonction, 300 m² meublé et équipé, courte ou longue durée. Faire proposition. T. : 00-37793303598 ou 00-37767931156.

MAISONS

Paris Rég. parisienne

MAISON DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS-PERRET à 5 min. du parc de la Planchette Beaux 2 P., 59 m², balcon-terrasse, 7 m² sur jardin. 795 000 F + parking Livraison immédiate. AD VALOREM 01-68-59-77-77.

MAISON

DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

LOCATIONS

OFFRES VIDES

Hôtel de Ville, séj. dble Gde chbre, pendule, s. de bs, cuis. équipée, 11 ch. récep. 6 700 F net. 01-43-87-35-25.

Paris 7^e

Propriétaire loue appartement 215 m², 3^e étage. M. AGOSTI. Tél. : 01-53-58-30-20.

AGIFRANCE

LOCATIONS 01-49-03-43-40

Dans imm. de prestige

AV. BOSQUET, 7^e. M^{re} Ecole-Militaire - F4 de 115 m², 5^e et 6^e, avec balc. Liv. 3 chbres, 2 s. de bs, 2 w-c. 19 613 F ttes ch. c. Com. 12 998 F tte.

SUPERBE 5 pces 133 m²,

5^e et 6^e, 2 s. de bs, 1 cab. de toil., 3 w-c. Liv. de récep., 3 chbres. Park., cave. 22 586 F ttes ch. c. Com. 14 956 F tte.

SAINT-MANDÉ

Porte Dorée, face au bois, superbe 3 P, 100 m², 11 ch., jardin priv. et véranda, gd séj., 2 ch., cuis. amén., s.a. + bns, 2 w-c, placards, chf. et eau chaude coll., très bel imm., gardien 12 300 F prov. c.c., libre 1-1-99. Tél. 01-44-68-63-22 ou 06-09-10-61-17.

Rég. parisienne

Centre LAGNY (77). F2 50 m² Résidence de stand, park. s/sol, terrasse, cave 3 970 F/mois. Ag. Chanot 01-60-07-32-86.

OFFRES MEUBLEES

LES ISSAMBRES, prox. St-Maxime, de déc. à mars, de pav., pet. appt, beau point de vue, chem. au bois, calme. Tél. : 04-94-48-46-21 (19 h.).

Province

LES ISSAMBRES, prox. St-Maxime, de déc. à mars, de pav., pet. appt, beau point de vue, chem. au bois, calme. Tél. : 04-94-48-46-21 (19 h.).

Etranger

Part. loue à stes françaises établies à Rio de Janeiro, angle av. Atlantico, rue Rodolfo-Dantas, 6, quartier Copacabana, 1^{er} bel appt de fonction, 300 m² meublé et équipé, courte ou longue durée. Faire proposition. T. : 00-37793303598 ou 00-37767931156.

MAISONS

DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

Paris Rég. parisienne

MAISON DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS-PERRET à 5 min. du parc de la Planchette Beaux 2 P., 59 m², balcon-terrasse, 7 m² sur jardin. 795 000 F + parking Livraison immédiate. AD VALOREM 01-68-59-77-77.

MAISON

DE CHARMES ATYPIQUE 95 m², en triplex, séjour, 2 chbres, cheminée et jardin. Parfait état, site privilégié. Prix : 2 200 000 F IP 01-48-83-32-88.

OFFRE SPÉCIALE PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

Toute annonce achetée Lundi 7 décembre 98 (daté 8) donne droit à une annonce gratuite*.

Renseignements :
• Votre agence de publicité
ou
• Le Monde Publicité

Tél. : 01.42.17.39.45

* Minimum 5 lignes même jour - même nombre de lignes.

VENISE, dans palais XVII^e

2 appts. jard., terrasse, 5-7 pers. 6 000 F - 7 000 F/mois. T/F 00-39-07-33-65-84-03.

MASTER GROUP

47, r. Vaneau, 75007 Paris Rech. appts vides ou meublés, toutes surfaces pour CADRES BANQUES ET GRANDES SOCIÉTÉS 01-42-22-88-70

PARIS 16^e

PARTICULIER à particulier rech. à louer Versailles quartier Porchefontaine ou à Vitrolay 1 séj. double, 1 cuis., 2 s.d.b., 3 ch., box. Tél. : 01-30-52-62-10

PARIS 17^e

MARCHÉ DE LA CRÉATION Les artistes exposent leurs œuvres en plein air boulevard Edgar-Quinet au pied de la tour Montparnasse

TOUS LES DIMANCHES

à partir de 10 h jusqu'à la tombée de la nuit

VACANCES

Un Kaa en son sein

par Pierre Georges

AINSI que le pape l'a recommandé, dans une annexe à sa Bulle du grand jubilé de l'an 2000, la voie des indulgences peut emprunter des chemins divers. Une journée sans cigarettes, par exemple, ou sans alcool, et nous irons plus vite au paradis. Ou, du moins, nous réduirons sensiblement notre temps de purgatoire, quand l'heure sera venue.

Sans irrévérence excessive, on a pensé aux économies de purgatoire que l'on pourrait réaliser, dans l'enfer médiatique qui est nôtre, en ne parlant pas, ne serait-ce qu'un seul jour, de Daniel Cohn-Bendit. En oubliant, un instant, d'évoquer ce triste, abominable sire dont nous célébrons ici les méfaits oratoires avec un plaisir gourmand.

Dans le courrier des lecteurs, samedi, un lecteur, justement, s'en indignait, avec drolerie et férocité, nous demandant si nous n'étions pas tous tombés sur la tête. Ou tous devenus « esclaves d'une mode passagère » à ainsi célébrer le culte d'un personnage « promu à cette place d'homme omnivalent, d'oracle, dont il faut à tout prix accablé avec respect, sinon dévotion, le moindre propos (...) ».

Pour un lecteur qui écrit, mille qui pensent comme lui. Il y avait donc urgence à s'engager sur la voie de la repentance, du silence et donc de l'indulgence. Un dimanche sans Cohn-Bendit, cela n'était pas la mer à boire. Ni la plongée dans l'enfer du manque, puisque, précisément, à notre connaissance, ce dimanche-là l'homme providentiel se tut. Pas la moindre formule, pas la plus minime agression, pas la plus minime avis sur tout et le reste. Silence sur Radio-Francfort ! Hélas, même quand il se tait, cet oiseau-là fait du bruit ! Même quand il fait silence, son silence devient troublant. La preuve, Dominique

Voyet, son amie, son allié, qui visiblement ne s'en remet pas. Elle était, pauvre, sur la Cinquième, à « Arrêt sur images », à raconter son grand malheur d'avoir un tel ami et son immense désarroi devant semblable bestiole : « On est tous devant lui dans la situation de Mowgli devant Kaa le Python, dans Le Livre de la jungle. »

L'image était audacieuse. Car, si elle prouvait que notre ministre de l'environnement a de saines lectures, le soir, à la veille des vertes chaumières, elle tendait aussi à démontrer que s'opérait, dans son esprit, une abominable prise de conscience : celle, si l'on ose dire, d'avoir réchauffé un Kaa dans son sein !

La gauche « plurielle », dans ce qu'elle a de plus singulier – on veut parler ici du Mouvement des citoyens – ne tient pas un autre langage. Au menu de son conseil national, de la tête de Cohn-Bendit. A toutes les sauces. On lut sur le sujet le message de l'oracle Chevènement qui, au bon motif de se refaire du muscle, transmet sa pensée par fax. Sur le fauteur de troubles, sans le nommer, le jugement fut sans appel. Une dénonciation de « l'idéologie libérale-libertaire », qui conjuguait « une alouette d'esprit libéral et un cheval de libéralisme ».

Au cas où cette recette du pâté indigeste nous serait restée étrangère, les marionnettes du MDC, Georges Sarre en tête, se chargèrent du cas Cohn-Bendit. Il fut traité successivement de « radis, rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur ». De « clown médiatique ». D'« anarcho-libéral ». De « candidat de la Commission de Bruxelles ». Et même, même « de champion du trotsko-balladurisme ». Alors là, non ! « Trotsko-balladurisme », l'appellation est déposée. Ici même.

Le Collège de France accueille Gilles Veinstein

GILLES VEINSTEIN A ÉTÉ ÉLU, dimanche 29 novembre, à la chaire d'histoire turque et ottomane du Collège de France. Cette élection a été précédée d'une polémique, des militants de la cause arménienne lui reprochant un article paru en avril 1995 dans la revue *L'Histoire*, dans lequel M. Veinstein, sans nier la réalité des massacres d'Arméniens en 1915-1916, affirmait ne pas disposer « jusqu'à présent de preuve de l'implication gouvernementale ». Dans une lettre adressée en juillet à Gilbert Dagron, administrateur du Collège, M. Veinstein affirme que le terme de génocide s'applique en effet aux Arméniens, si on l'entend comme une « amputation massive subie par une population », mais continue de constater qu'il n'y a pas de preuve d'une décision prise par le gouvernement de l'époque d'exterminer tous les Arméniens.

Tirage du Monde daté dimanche 29 lundi 30 novembre 1998 : 572 359 exemplaires

CHOISISSEZ L'INDÉPENDANCE D'ESPRIT



L'indépendance d'esprit procède d'une information objective, complète et impartiale. C'est pourquoi nos documentations traitent les sujets sous tous leurs aspects : jurisprudence la plus récente, références aux textes officiels, commentaires de spécialistes.

Tél. 01 40 92 36 35

EDITIONS LEGISLATIVES

DICTIONNAIRES ET COGES PERMANENTS

CD PERMANENT

François Pinault rachète la participation de Vincent Bolloré dans Bouygues

L'homme d'affaires devient le premier actionnaire du groupe de BTP

VINCENT BOLLORÉ renonce à Bouygues. Dans une impasse, le patron breton a décidé pendant le week-end de passer la main. Lundi 30 novembre au matin, il a annoncé, dans un communiqué, la vente de la totalité de sa participation de 12,6 % dans Bouygues à Artémis, la holding personnelle de François Pinault. « Tirant les conséquences de l'impossibilité de faire prendre en compte ses propositions industrielles par l'actuel management et mesurant les difficultés encourues à rester trop longtemps dans la position actuelle », a expliqué M. Bolloré, il a préféré abandonner son offensive sur le groupe de BTP, propriétaire de TF1.

L'accord entre les deux parties a été trouvé sur la base de 1160 francs par titre, soit une prime de 1,5 % par rapport au dernier cours. L'opération totale s'élève à un peu plus de 3,8 milliards de francs. François Pinault possédait déjà un peu plus de 3 % environ du capital du groupe de BTP et de communication, il en devient le premier actionnaire, devant Martin et Olivier Bouygues, avec 16 % du capital. Contacté dans la matinée, le groupe Pinault se refuse à tout commentaire. Le groupe Bouygues, qui n'a appris l'entrée de ce nouvel actionnaire que lundi, ne fait aucune

déclaration.

Le retrait de Vincent Bolloré était prévisible. Risquant de perdre les procédures judiciaires face aux dirigeants de Bouygues, il avait préféré, le 25 novembre, rompre le pacte d'actionnaires avec les frères Bouygues, comme ceux-ci le réclamaient depuis l'été. Libéré de ses engagements, Vincent Bolloré ne se retrouvait pas dans une position plus facile. Manquant de moyens financiers, il excluait de lancer une OPA coûteuse. Sa stratégie visant à trouver un allié pour faire pression sur le groupe et renverser la direction en place était tout aussi dangereuse. M. Bolloré courait le risque de se trouver enlisé avec une participation élevée, sans aucun moyen de peser sur le groupe, alors que Martin et Olivier Bouygues étaient sur le point de trouver de nouveaux alliés. Plutôt que de se laisser enfermer dans une position de moins en moins confortable, M. Bolloré a choisi de vendre. Cette cession lui permet d'empocher près de 4 milliards de francs de liquidités et de réaliser une plus-value de plus de 1,5 milliard de francs.

L'arrivée de François Pinault dans Bouygues n'est qu'une demi-surprise. Au printemps 1997, l'homme d'affaires breton avait attentivement

regardé le dossier, puis avait renoncé, effrayé par les difficultés. A l'été 1998, alors que le conflit entre Martin Bouygues et Vincent Bolloré battait son plein, François Pinault avait réitéré son intérêt pour le groupe (*Le Monde* du 11 août). Il a, ces derniers mois, racheté en toute discrétion des actions Bouygues, ce qui lui permet aujourd'hui d'apparaître en position de force.

PRÉCIEUX APPUIS

Quelles sont les intentions de François Pinault aujourd'hui ? Son arrivée ne semble pas avoir été souhaitée par les frères Bouygues, qui avaient en tête d'autres alliances. Mais ils ne se retrouvent pas en position de s'opposer à cette entrée, ni de nouer d'autres partenariats pour le contre.

A court terme, les relations de François Pinault avec François Pinault devraient être beaucoup plus pacifiques que celles entretenues avec Vincent Bolloré. Des proches du dossier disent que « François Pinault est décidé à faire un investissement à long terme ». Un pacte d'actionnaires entre les deux semble, toutefois, exclu : ensemble, les deux actionnaires dépasseraient le seuil des 33 % du capital et des droits de vote, qui déclenche une OPA oblige-

toire.

Dans l'avenir, des collaborations entre les deux groupes pourraient voir le jour. Les chaînes de distribution de Pinault, le Printemps et la Redoute notamment, pourraient devenir partenaires dans la commercialisation du téléphone. Des liens seraient aussi possibles entre la Fnac et TF1.

Ces partenariats éventuels, toutefois, ne doivent pas masquer l'essentiel : la guerre pour la prise de contrôle du groupe Bouygues a toutes les chances de continuer. Dans le passé, François Pinault n'a jamais caché son intérêt pour des lieux de pouvoir comme TF1. Il a aujourd'hui mis le pied dans le groupe et a une position d'actionnaire incontournable. Patient, déterminé, il saura sans doute mener son approche du groupe de manière moins brouillonne que Vincent Bolloré. Surtout, à la différence de ce dernier, M. Pinault a les moyens financiers d'augmenter sa part dans le groupe Bouygues. Sans parler de ses précieux appuis politiques – M. Pinault est un proche de M. Chirac. En face, les frères Bouygues apparaissent désormais bien démunis.

Martine Orange

Les « souverainistes » de M. Bouchard devraient remporter les élections au Québec

MONTREAL

correspondance

Le chef du Parti québécois (PQ), Lucien Bouchard, pouvait afficher sa bonne humeur, dimanche 29 novembre, la veille d'élections générales au Québec, lundi, qui s'annonçaient le plus favorablement pour lui. A en croire les sondages, le parti du premier ministre sortant l'emporterait haut la main sur le Parti libéral du Québec (PLQ), dirigé par Jean Charest.

Jusqu'au dernier moment, M. Bouchard a joué profil bas. On voyait mal, toutefois, comment Jean Charest pouvait remonter la pente. Samedi, le PQ était donné gagnant avec 46,3 % des intentions de vote, soit près de 5 % de plus que le PLQ, une avance qui, compte tenu du découpage des circonscriptions, l'assurait d'une majorité plus que confortable à l'Assemblée nationale du Québec.

Il y a huit mois, personne n'aurait parié sur une réélection du PQ. Jean Charest, jeune politicien en vogue, avait troqué sa casquette de

chef du Parti conservateur à Ottawa pour rentrer au Québec, où tout le monde le jugeait plus utile à la cause « fédéraliste ». Les sondages indiquaient alors que si des élections provinciales avaient lieu,

spectre d'un nouveau référendum sur la souveraineté. Aujourd'hui, la déception est amère dans les rangs des libéraux provinciaux et des fédéralistes. L'effet Charest s'est presque complètement dissipé, le

Un premier ministre très populaire

A cinquante-neuf ans, le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a rarement été aussi populaire. Il avait été choisi à l'unanimité pour succéder à Jacques Parizeau à la tête du Parti québécois et du gouvernement provincial en janvier 1996. Né le 22 décembre 1938 au lac Saint-Jean, une région nationaliste située à 250 km au nord de la ville de Québec, il avait envisagé la prêtrise, mais a étudié le droit à l'université Laval, à Québec, et est devenu avocat. En trente ans, il a porté plusieurs casquettes politiques. Il a gagné la sympathie des Québécois lorsque sa vie a été menacée par le développement d'une bactérie dans son organisme, entraînant l'amputation de sa jambe gauche. – (AFP)

le PQ serait battu par le Parti libéral du Québec si M. Charest en prenait la tête. Les sirènes fédéralistes le suppliaient d'aller « sauver l'unité canadienne à Québec », en gagnant des élections qui éloigneraient le

temps d'une campagne libérale dont les experts disent qu'elle a été mal menée.

Lucien Bouchard a toujours bénéficié d'une place de choix dans le cœur des Québécois. Pourtant, les quatre années de gouvernement péquiste – dont à peine deux avec lui comme premier ministre – ont laissé des marques douloureuses, notamment dues aux conséquences d'une vigoureuse politique d'assainissement des finances publiques. La réforme du système du santé a reçu les critiques les plus virulentes. M. Bouchard a défendu bec et ongles son bilan, exhortant la population à lui faire à nouveau « confiance pour construire un Québec financièrement solide et socia-

ment solide ». Jean Charest s'est présenté comme « l'homme du changement face à l'homme du statu quo » et a dévoilé un programme « néo-libéral » avec une diminution radicale des interventions étatiques comme pièce maîtresse. Accusé par M. Bouchard de « copier l'agenda de Mike Harris » – un conservateur pur et dur – et de vouloir détruire les « outils collectifs » du Québec, M. Charest a eu du mal à faire passer son message économique.

LA MENACE DU RÉFÉRENDUM

Même sur la « question nationale », M. Charest n'a pas réussi à marquer des points. Misant sur la peur viscérale d'une bonne moitié de l'électorat québécois vis-à-vis de « l'option souverainiste » du PQ, le chef du PLQ n'a pas cessé de brandir la menace d'un référendum sur la souveraineté avec les péquistes au pouvoir. Ce à quoi M. Bouchard a répondu qu'il était toujours « souverainiste » mais qu'il ne voulait pas d'un référendum pendant et qu'il s'engageait seulement à « tout faire pour réunir les conditions gagnantes » d'un éventuel référendum.

Fort du titre qu'il détient dans l'opinion publique de « meilleur défenseur des intérêts du Québec » face à Ottawa, M. Bouchard n'a pas raté une occasion durant la campagne de dénoncer les ingérences du gouvernement fédéral, tout en montrant son ouverture au dialogue avec les autres provinces. – (Interim.)

Des employés légèrement contaminés à la centrale nucléaire de Golfech

UNE FUITE radioactive a entraîné la contamination de plusieurs personnes, vendredi 27 novembre, à la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne). L'incident s'est produit lors d'une intervention sur le couvercle de la cuve du réacteur numéro 2, à l'arrêt pour maintenance depuis le 14 novembre. En raison de « l'insuffisance des filtres des ventilateurs » du dispositif de confinement du chantier, de l'air contaminé par des particules de cobalt 60 s'est échappé dans l'enceinte du bâtiment réacteur.

L'alarme a été donnée à 13 h 15 et la décision d'évacuation « fut prise vers 16 h 30 ». Les personnes présentes (plus de 80) ont fait l'objet de contrôles. « Une seule présentait un niveau de contamination interne par du cobalt 60 de 2 000 becquerels, correspondant (...) à 0,4 % de la limite annuelle actuellement en vigueur pour les travailleurs », indique un communiqué commun de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) et de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI).

Deux autres présentaient une contamination de quelques centaines de becquerels et une trentaine d'autres « des niveaux inférieurs mais mesurables ». « Après un tel incident, l'évacuation aurait dû être immédiate », estime le di-

recteur de la DSIN, André-Claude Lacoste, dans un entretien au *Parisien-Aujourd'hui* du lundi 30 novembre. L'incident a été néanmoins classé au niveau zéro de l'échelle internationale de gravité.

à 5 minutes de PARIS

LE 1^{er} SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Une occasion unique de trouver toutes les marques au meilleur prix !

500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues par mois



227, bd Anatole FRANCE 93200 ST DENIS - 01 49 33 60 90

De PARIS Pte de St Ouen, suivre Mairie de St Ouen, puis 300 m - ouvert 7 jours/7

مكتبة الامارات